



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement
des Capacités pour l'Afrique Centrale



RENFORCER LES CAPACITÉS MACROÉCONOMIQUES EN AFRIQUE CENTRALE

EXECUTION ANNEE FISCALE 2022 - PROGRAMME DE TRAVAIL 2023

Juin 2022

AFRITAC Centre est une initiative du FMI soutenue par les Etats membres et les partenaires au développement suivants :



Burundi



Cameroun



République du Congo



Gabon



Guinée équatoriale



République Centrafricaine



République démocratique du Congo



République démocratique de Sao Tomé-et-Principe



Tchad



Union européenne



République Populaire de Chine



Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Federal Department of Economic Affairs,
Education and Research EAER
State Secretariat for Economic Affairs SECO

Liste d'acronymes et abréviations

AFD	Agence française de développement
AFR	Département Afrique du Fonds monétaire international
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique de l'Afrique subsaharienne
AFRITAC Centre ou AFC	Centre régional de développement des capacités pour l'Afrique centrale
AFRITAC Sud ou AFS	Centre régional de développement des capacités pour l'Afrique australe
BRB	Banque de la République du Burundi
CDMAP	<i>Capacity Development Management and Administration Program</i> – Programme de gestion et d'administration du renforcement des capacités
CD-PORT	<i>Capacity Development Projects, Outputs and Results Tracking</i>
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
COVID-19	<i>Coronavirus disease 2019</i> – Maladie à coronavirus 2019
COBAC	Commission bancaire de l'Afrique centrale
FMI	Fonds monétaire international
GIZ	<i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> - Coopération allemande
INSEED	Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
ISTEEBU	Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
MSFP	Manuel des statistiques des finances publiques
ONU Femmes	Organisation des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
PIB	Produit intérieur brut
RCA	République Centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
SADC	<i>Southern African Development Community</i> - Communauté de développement d'Afrique australe
SCN	Système de comptabilité nationale

Table des matières

I. Introduction et Contexte	6
Le programme	6
L'objectif fondamental.....	6
Les objectifs stratégiques.....	7
Le contexte régional.....	8
Le contexte macroéconomique	8
II. Programme de travail d'AFRITAC Centre	11
A. Réalisations et résultats clés de l'année fiscale 2022.....	11
B. Priorités du Centre pour l'année fiscale 2023, dernière année de la Phase III.....	16
C. Principaux indicateurs d'exécution du programme de travail.....	19
D. Indicateurs de la gestion axée sur les résultats.....	19
E. Exécution et programmation des ressources du Centre.....	24
III. Performance 2022 et programmation 2023	30
A. BURUNDI	31
B. CAMEROUN	36
C. REPUBLIQUE DU CONGO	41
D. GABON	44
E. GUINEE EQUATORIALE	48
F. REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	50
G. REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO	53
H. SAO TOME-ET-PRINCIPE	58
I. TCHAD	61
J. CEMAC – Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale	64
K. COBAC - Commission bancaire de l'Afrique centrale	67

Encadrés

Expérimentation de la budgétisation sensible au genre au Cameroun.....	12
Appui au déploiement du module télépaiement et l'utilisation de la téléphonie mobile pour le paiement des impôts en Centrafrique.....	13
Développement des capacités sur les pratiques émergentes relatives à la prise en compte des risques liés au changement climatique dans les cadres de la supervision et de la réglementation bancaires	13
Stratégie du FMI pour les FCS (Etats fragiles et en conflits)	29

Réussites remarquables

Renforcement de la fonction d'évaluation en douane au Burundi.....	32
Expérimentation de la budgétisation sensible au genre au Cameroun.....	37
Publication d'une nouvelle série de comptes nationaux annuels en RDC.....	55
Amélioration de la couverture et de la qualité des rapports budgétaires et comptables	65

Graphiques

Graphique 1. Croissance du PIB	9
Graphique 2. Inflation des prix à la consommation.....	10
Graphique 3. Solde budgétaire global (dons compris).....	10
Graphique 4. Solde extérieur courant (dons compris)	10
Graphique 5. Dette publique	11
Graphique 6. Nombre de cadres logiques de la Phase 3 par domaine (en nombre)	19
Graphique 7. Nombre d'étapes intermédiaires de l'année fiscale 2022 par domaine	20
Graphique 8. Situation globale des étapes intermédiaires	21
Graphique 9. Performance des étapes intermédiaires par domaine (en nombre)	21
Graphique 10. Nombre de résultats escomptés de la Phase 3 par domaine	22
Graphique 11. Performance globale des résultats escomptés	23
Graphique 12. Performance des résultats escomptés par domaine (en nombre)	23
Graphique 13. Activités par pays (en nombre)	24
Graphique 14. Activités par domaine (en nombre).....	25
Graphique 15. Ressources par pays (en personnes semaines)	26
Graphique 16. Ressources par domaine (en personnes semaines).....	26
Graphique 17. Répartition des ressources par pays (en pourcentage)	27
Graphique 18. Répartition des ressources par domaine (en pourcentage).....	27
Graphique 19. Répartition des ressources selon la fragilité des pays bénéficiaires.....	28

Annexes

1. Cadres logiques 2021-2023
2. Activités par pays et domaine
3. Ressources par pays et domaine
4. Séminaires régionaux, cours et apprentissages entre pairs
5. Personnel
6. Rapport financier
7. Appuis en gestion de la dette publique (DMF)
8. Appuis en administration douanière (CCCDI)

I. INTRODUCTION ET CONTEXTE

Le programme

1. **Ce rapport présente l'exécution du programme de travail de l'année fiscale 2022 (allant du 1^{er} mai 2021 au 30 avril 2022) et le programme de travail de l'année fiscale 2023 (allant du 1^{er} mai 2022 au 30 avril 2023) du Centre Régional de Développement des Capacités du FMI pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre, ou AFC).**
2. **Depuis le début de la pandémie du COVID-19, le Centre a adapté ses modes de mise en œuvre de ses activités de développement des capacités afin de maintenir son appui aux pays et institutions régionales.** Les restrictions de déplacement liées à la riposte contre la pandémie avaient empêché les conseillers résidents du Centre d'effectuer des missions sur le terrain afin d'appuyer les pays membres et les institutions bénéficiaires dans la mise en œuvre de leurs réformes respectives jusqu'au milieu du second semestre. En effet, la majeure partie des missions de développement des capacités au cours de l'année fiscale 2022 ont été exécutées exclusivement à distance. Aussi, le Centre a continué d'apporter son soutien aux pays membres lors des missions du siège.

L'objectif fondamental

3. **L'objectif fondamental du programme de travail est de contribuer au renforcement des capacités institutionnelles, techniques et humaines des pays et des institutions régionales membres d'AFRITAC Centre** pour les aider à faire face aux défis macroéconomiques et pour les accompagner dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).
4. **Cet objectif s'insère dans le cadre de la stratégie de développement des capacités du département Afrique du FMI.** Le Centre met à profit son expertise dans les questions macroéconomiques et financières ainsi que son envergure régionale pour épauler les États membres dans leurs efforts de renforcement des capacités humaines et institutionnelles. Le programme de développement des capacités prend également en compte les objectifs d'intégration régionale et d'harmonisation des politiques entre les pays membres et trouve son fondement dans les stratégies de renforcement des capacités développées pour chaque pays en consultation avec le département Afrique du FMI. Le Centre a également intégré la nouvelle stratégie des pays dits fragiles et affectés par des conflits (*fragile and conflict-affected states*, FCS). AFRITAC Centre en compte six sur neuf pays membres.

Les objectifs stratégiques

5. Le programme de travail exécuté au cours de la période sous revue se décline en cohérence avec les objectifs stratégiques retenus dans le cadre du troisième cycle de financement d'AFC couvrant la période novembre 2017- avril 2022 ¹. Ces objectifs sont les suivants :

- Moderniser les cadres institutionnels et renforcer les principales fonctions des administrations des revenus en vue d'améliorer la mobilisation des recettes douanières et fiscales,
- Améliorer la gestion des finances publiques, y compris le cadre légal, les outils de prévisions macroéconomiques, la préparation et le contrôle de l'exécution du budget, les outils de reporting ainsi que le soutien à la mise en œuvre des directives régionales au niveau des pays,
- Appuyer la réalisation de prévisions budgétaires fiables et régulières, y compris les prévisions de revenus tirés du pétrole et d'autres ressources naturelles en particulier dans les pays en situation de fragilité,
- Renforcer les statistiques macroéconomiques et des finances publiques, contribuer au rattrapage des retards de publication des comptes nationaux, et harmoniser les statistiques régionales,
- Réduire le coût et le risque de la dette publique, développer les marchés financiers locaux et régionaux de la dette intérieure dans le contexte d'une solide gestion de la dette publique et d'un appui aux investissements dans la région²,
- Améliorer la régulation et la supervision des institutions financières, notamment en renforçant la convergence des cadres réglementaires qui leur sont applicables conformément aux normes internationales en la matière ainsi qu'aux bonnes pratiques de la supervision basée sur les risques.

¹ Document programme pour le troisième cycle de financement 2017-2022 ; Téléchargeable [sur notre site web www.afritacentre.org](http://www.afritacentre.org)

² Le programme en gestion de la dette publique est financé par le mécanisme Debt Management Facility (DMF) du FMI et de la Banque mondiale.

Le contexte régional

- 6. Pouvoir surmonter les défis du développement économique, y compris par la bonne gestion des ressources naturelles et l'intégration régionale, est prioritaire pour ces pays membres.** À l'exception de la *RCA*, tous les pays de la *CEMAC* sont des pays exportateurs de pétrole. Parmi les pays membres, le *Burundi* et la *RDC* sont membres du marché commun de l'Afrique orientale et australe (*COMESA*). Le *Burundi* et la *RDC* sont membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est (*CAE*), tandis que la *RDC* appartient également à la Communauté de développement d'Afrique australe (*SADC*). Pour les six pays membres de la *CEMAC*, le programme de travail tient compte de *l'intégration régionale, ainsi que de la supervision bancaire commune* à travers la *COBAC*. Enfin, plusieurs pays membres ont fait face à des défis sécuritaires importants ce qui oblige le Centre à une constante souplesse et adaptation de son programme d'intervention.
- 7. L'objectif de renforcement des capacités d'AFC vise à aider les pays membres à adopter et mettre en œuvre des politiques économiques qui favorisent une croissance inclusive.** Bien que le revenu par habitant varie considérablement d'un pays à l'autre, tous sont confrontés à des problèmes majeurs de développement humain. Ainsi, le *Gabon* et la Guinée équatoriale ont des niveaux de revenu par habitant nettement plus élevés que la moyenne de la région d'Afrique subsaharienne. Le *Cameroun*, la *République du Congo*, la *RCA*, et le *Tchad* en zone *CEMAC* ainsi que le *Burundi* et la *RDC* sont des pays en situation de fragilité.³

Le contexte macroéconomique

- 8. Après deux ans de crise liée à la pandémie du COVID-19, l'Afrique subsaharienne semble avoir déjoué le scénario sanitaire catastrophe craint,** bien que du fait des capacités de dépistage limitées, il est possible que le nombre de cas de COVID-19 ait été sous-estimé. Alors que les économies d'Afrique subsaharienne peinent à se relever de la récession de 2020-21 induite par la pandémie de coronavirus, la région est maintenant confrontée à de nouveaux défis économiques.
- 9. Dans les pays exportateurs de produits de base, la hausse des cours de ces produits peut permettre d'engranger d'importants gains budgétaires exceptionnels, mais uniquement si les pouvoirs publics maîtrisent les dépenses consacrées aux subventions à l'énergie.** L'essentiel de ces gains devrait ensuite être utilisé pour reconstituer les marges de manœuvre disponible, surtout dans les pays dont les finances publiques sont très vulnérables. En effet, de nombreux pays de la région restent fortement tributaires des exportations de produits de base, de sorte que leur production est plus irrégulière et leur croissance économique sujette à des chocs externes. C'est pourquoi il est capital de diversifier davantage leurs économies. À cette fin, les pays membres d'AFC exportateurs de produits de

³ Selon la classification de la Banque Mondiale.

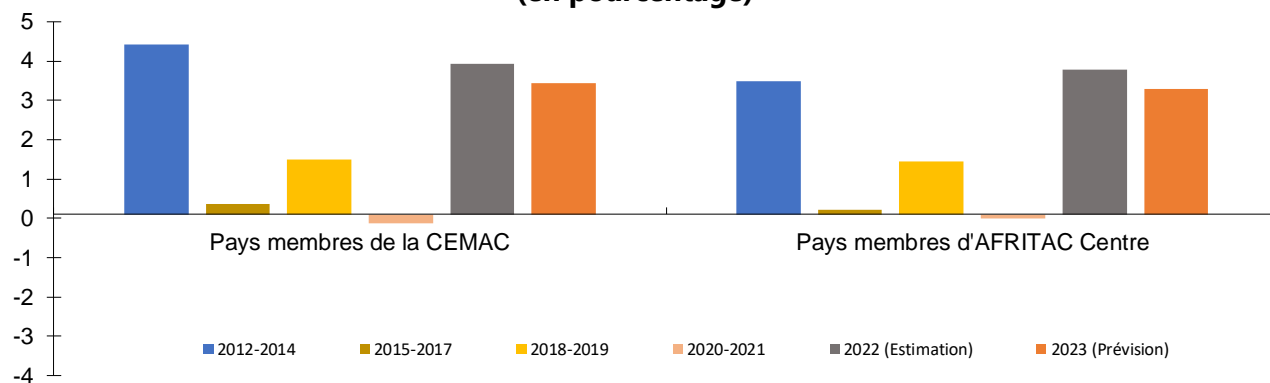
base devraient tirer parti de la hausse des cours de ces produits pour renforcer la stabilité de leurs cadres macroéconomiques, améliorer le climat des affaires et d'investissement et envisager de recourir à des interventions sectorielles ciblées en cas de défaillances du marché.

10. La reprise économique dans les pays membres d'AFRITAC Centre a été plus prononcée que prévue au second semestre de 2021, d'où une révision en hausse de l'estimation de croissance de l'an dernier, de 2,7 % à 3,8 %. Cette année, en revanche, ce regain de vigueur est hypothéqué car la crise en Ukraine vient se superposer à une pandémie persistante, tandis que l'évolution des coûts d'emprunt et de la demande mondiale est soumise à une incertitude croissante, ce qui complique considérablement la tâche des pouvoirs publics, qui font face à une augmentation des besoins, une aggravation des risques, un niveau toujours élevé de la dette publique et un rétrécissement de leur champ d'action.

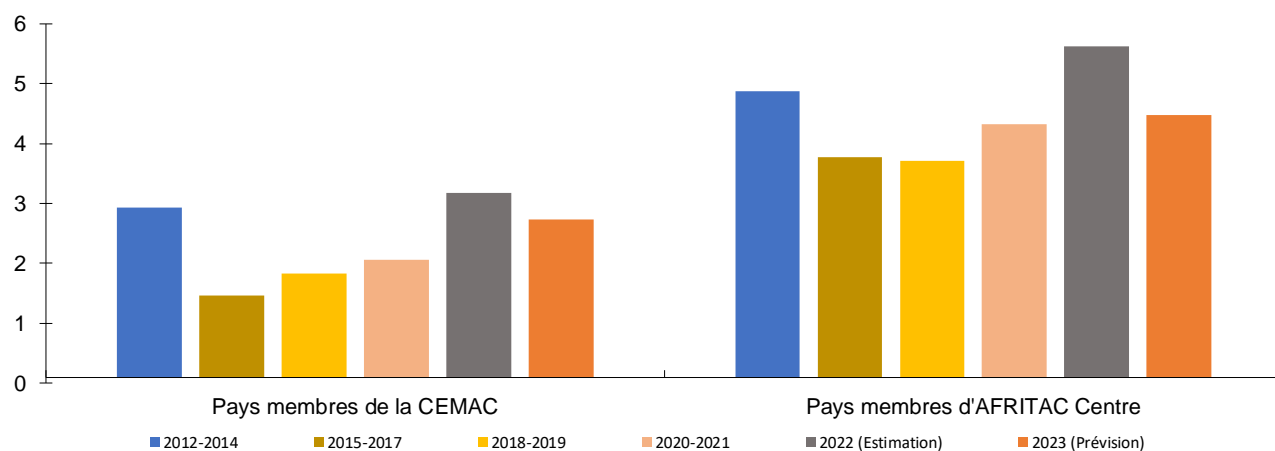
11. Fort de tous ces facteurs, la reprise économique devrait s'essouffler pour s'établir à 3,3% en 2023 pour les pays membres d'AFRITAC Centre. Ce rythme de croissance n'est toutefois pas suffisant pour regagner le terrain perdu en raison du double choc et de la marge de manœuvre réduite que cela induit.

12. Une poursuite de la guerre en Ukraine et des restrictions durables aux exportations depuis la Russie pourraient exercer de nouvelles pressions à la hausse sur les prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Cela pèserait fortement sur les pays importateurs de produits de base de la région, en accentuant l'insécurité alimentaire, en alimentant les tensions sociales et en pénalisant davantage les populations vulnérables. Une exacerbation des tensions géopolitiques entre la Russie et les pays occidentaux pourrait aussi accroître l'aversion pour le risque à l'échelle mondiale et augmenter les coûts d'emprunt, surtout pour les pays ayant une position budgétaire plus précaire.

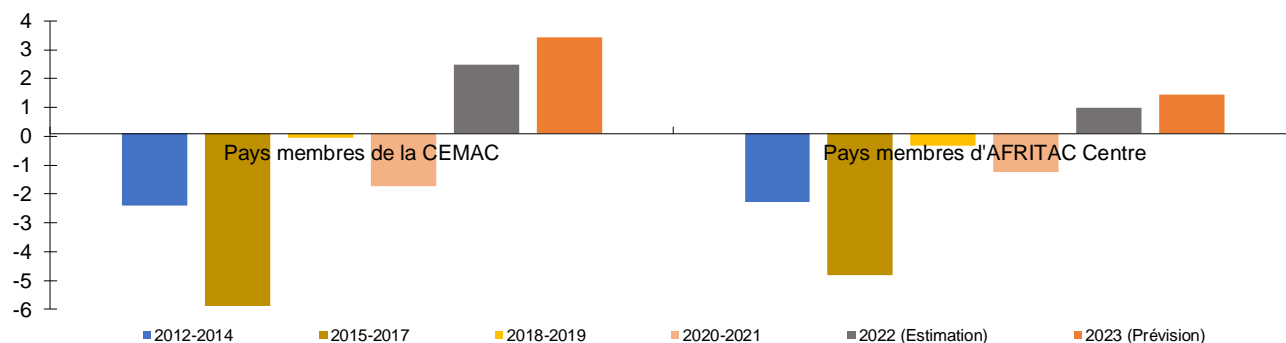
**Graphique 1. Croissance du PIB
(en pourcentage)**



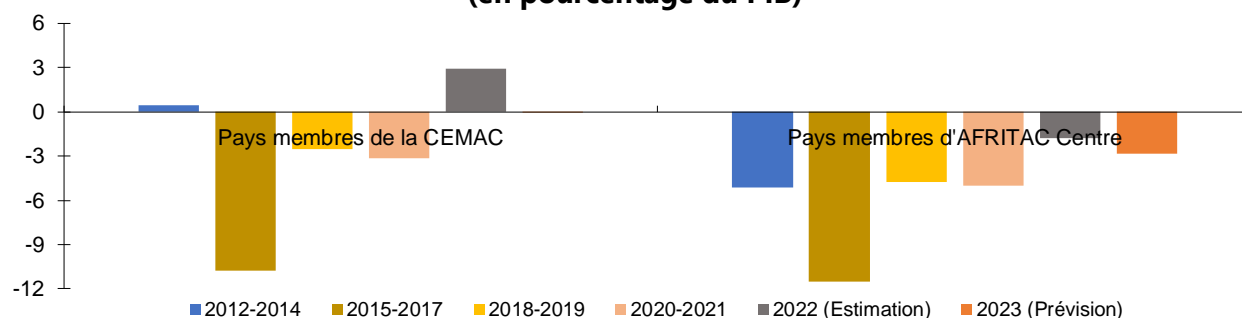
Graphique 2. Inflation des prix à la consommation
(en pourcentage moyen de la variation annuelle)



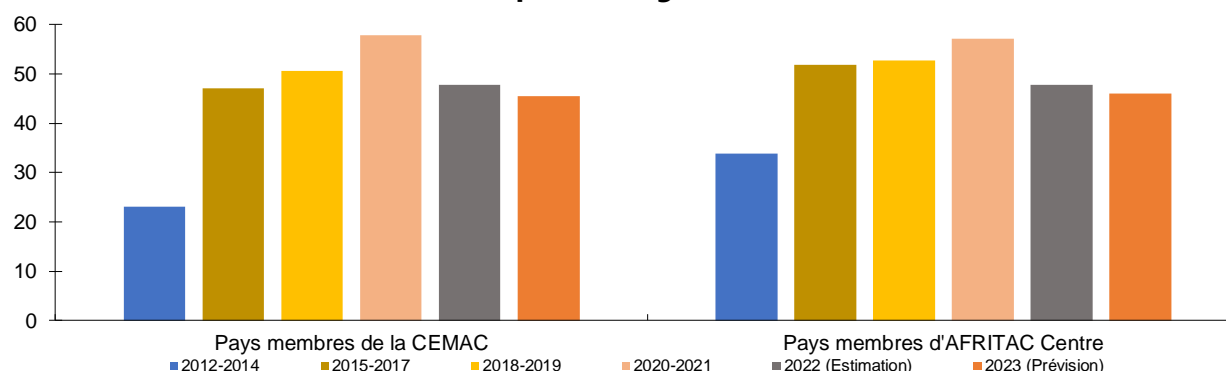
Graphique 3. Solde budgétaire global (dons compris)
(en pourcentage du PIB)



Graphique 4. Solde extérieur courant (dons compris)
(en pourcentage du PIB)



**Graphique 5. Dette publique
(en pourcentage du PIB)**



Source : FMI, base de données du département Afrique et des perspectives économiques régionales, avril 2022

II. PROGRAMME DE TRAVAIL D'AFRITAC CENTRE

A. Réalisations et résultats clés de l'année fiscale 2022

13. Les résultats clés de l'année fiscale 2022 sont présentés pour chaque domaine d'intervention du Centre. Pour les illustrer, certains d'entre eux sont développés sous forme de réussites remarquables dans la troisième partie du présent rapport relatif aux réalisations de l'année fiscale 2022 et aux activités à venir.

Au titre de résultats clés de l'année fiscale 2022, on peut citer entre autres :

- Le renforcement de la fonction d'évaluation en douane au Burundi,
- L'expérimentation de la budgétisation sensible au genre au Cameroun,
- La réussite du changement de l'année de base des comptes nationaux au Cameroun,
- L'amélioration de la couverture et de la qualité des rapports budgétaires et comptables au Gabon,
- Le renforcement de l'élaboration et de la diffusion du TOFE au Gabon,
- L'amélioration de la supervision des entités et entreprises publiques au Tchad,
- La publication d'une nouvelle série de comptes nationaux annuels en RDC,
- L'appui à l'élaboration d'un guide régional sur le contrôle interne comptable de l'Etat pour les pays de la CEMAC,
- L'élaboration et mise en œuvre des normes de Bâle III en matière de liquidité (*Liquidity Coverage Ratio*) et de financement (*Net Stable Funding Ratio*) à la COBAC.

Objectifs transversaux : Climat et environnement, genre et réduction des inégalités, digitalisation

14. Le Centre contribuera à la réduction des inégalités, à la bonne préservation de l'environnement, à la lutte contre la pauvreté tout en accordant une attention aux questions de genre. Sur ce point, le Centre a soutenu, en complémentarité avec l'ONU Femmes et la GLZ, la préparation d'un guide sur la budgétisation sensible au genre afin de

refléter l'identification du genre dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques au Cameroun (encadré 1). Cette activité s'est conclue par la production du premier document budgétaire sensible au genre lors de la préparation du budget 2022. Sur le volet digitalisation, le Centre a mené une activité en RCA sur la mise en place de téléprocédures pour le paiement des taxes et de l'impôt (encadré 2). Sur le plan de la prise en compte de l'effet du changement climatique, le Centre a organisé un séminaire interrégional avec AFRITAC Ouest 1 en supervision et réglementation bancaires sur les approches émergentes pour la prise en compte des risques climatiques (encadré 3).

Encadré 1

AFRITAC Centre en collaboration avec ONU Femmes et la GIZ soutiennent l'intégration de la budgétisation sensible au genre au Cameroun.

Expérimentation de la budgétisation sensible au genre au Cameroun

Après avoir assisté en mars 2021 les autorités camerounaises à identifier les points d'entrée de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) dans le processus budgétaire et organisé en avril 2021 un atelier de co-production des outils de la BSG, AFC a appuyé en septembre 2021 l'expérimentation de la BSG au titre de l'élaboration du budget 2022.

Au cours de cette mission, l'architecture globale du Document Budgétaire Sensible au Genre a été arrêtée en priorisant l'établissement des liens essentiels entre le budget et la réduction des inégalités du genre. Le contenu du document a été enrichi par une analyse de la prise en compte du genre au niveau des budgets ministériels menée de manière approfondie et selon une démarche harmonisée. En outre, l'analyse budgétaire établie par les administrations pilotes, cantonnée initialement dans l'examen des Cadres de dépenses à moyen terme (CDMT) sous un prisme genre explicite, a été approfondie et élargie à l'ensemble des déterminants de la dépense.

La mission a procédé à la revue de la méthodologie de classification et de catégorisation des dépenses selon la sensibilité genre développée par le Ministère de la promotion de la femme et de la famille (MINPROFF), sur la base de meilleures pratiques internationales en privilégiant l'auto-évaluation menée par chaque administration sectorielle qui dispose d'une connaissance fine de sa planification et sa programmation (marquage ex-ante) et des éléments relatifs à l'exécution (marquage ex-post).

L'appui d'AFC a permis aux autorités camerounaises de produire, pour la première fois, comme annexe au projet de loi de finances 2022, un Document Budgétaire Sensible au Genre qui devra, au fil des années, monter davantage en qualité pour documenter les politiques en matière de réduction des inégalités sur le genre. A ce sujet, AFC a fait des recommandations et indiqué les modalités pratiques de leur mise en œuvre.

A cette occasion, AFC a expérimenté une coordination renforcée avec ONU Femmes et GIZ, ainsi que la Société civile qui ont activement participé aux travaux techniques conduits par la mission ; ont apporté un appui à l'Institut National de la Statistique en vue du développement progressif des statistiques sexo-désagrégées ; ont réalisé des analyses genre sectorielles, et qui ont pris en charge des aspects logistiques pour la tenue des ateliers.

Encadré 2

AFRITAC Centre appuie l'administration fiscale de la RCA dans son programme de dématérialisation des procédures de paiement des impôts et taxes.

Appui au déploiement du module télépaiement et l'utilisation de la téléphonie mobile pour le paiement des impôts en Centrafrique

L'appui avait pour objectifs d'identifier les principales fonctionnalités à développer dans la plateforme de paiement électronique SETI ; de mettre à jour le schéma de fonctionnement du SETI et son plan de mise œuvre ; de développer le schéma de fonctionnement de l'utilisation de la téléphonie mobile pour la déclaration et le paiement des impôts et d'élaborer une feuille de route pour sa mise en place.

AFC a apporté son expertise technique pour le développement du schéma de fonctionnement et la description des principales fonctionnalités de la plateforme de paiement en ligne et par téléphone mobile.

A l'issue de la mission, les experts ont pu identifier les points critiques à régler pour pouvoir déployer la plateforme de déclaration et de paiement électronique SETI ciblant les grands contribuables, proposer les différentes fonctionnalités, la cartographie du fonctionnement du module télépaiement SETI ainsi que le calendrier mis à jour de sa mise en place.

Encadré 3

AFRITAC Centre développe les capacités des cadres de la région dans la prise en compte des risques liés au changement climatique dans les cadres de supervision et de réglementation bancaires.

Développement des capacités sur les pratiques émergentes relatives à la prise en compte des risques liés au changement climatique dans les cadres de la supervision et de la réglementation bancaires

AFC et AFW ont organisé un webinaire visant à sensibiliser les superviseurs bancaires francophones de l'Afrique centrale et de l'ouest (ainsi que les superviseurs des Comores et Madagascar, deux pays francophones d'AFRITAC Sud) aux risques liés au changement climatique et à permettre un partage d'informations fructueux, en fournissant des exemples d'approches émergentes, y compris sur le travail du *Network for Greening the Financial System* (NGFS).

Deux exemples (de France et du Maroc) ont été fournis sur les approches des superviseurs pour traiter les risques liés au changement climatique dans leurs cadres de supervision et de réglementation prudentiels. Des représentants du *Network for Greening the Financial System* (NGFS) ont présenté une vue d'ensemble du travail effectué et des bonnes pratiques identifiées.

Au total, 89 superviseurs et responsables bancaires ont participé au webinaire (la plupart d'entre eux ayant assisté à plusieurs sessions ou à la totalité du webinaire). Les questions posées à la fin de chacune des présentations ont montré l'intérêt des participants pour le sujet, matérialisé par l'intérêt de devenir membre du NGFS et la demande de renseignements sur la façon de rédiger une feuille de route.

15. Par souci d'efficacité et de coordination, certaines activités programmées ont été réalisées en étroite collaboration avec les services du FMI et d'autres partenaires au développement, voire de façon conjointe avec certains de ces derniers.

A ce titre AFRITAC Centre :

- a pris part aux échanges d'informations dans le domaine de l'administration fiscale et douanière avec la Banque Mondiale, l'Union Européenne (UE), la Banque Africaine de Développement (BAD) et la CNUCED sur les projets de digitalisation des impôts et des douanes en République Centrafricaine,
- a collaboré avec le Département des finances publiques du FMI, la Banque Mondiale et la Commission de la CEMAC sur l'élaboration des guides régionaux, notamment sur le contrôle interne comptable, le contrôle interne budgétaire, la déconcentration de l'ordonnancement, la gestion de la trésorerie, et le reporting des dépenses en cas de catastrophes majeures exploitant l'expérience vécue avec la pandémie du COVID-19 pour les pays de la CEMAC,
- a poursuivi sa participation aux travaux des séminaires semestriels sur la conjoncture et les prévisions macroéconomique avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC,
- a entrepris des discussions avec la Banque Mondiale sur les directives régionales et les risques budgétaires,
- a coordonné ses interventions en matière de renforcement de la fonction macrobudgétaire avec la Banque Mondiale à Sao Tomé-et-Principe et, avec l'Union Européenne au Tchad,
- a maintenu des échanges fructueux avec l'Union Européenne sur les programmes de réformes des finances publiques en République Centrafricaine et à Sao Tomé-et-Principe,
- a poursuivi sa collaboration avec l'ONU Femmes et la GIZ qui a permis la production du premier document budgétaire sensible au genre au Cameroun,
- a participé, en complément de son plan de travail, à l'exécution des missions d'assistance technique sur les comptes nationaux élaboré par STA dans le cadre du Fonds *Data for Decisions* (D4D) au Burundi, au Cameroun et en République centrafricaine,
- a collaboré avec AFRISTAT et la Banque Mondiale dans le domaine de la production des statistiques macroéconomiques sur l'harmonisation de la méthodologie d'élaboration des comptes nationaux ainsi que le projet de rebasage et migration au SCN 2008 à l'ISTEEBU du Burundi,

- a également collaboré avec AFRISTAT et la Banque Mondiale sur la finalisation des travaux de la nouvelle année de base des comptes nationaux à l'INSEED du Tchad.

Nouvelle stratégie de communication du Centre

16. Le Centre a finalisé l'élaboration de sa nouvelle stratégie de communication au cours du premier semestre de l'année fiscale 2022. La nouvelle stratégie de communication en cours de révision au Siège du FMI permettra non seulement de mieux communiquer avec nos différentes parties prenantes mais aussi de valoriser les activités du Centre et les efforts de réalisation de nos pays membres.

Toutefois, malgré le contexte difficile lié à la pandémie du COVID-19, le Centre a continué à améliorer sa visibilité. Ainsi, le Centre a poursuivi :

- **La communication à travers son site internet et sa page Facebook.** Le Centre a effectué la mise à jour quotidienne de son site internet et mis à la disposition du public les programmes de travail, les lettres trimestrielles, les rapports semestriels et les rapports annuels. La page Facebook a permis de partager avec les partenaires et l'ensemble des parties prenantes le plus grand nombre d'informations sur les activités du Centre notamment les notes de fin de mission.
- **L'actualisation de son SharePoint (espace de partage sécurisé) et l'utilisation de la plateforme Partners Connect.** Le SharePoint est un site privatif sécurisé du FMI réservé aux membres du Comité d'orientation. La plateforme Partners Connect permet aux représentants des pays membres et aux partenaires du développement d'avoir accès aux rapports d'activités du Centre ainsi qu'aux rapports financiers.
- **La publication de sa lettre trimestrielle et de son rapport semestriel** qui permet de faire un point régulier sur les activités et les réalisations du Centre et de renseigner sur les activités prévues pour les mois à venir. Elle continuera à être distribuée aux membres du Comité d'orientation via le site web du Centre, l'espace partagé sécurisé (SharePoint) et par courriel. Elle continue d'être publiée sur le site Internet du Centre afin de permettre une diffusion plus large des réalisations et résultats atteints l'activité de renforcement de capacités du Centre. Pendant l'année fiscale 2023, il est prévu d'améliorer la structure de notre actuel rapport semestriel pour en améliorer la lecture.

Défis et risques liés à l'exécution du programme de travail

17. Au cours de l'année fiscale 2022, le Centre a fait face à plusieurs défis qui ont fortement affectés le niveau d'exécution de son programme de travail. Au titre des difficultés rencontrées, on a observé une faible mobilisation des bénéficiaires d'assistance technique aux réunions virtuelles ainsi qu'une forte élasticité des missions qui durent souvent au-delà des délais prévus. Le Centre a aussi noté un manque de réactivité de certaines autorités pour donner leur accord pour la réalisation des missions à distance. Il faut

ajouter les nombreuses interruptions lors des missions virtuelles dues à la faiblesse des infrastructures de communication qui ont eu comme principale conséquence l'allongement des plusieurs missions. Cela a aussi occasionné le report de plusieurs activités sur la prochaine année fiscale. Le Centre a regretté l'inaccessibilité aux données financières en mode dématérialisé aux fins d'analyse et de propositions d'amélioration de la gestion financière et comptable dans certains pays membres. Les changements intervenus à la tête de la COBAC ont également ralenti le processus de validation et d'exécution du programme de travail. Le Centre a montré sa capacité de résilience par la poursuite de la grande partie de ses activités à distance. Les missions et séminaires régionaux ont été organisés à l'aide des outils de communication informatique tels que les visioconférences et les appels téléphoniques. Toutefois, avec le recul des contaminations au COVID-19 et la baisse des restrictions, la plupart des pays membres souhaitent voir un retour progressif des missions sur le terrain, retour qui s'est d'ailleurs amorcé.

B. Priorités du Centre pour l'année fiscale 2023, dernière année de la Phase III

Alignement avec les stratégies de renforcement des capacités et les objectifs de développement durable

18. Le programme de travail de l'année fiscale 2023 est en phase avec le programme de la phase 3 (novembre 2017-avril 2023) et prend en compte les nouvelles priorités nées de la pandémie de la COVID-19. Les priorités du programme de travail pour l'année fiscale 2023 s'alignent pleinement sur les stratégies de renforcement de capacités mises en place pour les États membres notamment les pays les plus fragiles avec l'intervention des principales parties prenantes. Le Centre va continuer à soutenir les pays membres dans l'implémentation et le suivi des réformes y compris celles découlant de la pandémie du COVID-19. Par exemple dresser un bilan de la mise en œuvre des mesures spéciales prises dans le domaine de la supervision bancaire en réponse à la pandémie afin de préparer la sortie de crise.

19. Les priorités du programme de travail sont étroitement liées aux engagements du FMI à l'égard du Programme de financement du développement pour faciliter la réalisation des objectifs de développement durable⁴. AFC va continuer à aider les pays membres à relever les défis relatifs à l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD). Dans cette optique les axes essentiels de soutien au renforcement des capacités sont d'aider à une mobilisation plus accrue des ressources nationales et de rétablir des finances publiques saines dans ce contexte difficile tout en soutenant l'accélération des réformes dans l'ensemble de nos domaines d'intervention.

⁴ Site web ODD : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/>

20. Le Centre projette la réalisation en mode hybride présentiel-distanciel de ses activités durant l'année fiscale 2023. Avec le recul des contaminations au COVID-19, un retour progressif des missions sur le terrain est en cours. En effet, certains pays membres ont fait la demande expresse de voir un redéploiement des missions sur le terrain notamment dans les domaines de l'administration douanière et fiscale, de la gestion des finances publiques, des statistiques des finances publiques et des statistiques macroéconomiques, et de la gestion de la dette publique⁷. Six des Etats membres étant en situation de fragilité, le Centre s'efforcera de réaliser des missions sur le terrain autant que possible en conformité avec la nouvelle stratégie du FMI pour les pays FCS. Les missions et les autres activités en distanciel resteront néanmoins une modalité d'intervention du Centre en cas de nécessité, notamment lorsque la situation COVID du pays d'accueil pointe au rouge entraînant des restrictions de voyage.

21. Dans ce contexte, AFC salue la reprise de la coopération avec les autorités du Burundi qui n'avait plus reçu de mission du Centre en matière de gestion des finances publiques depuis l'année 2015. En plus de la mission d'appui à la budgétisation en mode programme réalisée au Burundi en janvier 2022, une mission de diagnostic couvrant tous les domaines de la gestion des finances publiques et de l'administration des recettes est prévue au cours du deuxième trimestre de l'année fiscale 2023 pour soutenir cette reprise.

Objectifs transversaux : Climat et environnement, genre et réduction des inégalités, digitalisation

22. Au cours de l'année fiscale 2023, le Centre va poursuivre son appui aux pays membres dans les problématiques nouvelles. Ces efforts du Centre pourront aider les pays membres à mobiliser des ressources nationales et améliorer l'utilisation des ressources publiques pour atteindre leurs objectifs de développement. Au Cameroun, le Centre va contribuer à l'examen de la qualité du rapport sur la budgétisation sensible au genre pour le budget 2023 suite à ses appuis à l'opérationnalisation de la budgétisation sensible au genre. Sur le volet des nouvelles technologies, le Centre prévoit d'organiser un séminaire régional sur la transformation et la digitalisation de l'administration fiscale avec pour objectif de sensibiliser les cadres de la région sur les avantages de la dématérialisation progressive des procédures. Sur le volet climat, le Centre compte mener deux séminaires régionaux sur les thèmes suivants : (1) les pratiques émergentes en matière de supervision du risque climatique, et (2) la prise en compte des changements climatiques dans la politique budgétaire des pays membres. En complément aux guides régionaux déjà élaborés pour les pays de la CEMAC, l'AFC poursuivra l'élaboration du guide sur la gestion des risques budgétaires, afin de

⁶ FCS : Fragile and Conflict-affected States

⁷ Les activités de ce domaine sont financées par le mécanisme *Debt Management Facility* (DMF) du FMI et de la Banque Mondiale.

renforcer leur identification et leur quantification et nourrir efficacement les déclarations sur les risques budgétaires dans le processus d'adoption des lois de finances.

L'évaluation indépendante de la Phase III : Bilan d'étape, réalisations

23. Le processus d'évaluation de la Phase III du programme de travail d'AFRITAC Centre (2017-2023) a débuté au milieu du premier semestre de l'année fiscale 2021. Les évaluateurs soumettront une première version du rapport d'évaluation à mi-parcours au mois de juin 2022. Celle-ci intégrera les premières recommandations qui seront présentées lors de la réunion du Comité d'orientation de l'année fiscale 2022 et qui serviront de guide dans la préparation du programme de travail de la Phase IV du Centre.

Types d'activités

24. Les types d'activités les plus importantes pour l'année fiscale 2023 sont les suivantes :

- Missions menées par les conseillers résidents,
- Missions menées par les experts de court terme,
- Séminaires et des ateliers régionaux,
- Activités de formation et les cours régionaux en partenariat avec ICD et ATI,
- Visites d'échange, d'immersion et d'apprentissage entre pairs. Celles-ci s'étendent à des pairs de la zone couvertes par AFRITAC Ouest.

Identification et opérationnalisation des synergies entre domaines couverts par AFC

25. Le Centre va prendre en compte les synergies entre ses domaines d'intervention lors de la programmation et de l'exécution de son programme de travail avec l'objectif d'améliorer l'efficacité et l'efficience de ses interventions. Une matrice a identifié précisément ces synergies. Pour les opérationnaliser, plusieurs solutions ont été proposées à savoir la mise en place d'un cadre logique unifié si nécessaire, la collaboration entre les départements fonctionnels d'attache des conseillers et aussi entre conseillers eux-mêmes pour mener des missions conjointes. A titre d'illustration, le conseiller en administration fiscale et le conseiller en comptabilité publique mèneront une mission conjointe sur la mise en œuvre et l'optimisation du compte séquestre pour le remboursement des crédits de TVA au Gabon afin d'éviter l'accumulation des arriérés. Il faut rappeler aussi que le Centre prend en compte les synergies entre ses activités de développement des capacités et celles financées directement par le FMI. En effet, pour l'année fiscale 2023, des missions financées par le fonds fiduciaire multilatéral Données pour Décider (D4D) sont prévues au Burundi, à Sao Tomé-et-Principe et au Tchad. Elles seront conduites conjointement avec des missions d'assistance technique en statistiques des finances publiques d'AFC.

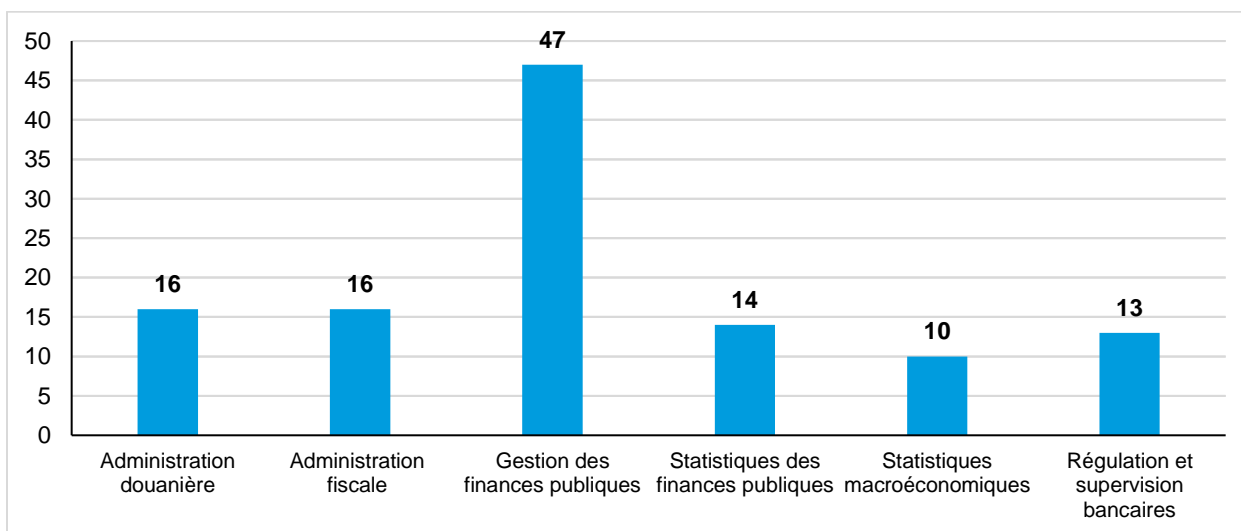
C. Principaux indicateurs d'exécution du programme de travail

- 92 activités réalisées (81 missions dont 13 avec le siège du FMI, 9 séminaires régionaux, 1 apprentissage entre pairs et 1 cours),
- Plus de 400 cadres impactés par les missions et les séminaires régionaux,
- Taux annuel d'exécution du programme : 75 %,
- 82 % d'exécution pour les institutions régionales,
- 340 personnes-semaines consacrées au renforcement des administrations des Etats membres,
- 63% des ressources utilisées ont permis d'impulser les réformes des finances publiques,
- 76% des ressources ont bénéficié aux pays de la CEMAC,
- 67% des ressources ont été consacrées aux Etats membres en situation de fragilité,
- 53 rapports d'assistance technique ont été mis en ligne sur la partie sécurisée du site web du Centre (www.afritaccentre.org).

D. Indicateurs de la gestion axée sur les résultats

26. L'ensemble des activités du Centre pour l'année fiscale 2022 est marqué dans les cadres logiques du programme de travail pour la Phase III (annexe 1). Le cadre logique du programme de travail sert de base dans l'orientation, l'organisation et la mise en œuvre des activités de renforcement de capacités dans les différents domaines d'expertise du Centre. Il fixe les objectifs et les résultats attendus et permet un meilleur suivi des activités dans le moyen terme.

Graphique 6. Nombre de cadres logiques de la Phase 3 par domaine (en nombre)



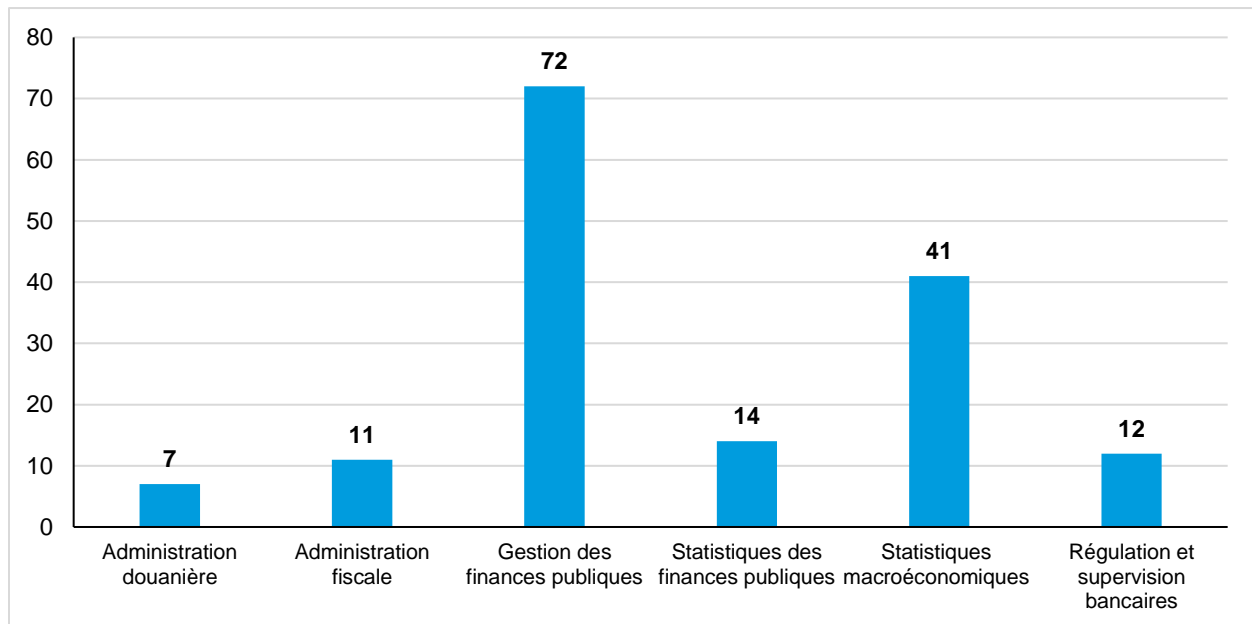
Source : CDMAP, Estimations des services d'AFRITAC Centre

27. La situation des étapes intermédiaires décrite ci-dessous concerne l'année fiscale 2022. Elle a été obtenue sur la base des informations renseignées par les conseillers résidents dans le système CDMAP. L'outil de gestion axée sur les résultats du FMI (CDMAP) est alimenté avec

les étapes intermédiaires (jalons). Le catalogue de la gestion axée sur les résultats (Catalogue RBM) contenu dans CDMAP décrit les axes de travail, les objectifs, les résultats et les indicateurs associés que le développement des capacités du FMI soutient généralement.

28. Au cours de l'année fiscale 2022, le Centre a continué à délivrer une partie de ses activités de renforcement des capacités à distance. A la fin de l'année fiscale 2022, le Centre a contribué et mis en œuvre 157 étapes intermédiaires (graphique 7).

Graphique 7. Nombre d'étapes intermédiaires de l'année fiscale 2022 par domaine (en nombre)

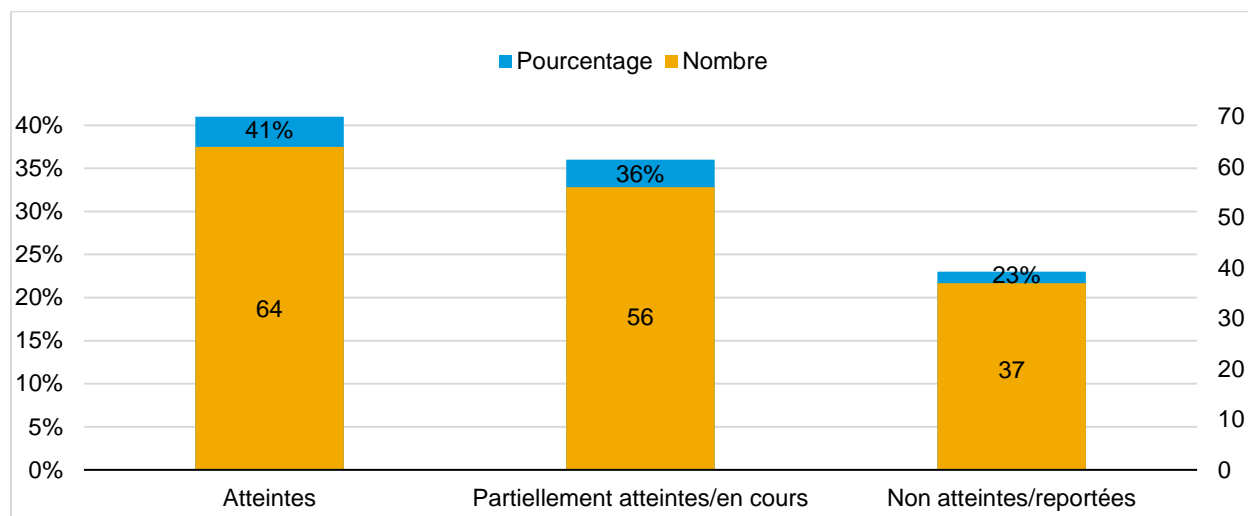


Source : CDMAP, Estimations des services d'AFRITAC Centre

29. Plusieurs raisons peuvent expliquer la disparité du nombre d'étapes intermédiaires entre les domaines. Concernant le domaine de l'administration douanière, le conseiller a pris ses fonctions au milieu de l'année fiscale 2022, ce qui explique le faible nombre d'étapes intermédiaires réalisées dans son domaine. Le nombre important des étapes intermédiaires du domaine des statistiques macroéconomiques est constitué en partie des étapes intermédiaires prévues pour les prochaines années fiscales et pour lesquelles les autorités ont réalisé des avancées significatives à la fin du premier semestre de l'année fiscale 2022.

30. A la fin du premier semestre de l'année fiscale 2022, la situation globale du Centre indique que 64 étapes intermédiaires ont été atteintes (soit 41%). 56 étapes intermédiaires (36 %) sont en cours et 37 étapes intermédiaires (23 %) n'ont pas été atteintes ou ont été reportées.

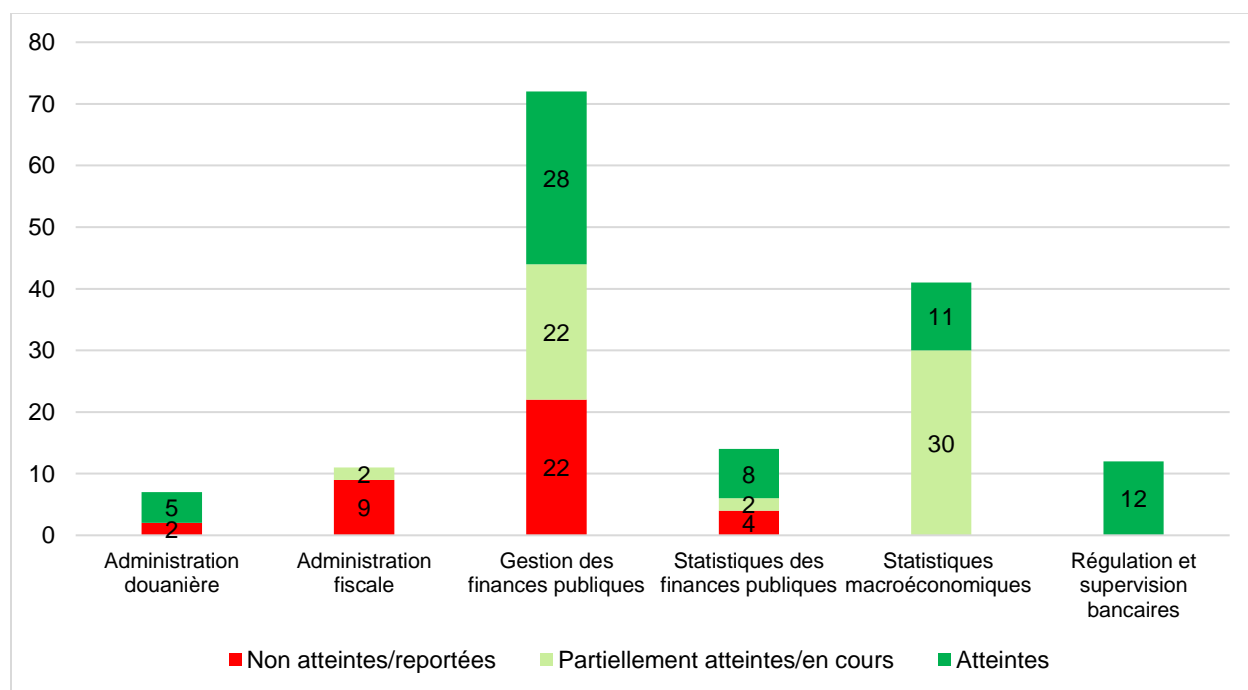
**Graphique 8. Situation globale des étapes intermédiaires
(en nombre et en pourcentage)**



Source : CDMAP, Estimations des services d'AFRITAC Centre

31. Le graphique 9 présente la performance des étapes intermédiaires par domaine (hors domaine gestion de la dette publique). Le nombre d'étapes intermédiaires non atteintes du domaine administration fiscale concerne en grande partie les activités de digitalisation au sein des pays membres. Ces activités ont été reportées car elles bénéficient d'une nouvelle source de financement qui prendra en charge les activités liées à la digitalisation.

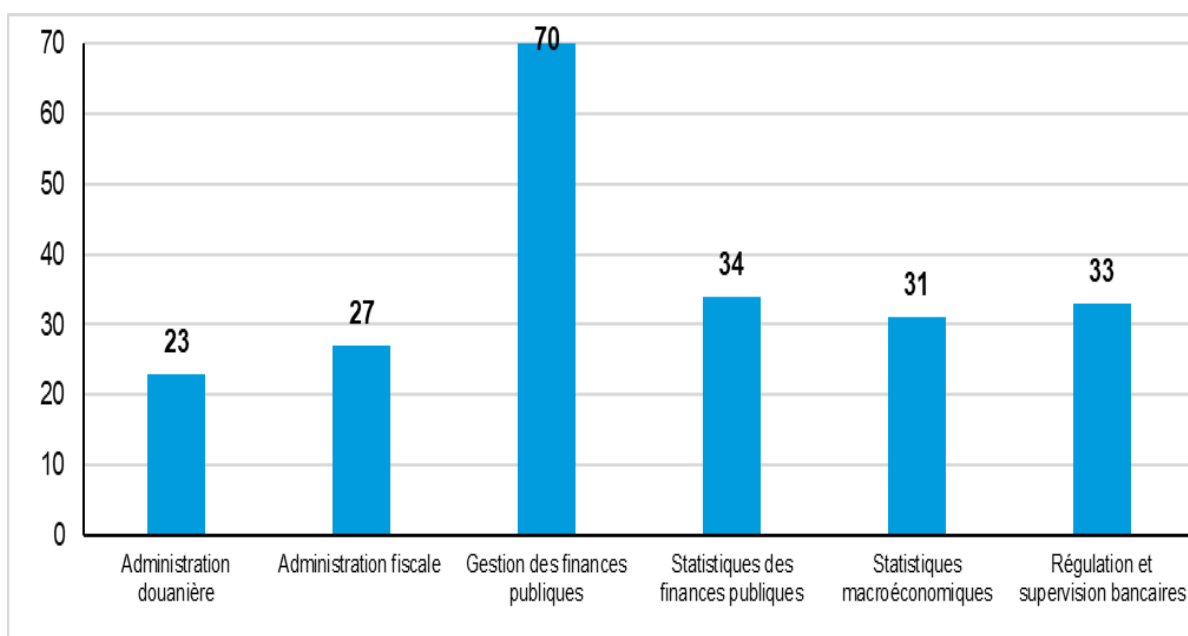
Graphique 9. Performance des étapes intermédiaires par domaine (en nombre)



Source : CDMAP, Estimations des services d'AFRITAC Centre

32. Depuis l'année fiscale 2020, le Centre procède à la notation et à l'actualisation des résultats escomptés contenus dans les cadres logiques du Centre (218 résultats escomptés pendant la période du programme (novembre 2017–avril 2023) et qui ont été identifiés au cours de l'année fiscale 2022). Les résultats escomptés permettent de mesurer les progrès dans la réalisation des objectifs stratégiques du Centre et à ce titre ils constituent un élément capital de la chaîne de performance. Le graphique 10 présente le nombre de résultats escomptés par domaine (hors domaine gestion de la dette publique). Il est à noter que les résultats escomptés se mesurent à la lumière des étapes intermédiaires de l'ensemble des années fiscales couvrant la phase 3 du programme (2017–23). Ces dernières représentent des jalons conduisant aux résultats.

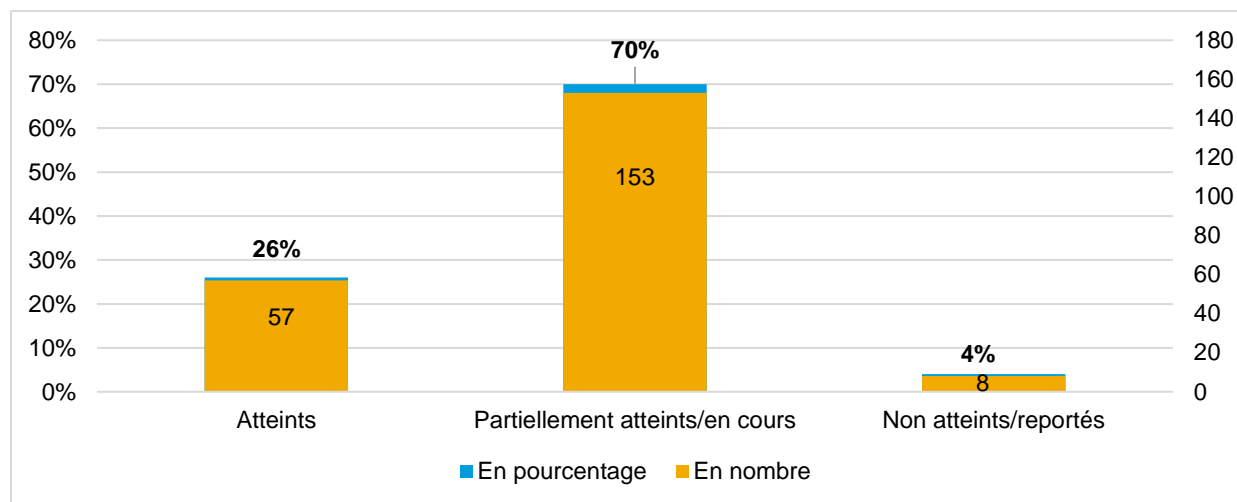
Graphique 10. Nombre de résultats escomptés de la Phase 3 par domaine (en nombre)



Source : CDMAP, Estimations des services d'AFRITAC Centre

33. La performance des résultats escomptés par domaine est présentée dans le graphique 11 ci-dessous. A la fin de l'année fiscale 2022, 57 résultats escomptés ont été atteints (soit 26%, contre 24 % en 2021) et 153 sont en cours (soit 70%, contre 71% en 2021). Le nombre de résultats escomptés ainsi que les performances présentées sont provisoires et peuvent évoluer au cours des prochaines années fiscales en fonction des progrès réalisés au cours des missions de renforcement des capacités.

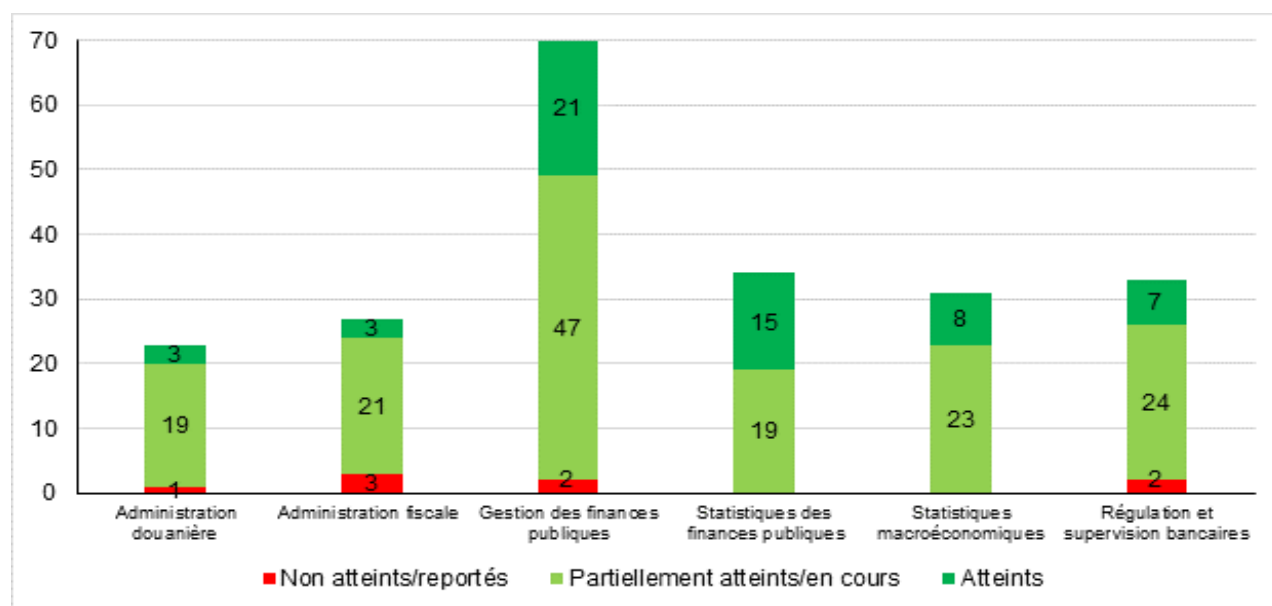
**Graphique 11. Performance globale des résultats escomptés
(en nombre et en pourcentage)**



Source : CDMAP, Estimations des services d'AFRITAC Centre

34. Le graphique 12 présente la performance des résultats escomptés par domaine.

Graphique 12. Performance des résultats escomptés par domaine (en nombre)



Source : CDMAP, Estimations des services d'AFRITAC Centre

35. Le FMI a définitivement adopté CDMAP comme principale outil de gestion des activités de renforcement des capacités. La transition de CD-PORT vers CD-MAP s'est terminée en fin du premier semestre de l'année fiscale 2022. La nouvelle plateforme CD-MAP aura pour objectif une meilleure gestion des activités de renforcement des capacités afin de répondre aux besoins de nos pays membres.

E. Exécution et programmation des ressources du Centre

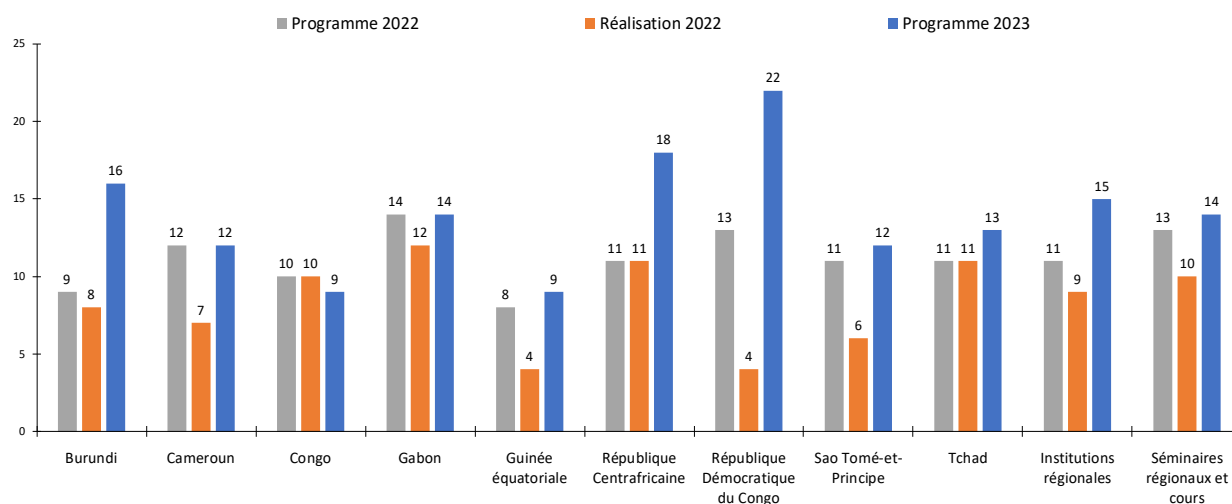
36. Durant l'exercice fiscal 2022, le Centre a maintenu un haut niveau d'exécution de ses activités en raison de l'accroissement de la demande de renforcement des capacités par les pays membres et de la nécessité de soutien des programmes économiques engagés par certains d'entre eux avec le FMI. Pour l'exercice 2023, le Centre prévoit un niveau d'activité qui va continuer s'accroître pour les mêmes raisons. La présence à AFC d'un nouveau conseiller en douane permet aussi d'augmenter le nombre d'activités dans ce domaine.

Activités

37. Durant l'année fiscale 2022, le Centre a réalisé 75% des activités prévues de son programme de travail (92 activités réalisées ; annexe 2). Ce taux d'exécution se justifie par le maintien des restrictions de déplacement due à la pandémie, l'indisponibilité des autorités et de nombreuses contraintes liées au travail à distance et à l'allongement des activités. A cela on peut ajouter la prise de fonction du nouveau conseiller en administration douanière en cours d'année fiscale. Toutefois, les missions de renforcement des capacités du Centre ont couvert l'ensemble de ses domaines d'intervention (annexe 2 ; graphiques 13 et 14). Sur le volet des institutions régionales (CEMAC et COBAC), le Centre a réalisé des activités à un niveau plus élevé que les prévisions en raison de demandes nouvelles exprimées par les autorités.

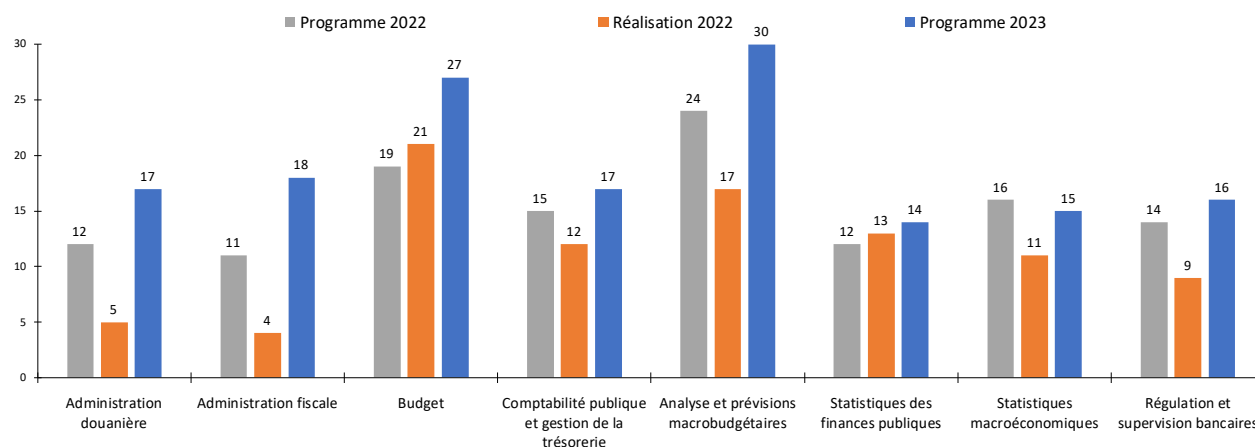
38. Pour l'année fiscale 2023, le Centre prévoit des activités couvrant l'ensemble des domaines (graphiques 13 et 14). Cela inclut 140 missions dont 11 avec le siège du FMI, 12 séminaires régionaux, et 2 cours.

Graphique 13. Activités par pays (en nombre)



Source : Estimations des services d'AFRITAC Centre

Graphique 14. Activités par domaine (en nombre)



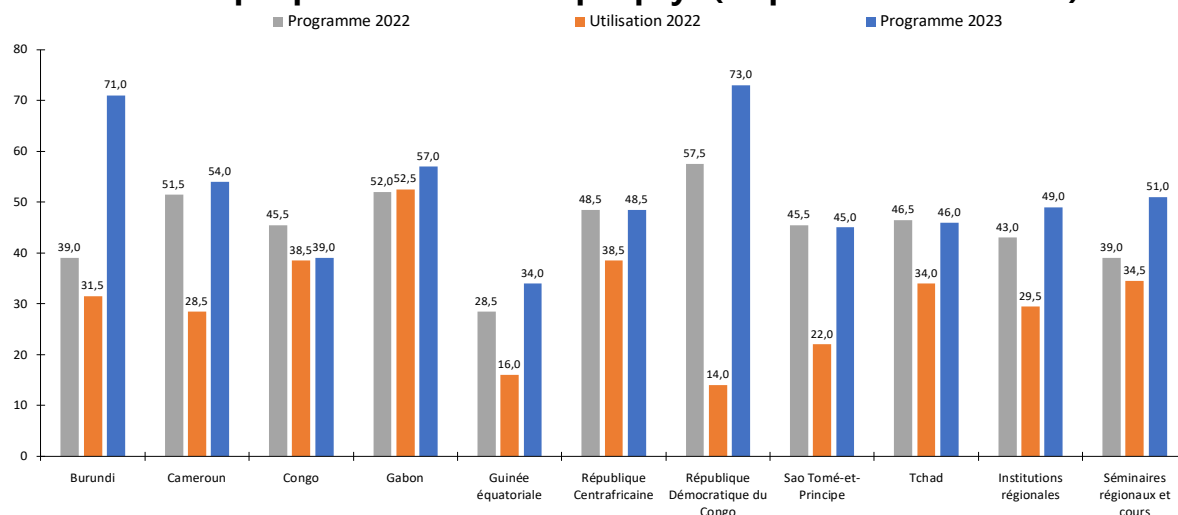
Source : Estimations des services d'AFRITAC Centre

Ressources

39. Au cours de l'année fiscale 2022, le Centre a consacré 340 personnes semaines au renforcement des capacités des administrations des pays membres soit près de 69% de ses ressources programmées (annexes 3 ; graphiques 15 et 16). Ce taux témoigne de la sous-utilisation des ressources qui se justifie par les économies réalisées suite à l'exécution des missions à distance en lieu et place des missions sur site, ainsi que le report sur les années fiscales prochaines de certaines activités à l'initiative des Etats membres. Les ressources programmées pour les pays fragiles (289 personnes-semaines) ont été utilisées à la hauteur de 64%, tandis que celles programmées pour les pays de la CEMAC (273 personnes-semaines) l'ont été à 76%.

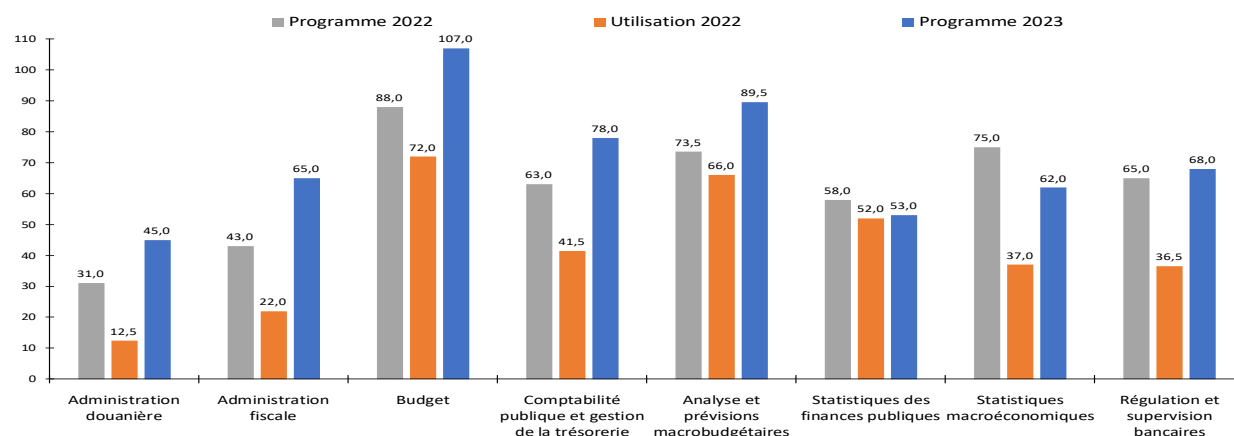
40. Pour l'année fiscale 2023, le Centre prévoit de maintenir un niveau d'engagement soutenu dans l'ensemble des pays membres. Les pays de la CEMAC bénéficieront de 279 personnes-semaines soit 49 % des ressources programmées (annexes 3 ; graphiques 15 et 16). Tandis que pour l'ensemble des autres pays (Burundi, RDC et Sao Tomé-et-Principe), le Centre prévoit 40% de ses ressources hors appuis et séminaire régionaux. Pour les séminaires régionaux et l'appui aux institutions régionales (CEMAC et COBAC), le Centre disposera 17% de ses ressources programmées.

Graphique 15. Ressources par pays (en personnes semaines)



Source : Estimations des services d'AFRITAC Centre

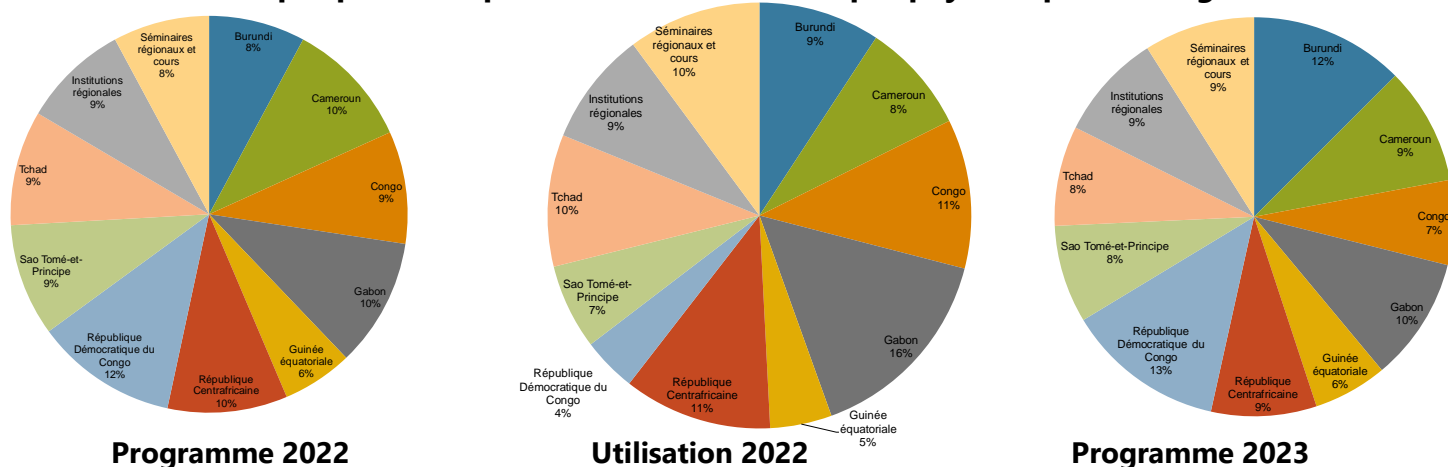
Graphique 16. Ressources par domaine (en personnes semaines)



Source : Estimations des services d'AFRITAC Centre

41. Au cours de l'année fiscale 2022, le Centre a mobilisé une plus grande proportion de ses ressources pour l'organisation d'appuis aux institutions régionales et de séminaires régionaux (annexe 4 ; graphique 17), ainsi que dans le domaine de la gestion budgétaire. Cette démarche répond aux demandes ponctuelles en lien avec la crise du COVID-19 et une plus grande participation aux activités du siège du FMI dans la région. Concernant l'administration fiscale, une grande partie de ses activités ont été reportées à l'année fiscale 2023 à cause de l'indisponibilité des équipes dans les pays. Durant cette période, le Centre a consacré 63% (vs 55% en 2021) des ressources utilisées à l'appui aux réformes des finances publiques (administration des revenus et gestion des finances publiques), 11 % de ses ressources à la régulation et supervision bancaires, et près d'un quart au renforcement des statistiques. (graphique 18).

Graphique 17. Répartition des ressources par pays (en pourcentage)



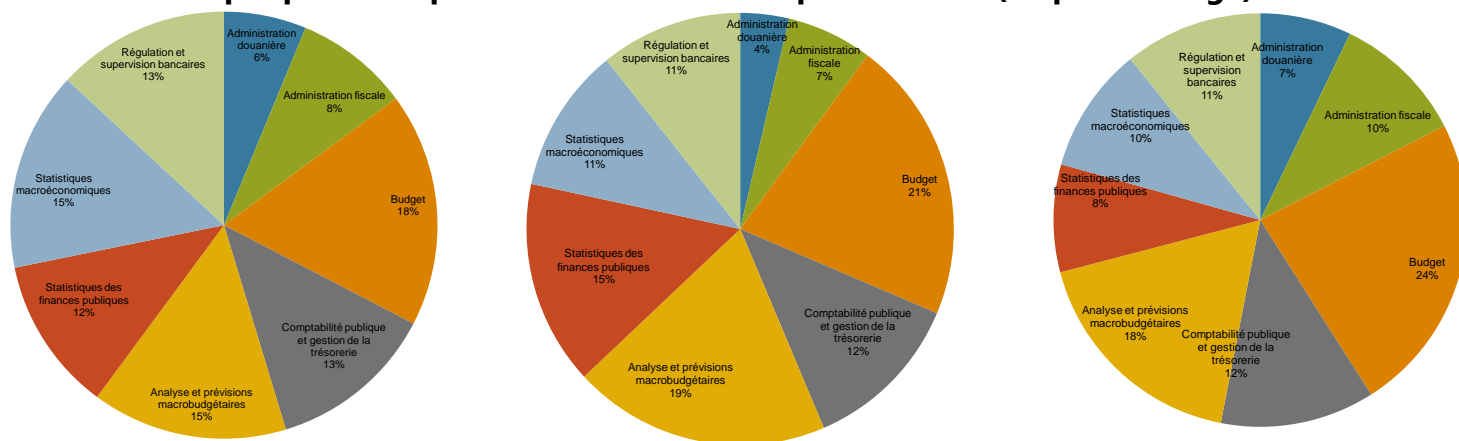
Programme 2022

Utilisation 2022

Programme 2023

Source : Estimations des services d'AFRITAC Centre

Graphique 18. Répartition des ressources par domaine (en pourcentage)



Programme 2022

Utilisation 2022

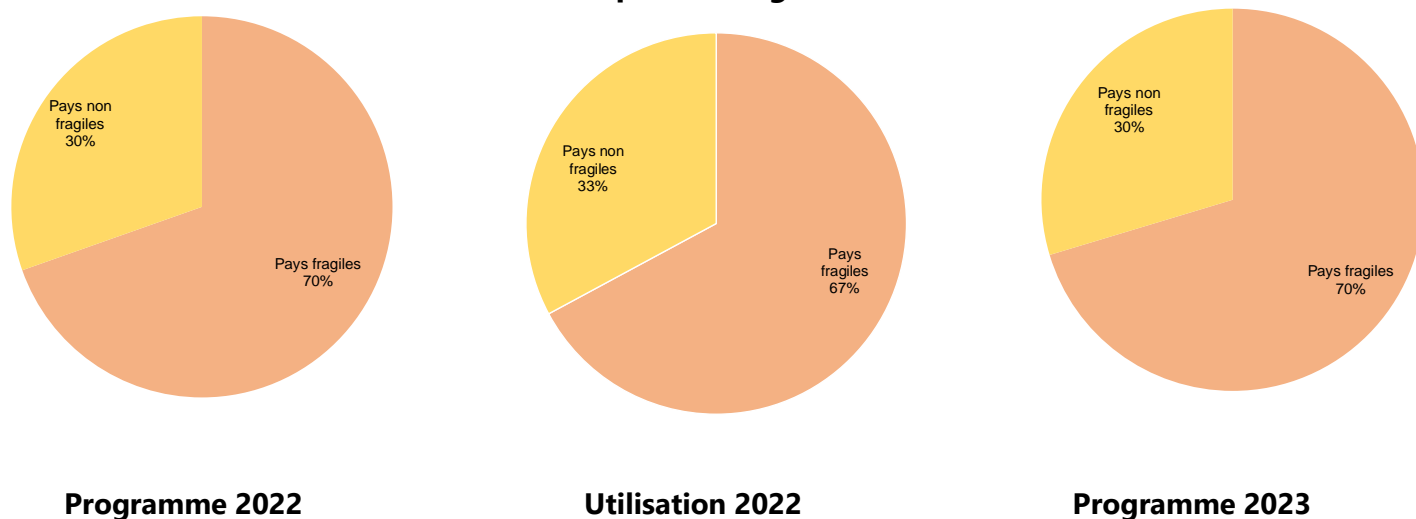
Programme 2023

Source : Estimations des services d'AFRITAC Centre

42. Au cours de l'année fiscale 2022, le Centre a consacré 67% de ses ressources utilisées (hors séminaires et appuis aux institutions régionales) aux pays membres en situation de fragilité (graphique 19). Ainsi, le Centre contribue significativement à la mise en œuvre de la stratégie du FMI pour les pays en situation de fragilité ou en conflits (encadré 4) et des priorités fixées par le Fonds pour le renforcement des capacités. Plus concrètement, le Centre a multiplié les appuis à ces pays notamment dans le cadre des missions du siège ainsi que dans la riposte contre la pandémie de la COVID-19 afin de leur permettre de renforcer leurs capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes et de soutien à la chaîne logistique. En 2023, le Centre prévoit de leur consacrer 70% de ses ressources programmées (hors séminaires et appuis aux institutions régionales).

43. Pour les pays fragiles, des efforts continueront à être fournis pour délivrer des formations par le biais de missions de renforcement des capacités plus étendues pour améliorer l'engagement et l'absorption des réformes. En effet, les nouvelles demandes nécessitent une plus grande mobilisation des conseillers résidents et experts auprès des pays membres. Pour l'année fiscale 2023, le Centre va continuer à dévouer plus temps de travail pour ses pays fragiles en collaboration avec les départements techniques du siège du FMI. Pour se conformer à la classification de la Banque mondiale, nous avons intégré le Cameroun dans les pays en situation de fragilité et retiré la République Démocratique de Sao Tomé-et-Principe.

Graphique 19. Répartition des ressources selon la fragilité des pays bénéficiaires (en pourcentage)



Source : Estimations des services d'AFRITAC Centre

Encadré 4

Le FMI intensifie son engagement avec les FCS à travers une nouvelle stratégie afin d'apporter un soutien solide, adapté et à plus long terme aux pays membres vulnérables.

Stratégie du FMI pour les FCS (Etats fragiles et en conflits)

Pour ses 42 pays classés comme FCS, soit 20% de ses pays membres, le FMI a élaboré une nouvelle stratégie FCS en consultation avec d'autres partenaires au développement parmi lesquels la Banque mondiale, les banques régionales de développement, le système des Nations Unies, les organisations de la société civile, les groupes de réflexion et le monde universitaire.

La stratégie du FMI en faveur des FCS s'articule autour de trois points :

1. Une meilleure adaptation des engagements et des instruments du FMI aux manifestations de la fragilité et des conflits propres à chaque pays

La stratégie prévoit des mesures concrètes, telles que le déploiement de stratégies d'engagement des pays (CES), afin de garantir des programmes de prêt mieux adaptés, assortis d'une conditionnalité parcimonieuse, et d'aider les autorités à établir un bilan de la mise en œuvre des réformes politiques. La stratégie prévoit également un soutien renforcé des activités de renforcement des capacités aux institutions responsables de l'élaboration des politiques macroéconomiques, et permettra d'adapter davantage la fourniture de l'assistance technique aux contraintes de capacité et aux priorités nationales.

2. Une plus grande proximité avec ses membres les plus vulnérables

Comme la sortie de la fragilité et le renforcement de la résilience prennent du temps, la stratégie prévoit une présence accrue du Fonds dans les FCS afin d'aider les autorités des pays à répondre rapidement aux défis économiques associés à la fragilité et aux conflits par un soutien bien adapté sur le long terme. La stratégie prévoit donc une couverture accrue des FCS par les représentants résidents afin de soutenir le dialogue avec les pays et de renforcer les partenariats, un doublement des économistes locaux et une augmentation de 70 % de la capacité du Fonds à fournir un développement des capacités adapté au FCS.

3. Renforcer les partenariats pour amplifier l'impact du FMI sur les FCS

Étant donné que les progrès dans les FCS nécessitent un effort coordonné entre les organisations internationales, le FMI travaillera avec les acteurs du développement, de l'aide humanitaire et de la paix qui jouent un rôle clé pour aider les SCF à réaliser des progrès durables. Des partenariats plus solides, axés sur la mission, avec la Banque mondiale, le système des Nations unies, les agences bilatérales et les organisations de la société civile (OSC) permettront au FMI de bénéficier de leurs idées et de leur expertise sur des questions macro-critiques pour les FCS.

Personnel du Centre

44. Au cours de l'année fiscale 2022, le Centre a accueilli en son sein un nouveau conseiller résident et deux nouvelles assistantes administratives. Il s'agit de Monsieur Bernard ZBINDEN qui appuiera les pays membres dans le renforcement de leurs administrations

douanières. Madame Merveille MBOUYAMBA WIDAH remplace Madame Larissa MABIKA BALENGA qui a quitté ses fonctions d'assistante administrative en janvier dernier. Le Centre a également procédé au recrutement d'une assistante administrative intérimaire, Madame Lucie BRICE qui assurera les fonctions de Madame Laetitia Djena MAGANGA jusqu'à son retour prévu dans 8 mois après son congé maternité (annexe 5).

Financement

45. Pour la Phase 3, le Centre est financé en grande partie par les contributions des partenaires bilatéraux et multilatéraux suivants : la France, l'Union européenne, les Pays-Bas, la Banque européenne d'investissement, l'Allemagne, la Chine et la Suisse. A cela s'ajoute, les contributions des pays membres et du FMI (annexe 6). Ces participations permettent au Centre de financer ses activités de renforcement des capacités et de couvrir ses frais de fonctionnement administratif.

Appuis financés par les autres mécanismes du FMI

46. Les appuis en gestion de la dette publique au profit de la plupart des pays membres d'AFC sont entièrement financés par le mécanisme DMF du FMI et de la Banque mondiale pour les années fiscales 2022 et 2023. L'annexe 7 présente les activités réalisées au cours de l'année fiscale 2022 et le programme de travail de l'année fiscale 2023 dans le domaine de la gestion de la dette publique.

47. Au cours de l'année fiscale 2023, certaines activités du domaine de l'administration douanière seront conjointement financées par le fonds CCCDI (Annexe 8). En effet, les coûts liés au traitement du conseiller résident et à l'organisation de ses missions seront directement imputés sur les fonds du projet CCCDI tandis qu'AFRITAC Centre supportera les coûts de recrutement des experts court terme. Dans ce domaine, il y aura la nécessité de mobiliser des fonds d'ici la fin d'année fiscale 2023 pour permettre à AFRITAC Centre de poursuivre les projets entamés dans les pays membres avec l'appui du conseiller résident en administration douanière.

III. PERFORMANCE 2022 ET PROGRAMMATION 2023

48. Les principales réalisations du Centre au cours de l'année fiscale 2022 (du 1^{er} mai 2021 au 30 avril 2022) et les activités prévues pour l'année fiscale 2023 (du 1^{er} mai 2022 au 30 avril 2023) sont décrites dans les sections suivantes. Ces réalisations sont présentées conformément au nouveau cadre de gestion axée sur les résultats du FMI. Pour plus de détails sur la performance des activités menées par le Centre au cours de l'année fiscale 2022, nous vous invitons à visiter la section « [Actualités](#) » de notre site web.

A. BURUNDI

1. Résultats au 30 avril 2022

Les activités de renforcement de capacités délivrées au cours de l'année fiscale 2022 au Burundi ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Administration douanière

Résultat escompté : Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués.

- Suivi de la mise en œuvre de la stratégie de contrôle des valeurs des importations déclarées (Réussite remarquable 1).

Gestion des finances publiques

Résultat escompté : Le budget annuel est plus complet et unifié.

- Appui à la budgétisation en mode programme par la revue des manuels et des outils d'élaboration et d'exécution budgétaire et l'identification des activités antérieures pour renforcer le processus de budgétisation par programme. A cet effet, une feuille de route adaptée aux capacités d'absorption du pays a été validée au plan technique, faisant ressortir aussi bien les axes critiques pour accompagner la bascule vers le budget de programme que la nécessité de renforcer les fondamentaux en gestion des finances publiques. Elle a été partagée avec les autres partenaires techniques et financiers, en vue d'une assistance technique bien coordonnée aux autorités burundaises.
- La mission de diagnostic complet des fonctions essentielles de la gestion financière publique incluant la politique et l'administration des recettes devrait aboutir à un plan d'action complet sur un horizon de moyen terme. Elle a été reportée pour octobre 2022 à la demande des autorités qui voudrait saisir cette occasion pour mobiliser l'ensemble de ces cadres.

Réussite remarquable 1

Le Burundi a engagé une réforme visant l'amélioration du contrôle des valeurs déclarées à l'importation par le Commissariat des douanes de l'OBR.

Renforcement de la fonction d'évaluation en douane au Burundi
<p>Pays : Burundi</p> <p>Domaine d'intervention : Administration douanière</p> <p>Date de mise en œuvre : Depuis 2020</p> <p>Objectifs de l'appui : Renforcer le cadre organisationnel et les capacités du personnel du Commissariat des douanes et accises de l'Office Burundais des Recettes (OBR) en vue d'améliorer le contrôle des valeurs déclarées à l'importation et ainsi accroître les recettes douanières.</p> <p>Rôle d'AFC dans l'appui : Dans une première phase en 2020, l'appui d'AFC a permis à la Douane burundaise de développer une stratégie et un plan d'action pour le contrôle des valeurs déclarées à l'importation. Dans une deuxième phase en 2021, l'AFC a fourni une assistance à distance qui a permis de faire un suivi de la mise en œuvre de la stratégie, d'évaluer les réalisations et leurs impacts, d'identifier les facteurs de blocages et les risques dans la mise en œuvre et finalement de proposer les actions-clés pour la suite du projet.</p> <p>Principaux résultats obtenus : L'assistance apportée a permis à l'OBR de réaliser des avancées et ceci malgré les difficultés liées à la pandémie de COVID-19. L'unité Valeur a été dotée de plus de personnel et a bénéficié de formations pertinentes ; les agents de la Douane utilisent davantage les dispositions de la décision ministérielle 6.1 de l'OMC relative à la valeur transactionnelle et ils sont évalués par rapport aux contrôles qu'ils effectuent. L'OBR a également entrepris des actions concrètes pour promouvoir, davantage, en interne et à l'externe, l'application de la valeur transactionnelle.</p> <p>Impact du projet : Le projet a permis à l'OBR de développer une approche stratégique en phase avec les standards internationaux et avec les bonnes pratiques appliquées par d'autres douanes. Elle dispose désormais des connaissances et des prérequis pour améliorer d'une manière plus autonome et durable le contrôle de la valeur.</p> <p>Facteurs de succès : L'approche stratégique promue par l'Expert AFC et adoptée par l'OBR; l'engagement de l'OBR de doter l'unité Valeur de suffisamment de personnel qualifié et de leur permettre à travailler dans cette unité pendant un certain temps (ceci requiert un changement de la politique de gestion des ressources humaines); l'engagement des responsables et des agents à appliquer le cadre légal sur le terrain; l'application stricte du contrôle hiérarchique pour assurer la bonne gouvernance et l'éthique.</p> <p>Leçons apprises : L'application du cadre légal régissant la valeur en douane reste complexe et difficile. Elle nécessite un leadership et un contrôle hiérarchique fort de la part des cadres de la douane mais aussi une adaptation de la gestion des ressources humaines pour permettre la spécialisation des agents chargés du contrôle de la valeur à l'importation.</p>

Statistiques des finances publiques

Résultat escompté : Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement.

- Reprise de l'appui technique aux autorités burundaises dans le domaine des statistiques des finances publiques et mise à jour des SFP par l'élaboration des TOFEs de 2015-2017.
- Poursuite de l'appui technique visant à mettre à jour les SFP selon le MSFP 2014 par la mise en place des tables de passage entre les classifications des comptes du pays et celles du MSFP 2014, ainsi que par la production des TOFEs annuels base MSFP 2014 pour les exercices allant de 2018 à 2020.

Statistiques macroéconomiques

Résultat escompté : Trois agents sont capables d'analyser les indicateurs à haute fréquence nécessaires pour établir les comptes nationaux trimestriels.

- Appui à l'ISTEEBU dans la mise en place d'une maquette pour l'élaboration du PIB trimestriel en valeur et en volume chaîné suivant les recommandations du manuel des comptes nationaux trimestriels.

Régulation et supervision bancaires

Résultat escompté : Mise en place d'une supervision basée sur les risques.

- Développement d'un guide méthodologique pour la réalisation de missions de contrôle sur place du risque de crédit des banques (y compris la revue de la qualité des dossiers de crédits et du caractère adéquat du provisionnement y relatif).

Résultat escompté : Alignement du cadre réglementaire de la Banque de la République du Burundi sur les normes internationales (cadre de Bale II et III).

- Formation des superviseurs bancaires aux récentes évolutions du dispositif de Bâle (Bale III). Evaluation du niveau de conformité de la BRB et détermination d'une feuille de route pour combler les écarts.

Résultat escompté : Alignement du cadre réglementaire de la Banque de la République du Burundi sur les normes internationales (cadre de Bale II et III).

- Mise en place un cadre réglementaire pour l'évaluation du capital économique des établissements de crédit (ICAAP) : (i) Elaboration d'un projet de circulaire relative à ICAAP ; (ii) Elaboration des directives sur les exigences minimales en matière de stress tests pour les établissements de crédit.

2. Programme de l'année fiscale 2023

Les activités de renforcement de capacités qui seront délivrées au cours de l'année fiscale 2023 au Burundi contribueront à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Administration douanière

- Poursuite du renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane.

Administration fiscale

- Participation à une mission conjointe avec le Département des finances publiques du FMI sur l'évaluation des besoins d'assistance technique dans le domaine de l'administration fiscale.
- Appui à la mise en place d'un plan d'amélioration de la discipline fiscale.

Gestion des finances publiques

- Participation à une mission conjointe avec le Département des finances publiques du FMI sur le diagnostic des fonctions fondamentales de la gestion financière publique et l'évaluation des besoins d'assistance technique en matière de gestion budgétaire, de comptabilité publique, de la gestion de la trésorerie, de l'analyse et des prévisions macro-budgétaires et d'administration des recettes.
- A la requête des autorités, une mission sera mobilisée pour appuyer la bascule vers le budget de programme en application de la feuille de route établie en janvier 2022.
- Renforcement de la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques.
- Diagnostic approfondi du fonctionnement du modèle de prévision macroéconomique.
- Appui au processus de préparation de la mise de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale.
- Renforcer la gestion de la trésorerie et le fonctionnement du compte unique du Trésor.

Statistiques des finances publiques

- Elaboration du TOFE de l'exercice 2021 de l'Administration Centrale Budgétaire et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques.

- Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public selon le guide aux utilisateurs de 2013.

Statistiques macroéconomiques

- Organisation d'un atelier pays sur le rebasage du PIB et le backcasting.

Régulation et supervision bancaires

- Appui au développement du cadre réglementaire (règlement prudentiel, état de reporting) et assistance à la mise en œuvre (réalisation de l'étude d'impact et calibrage des paramètres) du ratio structurel de liquidité à long terme (Net Stable Funding Ratio de Bale III).
- Appui au développement du cadre réglementaire (règlement prudentiel, état de reporting) et assistance à la mise en œuvre (réalisation de l'étude d'impact et calibrage des paramètres) du risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (IRRBB) et délimitation du portefeuille bancaire et du portefeuille d'investissement.
- Assistance à la révision du règlement prudentiel n° 24 sur l'information réglementaire (Pilier 3 du cadre de Bâle).
- Appui à la mise en œuvre du projet et des activités relatifs à la norme comptable IFRS 9.

B. CAMEROUN

1. Résultats au 30 avril 2022

Les activités de renforcement de capacité délivrées au cours de l'année fiscale 2022 au Cameroun ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Administration douanière

Résultat escompté : Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.

- Poursuite du renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane par l'organisation d'un atelier pays sur l'évaluation en douane.

Administration fiscale

Résultat escompté : Une plus grande proportion de contribuables remplit leurs obligations comme l'exige la loi.

- L'activité sur l'appui à la mise en œuvre des procédures numérisées a été reportée à la prochaine année fiscale en coordination avec le programme CCCDI.
- Evaluation de la mise en œuvre des mesures de réformes et identification des priorités d'assistance technique

Gestion des finances publiques

Résultats escomptés : Inclusion d'informations sur les ressources et les résultats par programme dans la documentation du budget

Amélioration de la précision et de la coordination des prévisions des flux de trésorerie pour l'administration centrale.

- Production d'un Document Budgétaire Sensible au Genre comme annexe au projet de loi de finances 2022 (Réussite remarquable 2).
- Diagnostic du processus de décentralisation financière en ligne avec le cadre de gestion des finances publiques issu de la transposition des directives de la CEMAC. A ce sujet, un plan d'action a été produit pour orienter la mise en œuvre de la décentralisation financière.
- Renforcement des capacités des cadres sur les macroprocessus en matière de budgétisation et de gestion des dépenses de personnel y compris sur les contraintes d'utilisation du

SIGIPES. Le manuel de gestion déconcentrée de la masse salariale a été revu et des propositions ont été faites la maîtrise des arriérés sur les dépenses de personnel et pour progresser dans la budgétisation des plafonds d'emplois en vue d'un pilotage complet des dépenses de personnel.

Réussite remarquable 2

Après avoir assisté en mars 2021, les autorités camerounaises à identifier les points d'entrée de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) dans le processus budgétaire, AFC appuie le pays dans la production d'un document budgétaire sensible au genre.

Expérimentation de la budgétisation sensible au genre au Cameroun
Pays : Cameroun Domaine d'intervention : Préparation du budget Date de mise en œuvre : Septembre 2021
Objectifs de l'appui : Promouvoir la réduction des inégalités basées sur le genre dans la pratique budgétaire. Rôle d'AFC dans l'appui : AFC a accompagné l'engagement des autorités à introduire la budgétisation sensible au genre en développant une approche vertueuse d'identification des points d'entrée et de co-construction des outils pour asseoir la sensibilité genre dans le processus budgétaire. Principaux résultats obtenus : Les autorités camerounaises ont produit leur premier document budgétaire sensible au genre pour le budget 2022. Impact du projet : les autorités disposent désormais d'un outil de dialogue avec le Parlement et les citoyens pour inscrire le budget de l'Etat dans la lutte contre les inégalités basées sur le genre. L'approche genre dans les projets de budget des ministères est devenu une des priorités dans les conférences annuelles de budgétisation. Facteurs de succès : AFC a développé une approche en trois temps successifs : (i) diagnostic et identification des points d'entrée de la BSG, (ii) organisation d'un atelier de co-construction des outils et (iii) expérimentation des outils dans le cadre du processus d'élaboration du budget. Une forte orientation de la circulaire budgétaire du Chef de l'Etat et une implication des ministères expérimentaux autour des cadres de la direction générale du budget, du ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire, et du ministère de la promotion de la femme et de la famille. Cette activité a bénéficié d'une coordination renforcée avec ONU-Femmes, la GIZ et la société civile. Leçons apprises : Il est important d'obtenir l'adhésion des autorités et leur engagement pour mener à bien une réforme aussi transversale.

- Développement d'une démarche de contrôle interne budgétaire au ministère de l'éducation de base. Une démarche structurée de la gouvernance du contrôle interne au ministère de l'éducation a été proposée, impliquant un pilotage au niveau du secrétaire général dans l'identification des risques budgétaires, leur cartographie et l'établissement d'un plan d'action pour asseoir le contrôle interne budgétaire.
- Renforcement de la surveillance, la gouvernance et la maîtrise des risques budgétaires dans la gestion des entreprises publiques. Un plan d'action a été établi faisant un prisme sur le renforcement de la fonction de l'Etat actionnaire et la réponse aux différents risques identifiés dans la supervision des entreprises publiques et dans l'encadrement des relations financières entre ces dernières et l'Etat. A cette occasion, l'outil développé par FAD a été utilisé pour poser un diagnostic des risques qui impactent l'échantillon d'entreprises publiques dont les données étaient disponibles. Cette approche devrait permettre aux autorités d'adopter une approche davantage analytique que descriptive dans l'élaboration du rapport annuel sur le portefeuille de l'Etat.
- Réorganisation et modernisation de la direction générale du budget. Un cadre modernisé a été établi pour la direction générale du budget pour la préparer à assumer efficacement un rôle plus stratégique qu'opérationnel en vue de faire face aux mutations promues par le nouveau cadre de gestion des finances publiques en ligne avec les directives portant cadre harmonisé de gestion des finances publiques en zone CEMAC.
- Les activités initialement prévues dans les domaines de comptabilité publique et de gestion de la Trésorerie au titre de l'année fiscale 2022 ont été reportées. Les autorités souhaitent qu'elles soient menées sur site.

Statistiques des finances publiques

Résultat escompté : Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement.

- Elaboration des TOFE format Directive du TOFE CEMAC, pour l'exercice 2020 (base annuelle).

Statistiques macroéconomiques

Résultat escompté : Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.

- Extension du champ des comptes nationaux par la mise en place des comptes financiers élaborés selon le SCN 2008 et conformes à l'année de base 2016 et changement de l'année de base des comptes nationaux.

Résultat escompté : Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.

- L'activité sur le renforcement de la cohérence des comptes annuels rebasés et les comptes trimestriels a été reportée compte tenu des contraintes de voyage des experts.

2. Programme de l'année fiscale 2023

Les activités de renforcement de capacités qui seront délivrées au cours de l'année fiscale 2023 au Cameroun contribueront à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Administration douanière

- Appui à la mise en place des plans et des outils du contrôle de la valeur en douane.

Administration fiscale

- Soutien à la modernisation de la collecte des impôts et taxes.
- Appui à la maîtrise des risques institutionnels dans le cadre de la transformation numérique de la DGI.

Gestion des finances publiques

- Organisation d'un cours personnalisé sur l'analyse de la politique budgétaire.
- Poursuite de l'appui dans le suivi de l'identification des risques budgétaires.
- Allocations budgétaires pour les objectifs de développement durable (ODD 3, 4, 5, 6, 7, 9).
- Poursuite de l'appui à l'implémentation du plan d'engagement dans VECTIS.
- Développement de la classification fonctionnelle dans le budget 2023.
- Appui à la mise en place d'un dialogue entre VECTIS et ASTER.

- Appui à l'actualisation du plan d'engagement pour le budget 2023.
- Appui à la transposition de la directive CEMAC sur la comptabilité des matières.
- Renforcement de la gestion de la trésorerie et mise en œuvre du compte unique du trésor.
- Appui à la mise en place d'un compte séquestre pour le remboursement des crédits de TVA.

Statistiques des finances publiques

- Elaboration du TOFE de l'exercice 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques.

Statistiques macroéconomiques

- Appui aux travaux sur les comptes nationaux et aux travaux sur les comptes sectoriels.

C. REPUBLIQUE DU CONGO

1. Résultats au 30 avril 2022

Les activités de renforcement de capacité délivrées au cours de l'année fiscale 2022 en République du Congo ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Administration douanière

Résultat escompté : Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.

- Appui à la création d'une *task force ad hoc* pour identifier les déclarations non apurées des différents régimes suspensifs.

Administration fiscale

Résultat escompté : Les lois fiscales et douanières sont modernisées, simplifiées et sont en phase avec les normes régionales et internationales

- Proposition d'un projet de modernisation des dispositions de procédures de contrôle et de recouvrement.

Gestion des finances publiques

Résultats escomptés : Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget.

Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques.

Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires.

Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques.

Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié.

- Renforcement du modèle de prévision macroéconomique et budgétaire (PREMA-Congo).
- Révision des méthodologies de quantification des risques budgétaires, adaptation du projet de canevas régional harmonisé du rapport annuel sur les risques budgétaires et élaboration d'une feuille de route pour la collecte des informations et l'élaboration de la première mouture du rapport annuel sur les risques budgétaires.

- Appui à la budgétisation des investissements publics en autorisation d'engagement (AE)) et crédit de paiement (CP) dans le cadre de l'élaboration du budget 2023. Les capacités des cadres du ministère des finances et du ministère de la planification ainsi que des directeurs des études et planification des ministères expérimentaux ont été renforcées dans la budgétisation des investissements en AE-CP. Les maquettes appropriées des projets d'investissement ont été établies et revues en vue de la préparation du budget 2023.
- Participation à l'actualisation de la stratégie des finances publiques en collaboration avec le département des finances publiques du FMI. Les autorités disposent d'une stratégie de réforme des finances publiques revue et à laquelle est désormais adossé un plan d'action qui servira de vecteur au pilotage des réformes pour les prochaines années.
- Mise en place d'un projet de décret portant réorganisation de la DGTCP et charte organisationnelle.

Statistiques des finances publiques

Résultat escompté : Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement.

- Production du TOFE annuel base MSFP 2014 pour l'exercice 2020 et mise à jour des TOFEs incomplets pour 2017, 2018 et 2019.

Statistiques macroéconomiques

Résultat escompté : Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.

- Appui à l'INS dans l'élaboration des Comptes Nationaux Annuels (CNA) de 2020 avec un accent particulier sur l'utilisation de la nouvelle série des indices des prix à la consommation.

2. Programme de l'année fiscale 2023

Les activités de renforcement de capacités qui seront délivrées au cours de l'année fiscale 2023 en République du Congo contribueront à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Administration douanière

- Développement de procédures opérationnelles standards pour les exonérations et les régimes suspensifs.

Administration fiscale

- Poursuite de la modernisation des procédures fiscales.

Gestion des finances publiques

- Poursuite de l'appui au suivi et à la gestion des risques budgétaires.
- Poursuite du développement du modèle de prévision macroéconomique.
- Renforcer la gestion des investissements publics : codification des projets d'investissement.
- Améliorer la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques
- Accompagner la transposition de la directive CEMAC sur la comptabilité des matières.
- Appuyer l'élaboration d'une cartographie des risques comptables.

Statistiques des finances publiques

- Formation des cadres en charge du TOFE sur la procédure d'élaboration du TOFE format MSFP 2014 du sous-secteur de la sécurité sociale et la consolidation des données statistiques des collectivités locales dans l'ensemble des administrations publiques.

Statistiques macroéconomiques

- Appui aux comptes nationaux annuels et aux comptes nationaux trimestriels.

D. GABON

1. Résultats au 30 avril 2022

Les activités de renforcement de capacité délivrées au cours de l'année fiscale 2022 au Gabon ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Administration fiscale

Résultat escompté : Une plus grande proportion de contribuables remplit leurs obligations de déclaration et de paiement comme l'exige la loi

- Participation à l'évaluation des performances de la Direction Générale des Impôts dans la mise en œuvre des actions de réforme et de mobilisation des recettes et appui à l'actualisation de la stratégie de réformes.

Gestion des finances publiques

Résultats escomptés :

Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget.

Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques.

Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires.

Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques.

Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié.

- Révision des méthodologies de quantification des risques budgétaires, adaptation du projet de canevas régional harmonisé du rapport annuel sur les risques budgétaires et benchmarking avec les risques retenus par les équipes du FMI et les risques simulés dans le cadre du Cadrage Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) et de l'Analyse de Viabilité de la Dette.
- Adoption du cahier des charges fonctionnel pour développer des fonctionnalités permettant l'élaboration et l'exécution des plans d'engagement dans VECTIS. Un cahier des charges fonctionnel a été adopté au niveau technique et une feuille de route pour son exécution a été établie. De même, un projet d'arrêté organisant, au sein de la Direction de suivi de l'exécution et de la régulation budgétaire, une unité en charge de l'élaboration du plan d'engagement a été élaboré.

- Elaboration de référentiels complémentaires au cadre légal et réglementaire (neuf projets d'instructions comptables et un guide de fonctionnement des comptes de l'Etat, après la revue qualité du plan comptable de l'Etat et son alignement avec la nomenclature budgétaire de l'Etat) couvrant l'ensemble des cycles comptables en vue d'accompagner le développement de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale et son informatisation (Réussite remarquable 4).
- Elaboration et validation au niveau technique du projet de décret sur la comptabilité des matières transposant en droit national de la directive pertinente de la CEMAC. Elaboré en amont par les experts du Gabon, ce projet décret a été enrichi sur la base des discussions au cours de l'atelier organisé avec les cadres gabonais, des leçons d'expérience échangées avec les pairs du Cameroun, moyennant des aménagements contextuels propres à l'écosystème institutionnel gabonais et à la revue de qualité des experts conduisant de la mission.

Statistiques des finances publiques

Résultat escompté : Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)

- Formation des cadres de l'administration gabonaise sur les techniques et les procédures d'élaboration du TOFE au cours d'un atelier national (Réussite remarquable 5).

Résultat escompté : Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement.

- L'élaboration de la situation des opérations (TOFE) de l'administration centrale budgétaire à partir du TOFE base MSFP 1986 pour l'exercice 2020.
- L'établissement de tableaux de correspondance entre les situations d'exécution budgétaire des collectivités locales et les classifications du MSFP 2014, ainsi que l'élaboration de la situation des opérations financières de l'Etat (TOFE) des collectivités locales sur la période 2018 à 2020.
- La production d'une situation des opérations consolidée entre l'administration centrale budgétaire et les collectivités locales sur la période 2018 à 2020.

Statistiques macroéconomiques

Résultat escompté : Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.

- Appui aux préparatifs des travaux d'une nouvelle année de base des comptes nationaux conformes au SCN 2008 notamment la revue des nomenclatures et la formation des cadres. L'appui de l'AFC dans le domaine de la comptabilité s'est focalisé sur le rattrapage des retards dans la production des comptes nationaux annuels (CNA) et les travaux préparatoires pour la mise en place d'une nouvelle année de base des comptes nationaux conforme au Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008). La mise en place de la série contemporaine est nécessaire pour la prise des décisions économiques et le bon fonctionnement des modèles de prévisions macroéconomiques qui doivent se reposer sur des données de CNA à jour sur le passé, afin de limiter les erreurs de prévision.

2. Programme de l'année fiscale 2023

Les activités de renforcement de capacités qui seront délivrées au cours de l'année fiscale 2023 au Gabon contribueront à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Administration douanière

- Appui à la vérification de l'application des taux de droits et taxes conformément à la législation en vigueur.

Administration fiscale

- Définition des méthodologies d'évaluation des arriérés d'impôts et la mise en place d'indicateurs clés de performance.
- Renforcement de la collaboration douanes et impôts.
- Révision du cadre juridique relatif à l'utilisation de la taxe mobile.
- Appui conjoint avec PFM sur l'optimisation du compte séquestre de remboursement de crédit de TVA.

Gestion des finances publiques

- Poursuite de l'appui dans le suivi de l'identification des risques budgétaires.

- Allocations budgétaires pour les objectifs de développement durable (ODD 3, 4, 5, 6, 7, 9).
- Poursuite de l'appui à l'implémentation du plan d'engagement dans VECTIS.
- Développement de la classification fonctionnelle dans le budget 2023.
- Appui à la mise en place d'un dialogue entre VECTIS et ASTER.
- Appui à l'actualisation du plan d'engagement pour le budget 2023.
- Appui à la transposition de la directive CEMAC sur la comptabilité des matières.
- Renforcement de la gestion de la trésorerie et mise en œuvre du compte unique du trésor.
- Appui à la mise en place d'un compte séquestre pour le remboursement des crédits de TVA.

Statistiques des finances publiques

- Mise à jour des SFP pour l'exercice 2021 et poursuite du chantier de l'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques.

Statistiques macroéconomiques

- Appui au renforcement de la cohérence des comptes annuels rebasés et les comptes trimestriels.

E. GUINEE EQUATORIALE

1. Résultats au 30 avril 2022

Les activités de renforcement de capacité délivrées au cours de l'année fiscale 2022 en Guinée équatoriale ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Gestion des finances publiques

Résultat escompté : Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié.

- Revue de la qualité des projets de textes de transposition en droit national des directives de la CEMAC et appui à la définition des dépenses sociales.
- L'activité relative à l'élaboration du plan comptable détaillé de l'Etat et mise en cohérence avec la NBE est reportée. Elle est suspendue à l'adoption des textes réglementaires internalisant les directives de la CEMAC.

Statistiques des finances publiques

Résultats escomptés : Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2).

Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement.

- Elaboration du TOFE de 2020 et appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques,
- Formation des nouveaux membres de la Commission TOFE sur la méthodologie du MSFP 2014, et mise à jour des tableaux de passage au MSFP 2014 pour tous les sous-secteurs du secteur public, en vue de l'extension du champ des statistiques des finances publiques.

Statistiques macroéconomiques

Résultat escompté : Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1)

- Mise en place de la première série des comptes nationaux trimestriels pour la période 2016 (trimestre 1) - 2021 (trimestre 2).

2. Programme de l'année fiscale 2023

Les activités de renforcement de capacités qui seront délivrées au cours de l'année fiscale 2023 en Guinée équatoriale contribueront à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Administration douanière

- Appui au renforcement du contrôle de la valeur en douane.

Administration fiscale

- Appui à la programmation et conduite des contrôles fiscaux.

Gestion des finances publiques

- Développement des dispositifs de cadrage budgétaire à moyen terme.
- Diagnostic des fonctions essentielles de la gestion des finances publiques et identification des besoins en assistance technique.
- Amélioration de la procédure de préparation du budget.
- Poursuite de l'implémentation des directives CEMAC et de la définition des dépenses sociales.
- Mise en cohérence du PCE et de la NBE.
- Elaboration du plan comptable détaillé de l'Etat et mise en cohérence avec la nomenclature budgétaire.

Statistiques des finances publiques

- Mise à jour des statistiques de 2020 à 2021 et poursuite du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques.
- Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public selon le Guide aux utilisateurs de 2013.

Statistiques macroéconomiques

- Appui aux comptes nationaux trimestriels et au passage au système de comptabilité nationale 2008 avec changement d'année de base.

F. REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

1. Résultats au 30 avril 2022

Les activités de renforcement de capacité délivrées au cours de l'année fiscale 2022 en Guinée équatoriale ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Administration douanière

Résultat escompté : Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.

- Evaluation du dispositif développé pour l'encadrement de l'évaluation en douane.

Administration fiscale

Résultat escompté : Une plus grande proportion de contribuables remplit leurs obligations de déclaration comme l'exige la loi.

- Identification des points critiques à régler pour le déploiement de la plateforme de déclaration et de paiement électronique SETI ciblant les grands contribuables.

Gestion des finances publiques

Résultats escomptés : Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget.

Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques.

Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires.

Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques.

Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié.

- Elaboration du cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) pour les années 2022-2024 à partir des données disponibles.
- Révision et renforcement du modèle de prévision macroéconomique utilisé par le Comité de cadrage macroéconomique et budgétaire.
- Révision des méthodologies de quantification des risques budgétaires et adaptation du projet de canevas régional harmonisé du rapport annuel sur les risques budgétaires.

- Participation à une mission de l'Institut de développement des capacités (ICD) sur la programmation et la politique financière (FPP).
- Diagnostic des macro-processus sur l'exécution du budget et la reddition des comptes. Un diagnostic approfondi a été réalisé et a débouché à l'établissement d'une feuille de route pour renforcer les fondamentaux en matière d'exécution et du contrôle de l'exécution des dépenses publiques et préparer la bascule progressive en mode budget de programme.
- Mise à jour du guide de fonctionnement des comptes de l'Etat, après la revue qualité du plan comptable de l'Etat et son alignement avec la nomenclature budgétaire de l'Etat.
- Appui à l'optimisation de la mise en œuvre du compte unique du Trésor et revue qualité d'un projet de convention relative au fonctionnement du CUT, cohérente avec le guide CEMAC sur la GT et le CUT est disponible.

Statistiques des finances publiques

Résultat escompté : Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement.

- Construction d'une nouvelle table de passage de production du TOFE selon MSFP 1986, et production du TOFE base MSFP 2014 pour l'exercice 2020.

Statistiques macroéconomiques

Résultat escompté : Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.

- Amélioration de l'outil de compilation des comptes par la prise en compte des données des sources administratives dans le processus d'élaboration des Comptes Nationaux Annuels (CNA) de bonne qualité.

2. Programme de l'année fiscale 2023

Les activités de renforcement de capacités qui seront délivrées au cours de l'année fiscale 2023 en République Centrafricaine contribueront à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Administration douanière

- Support à l'optimisation du processus d'importation douanier (Douala, Beloko, Bangui).

- Suivi de l'implémentation du processus d'évaluation en douane et de l'automatisation de la procédure d'évaluation en douane.

Administration fiscale

- Evaluation de la mise en œuvre des mesures de réformes et identification des priorités en matière renforcement des capacités de l'administration fiscale.
- Support à la redynamisation de la coopération douanes et impôts.

Gestion des finances publiques

- Participation à trois missions de l'Institut de développement des capacités (ICD) sur la programmation et la politique financière (FPP).
- Participation à deux activités sur les passifs implicites des entreprises publiques et les garanties sous financement DMF et conjointement avec le département des finances publiques du FMI.
- Renforcement des fonctionnalités du modèle de cadrage macroéconomique MQC-RCA et poursuite du renforcement du CBMT/CDMT.
- Appui au développement des outils de supervision des entreprises publiques.
- Renforcement du contrôle de l'exécution du budget (revue du texte portant attributions de la direction du CF et élaboration du manuel du CF).
- Améliorer la budgétisation des investissements publics en AE-CP.
- Appui à l'élaboration d'une charte de réorganisation de la DGTCP.
- Amélioration de la gestion de la trésorerie et du compte unique du trésor.

Statistiques des finances publiques

- Mise à jour des statistiques de 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques.

Statistiques macroéconomiques

- Poursuite de l'appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base.

G. REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

1. Résultats au 30 avril 2022

Les activités de renforcement de capacité délivrées au cours de l'année fiscale 2022 en République Démocratique du Congo ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Administration douanière

Résultat escompté : L'audit et les autres programmes de vérification garantissent plus efficacement l'exactitude des rapports.

- Amélioration du ciblage/contrôle des marchandises représentant des risques particuliers (sous-évaluation, TVA, fraude).

Gestion des finances publiques

Résultats escomptés : Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget.

Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques.

Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires.

Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques.

Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié.

- La stratégie de réformes des finances publiques a été actualisée et un plan d'action prioritaire glissant dans le moyen terme sur un horizon de 7 années a été établi. A la suite d'une mission conjointe FAD-AFC, les autorités disposent d'un plan stratégique de réforme de la gestion des finances publiques actualisé et renforcé pour la période 2022-2028 adossé à un plan d'action prioritaire triennal glissant.
- La gestion des investissements publics a été évaluée et un plan d'action pour en améliorer l'efficacité a été établi. A la suite d'une mission conjointe FAD-AFC sur l'évaluation de la gestion des investissements publics selon la méthodologie PIMA, les autorités disposent d'un plan d'action global pour améliorer l'efficacité des investissements publics.

- La revue de la qualité des manuels de procédures comptables est reportée en attendant l'adoption d'un projet de décret portant création d'une direction générale en charge de la comptabilité publique.

Statistiques des finances publiques

Résultat escompté : Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement.

- Poursuite des travaux de mise à jour des statistiques des finances publiques en élaborant les TOFEs de 2019 et 2020.

Statistiques macroéconomiques

Résultat escompté : Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public (Réussite remarquable 3).

Régulation et supervision bancaires

Résultat escompté : Mise en œuvre de la supervision basée sur les risques

- Formation des superviseurs bancaires au contrôle sur place du risque informatique dans le secteur bancaire, sur base d'un guide méthodologique développé par AFRITAC centre au cours de la mission de février 2021.

Résultat escompté : Mise en œuvre de la norme IFRS 9 et d'une meilleure évaluation du profil de risque de crédit des établissements de crédits.

- Revue de l'Instruction 16 sur la classification des actifs et leur provisionnement, afin de l'aligner sur la norme comptable IFRS 9 et organisation d'une formation sur la norme comptable IFRS 9 et le modèle de provisionnement des pertes attendues.

Réussite remarquable 3

Les interventions d'AFRITAC Centre ont permis l'Institut National de la Statistique de reprendre la production des comptes nationaux annuels et de publier la série 2005-2019 des comptes nationaux après plus de dix ans sans publication.

Publication d'une nouvelle série de comptes nationaux annuels en RDC
Pays : République Démocratique du Congo Domaine d'intervention : Statistiques macroéconomiques Date de mise en œuvre : 2018 - 2021
Objectifs de l'appui : Mise à la disposition du public de la nouvelle série des comptes nationaux annuels pour la période 2005 – 2019 selon le Système de comptabilité nationale de 1993 (SCN 1993). Rôle d'AFC dans l'appui : Les appuis techniques des experts de l'AFC ont permis de renforcer la capacité des cadres de l'INS afin de renouer avec la production et la publication des comptes nationaux annuel. Principaux résultats obtenus : La mise en place et la mise à la disposition du public de la nouvelle série des comptes nationaux annuels en mars 2022. Jusque-là, les estimations fournies pour le pays reposaient sur des modèles de prévision et d'estimation du taux de croissance. Ce qui limitait la portée de ces modèles qui doivent plutôt se reposer sur les séries antérieures des comptes nationaux annuels afin de projeter la situation macroéconomique future. Impact du projet : En apportant de nouvelles données plus consistantes avec la réalité économique, cette série des comptes nationaux va améliorer le dispositif de cadrage et de prévision macroéconomique, ce qui améliore l'analyse, la prise de décision et la surveillance économique. Cette publication marque aussi la fin de la phase de rattrapage des retards dans la production des comptes nationaux et le début de la phase d'amélioration de la couverture des comptes nationaux par la mise en place d'une nouvelle année de base et la migration au SCN 2008. La publication est disponible sur le site de l'INS : http://ins.cd/2022/03/31/rdc-comptes-nationaux-2005-2019/ . Facteurs de succès : Forte mobilisation de l'équipe de l'INS et la disponibilité de l'expertise d'AFRITAC Centre. Leçons apprises : Bonne coordination des activités de collecte et des analyses réalisées par l'équipe de l'INS avec l'appui d'AFRITAC Centre.

2. Programme de l'année fiscale 2023

Les activités de renforcement de capacités qui seront délivrées au cours de l'année fiscale 2023 en République Démocratique du Congo contribueront à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Administration douanière

- Appui à la maîtrise des exonérations et des régimes suspensifs.
- Appui à la planification et à la mise en œuvre de la réforme douanière.

Administration fiscale

- Développement d'un plan d'amélioration du civisme fiscal des moyens contribuables.

Gestion des finances publiques

- Mise à niveau du modèle de prévisions macrobudgétaires.
- Poursuite de l'identification et du suivi des risques budgétaires.
- Révision du modèle de prévision des recettes issues des ressources naturelles.
- Organisation d'un atelier pour les parlementaires sur les enjeux de la crédibilité du budget
- Mise en œuvre des recommandations du PIMA : encadrer par un texte de haut niveau la gestion des investissements publics tout le long du cycle des projets.
- Renforcement de la gestion des arriérés sur les dépenses et proposer les axes d'une stratégie d'apurement.
- Appui méthodologique à l'élaboration du rapport sur la performance du portefeuille de l'Etat et des établissements publics comme annexe au projet de loi de finances.
- Revue qualité des programmes budgétaires, projets annuels de performance et rapports annuels de performance des ministères.
- Appui à la mise en place d'un cadre réglementaire délimitant le périmètre et la structure du compte unique du trésor.
- Appui à la production de la nomenclature des comptes du plan comptable de l'Etat.
- Appui à la production d'un guide de fonctionnement des comptes de l'Etat.
- Revue de la qualité des projets de décrets portant manuels des procédures de comptabilisation des recettes et des dépenses - Phase 1.

Statistiques des finances publiques

- Mise à jour des statistiques de 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques.

Statistiques macroéconomiques

- Atelier sur l'élaboration des comptes nationaux annuels et des comptes nationaux trimestriels.
- Atelier sur le passage au SCN 2008 avec changement d'année de base.

Régulation et supervision bancaires

- Développement d'une méthodologie de contrôle sur place du risque de crédit (y compris la revue de la classification des dossiers de crédit et du caractère adéquat des provisions y relatives).
- Assistance méthodologique pour la réalisation d'une inspection pilote portant sur l'évaluation du risque de crédit, y compris l'examen des dossiers de crédit pour s'assurer de leur classification et de leur provisionnement.
- Assistance méthodologique pour la réalisation d'une inspection pilote portant sur l'évaluation des risques informatiques.
- Élaboration d'un canevas de rapport sur le contrôle interne et sur la gestion des risques, exploitation des données qualitatives au niveau de l'évaluation du profil de risques et de la notation des établissements de crédit et élaboration d'un projet de réglementation sur les transactions avec les parties liées.

H. SAO TOME-ET-PRINCIPE

1. Résultats au 30 avril 2022

Les activités de renforcement de capacité délivrées au cours de l'année fiscale 2022 en République Démocratique de Sao Tomé-et-Principe ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Gestion des finances publiques

Résultats escomptés : Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget.

Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques.

Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires.

Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques.

Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié.

- Poursuite du développement du modèle de prévision macroéconomique pour les travaux de l'Unité Macrobudgétaire.
- Appui à l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires par l'organisation d'un atelier national.
- Renforcement du fonctionnement de l'Unité Macrobudgétaire
- La méthodologie d'élaboration du plan d'engagement est disséminée et les points d'entrée dans le système d'information budgétaire SAFE-e sont identifiés pour développer les fonctionnalités d'élaboration des plans d'engagement.
- L'appui à l'élaboration d'un plan comptable de l'Etat est reporté en attendant la mise en place d'un cadre légal et réglementaire de gestion des finances publiques.

Statistiques des finances publiques

Résultat escompté : Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement.

- Mise à jour des statistiques des finances publiques jusqu'en 2020 (administration centrale budgétaire) et extension de la couverture au reste des sous-secteurs des administrations publiques (avant-projets de TOFEs pour les extrabudgétaires, la sécurité sociale et les districts).

Statistiques macroéconomiques

Résultat escompté : Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement.

- Appui à l'Institut National de la Statistique dans la finalisation de la documentation des travaux et la publication des résultats de la réconciliation du PIB selon les approches de production et de dépense en utilisant la base 2008.

Régulation et supervision bancaires

Résultat escompté : Alignement du cadre réglementaire sur les normes internationales (cadre de Bale)

- Deux missions portant sur le renforcement du cadre réglementaire relatif aux attentes prudentielles en matière de gestion du risque de crédit étaient prévues au programme de travail de l'année fiscale 2022. Les deux missions ont été réalisées par la Banque Mondiale sans qu'AFRITAC centre n'en soit informé au préalable par la Banque centrale de Sao Tomé-et-Principe.

2. Programme de l'année fiscale 2023

Les activités de renforcement de capacités qui seront délivrées au cours de l'année fiscale 2023 en République Démocratique de Sao Tomé-et-Principe contribueront à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Administration douanière

- Elaboration d'un plan d'action de gestion des risques douaniers.
- Renforcement des procédures d'évaluation en douane.

Administration fiscale

- Evaluation de la mise en œuvre des mesures de réformes et identification des priorités en matière de renforcement des capacités de l'administration fiscale.

Gestion des finances publiques

- Élaboration d'un modèle de prévision budgétaire infra-annuel.

- Poursuite de l'opérationnalisation de l'Unité macrobudgétaire par l'ancrage des travaux au processus budgétaire.
- Poursuite des travaux de développement des fonctionnalités pour l'élaboration du plan d'engagement dans le système d'information budgétaire SAFE-e.
- Appui à l'actualisation du plan d'engagement du budget 2023.
- Revue des macro-processus d'élaboration du budget.
- Appui à l'élaboration d'un plan comptable de l'Etat si le cadre juridique et réglementaire de la GFP est mis en place.

Statistiques des finances publiques

- Mise à jour des SFP pour l'exercice 2021 et poursuite du chantier de l'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques.
- Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public selon le Guide aux utilisateurs de 2013.

Statistiques macroéconomiques

- Appui à l'élaboration des comptes nationaux annuels.
- Atelier sur les techniques d'élaboration des comptes nationaux annuels et des comptes nationaux trimestriels.

Régulation et supervision bancaires

- La Banque centrale de Sao Tomé-et-Principe n'a pas exprimée de besoins en matière d'activités d'assistance technique d'AFRITAC Centre pour l'année fiscale 2023. Afin de satisfaire une demande urgente et importante qui serait exprimée en cours d'année fiscale, une activité de réserve (*placeholder*) a été prévue au niveau du programme de travail 2023. Le thème et la nature de l'activité sera fonction des besoins, éventuels, exprimés par la Banque centrale de Sao Tomé-et-Principe.

I. TCHAD

1. Résultats au 30 avril 2022

Les activités de renforcement de capacité délivrées au cours de l'année fiscale 2022 au Tchad ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Gestion des finances publiques

Résultats escomptés : Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget.

Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques.

Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires.

Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques.

Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié.

- Amélioration du cadre technique et opérationnel du modèle de prévision macrobudgétaire SIGNET.
- Formations sur la programmation et les politiques financières avec le département de développement des capacités du FMI.
- Révision de la stratégie de réformes des finances publiques avec le département des finances publiques du FMI.
- Formations sur l'outil de projection de la dynamique de la dette (DDT) avec le département de développement des capacités du FMI.
- Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires.
- Formation des cadres sur les méthodologies de quantification de quelques risques budgétaires, adaptation au canevas harmonisé régional du rapport sur les risques budgétaires et benchmarking avec les risques retenus par les équipes du FMI et les risques simulés dans le cadre du CBMT et de l'AVD.
- Formation virtuelle à des fonctionnaires travaillant sur les questions de la dette au ministère des Finances, au ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement et à la banque centrale régionale (BEAC).
- Les projets loi portant respectivement statut général des établissements publics, gouvernance des entreprises publiques et gouvernance des autorités administratives indépendantes sont validés au plan technique et adoptés par le Gouvernement. (Réussite remarquable 7).
- Appui à la conception des états financiers.

- Appui à la définition de règles de gestion permettant l'intégration des états financiers et autres restitutions dans le nouveau système d'information de gestion des finances publiques en cours de développement.

Statistiques des finances publiques

Résultat escompté : Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement.

- Appui à la compilation du TOFE couvrant l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) pour 2020.

Statistiques macroéconomiques

Résultat escompté : Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement.

- Appui à l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) dans la revue des données sources et les méthodologies utilisées dans les travaux de changement d'année de base des comptes nationaux. et la migration au SCN 2008.

2. Programme de l'année fiscale 2023

Les activités de renforcement de capacités qui seront délivrées au cours de l'année fiscale 2023 au Tchad contribueront à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Administration douanière

- Suivi et contrôle des exonérations et des régimes suspensifs via Asycuda.

Administration fiscale

- Appui à l'amélioration et à la maîtrise de la discipline fiscale des moyennes entreprises.

Gestion des finances publiques

- Participation à la mission du siège sur l'évaluation PIMA et CPIMA.
- Poursuite du renforcement du modèle macrobudgétaire.
- Appui à l'implémentation de la directive CEMAC sur la comptabilité-matières.
- Appui à la surveillance des entités et entreprises publiques.
- Appui à la budgétisation des investissements publics en AE-CP.
- Appui au renforcement de la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques.

- Elaboration d'un référentiel de gouvernance du contrôle interne comptable de l'Etat.
- Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie.

Statistiques des finances publiques

- Revue et validation de la série de TOFEs de 2017 à 2020 - Elaboration du TOFE de 2021.
- Lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques et Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public selon le Guide aux utilisateurs de 2013.

Statistiques macroéconomiques

- Appui aux travaux de rebasage du PIB et de backcasting.

J. CEMAC – Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale

1. Résultats au 30 avril 2022

Les activités de renforcement de capacité délivrées au cours de l'année fiscale 2022 auprès de la CEMAC ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Administration douanière

Résultat escompté : Lois fiscales et douanières modernisées, simplifiées et mieux alignées.

- Appui à la rédaction des textes d'application du nouveau Code des Douanes révisé - Projet de texte sur le traitement de la déclaration en douane

Administration fiscale

Résultat escompté : Les lois fiscales et douanières sont modernisées, simplifiées et sont en phase avec les normes régionales et internationales.

- Rédaction d'un projet de code régional des procédures fiscales, d'un questionnaire pour mener la première enquête régionale et d'un calendrier pour activer l'Observatoire de la mise en œuvre de la législation douanière et fiscale partir de début 2022.

Gestion des finances publiques

Résultats escomptés : Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget.

Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques.

Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires.

Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié.

- Un guide pratique de mise en œuvre du CICE dans le contexte du passage à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale est élaboré et validé (Réussite remarquable 8)
- Un guide régional sur le bilan d'ouverture est élaboré et validé.
- Un guide inter-régional sur la gestion de la trésorerie et la mise en œuvre du Compte Unique du Trésor (CUT) à la Banque centrale est élaboré et validé.
- Un guide sur la déconcentration de l'ordonnancement et la délocalisation du contrôle financier est élaboré et validé.

- Un projet de guide d'identification, de suivi, de gestion et de reporting des risques budgétaires est élaboré.
- Un projet de guide sur le contrôle interne budgétaire est élaboré

Réussite remarquable 8

AFRITAC Centre s'est engagé à accompagner la mise en place d'un guide régional sur le contrôle interne de l'Etat au profit des pays membres de la CEMAC.

Amélioration de la couverture et de la qualité des rapports budgétaires et comptables
Pays/Institution : CEMAC Domaine d'intervention : Comptabilité de l'Etat Date de mise en œuvre : 24 – 30 mai 2021
Objectifs de l'appui : Elaboration d'un guide sur le contrôle interne comptable de l'Etat Rôle d'AFC dans l'appui : Expertise pour l'élaboration du guide sur le contrôle interne comptable de l'Etat à la disposition des Etats. Principaux résultats obtenus : Le guide sur le contrôle interne comptable de l'Etat a été validé par les représentants des Etats au cours de deux ateliers virtuels organisés les 21 et 23 juin 2021. Impact du projet : Renforcement de la documentation relative au développement de la comptabilité en droits constatés et patrimoniales au sein des Etat membres de la CEMAC. Le guide propose une démarche méthodologique la mise en œuvre effective des directives communautaires relatives de la gestion des finances publiques. Facteurs de succès : Demande des autorités adressée à la CEMAC pour soutenir la mise en œuvre des réformes comptables. Leçons apprises : Cette contribution de AFC au développement du guide a été très appréciée par les Etats.

- Un projet de guide sur le rapport et le canevas-type pour le reporting des dépenses en cas de catastrophe de grande envergure : cas des fonds mobilisés dans le cadre de la riposte à la pandémie du COVID-19 en zone CEMAC est élaboré.
- Appuis aux travaux sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC par AFRISTAT en collaboration avec AFRISTAT, la Commission de la CEMAC et la BEAC.
- Les capacités des cadres des pays de l'AFC, AFW1 et AFS sont renforcées au cours d'un séminaire inter-régional sur la gestion des investissements publics en Afrique subsaharienne francophone.

- Les capacités des cadres des pays de l'AFC, de l'AFW sont renforcées au cours d'un premier atelier inter-régional sur l'analyse des régimes fiscaux et les prévisions des recettes issues des industries extractives.

2. Programme de l'année fiscale 2023

Les activités de renforcement de capacités qui seront délivrées au cours de l'année fiscale 2023 auprès de la CEMAC contribueront à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Administration douanière

- Renforcement des procédures aux frontières intra-CEMAC.
- Poursuite de la rédaction des textes d'application du nouveau Code des Douanes révisé - Projet de texte sur le traitement de la déclaration en douane.
- Assistance technique auprès du Comité de suivi de la CEMAC en charge de la préparation des textes d'application du nouveau code des douanes communautaire.

Administration fiscale

- Participations aux ateliers de validation du projet de livre de procédures fiscales communautaire.

Gestion des finances publiques

- Appuis aux travaux de suivi de la conjoncture et la prévision dans les pays membres en collaboration avec AFRISTAT, la Commission de la CEMAC et la BEAC.
- Elaboration d'un guide pour harmoniser le format des rapports périodiques sur l'exécution du budget en zone CEMAC.
- Organisation de cours régionaux sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles set sur les modèles de prévision à très court terme (*Nowcasting model*).
- Organisation d'un séminaire régional sur les politiques budgétaires et le changement climatique.
- Organisation d'un séminaire inter-régional sur la budgétisation des recettes affectées.
- Appui à l'élaboration d'un guide sur la déconcentration de la fonction comptable.

K. COBAC - Commission bancaire de l'Afrique centrale

1. Résultats au 30 avril 2022

Les activités de renforcement de capacité délivrées au cours de l'année fiscale 2022 auprès de la COBAC ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

Résultat escompté : Alignement du cadre réglementaire sur les normes internationales (cadre de Bale).

- Appui au groupe de travail sur la liquidité, créé dans le cadre du projet de mise en œuvre de Bâle II/III, à aligner son projet de règlement sur le ratio de liquidité à court terme (LCR) avec le cadre de Bâle.

Résultat escompté : Alignement du cadre réglementaire sur les normes internationales (cadre de Bale).

- Appui au groupe de travail sur la liquidité, créé dans le cadre du projet de mise en œuvre de Bâle II/III, à développer le cadre réglementaire (règlement prudentiel, état de reporting) et assistance à la mise en œuvre (réalisation de l'étude d'impact et calibrage des paramètres) du ratio structurel de liquidité à long terme (Net Stable Funding Ratio de Bale III).

2. Programme de l'année fiscale 2023

Les activités de renforcement de capacités qui seront délivrées au cours de l'année fiscale 2023 auprès de la COBAC contribueront à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

- Appui au groupe de travail Fonds propres, créé dans le cadre du projet de mise en œuvre de Bâle II/III, à réviser le texte réglementaire sur les Fonds propres.
- Appui au groupe de travail Fonds propres, créé dans le cadre du projet de mise en œuvre de Bâle II/III, à élaborer des états réglementaires des fonds propres sur base individuelle et consolidée.
- Appui au groupe de travail sur la liquidité, créé dans le cadre du projet de mise en œuvre de Bâle II/III, à finaliser la mise en œuvre des ratios LCR et NSFR après la réalisation de l'étude d'impact.
- Appui au développement du cadre réglementaire (règlement prudentiel, état de reporting) et assistance à la mise en œuvre (réalisation de l'étude d'impact et calibrage des paramètres) du risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (IRRBB) et délimitation du portefeuille bancaire et du portefeuille d'investissement.



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités
pour l'Afrique Centrale



ANNEXE 1

CADRE LOGIQUE DES OBJECTIFS ET RESULTATS ESCOMPTES
Années Fiscales 2020, 2021, 2022 et 2023

Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale

Cadres logiques du Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique centrale (AFRITAC Centre) (Années fiscales 2020, 2021, 2022 et 2023)

Comment ont-été élaborés les cadres logiques du Centre ?

Les cadres logiques présentés en annexe du rapport au Comité d'orientation ont été préparés par les conseillers résidents du Centre sur la base du Catalogue de gestion axée sur les résultats du Fonds Monétaire International. Les cadres ont été préparés en concertation avec le FMI dans les 7 domaines d'intervention du Centre, à savoir :

- Administration douanière
- Administration fiscale
- Gestion des finances publiques
- Analyse et prévision macroéconomiques et budgétaires
- Statistiques des finances publiques
- Statistiques macroéconomiques
- Régulation et supervision bancaires

Les cadres logiques ont été envoyés aux Etats membres et aux institutions bénéficiaires pour commentaires et suggestions et seront annexés au rapport d'exécution du Centre.

Que contiennent les cadres logiques ?

Les cadres logiques présentent l'ensemble de la chaîne de résultats du Centre à savoir les objectifs, les résultats escomptés et ses indicateurs, les étapes intermédiaires ainsi que les risques inhérents à la réalisation des objectifs. Des colonnes spécifiant les dates de réalisations prévues et les dates de réalisation effectives des étapes intermédiaires ont été ajoutées et permettent de connaître les échéances précises de réalisation. Cette année, le Centre présente des cadres logiques qui couvrent les années fiscales 2020, 21, 22 et 23. Cette approche permet une visibilité à plus long terme des objectifs stratégiques du Centre ainsi qu'une meilleure planification de ses activités.

Comment fonctionne le système de notation ?

Les conseillers résidents notent les étapes intermédiaires et les résultats escomptés en utilisant une échelle de notation de 1 à 4 suivis d'un code couleur correspondant (1 : Pas atteint ; 2 : Partiellement atteint ; 3 : Atteint ; 4: Largement atteint). Les notations ont pour objectif de mesurer les progrès atteints dans la réalisation des activités de développement des capacités du Centre. Au cours de cette année fiscale, le Centre a également noté les résultats escomptés afin de mesurer les progrès dans l'atteinte des objectifs stratégiques. Les cadres logiques notés sont uniquement disponibles pour les principales parties prenantes.

Le contenu des cadres logiques est-il définitif ?

Le contenu des cadres logiques n'est pas figé et peut évoluer en fonction des besoins et des priorités des Etats membres et des institutions bénéficiaires. Il peut également évoluer en fonction de la situation sécuritaire du pays et de la possibilité pour le Centre de conduire ses activités de renforcement de capacités de manière optimale. Il est cependant fortement recommandé, après l'approbation des cadres logiques par le Comité d'orientation du

Centre, de ne pas toucher au contenu des cadres logiques de l'année fiscale prochaine, afin de faciliter le suivi et l'évaluation des activités de renforcement des capacités du Centre.

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tous les pays membres	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	Efficacité accrue de la lutte contre la fraude et la contrebande	La modernisation du cadre de gouvernance des administrations fiscales et douanières	4/30/2020	1/23/2020	Séminaire régional	s.o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Conditions extérieures & climat : FAIBLE Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Gestion et contrôle des exemptions et régimes suspensifs	4/30/2021				
				Implémentation de solutions de numérisation	4/30/2022				
Burundi (BDI)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement.	Mise en œuvre d'un programme d'assistance technique pluriannuelle dans le but de renforcer la valeur en douane	4/30/2020	10/10/2020	Mission d'assistance technique & apprentissage par les pairs	s.o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Conditions extérieures & climat : ÉLEVÉ Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Renforcement des procédures d'évaluation en douane	4/30/2021	11/30/2021			
			La sélectivité du contrôle basée sur les risques est appliquée de manière plus cohérente	Améliorer les exonérations douanières et élaborer des plans d'action pour faire face aux risques identifiés	4/30/2022	4/20/2022			
				Partage des meilleures pratiques sur la sélectivité du contrôle basé sur le risque en Côte d'Ivoire (Apprentissage par les pairs)	4/30/2021				
		Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application de la législation douanière	Une part plus importante du commerce contrôlée par un programme d'audit post-apurement	Mesures de sauvegarde et de sécurisation pour répondre à Covid-19	12/17/2020	10/10/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République centrafricaine (CAF)	Renforcement de la gestion de l'administration des recettes et des dispositions de gouvernance	L'audit et les autres programmes de vérification garantissent plus efficacement l'exactitude des rapports.		Évaluation du système informatique et <u>contrôle</u> de sa capacité à supporter des solutions numérisées.	4/30/2021	7/23/2021	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Conditions extérieures & climat : ÉLEVÉ Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Mise en œuvre d'une nouvelle procédure pour renforcer la procédure d'évaluation en douane	4/30/2020	3/31/2020			
				Implémentation de solutions de numérisation	4/30/2022				
				Mission de suivi pour la mise en œuvre d'une nouvelle procédure pour renforcer la procédure d'évaluation en douane	4/30/2021	4/13/2022			
CEMAC — Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CE6)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Lois fiscales et douanières modernisées, simplifiées et mieux alignées	Dispositions de fond des lois fiscales et douanières alignées sur les normes et protocoles modernes et largement diffusées	Textes d'application du Code régional des douanes sont validés par les pays membres (Partie II)	12/31/2019	12/16/2019	Mission d'assistance technique	CEMAC	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : MOYEN Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Participation au Comité de suivi chargé de la préparation des textes d'application et du projet de code CEMAC en cours d'adoption.	4/30/2020	5/3/2019			
				Rédaction de huit dispositions douanières du code régional révisé (Partie V)	4/30/2020	5/31/2019			
				Mise en place d'un nouveau code des douanes CEMAC (mission partie I)	4/30/2021				
				Participation d'un expert du FMI au Comité de la CEMAC pour fournir des orientations et des conseils afin d'aider à l'adoption de la réglementation douanière (mission partie I)	4/30/2021	2/26/2021			
				Participation d'un expert du FMI au Comité de la CEMAC pour fournir des orientations et des conseils afin d'aider à l'adoption de la réglementation douanière (mission partie II)	4/30/2021				
				Mise en place d'un nouveau code des douanes CEMAC (mission partie II)	4/30/2022	3/23/2022			
				Mise en place d'un nouveau code des douanes CEMAC (mission partie III)	4/30/2022				
	Renforcement de la gestion de l'administration des recettes et des dispositions de gouvernance	Les lois fiscales et/ou douanières sont mises à jour, simplifiées et mieux alignées sur les normes modernes et les protocoles internationaux.		Rédaction du code régional de procédure fiscale	9/30/2021	5/28/2021			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Cameroun (CMR)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations de déclaration et de paiement	Meilleur alignement des procédures douanières avec les normes internationales	Gestion coordonnée des frontières	4/30/2022		Mission d'assistance technique	BAD	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Conditions extérieures & climat : FAIBLE Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Identification des conditions préalables à la mise en place d' un plan pluriannuel d'assistance technique de renforcement de la valeur en douane	12/31/2019	8/30/2019			
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Mission d'assistance technique pour la mise en œuvre d'un projet pluriannuel pour une meilleure maîtrise de l'évaluation et du contrôle douanier (phase I)	12/31/2021	4/14/2022			
				Mission d'assistance technique pour la mise en œuvre d'un projet pluriannuel pour une meilleure maîtrise de l'évaluation et du contrôle douanier (phase II)	4/30/2022				
				Renforcement du contrôle de l'évaluation des exportations, du commerce électronique	4/30/2020				
				Renforcement de l'exploitation des données sur les flux financiers	4/30/2020				
		Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19	12/30/2020	5/8/2020			
				Élaboration d'un plan d'action pour mieux contrôler les exemptions et les régimes dérogatoires	12/31/2021	3/12/2021			
République démocratique du Congo (COD)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	Une plus grande part du commerce est contrôlée par un programme d'audit après dédouanement	Mise en oeuvre d'un plan d'action pour mieux contrôler les exemptions et les régimes dérogatoires	4/30/2021	4/9/2021	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : ÉLEVÉ Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Mission de suivi sur le contrôle des exemptions et des régimes suspensifs	4/30/2022				
				Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19	12/30/2020	7/3/2020			
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Amélioration de la capacité du bureau d'évaluation en douane pour soutenir la gestion de l'analyse des risques	4/30/2020	8/30/2019			
				Développement d'une méthodologie post-contrôle pour maîtriser les risques identifiés lors des contrôles de la valeur en douane	4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République du Congo (COG)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Identification des conditions préalables à la mise en place d'un plan pluriannuel d'assistance technique de renforcement de la valeur en douane	4/30/2020	7/31/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : MOYEN Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre a la crise du COVID 19	12/30/2020	5/22/2020			
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Aider la direction generale des douanes à identifier les outils clés pour maîtriser les exonérations et les régimes dérogatoires	4/30/2022	8/31/2021			
Gabon (GAB)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	Efficacité accrue de la lutte contre la fraude et la contrebande	Assister la Direction générale des douanes a remédier aux faiblesses identifiées durant la mission FAD de novembre 2018	4/30/2020	10/15/2019	Mission d'assistance technique	AFD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
			Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre a la crise du COVID 19	12/30/2020	6/9/2020			
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Assistance à la direction générale des douanes pour la mise en place du projet pluriannuel d'évaluation en douane (partie I)	4/30/2021				
				Assistance à la direction générale des douanes Aider la DG Douane pour la mise en place du projet pluriannuel d'évaluation en douane (partie II)	4/30/2022	4/22/2022			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Guinée équatoriale (GNQ)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Application d'un nouvel impôt ou d'une législation modernisée	Un impôt nouveau/modernisé est appliqué à la date prévue.	Les procédures douanières sont adoptées	12/30/2020		Mission d'assistance technique & apprentissage par les pairs	s.o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Conditions extérieures & climat : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Mise en place des nouvelles procédures douanières sont adoptées	4/30/2021				
	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	Application plus effective des procédures d'évaluation en douane et d'établissement de l'origine des marchandises	Identification de mesures concrètes pour renforcer l'évaluation en douane	4/30/2021				
				Aide à la mise en place d'un bureau d'évaluation en douane pour renforcer le processus d'évaluation en douane	4/30/2022				
				Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19	12/30/2020	6/12/2020			
São Tomé-et-Principe (STP)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Des outils techniques pour maîtriser l'évaluation en douane et un plan d'action pour contrôler la déclaration en douane qui compromettent l'évaluation en douane sont développés	4/30/2020	8/30/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : MOYEN Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Aide à la mise en place d'un bureau d'évaluation en douane	4/30/2022				
				Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19	12/30/2020	6/19/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tchad (TCD)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	Amélioration de l'efficacité de la lutte contre la fraude et la contrebande	Supports didactiques pour renforcer le contrôle de l'évaluation en douane et le contrôle des exonérations et la sécurisation de la collecte des recettes par le biais des systèmes bancaires	4/30/2020	8/30/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Conditions extérieures & climat : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Élaboration de supports didactiques pour surveiller les exonérations douanières afin de sécuriser la perception des recettes (Partie I)	4/30/2021	11/14/2020			
				Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19	12/30/2020	11/14/2020			
				Élaboration de supports didactiques pour surveiller les exonérations douanières afin de sécuriser la perception des recettes (Partie II)	4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE

(En date du 30 Avril 2022)

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modèles opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tous les pays membres	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	Amélioration de la capacité de réforme grâce à une stratégie de réforme claire et adaptée	Mise en place des principaux indicateurs de performance, faisant l'objet de contrôles et de rapports réguliers	Mise en place des principaux indicateurs de performance de l'administration fiscale au moyen de ISORA	6/30/2021		Séminaire régional	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique: FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/situation extérieures : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Amélioration des capacités managériales dans l'administration fiscale	4/30/2021				
				Amélioration du cadre de gouvernance des administrations fiscales et douanières	1/31/2020	1/17/2020			
				Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal	4/30/2022				
	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Renforcement de l'intégrité de la base et du registre des contribuables	Les données des contribuables sont fiables, sécurisées dans une base de données centrale (TADAT POA8-23)	Modernisation du numéro d'identification du contribuable	4/30/2022				
Burundi (BDI)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Une gamme appropriée de contrôles fiscaux est utilisée pour détecter et dissuader les déclarations inexactes	Des contrôles conjoints sont menés par les services de la douane et des impôts	4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/situation extérieures : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les états financiers sont disponibles auprès de l'administration fiscale et la valeur importée sont croisés pour permettre l'identification des contribuables sous-déclarant des déclarations fiscales	4/30/2020	4/30/2020			
				Amélioration de l'administration performante de la TVA	4/30/2020	4/30/2020			
			Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Amélioration de l'administration performante de la TVA	4/30/2021				
				Renforcement des fichiers des contribuables et élaboration du programme des contrôles fiscaux basés sur l'analyse des risques	4/30/2021				
				Les questions liées à l'audit sont davantage utilisées pour dissuader la fraude ou les retours inexacts	4/30/2021				
				Mission de suivi sur l'administration performante de la TVA	4/29/2022	10/27/2021			
		Une plus grande proportion de contribuables s'acquittent de leurs obligations de paiement	Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT POA5-15)	Mise en œuvre des procédures numérisées et du paiement mobile des impôts	4/30/2022	11/6/2020			
				Mesures de sauvegarde et de sécurité pour faire face au Covid-19	10/30/2020	11/6/2020			
		Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT DA5-15)	Amélioration de l'action de recouvrement d'arriérés fiscaux	4/30/2022	3/15/2022			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République centrafricaine (CAF)	Renforcement de la gestion de l'administration des recettes et des dispositions de gouvernance	L'audit et les autres programmes de vérification garantissent plus efficacement l'exactitude des rapports.	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Évaluation du système informatique et contrôle de sa capacité à supporter des solutions numérisées.	4/30/2021	7/23/2021			
	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Identification de mesures concrètes pour renforcer la mobilisation des recettes fiscales	4/30/2020	10/30/2019	Mission d'assistance technique	UE	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Une gamme appropriée de contrôles fiscaux est utilisée pour détecter et dissuader les déclarations inexactes	Évaluer le système informatique et surveiller chaque capacité à prendre en charge des solutions numérisées	4/30/2021	12/16/2020			
		Respect des obligations de paiement par une plus grande part des contribuables	Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT DA5-15)	Mettre en œuvre des procédures numérisées	4/30/2022	12/16/2020			
				Recouvrement de 20% des arriérés d'impôts	4/30/2019	10/30/2019			
				Modernisation des procédures fiscales pour récupérer plus efficacement les arriérés d'impôts	4/30/2022	10/27/2021			
CEMAC — Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CE6)	Renforcement de la gestion de l'administration des recettes et des dispositions de gouvernance	Les lois fiscales et/ou douanières sont mises à jour, simplifiées et mieux alignées sur les normes modernes et les protocoles internationaux.	Textes douaniers et fiscaux harmonisés validés, adoptés par les Etats membres de la CEMAC et accessibles	Rédaction du code régional de procédure fiscale	9/30/2021	5/28/2021		s. o.	
Cameroun (CMR)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Assistance de la direction générale des impôts pour la mise en place des actions concrètes pour renforcer la mobilisation des recettes	4/30/2020	3/30/2020	Mission d'assistance technique	GIZ & BAD	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/situation extérieures : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Appui à la mise en place du télé travail pour permettre aux agents de travailler de la maison	4/30/2021	5/29/2020			
			Une gamme appropriée de contrôles fiscaux sont utilisés pour détecter et dissuader les déclarations inexactes	Mettre en œuvre des procédures numérisées	4/30/2022	10/22/2021			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modèles opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Cameroun (CMR)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des entreprises respectent leur obligation de paiement conformément aux règles fiscales	Amélioration de la gestion des arriérés (TADAT POA8-24)	Les remboursements de la TVA sont gérés suivant une analyse basée sur les risques	4/30/2021		Mission d'assistance technique	GIZ & BAD	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/situation extérieures : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Amélioration de la gestion des arriérés fiscaux	4/30/2021				
				Mesures de sécurité et de sauvegarde pour répondre à la COVID 19	5/29/2020	5/29/2020		s. o.	
République démocratique du Congo (COD)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	La gestion des remboursements des crédits TVA s'améliore (TADAT POA5-15)	Amélioration de la gestion performante de la TVA	4/30/2020	6/28/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/situation extérieures : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Elaboration d' une stratégie de recouvrement des arriérés fiscaux	4/30/2020	10/31/2019			
		Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Plan Stratégique pour renforcer la mobilisation des recettes	4/30/2021				
				Renforcer les programmes de croisement des données pour élaborer un plan d'action d'audit	4/30/2022				
				Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie I)	4/30/2021				
				Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie II)	4/30/2022	3/15/2022			
	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	L'organisation mise en place répond à une meilleure mise en œuvre de la stratégie et des réformes	Renforcement de l'organisation sur la base des lignes fonctionnelles et de la segmentation des entreprises.	Un plan d'action pour maîtriser le portefeuille des bureaux des contribuables des moyennes entreprises est développé	12/30/2019	6/28/2019			
				Création de nouveaux réseaux de moyennes entreprises	4/30/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE

(En date du 30 Avril 2022)

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République du Congo (COG)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Amélioration des contrôles sur la base des recoupements effectués	4/30/2020	7/31/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/situation extérieures : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Amélioration de la gestion performante de la TVA	4/30/2020	7/31/2019			
				Identification de mesures de sécurité et de sauvegarde pour répondre au COVID 19	7/30/2020	6/15/2020			
				Mission conjointe FAD et AFC sur la conception d'un plan stratégique de renforcement des capacités pour accroître la mobilisation des revenus	4/30/2021	7/17/2020			
				Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie I)	4/30/2021	7/18/2020			
				Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie II)	4/30/2022	3/15/2022			
	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales		Amélioration du délai de recouvrement (TADAT POA4-10)	95% des grands contribuables respectent leurs obligations	4/30/2020	3/31/2020			
				80% des contribuables moyens respectent leurs obligations	4/30/2020	7/31/2019			
				Implémentation de solutions numériques (e-déclaration et e-paiement)	4/30/2022	3/15/2022			
	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	Les lois fiscales et / ou douanières sont mises à jour, simplifiées et mieux alignées	Les dispositions de fond des lois fiscales et douanières sont alignées sur les normes modernes	Procédures fiscales simplifiées	4/30/2021				
Gabon (GAB)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Amélioration du délai de recouvrement (TADAT POA4-10)	90% des grands contribuables respectent leurs obligations	4/30/2020	11/29/2019	Mission d'assistance technique	Coopération française (AFD) et BAD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				85% des contribuables moyens respectent leurs obligations	4/30/2020	11/29/2019			
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	4/30/2020	7/31/2019			
				Amélioration de la performance de la TVA	4/30/2020	11/29/2019			
				Mesures de sécurité et de protection pour répondre à la COVID 19	9/11/2020	12/9/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE

(En date du 30 Avril 2022)

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Gabon (GAB)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie I)	4/30/2021	12/9/2020	Mission d'assistance technique	Coopération française (AFD) et BAD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie II)	4/30/2022	09/17/21			
Guinée équatoriale (GNQ)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Renforcement de l'intégrité de la base et du registre des contribuables	Les données des contribuables sont fiables, sécurisées dans une base de données centrale (TADAT POA8-23)	Digitalisation du numéro d'identifiant fiscal	4/30/2021		Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Poursuite de la digitalisation du numéro d'identifiant fiscal	4/30/2022	3/15/2022			
		Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Apprentissage par les pairs à Cabo Verde sur l'organisation et la conduite des contrôles fiscaux	4/30/2022	3/15/2022			
		L'intégrité de la base des contribuables et du grand livre est renforcée	Gestion efficace des comptes fiscaux (TADAT POA8-23)	Extension de l'utilisation du NIF aux douanes et au Trésor public	4/30/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE

(En date du 30 Avril 2022)

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	L'organisation mise en place répond à une meilleure mise en œuvre de la stratégie et des réformes	Renforcement de l'organisation sur la base des lignes fonctionnelles et de la segmentation des entreprises.	Simplification et modernisation des procédures fiscales	4/30/2022		Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Modernisation de l'organisation structurelle de l'administration fiscale	4/30/2022				
				appui au développement de site web pour renforcer la transparence	4/30/2022				
	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Implémentation de l'administration de la TVA	4/30/2020	2/6/2020			
				Renforcement des capacités en administration de la TVA	12/31/2020				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques	4/30/2021				
			Une gamme appropriée de contrôles fiscaux sont utilisés pour détecter et dissuader les déclarations inexactes						
Tchad (TCD)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT POA5-15)	10% des impôts sont effectivement collectés	4/30/2020	11/29/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/situation extérieures : ÉLEVÉ Autres risques : ÉLEVÉ Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
				Renforcement du recouvrement d'arriérés fiscaux par l'analyse des risques	4/30/2020	11/29/2019			
		Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Une gamme appropriée de contrôles fiscaux sont utilisés pour détecter et dissuader les déclarations inexactes	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés chez les contribuables moyens	4/30/2020	10/31/2019			
				Mission de suivi pour le renforcement du bureau des contribuables moyens	4/30/2021				
				Des programmes de contrôles fiscaux pour identifier les principaux risques émergents	4/30/2022	3/15/2022			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES									
(En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tous les pays membres	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, CTFP 2.1.4)	Formation de 25 cadres du Ministère du budget et des ministères sectoriels au nouvel outil de gestion des investissements publics (conjoint avec AFW1)	6/30/2019	6/28/2019	Séminaire régional	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Part des opérations de l'administration centrale non comptabilisées dans les états financiers (PEFA PI.6)	La budgétisation sensible au genre (Séminaire régional d'AFC et AFW1)	1/30/2022				
	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Inclusion dans le budget d'informations sur les ressources et les résultats par projet	Disponibilité d'informations sur la performance relative à la prestation de services (PEFA PI-8, CTFP 2.3.2)	Les fonctionnaires du Ministère du budget des pays membres d'AFC sont formés sur le thème "des établissements publics nationaux et les recettes affectées"	4/30/2020	3/31/2020			
				Les hauts fonctionnaires du budget des États membres de l'AFC sont formés sur le thème "Organismes publics et recettes affectées" (FOHBAC)	30/04/2020	22/01/2021			
				Forum régional des hauts fonctionnaires du budget des États membres de l'AFC (FOHBAC) sur le thème « macroprocessus budgétaires et informatisations »	30/04/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tous les pays membres	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Formation de 15 cadres sur l'analyse de la politique budgétaire (avec ICD et ATI)	4/30/2020	2/28/2020	Cours de formation et séminaire régional	AFRISTAT, CEMAC, BEAC, BAD, CEA-BSRAC, UEMOA	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Formation de 2 cadres de chaque pays membres d'AFC sur les techniques de prévisions macroéconomiques (en collaboration avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC)	5/31/2019	5/10/2019			
				Formation de 2 cadres de chaque pays membres d'AFC sur les techniques de prévisions macroéconomiques (en collaboration avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC)	11/30/2019	12/2/2019			
				Formation de 36 cadres sur les dispositifs de prévisions des recettes budgétaires	8/31/2019	8/9/2019			
				Formation de 36 cadres sur les dispositifs de prévisions et de programmation des dépenses publiques	30/04/2021	11/13/2020			
				2 cadres de chaque pays membre de l'AFC sont formés sur les prévisions macro-budgétaires (Séminaire régional conjoint avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC).	30/11/2020	20/11/2020			
				2 cadres de chaque pays membre de l'AFC sont formés aux prévisions macrobudgétaires (Séminaire régional conjoint avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC)	6/30/2020	6/26/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tous les pays membres	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Réforme de la structure organisationnelle	Recettes affectée aux Organismes publics et dépenses fiscales (conjoint avec AFW1)	30/01/2021		Séminaire régional	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : s. o. Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les capacités du personnel sont renforcées	12/30/2022	12/30/2022			
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Formation de 30 cadres sur l'articulation entre le cadre budgétaire à moyen terme et les risques budgétaires	8/31/2021				
				30 personnels des pays membres d'AFC sont formés sur le reporting des risques budgétaires	1/31/2022				
	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Rapidité du transfert des recettes recouvrées vers le Trésor (PEFA PI-20.2)	Séminaire régional sur l'amélioration de la qualité comptable	4/30/2021				
				Séminaire sur l'élaboration des états financiers	4/30/2022				
				Séminaire régional sur l'audit interne de la comptabilité	4/30/2022				
	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires		Audit de la comptabilité interne	4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Burundi (BDI)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	Amélioration de la documentation du budget (partie I)	4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : TRÈS ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel techniques : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): s. o.
				Identification des besoins d'assistance technique sur le contrôle et l'exécution du budget (Mission exploratoire)	12/31/2021	3/31/2022			
				Les outils de prévisibilité des dépenses sont élaborés.	12/30/2022	6/30/2022			
				Une feuille de route claire encadrant le processus de passage à la budgétisation par programme est mise en place.	4/29/2022	4/29/2022			
				Amélioration de la documentation du budget (partie II)	4/30/2021	9/29/2021			
				Amélioration de la documentation du budget (partie II) Suite	4/30/2022	9/30/2021			
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme	Identification des besoins d'assistance technique sur le processus et les outils de préparation du budget (Mission exploratoire)	12/31/2020				
				Renforcement des processus et outils macrobudgétaires à moyen terme	4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Un rapprochement de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale est effectué toutes les semaines au moins au niveau agrégé et généralement à une semaine de la fin de chaque mois au niveau détaillé	4/30/2020	10/25/2019	Mission d'assistance technique, Atelier national	S. O.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : S. O. Autres risques : S. O. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): Climat politique fragile
				Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	4/30/2020	10/25/2019			
				Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	4/30/2021				
				Atelier national sur l'audit des comptes internes	4/30/2022				
				Fermeture des comptes dormants ouverts dans les banques commerciales	4/30/2020	2/29/2020			
				Réconciliation mensuelle de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	4/30/2020	2/29/2020			
				Fermeture des comptes ouverts dans les banques commerciales durant la pandémie du COVID 19	10/30/2020				
				Réconciliation de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale sur une base hebdomadaire	2/28/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	2/28/2021		Mission d'assistance technique, Atelier national	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : s. o. Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): Climat politique fragile
				Elaboration d'un manuel sur les normes comptables	28/02/2021	28/02/2022			
				Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	2/28/2021				
				La réconciliation des comptes bancaires est régulière et se fait au moins mensuellement, et les écarts sont contrôlés et validés au moins hebdomadairement					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES									
(En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-Z1.1)	Plan exhaustif identifiant les exigences techniques et politiques, et organisant le séquençage de la migration ordonnée des soldes de trésorerie des banques commerciales au moyen de dispositions transitoires	2/28/2020	3/30/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): s. o.
				Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour chaque exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie	4/30/2020	3/30/2020			
				Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour chaque exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie	4/30/2021				
				Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour chaque exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie	4/30/2022				
				Fermeture des comptes ouverts dans les banques commerciales durant la pandémie du COVID 19	2/28/2021				
				Engagement et prévisions des flux de trésorerie sont corrélés et contrôlés régulièrement et permet le financement du budget	4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République centrafricaine (RCA)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Prévisibilité de l'affectation des ressources en cours d'exercice (PEFA PI-21)	Préparation de l'ordre de plafonnement périodique des dépenses du ministère des Finances	12/31/2020		Mission d'assistance technique et Apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Suivi de la supervision des organismes publics	4/30/2022				
				Suivi de la mise en oeuvre du plan d'engagement	4/30/2022				
				Redaction d'un décret pour la supervision des organismes publics	4/30/2021				
				Apprentissage par les pairs au bénéfice de 5 cadres de la RCA au Burkina Faso sur la déconcentration de l'ordonnancement	8/30/2021				
				Relier le plan d'engagement des dépenses publiques au module informatique de l'exécution du budget	4/30/2021				
				Connecter le plan d'engagement budgétaire au module informatique d'exécution budgétaire	12/31/2019	4/30/2020			
	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Opérationnalisation et suivi des travaux de l'unité/comité macrobudgétaire et de ses besoins en renforcement des capacités	12/31/2020				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES									
(En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	L'outil de prévision macrobudgétaire est renforcé avec des modules complémentaires	6/30/2021	10/29/2021	Mission d'assistance technique, atelier national, et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale, Expertise France, Union Européenne, Pole PNUD Dakar, GIZ	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Élaboration d'un outil de prévision des recettes fiscales	4/30/2022	4/29/2022			
				Le MTFF et les notes stratégiques sont mis à jour pour 2022-2024.	5/31/2021	8/31/2021			
				Élaboration de scénarios de prévision budgétaire basés sur différentes hypothèses macroéconomiques	12/31/2021	10/29/2021			
		Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité de la documentation budgétaire	La supervision des agences publiques est renforcée	6/30/2022	10/31/2022			
				Des outils de supervision des entreprises publiques, des autorités administratives indépendantes et des agences publiques sont mis en place.	9/30/2022	10/31/2022			
				Le cadre juridique et les lignes directrices pour les entités publiques sont renforcés.	10/31/2022	12/30/2022			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Inclusion d'informations sur les ressources et les résultats par programme dans la documentation du budget	Disponibilité des informations sur la performance pour la prestation des services (PEFA PI-8)	Les programmes budgétaires et l'approche axée sur les résultats sont élaborés pour tous les ministères et institutions.	7/29/2022	7/29/2022	Mission d'assistance technique, atelier national, et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale, Expertise France, Union Européenne, Pole PNUD Dakar, GIZ	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		La planification et la budgétisation des investissements publics sont plus crédibles.	Inclusion de projections à moyen terme pour les investissements dans le budget	Atelier sur les projections pluriannuelles des investissements publics	4/30/2022	10/25/2021			
				La budgétisation des investissements publics en CA-PA est renforcée.	4/28/2023	10/25/2021			
		Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	Perspectives à moyen terme du cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Élaboration d'un cadre budgétaire à moyen terme	4/30/2020	8/31/2019			
				Un guide d'utilisation pour l'élaboration d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme est élaboré	6/30/2020	5/28/2020			
				Un guide pratique pour le développement du MTFF/MTEF est rédigé	6/30/2020	5/29/2020			
		Amélioration de la crédibilité, de la planification et de la budgétisation des investissements publics	Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, FTC 2.1.4)	Atelier de formation sur les projections des investissements publics pluriannuels	4/30/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES									
(En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République centrafricaine (CAF)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Renforcer le compte unique du Trésor	3/7/2022	3/31/2022	Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les comptes inactifs détenus par les agences du gouvernement dans des banques commerciales sont clôturés et leurs soldes sont rapatriés dans le CUT	12/30/2019	4/30/2020			
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires	4/30/2020	12/2/2019			Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	12/31/2020	10/8/2021			
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques	4/30/2022	11/3/2021			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
				Un premier projet de rapport annuel sur les risques fiscaux est élaboré	8/31/2020	9/30/2020	Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen
CEMAC — Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CE6)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Adoption d'un cadre juridique plus complet couvrant toutes les étapes du cycle de la gestion des finances publiques	Législation exhaustive sur la gestion des finances publiques (FTC 2.2.1)	Rédaction d'un projet de directive sur le cadre juridique de la comptabilité des matières	4/30/2020	8/30/2020			
				Atelier de validation de la directive regionale (compte materiel)	4/30/2021	8/30/2020			
				Adoption de la directive régionale sur la comptabilité matière par les commissaires de la CEMAC	12/31/2021	9/8/2020			
				Transposition aux lois nationales des États membres des directives de la CEMAC	4/30/2022				
				Transposition aux lois nationales des États membres des directives regionales sur les comptes de stock par les paysde laCEMAC (revue qualite)	4/30/2022				
				Un plan d'action régional pour renforcer la mise en œuvre des directives GFP est adopté et mis en œuvre	2/10/2021	10/26/2021			
	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Le modèle macroéconomique de la Commission de la CEMAC est opérationnel	4/30/2021		Mission d'assistance technique, Séminaire regional et interregional	Banque Mondiale, GIZ, Union Européenne, BAD, Expertise France, Pole PNUD Dakar	
			Adoption d'objectifs de politique de finances publiques clairs et mesurables, et reporting en la matière (PEFA PI-15)	Les équipes du siège de la CEMAC et des pays de la CEMAC sont formées à l'utilisation du modèle à des fins de surveillance multilatérale	4/30/2022				
				Au moins 4 pays de la CEMAC ont élaboré leur rapport de surveillance multilatéral annuel	4/30/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
CEMAC — Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CE6)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du bilan des risques budgétaires dans les documents de surveillance multilatérale (dont risques macroéconomiques)	12/31/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Amélioration de la présentation et de l'analyse de la viabilité budgétaire à long terme	Diffusion de l'analyse de viabilité budgétaire à long terme (CTFP 3.1.3)	Au moins 2 pays sont capables d'élaborer leur programme de convergence triennal en utilisant le nouveau format	4/30/2022				
Cameroun (CMR)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la précision et de la coordination des prévisions des flux de trésorerie pour l'administration centrale	Ponctualité et précision des prévisions et du suivi de la trésorerie (PEFA PI-21.2)	Tous les soldes bancaires et de trésorerie sont consolidés sur une base quotidienne	4/30/2020	1/20/2020			Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Consolidation de tous les soldes de banque et de caisse sur base journalière est renforcé	2/28/2021				
				Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour l'exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie	2/28/2021				
				Engagement et prévisions des flux de trésorerie sont corrélés et contrôlés régulièrement et permet le financement du budget	2/28/2021				
				Aucun compte ouvert dans les banques commerciales	1/31/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES									
(En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Cameroun (CMR)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales (PEFA PI-25)	Finalisation d un cadre de contrôle interne des dépenses non salariales (comptabilité matières)	4/30/2020	6/30/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Mettre en place le cadre du réseau des comptables matières	4/30/2021	7/30/2020			
				Les spécifications des besoins informatiques sur la comptabilité des stocks sont mises en œuvre	30/04/2022	19/11/2020			
				Organiser un réseau et une cartographie des acteurs de la comptabilité matières	30/04/2021	19/11/2020			
				Préparation du cahier des charges pour la mise en place du module informatique de la comptabilité matière	4/30/2022	A compléter			
	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Réforme de la structure organisationnelle	Un nouveau comité macrobudgétaire est mis sur pied avec un plan de travail assorti de mécanismes de coordination impliquant les ministères des Finances et de l'Économie, et la banque centrale	12/31/2019	12/2/2019			Appui politique : Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Adéquation des ressources : Climat/conditions extérieur(es) : Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES									
(En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Cameroun (CMR)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Inclusion d'informations sur les ressources et les résultats par programme dans la documentation du budget	Disponibilité des informations sur la performance pour la prestation des services (PEFA PI-8)	Préparation d'un guide de budgétisation sensible au genre	30/04/2020	30/04/2021	Formation et Mission d'assistance technique	GIZ, Union Européenne, ONU Femmes	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Produire une annexe à la loi de finances sur la budgétisation sensible au genre	28/02/2022	30/04/2022			
				Une annexe sur la budgétisation sensible au genre est produite pour le projet de loi de finances 2022.	9/30/2021	9/30/2021			
				Une annexe sur la budgétisation sensible au genre est produite pour le projet de loi de finances 2023.	9/29/2023	10/31/2022			
				Des lignes directrices pour la budgétisation sensible au genre sont élaborées	4/30/2021	4/30/2021			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Cameroun (CMR)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité de la documentation budgétaire	L'instruction de préparation du budget du ministre des finances contient le nouveau format du CDMT qui tient compte de la dimension de genre.	6/30/2021	10/20/2021	Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	S.O.	
				Une cohérence est établie entre le segment économique de la classification budgétaire de l'Etat et le plan comptable de l'Etat.	6/30/2022	10/31/2022			
				L'approche de l'impact climatique est introduite dans le processus de préparation du budget.	6/30/2023	10/20/2021			
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	4/30/2020	12/2/2019	Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN
				Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires	4/30/2021				
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques	4/30/2022	7/30/2021			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Cameroun	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Création d'un organe ou d'une unité chargée de vérifier l'intégrité des données financières est en place et est opérationnelles	4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN
				Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	4/30/2022				
				Un manuel des processus de comptabilité matière pour soutenir le développement d'un logiciel est élaboré	3/31/2020	1/31/2020			
				Élaboration d'un manuel pratique sur l'inventaire et la comptabilité des actifs non financiers	6/30/2020	6/30/2020			
				Elaboration d'un cahier des charges fonctionnel de comptabilité des matières	6/30/2020				
				Elaboration d'une nomenclature détaillée de l'inventaire des actifs non-financiers	9/30/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES									
(En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Réforme de la structure organisationnelle	Les nouvelles fonctions budgétaires en tant que gestion de la performance sont intégrées dans l'organisation du bureau du budget	1/12/2021	31/12/2020	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, GIZ, Union Européenne	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
				Le plan d'action de la réforme des PFM est revu en fonction de la stratégie actualisée de la réforme des PFM.	12/31/2021	10/20/2021			
				Le plan d'action de la réforme des PFM est adopté.	3/31/2022	10/20/2021			
				Réforme de la structure organisationnelle (contrôle qualité de la nouvelle organisation de la direction budgétaire)	30/04/2022	31/12/2021			
République démocratique du Congo (RDC)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Inclusion dans le budget d'informations sur les ressources et les résultats par projet	Disponibilité des informations sur la performance pour la prestation des services (PEFA PI-8, CTFP 2.3.2)	Revue de la qualité de 10 projets annuels de performance préparés par les services nationaux	4/30/2020	2/28/2020	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale, GIZ, Union Européenne	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
				Préparation du budget-programme et validation de ses guides d'exécution	4/30/2020	7/30/2019			
				Apprentissage par les pairs sur la présentation du budget programme (Cameroun)	30/04/2021	30/04/2022			
				Un nouveau cadre de gestion des investissements publics est élaboré pour 5 ministères prioritaires	4/30/2022				
				Amélioration de la gestion des dépenses COVID-19	9/10/2020	10/31/2020			
				Suivi de la mise en oeuvre du budget programme	4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République démocratique du Congo (RDC)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Renforcement du modèle macrobudgétaire global	12/31/2019	8/10/2018	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale, GIZ, Union Européenne	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Le modèle macrobudgétaire est renforcé avec le développement de nouveaux modules	30/04/2021	19/02/2021			
République démocratique du Congo (RDC)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Rapprochement trimestriel des comptes d'attente	4/30/2020	4/30/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Rapprochement trimestriel des comptes d'avance pour les marchés publics	12/14/2021				
				Une unité ou une équipe chargée de vérifier la qualité de la balance est mise en place et est opérationnelle	12/14/2021				
				Un rapprochement de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale est effectué toutes les semaines au moins au niveau agrégé et généralement à une semaine de la fin de chaque mois au niveau détaillé	4/30/2021				
				Le projet d'enregistrement des procédures manuelles sur les recettes et dépenses budgétaires est examiné	12/30/2020				
				La réconciliation des comptes bancaires est régulière et se fait au moins hebdomadairement, et les écarts sont contrôlés et validés afin de renforcer la fiabilité de l'intégrité des états financiers	7/30/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires	4/30/2020	2/6/2020	Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	12/31/2020				
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques	4/30/2022		Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	
République du Congo (COG)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	Sensibilisation au cadre d'investissement public pluriannuel (AECF)	12/31/2020	11/29/2019	Mission d'assistance technique & Apprentissage par les pairs	Banque Mondiale, Expertise France, PNUD	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : Engagement faible du top management du Trésor.
				Apprentissage par les pairs sur la gestion des investissements publics pluriannuels (Burkina Faso)	20/01/2021	15/03/2021			
				Mise en place du nouveau cadre de gestion des investissements publics pluriannuels (AECF) pour 5 autres ministères prioritaires	30/04/2022	30/03/2021			
				Le nouveau cadre de gestion des investissements publics pluriannuels (AECF) pour 5 autres ministères prioritaires est disponible	4/30/2020	11/30/2019			
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Le modèle macrobudgétaire est renforcé avec le développement de nouveaux modules	12/31/2020				Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : Engagement faible du top management du Trésor.
				Développement d'outils de prévision des recettes budgétaires	4/30/2022				
				Un guide d'utilisation du modèle macrofiscal est élaboré	9/30/2020	6/5/2020			
				Élaboration de scénarios de prévision budgétaire basés sur différentes hypothèses macroéconomiques	12/31/2021	6/30/2021			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République du Congo (COG)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	Perspective à moyen terme dans le cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Les personnels sont formés sur les outils techniques et méthodologiques pour le développement d'un cadre budgétaire à moyen terme	4/30/2020	7/19/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Régularisation annuelle des comptes d'avance	9/30/2019	9/6/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation (le cas échéant) : s. o.
				Création d'une piste d'audit	10/15/2020				
				Tous les comptes bancaires actifs du gouvernement central sont rapprochés chaque semaine	9/30/2020				
				Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	9/30/2020				
				Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	9/30/2020				
				La réconciliation des comptes bancaires est régulière et se fait au moins hebdomadairement	9/30/2021				
				Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	9/30/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République du Congo (COG)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	9/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation (le cas échéant): s. o.
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques.	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	12/31/2019	9/30/2019			
				Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	9/30/2021				
				Déclaration sur les risques budgétaires incluse dans la documentation budgétaire et intégrant une analyse de sensibilité.	12/31/2021	10/29/2021			
				Un deuxième projet de rapport annuel sur les risques fiscaux est élaboré	9/30/2020	9/30/2020			
	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire	12/31/2020				
				Le Ministère des Finances est réorganisé pour faire face à la réforme de la PFM promue par les directives de la CEMAC telles qu'elles ont été internalisées par les autorités.	12/30/2022	10/20/2021			
				La stratégie de réforme de la PFM est mise à jour.	10/31/2021	10/20/2021			
				Améliorer l'organisation structurelle du ministère des finances	8/3/2020	9/30/2020			
	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales	4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES									
(En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Gabon (GAB)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	4/30/2020	12/31/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
				Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales	4/30/2020	12/31/2019			
				Des prévisions de trésorerie sont établies pour l'exercice et sont annexées à la loi de finances puis mises à jour mensuellement en fonction des entrées et sorties réelles de trésorerie	10/30/2020				
				La consolidation quotidienne de tous les soldes bancaires et de trésorerie est améliorée	10/30/2021				
				Les prévisions de trésorerie de l'exercice sont établies et annexées au projet de loi de finances puis mises à jour mensuellement en fonction des entrées et sorties réelles de trésorerie	10/30/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Gabon (GAB)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Présentation de la part des recettes, des dépenses et du financement des entités de l'administration centrale sur une base brute (unité budgétaire) (CTFP 2.1.1)	Apprentissage par les pairs de 5 cadres du Gabon en Cote d'Ivoire sur la tutelle financière des établissements publics nationaux	6/30/2019	6/30/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	ONU Femmes, Banque Mondiale, Expertise France	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Ad20uation des ressources: MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Diagnostic des recettes affectées aux établissements publics nationaux	6/30/2019	6/30/2019			
				Conception d'une stratégie et d'une feuille de route pour la tutelle des établissements publics nationaux	4/30/2022	4/30/2022			
				Mécanisme de suivi des établissements publics nationaux est opérationnel	4/30/2022	4/30/2022			
				Mise en place d'un processus de suivi des entités publiques	12/31/2021	4/30/2022			
				La cellule de suivi de la supervision des organismes publics est efficace	4/30/2022	4/30/2022			
				L'Unité de suivi des établissements publics nationaux est en place	4/30/2022	4/30/2022			
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Amélioration du modèle macrobudgétaire global (MEGA)	4/30/2020	4/30/2020	Mission d'assistance technique, atelier national et apprentissage par les pairs		
				Apprentissage par les pairs au bénéfice de 6 cadres du Gabon au Sénégal sur les dispositifs de cadrage macrobudgétaire	4/30/2020	12/6/2019			
				Renforcement du dispositif de suivi de la conjoncture	4/30/2020	4/30/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Gabon (GAB)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales (PEFA PI-25)	Mise en place d'un système informatique de contrôle de l'exécution des outils budgétaires	4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources: MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Mise en place d'instruments de suivi de l'exécution du budget	30/04/2021	30/04/2022			
				Des rapports périodiques sur l'exécution du budget sont produits	7/30/2021	12/31/2021			
				Des restitutions mensuelles de l'exécution budgétaire sont produites	9/30/2021	12/31/2021			
				Des rapports périodiques sur les dépenses de COVID-19 sont produits.	9/30/2021	9/30/2022			
				Élaboration d'un cadre juridique pour la supervision des entreprises d'État.	12/15/2021	12/30/2022			
				Mise en place d'outils de contrôle de l'exécution du budget	4/30/2020	12/31/2019			
		Financement mis à disposition en temps utile lors de l'exécution du budget	Prévisibilité de l'allocation des ressources en cours d'année	Le plan d'engagement est produit pour le budget 2022.	9/30/2021	6/30/2022			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES									
(En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Gabon (GAB)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Régularisation trimestrielle des comptes d'avance	10/31/2019	9/30/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Création d'une piste d'audit	10/15/2020				
				Manuel sur le contrôle comptable interne et instruction relative au risque comptable	10/15/2020	10/10/2020			
				Les rapports financiers du gouvernement central ont préparés chaque année et sont comparables au budget approuvé	10/30/2020				
				La réconciliation des comptes bancaires est régulière et se fait au moins hebdomadairement, et les écarts sont contrôlés et validés en temps opportun	5/31/2021				
				Les comptes d'attentes sont réconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	5/31/2021				
				Les comptes d'avance sont réconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	5/31/2021				
				Les rapports financiers du gouvernement central ont préparés chaque année et sont comparables au budget approuvé	5/31/2021				
				Elaboration de neuf manuels de renforcement du contrôle interne comptable	10/21/2021	10/21/2021			
				Régularisation mensuelle des comptes suspendus	10/21/2021	10/22/2021			
				Régularisation trimestrielle des comptes avancés	10/21/2021	10/22/2021			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Gabon (GAB)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	4/30/2020	9/16/2019	Mission d'assistance technique, atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques	12/31/2021				
				Poursuite de l'identification et du reporting des risques budgétaires	31/12/2020	16/04/2021			
				Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires	4/30/2020	9/16/2019			
				Un deuxième projet de rapport annuel sur les risques fiscaux est élaboré	10/1/2020	9/30/2020			
	Amélioration de la couverture et de la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports financiers.	Exhaustivité, ponctualité et cohérence des rapports financiers annuels (PEFA PI-29)	Elaboration d'une instruction comptable sur les recettes affectées.	28/02/2021	28/02/2022			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES									
(En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Guinée équatoriale (GNQ)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	Appui à l'autorité nationale pour la mise en œuvre d'un cadre légal de gestion des finances publiques	4/30/2022		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Un outil de prévision macrobudgétaire simple est développé et utilisé pour élaborer le cadre budgétaire à moyen terme	12/31/2021				
				Les participants sont formés aux outils techniques et méthodologiques pour développer le cadre budgétaire à moyen terme	12/31/2020				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire	12/31/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Un organe, une unité ou une équipe est chargé(e) de vérifier l'intégrité des données financières est mis(e) sur pied et rendu(e) opérationnel(le)	4/30/2022				Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Amélioration de l'évaluation, de la sélection et de la mise en œuvre des investissements publics	Évaluation, sélection, détermination des coûts et suivi des projets d'investissement public (PEFA PI-11)	Conception d'un cadre pluriannuel d'investissements publics	4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Prévisibilité de l'affectation des ressources en cours d'exercice (PEFA PI-21)	Formation de 15 agents au plan d'engagement des dépenses	4/3/2020	1/20/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Elaboration des plans d'engagements des dépenses pour 5 ministères	4/30/2022				
				Poursuite de la mise en oeuvre du plan d'engagement (rédaction des réglementations)	30/4/2020	30/4/2021			
				Mise en œuvre dans le système IT du plan d'engagement des dépenses	4/30/2022				
	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la précision et de la coordination des prévisions des flux de trésorerie pour l'administration centrale	Ponctualité et précision des prévisions et du suivi de la trésorerie (PEFA PI-21.2)	Mises à jour trimestrielle des prévisions annuelles de flux de trésorerie	3/30/2021				Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Mises à jour mensuelles des prévisions annuelles de flux de trésorerie	3/15/2021				
				Mises à jour hebdomadaires des prévisions annuelles de flux de trésorerie	3/15/2021				
				La consolidation quotidienne de tous les soldes bancaires et de trésorerie est améliorée	2/28/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Réforme de la structure organisationnelle	<p>Un nouveau comité macrobudgétaire est mis sur pied avec un plan de travail assorti de mécanismes de coordination impliquant les ministères des Finances et de l'Économie, et la banque centrale</p> <p>Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire</p> <p>Un cadre juridique pour l'exécution du budget est mis en place</p> <p>Suivi des travaux de l'unité macro-budgétaire / comité et des besoins en capacités</p>	<p>4/30/2020</p> <p>4/30/2020</p> <p>6/30/2020</p> <p>4/30/2021</p>	<p>12/2/2019</p> <p>1/10/2020</p> <p>6/30/2020</p> <p>7/30/2021</p>	Mission d'assistance technique	s. o.	<p>Appui politique : MOYEN</p> <p>Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN</p> <p>Adéquation des ressources : MOYEN</p> <p>Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN</p> <p>Autres risques : s. o.</p> <p>Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.</p>

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
São Tomé-et-Principe (STP)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	Perspective à moyen terme dans le cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Développement d'un cadre global des dépenses à moyen terme cohérent avec le cadre budgétaire à moyen terme	4/30/2022		Mission d'assistance technique et Atelier national	s.o	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, CTFP 2.1.4)	Formation de 15 acteurs de la gestion des investissements à la programmation et à la gestion des investissements publics	4/30/2021				
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Un outil de prévision macrobudgétaire est développé et utilisé pour élaborer le cadre budgétaire à moyen terme	4/30/2021	4/12/2020			
				Un manuel méthodologique pour l'élaboration des prévisions macrobudgétaire est rédigé	8/31/2020				
				Un guide d'utilisation pour l'élaboration d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme est élaboré	4/30/2020	1/17/2020			
				Les personnels de l'Unité macrobudgétaire est formé à l'élaboration des prévisions	8/31/2020				
				L'outil de prévision macro-fiscale simple est utilisé pour élaborer le MTFF.	4/30/2021	7/30/2021			
				Élaboration de scénarios de prévision budgétaire basés sur différentes hypothèses macroéconomiques	4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tchad (TCD)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Une stratégie et un plan d'action révisés de s PFM sont adoptés.	2/21/2022	12/30/2022	Mission d'assistance	S.O	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	4/30/2021				
				Plan exhaustif identifiant les exigences techniques et politiques, et organisant le séquençage de la migration ordonnée des soldes de trésorerie des banques commerciales au moyen de dispositions transitoires	4/30/2022				
				Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales	4/30/2022				
				Inventaire complet de tous les comptes bancaires existants ouverts dans les banques commerciales	4/30/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tchad (TCD)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité de la documentation du budget (PEFA PI-5)	Préparation du budget 2020 selon la nouvelle classification budgétaire	4/30/2020	10/31/2019	Mission d'assistance technique, atelier national, et formation	Union Européenne, Banque Mondiale, Pôle PNUD Dakar, GIZ, ICD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Adoption du texte de loi sur la nouvelle classification budgétaire de l'Etat	12/31/2019	3/31/2019			
				Un nouveau cadre budgétaire est disponible dans le système d'information	12/31/2019	8/29/2017			
				Conception d'un cadre juridique sur le contrôle des établissements publics nationaux	12/31/2022				
				Concevoir un cadre juridique sur la surveillance des organismes publics	4/30/2022				
				Suivi de la mise en œuvre de la nouvelle classification budgétaire	4/30/2020				
				Le nouveau cadre budgétaire est disponible dans le système d'information	12/31/2019	10/20/2021			
				Mise en œuvre de la nouvelle classification budgétaire et dans le système d'information	12/31/2018	10/20/2021			
				Mission sur l'élaboration du budget	7/31/2018	7/20/2018			
				Adoption du texte opérationnel sur la nouvelle classification budgétaire	12/31/2019	3/31/2019			
				Préparation de la loi de finances 2020 sur la nouvelle classification budgétaire	4/30/2020	10/31/2019			
		La planification et la budgétisation des investissements publics sont plus crédibles.	Inclusion de projections à moyen terme pour les investissements dans le budget	La budgétisation des investissements publics à l'aide de CA et PA est mise en œuvre pour le budget 2023.	6/30/2022	10/20/2021			
				Atelier sur les projections pluriannuelles des investissements publics	4/30/2022	10/20/2021			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tchad (TCD)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Les cadres sont formés sur la programmation et les politiques financières	4/30/2020	1/17/2020	Mission d'assistance technique, atelier national, et formation	Union Européenne, Banque Mondiale, Pôle PNUD Dakar, GIZ, ICD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o
				Le modèle macrobudgétaire est renforcé avec le développement de nouveaux modules	4/30/2020	1/24/2020			
				Élaboration de l'outil de prévision des recettes budgétaires	4/30/2022				
				Le module de prévision des revenus pétroliers est renforcé	4/30/2021				
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, FTC 2.1.4)	Atelier sur les projections pluriannuelles des investissements publics	4/30/2022				
				État des risques budgétaires inclus dans la documentation budgétaire qui intègre les risques macroéconomiques	4/30/2020	8/31/2019			
				Déclaration sur les risques budgétaires incluse dans la documentation budgétaire et intégrant une analyse de sensibilité.	10/29/2021	10/29/2021			
				Un deuxième projet de rapport annuel sur les risques fiscaux est élaboré	10/1/2020	9/30/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tchad (TCD)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Un manuel de processus comptable est élaboré	4/30/2020	2/28/2020	Mission d'assistance technique	s.o	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o
				Un manuel de spécifications est élaboré pour soutenir le développement de logiciels de comptabilité	12/31/2020				
				Une cartographie des outils à concevoir pour la mise en œuvre de la comptabilité d'exercice est élaborée	4/30/2020	2/28/2020			
				Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	11/30/2020				
				Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale	11/30/2020				
				Elaboration d'un manuel pratique sur le codage des procédures comptables	10/30/2020	10/2/2020			
		Les autorités ont une compréhension de base de leurs capacités existantes en matière de prévisions macroéconomiques, d'analyse des politiques et d'analyse, ainsi que des possibilités d'amélioration.		Un plan a été convenu pour renforcer la capacité à prévoir la dette publique et à calculer les trajectoires d'ajustement budgétaire nécessaires pour atteindre un objectif de dette publique.	9/17/2021	9/17/2021	Mission d'assistance technique	s.o	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o
	Des compétences analytiques plus solides et une meilleure prévision macroéconomique et une meilleure analyse des politiques au ministère / banque centrale / ou autre(s) agence(s) gouvernementale(s) alimentent le processus d'élaboration de la politique économique - PMF.	Approfondissement des compétences d'une cohorte de fonctionnaires nationaux pour améliorer les compétences en matière d'analyse et de prévision des politiques macroéconomiques.		Staff has demonstrated understanding of the tool, deepening skills to identify key risks and building fiscal adjustment paths	9/17/2021	9/17/2021			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
AFRITAC CENTRE (AFC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les établir (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP	4/30/2020	4/30/2020	Séminaire régional	s.o.	Appui politique : Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : réduits Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : faible
				5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP	4/30/2021				
				5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP	4/30/2022				
		Les données sont établies en utilisant la couverture et le champ d'application du dernier manuel/guide (DQAF 2.2)	Le champ d'application institutionnel comprend toutes les unités d'importance significative des administrations centrales	Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités d'importance significative des administrations centrales budgétaires (ACB)	4/30/2020	4/30/2020			
				ACB plus unités de sécurité sociale	4/30/2021				
				Ensemble des unités ACB, sécurité sociale et collectivités locales	4/30/2022				
		Les données sont établies en utilisant la ventilation sectorielle du dernier manuel/guide (DQAF 2.3)	Les secteurs institutionnels sont définis conformément aux principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités importantes du sous-secteur des ACB	4/30/2020	4/30/2020			
				Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités importantes du sous-secteur des ACB, plus la sécurité sociale	4/30/2021				
				Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités des sous-secteurs des ACB, sécurité sociale et collectivités locales	4/30/2022				
		Les données sont établies en utilisant la classification du dernier manuel/guide (DQAF 2.3)	Les opérations portant sur les avoirs et engagements financiers sont classées conformément aux principes directeurs des MSFP 2001/2014.	5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP	10/31/2019	10/31/2018			
			Les encours de dette sont classés selon les principes directeurs du Guide des statistiques du secteur public (GSDSP) 2011.	La classification utilisée pour l'établissement des données de dette publique est conforme aux principes du GSDSP 2013	4/30/2022				
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières	Renforcement des capacités du personnel	Le nombre de personnes formées à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est suffisant	5 compilateurs GFS formés pour dériver des données sources conformes au GFSM	30/4/2021	30/4/2022			
		Couverture et champ d'application	Le champ d'application des flux comprend toutes les opérations de l'administration publique.	BCG plus unités de sécurité sociale	30/4/2021	30/4/2022			
		Sectorisation	Les secteurs institutionnels sont définis conformément aux directives du GFSM 2001/GFSM 2014.	BCG plus sous-secteurs de la sécurité sociale	30/4/2021	30/4/2022			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Burundi (BDI)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées à temps	4/30/2020	4/30/2020	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile.	Les données sources des SFP infra-annuelles sont calculées et rendues disponibles à temps	4/30/2022	10/31/2021			
			Les données sources haute fréquence de la GFS sont collectées et/ou dérivées en temps utile.		4/30/2022	3/17/2022			
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP pour les administrations centrales (ou le secteur public) et/ou leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données de la dette publique des administrations centrales (exercices budgétaires [EB] 2011–16) sont conformes aux principes directeurs du GSDSP	4/30/2020	4/30/2020			
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	La série de données établie pour les EB 2017-2019 est publiée dans l'Annuaire statistique des finances publiques	4/30/2020	12/31/2019			
		Les données sont établies en utilisant les concepts et les définitions du dernier manuel/guide (DQAF 2.1)	Une trajectoire et un calendrier d'adoption des principes directeurs des MSFP 2001/2014 ont été établis et entérinés par les hauts responsables	Application intégrale du plan d'adoption du MSFP 2014	4/30/2022	10/31/2021			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République centrafricaine (R.C.A)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre des agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : très élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/MSFP 2014	(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021	7/31/2020			
				Les données sources annuelles pour l'exercice 2019 sont collectées, analysées, ajustées et validées pour être utilisées dans la compilation des SFP.	5/1/2021	7/31/2021			
				Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes d'établissement de données non monétaires	4/30/2020	12/4/2019			
			Les données sources des SFP sont disponibles en temps utile	Les données sources annuelles pour l'EB 2016 sont collectées, analysées, ajustées et validées pour l'établissement des SFP.	4/30/2021				
		Les données sont compilées et diffusées en utilisant la couverture et le champ d'application du dernier manuel/guide.	Les PSDS sont compilés en suivant le cadre, les concepts et les définitions du PSDSG 2011.	Les statistiques de la dette sont compilées conformément aux directives PSDS pour toutes les entités du secteur public, y compris tous les instruments de la dette.	10/28/2022	10/31/2021			
			Le champ des encours comprend toutes les dettes des administrations publiques (ou du secteur public).	Le champ des stocks comprend les dettes des entreprises publiques.	3/31/2022	3/17/2022			
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (Situation des opérations des administrations publiques — EB 2011–16) sont établies conformément à la présentation du MSFP 2014 (et à la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.	4/30/2020	8/31/2019			
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales est établie et diffusée	Données sur la dette publique des administrations centrales (EB 2011–16) conformes aux principes directeurs du GSDSP 2011.	4/30/2020	12/31/2019			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Cameroun (CMR)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (Situation des opérations des administrations publiques — EB 2011–14) sont établies selon la présentation du MSFP 2014 (et la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.	4/30/2020	11/17/2017	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : très élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
			Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	5 compilateurs des SFP formés au calcul des données sources conformément au MSFP	4/30/2020	4/30/2020			
				5 compilateurs des SFP formés au calcul des données sources conformément au MSFP	4/30/2021				
				5 compilateurs des SFP formés au calcul des données sources conformément au MSFP	4/30/2022	4/30/2020			
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Les données sources des SFP annuelles de l'ACB sont recueillies et/ou calculées en temps utile	4/30/2020	11/30/2019			
			Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales						
			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile	4/30/2022	10/31/2021			
		Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020			
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021				
		Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières	Augmentation de la capacité du personnel	Le nombre d'employés formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est suffisant.	(5) Le personnel de GFS est formé aux méthodes de diffusion des données.	30/4/2020			
	Nouvel ensemble de données		Une nouvelle série de SFP est compilée et diffusée pour les administrations publiques.	5 compilateurs des SFP formés pour dériver des données sources conformes au SMGF	30/4/2021	30/4/2022			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

Annexe 20 - Annexe 20									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	Les TOFE des administrations centrales pour les exercices 2011 à 2016 sont disponibles.	4/30/2020	12/6/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : moyen Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
			Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les TOFE des administrations centrales pour les exercices 2017 à 2019 sont disponibles.	4/30/2021				
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Les équipes des SFP recherchent constamment les omissions dans les données sur les charges en appliquant les méthodes d'intégrité des données sources	4/30/2020	3/31/2020			
			Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales						
			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile.	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées en temps utile	4/30/2021				
				Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile	4/30/2022	10/31/2021			
		Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020			
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES									
(En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Les données sources conviennent pour l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Un tableau de passage actualisé entre la nouvelle classification du plan comptable national (harmonisée avec la classification budgétaire) et le MSFP 2014 est disponible	4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : élevé Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
			Les données sources de SFP sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP annuelles sont produites en temps utile	4/30/2021	8/31/2020			
				Les données sources des SFP à haute fréquence sont produites en temps utile	4/30/2022	10/31/2021			
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (situation des opérations des administrations publiques et bilan financier – EB 2013–16) sont établies selon la présentation du MSFP 2014 (et la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.	4/30/2020	9/30/2019			
				Les TOFE pour les années (2017-2019) pour le gouvernement budgétaire central sont disponibles.	4/30/2021	8/31/2020			
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011						
		Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020			
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021	8/31/2020			
	Participation au SGDD	Le pays membre commence à participer au système général de diffusion numérique (e-SGDD) (ou actualise intégralement ses métadonnées SGDD)	Les métadonnées e-SGDD sont achevées pour au moins quatre grandes catégories de données	Les données annuelles du secteur public sont publiées régulièrement, y compris toutes les métadonnées	4/30/2022				Appui politique : Elevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : moyen Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières.	Les données sources sont adéquates	Les données sources pour les SFP annuelles sont disponibles en temps voulu.	Un tableau de correspondance actualisé entre la nouvelle classification du CoA (harmonisée avec la classification budgétaire) et le GFSM 2014 est disponible.	30/4/2021	31/12/2020			
				Les données sources annuelles des SFP sont produites en temps utile.	30/4/2022	31/12/2021			
		Augmentation de la capacité du personnel	Le nombre d'employés formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est suffisant.	(5) Le personnel de GFS est formé aux méthodes de diffusion des données.	30/4/2023	30/4/2021			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées en temps utile	4/30/2020	6/30/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : faible Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile	4/30/2022	10/31/2021			
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les TOFE de l'Administration Centrale Budgetaire pour les exercices 2017 à 2019 ont été produits et publiés localement ainsi que sur la plateforme annuelle (en ligne) du FMI.	4/30/2021	10/31/2020			
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011						
		Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020			
				Un pool de cadres formés à la méthodologie GFSM 2014, à la demande des autorités.	4/30/2022	3/11/2022			
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021	10/31/2020			
	Participation au SGDD	Le pays membre commence à participer au système général de diffusion numérique (e-SGDD) (ou actualisé intégralement ses métadonnées SGDD)	Les métadonnées e-SGDD sont achevées pour au moins quatre grandes catégories de données	Les données annuelles sont publiées régulièrement, y compris toutes les métadonnées	4/30/2022		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES									
(En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Données sur l'endettement des administrations centrales conformes aux principes directeurs du GSDSP 2011 (pour les données couvrant les EB 2011–16).	4/30/2020	12/6/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : très élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.						
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Les données sources sont améliorées pour couvrir la balance de vérification du Trésor conformément aux principes figurant dans la directive de la CEMAC	4/30/2021				
			Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont produites en temps utile	4/30/2020	7/31/2019			
			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile	4/30/2022	3/17/2022			
		Renforcement des moyens humains des services par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020			
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2022	10/31/2021			
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières.	Les données sources sont adéquates	Les données sources pour les SFP annuelles sont disponibles en temps voulu.	Les données sources sont améliorées pour couvrir la balance de vérification du Trésor, conformément aux directives de la CEMAC.	30/4/2021	30/4/2022			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
São Tomé-et-Principe (STP)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	L'environnement juridique et institutionnel favorise l'établissement des statistiques macroéconomiques et financières; leur pertinence et utilité pratique font l'objet d'un suivi; des processus de gestion sont en place pour surveiller leur qualité; et les pratiques en matière d'intégrité, de transparence et d'éthique sont conformes aux normes statistiques (DQAF 0.1, 0.3, 0.4, 1.1, 1.2 et 1.3)	Une loi appropriée sur les statistiques permet à l'agence qui est chargée de recueillir des données sources de protéger les informations confidentielles au moyen d'obligations et de sanctions (0.1)	Un manuel de procédure est rédigé et distribué aux fournisseurs de données sources et à l'équipe chargée d'établir les SFP.	4/29/2020	9/30/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Elevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Elevé Adequation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
			La responsabilité institutionnelle du recueil, du traitement et de la diffusion de ces statistiques est clairement attribuée, tandis que le partage des données et la coordination entre les agences qui les produisent sont adéquats (0.1.1 et 0.1.2)	Nomination d'une équipe dédiée aux statistiques des finances publiques	4/30/2020	9/30/2019			
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020			
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021	9/30/2020			
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Un tableau de passage entre les nomenclatures du plan comptable national et les classifications du MSFP 2014 est établi	4/30/2021	9/30/2020			
			Les données sources sont complètes pour permettre la compilation des SFP pour l'administration centrale budgétaire						
			Les données sources fournissent suffisamment de détails pour permettre la consolidation des SFP pour les différents niveaux de l'administration publique (ou publique)	Une ventilation sectorielle appropriée est effectuée et toutes les unités institutionnelles faisant partie des administrations centrales sont répertoriées pour assurer la couverture exhaustive des données	4/30/2020	4/30/2019			
			Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Amélioration des relations entre les compilateurs et les pourvoyeurs de données sources	10/31/2019	9/30/2019			
		Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	5 agents (1 spécialiste de la dette, 3 de la Comptabilité Publique et 1 des Statistiques Monétaires de la Banque Centrale) sont formés aux concepts et principes du MSFP 2014.	4/30/2021	9/30/2020			
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020			
				(5) Les agents en charge des SFPs sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021	9/30/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relative aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Le personnel de GFS compile des statistiques de la dette conformes à PSDG 2012 (pour l'exercice 2012-2016, couvrant le gouvernement du budget central).	4/30/2022	10/31/2021	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Elevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Elevé Adequation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
				Le TOFE des administrations centrales pour les EB 2011-16 est établi conformément aux recommandations du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020			
				Les agents chargés des SFP collectent les données sources de toutes les unités de l'Administration Centrale Budgetaire et un TOFE (serie de 2011-16) à couverture identique est établi conformément à la présentation du MSFP 2014 (et à la Directive TOFE de la CEMAC).	4/30/2021	7/31/2020			
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011	Les agents chargés des SFP établissent des statistiques d'endettement des administrations centrales conformes au GSDSP 2012 (pour les EB 2011-16).	4/30/2022				
		Les données sources conviennent pour l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Le service chargé des SFP établit une classification des fonctions des administrations publiques (COFOG) à partir de la classification actuelle	4/30/2020	3/31/2020			
			Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont produites en temps utile	4/30/2021	7/31/2020			
				Les données sources des SFP à haute fréquence sont produites en temps utile	4/30/2022	10/31/2021			
		Renforcement des moyens humains des services par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020			
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021	7/31/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tous les pays membres	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Les données sont établies suivants les concepts et les définitions du dernier manuel/guide (DQAF 2.1).	Le cadre général, les concepts et les définitions suivent globalement le SCN 2008	Séminaire régional sur le changement de l'année de base du PIB et la migration au Système de comptabilité nationale (SCN) 2008.	4/30/2020	7/19/2019	Séminaire régional	s.o.	
				Les comptes nationaux trimestriels (CNT) sont consistants avec le compte national annuel	2/8/2019	2/8/2019			
				Séminaire régional sur les « indicateurs de haute fréquence et les comptes nationaux trimestriels »	7/30/2021				
Burundi (BDI)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Des données ont été établies et diffusées plus fréquemment en interne ou auprès du public (DQAF 4.1.1)	Comptes nationaux établis et diffusés trimestriellement ou annuellement.	Les comptes nationaux trimestriels (CNT) sont établis selon l'approche de la demande.	4/30/2022		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o Adéquation des ressources : FAIBLE Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Des comptes nationaux trimestriels établis selon l'approche de production sont disponibles	4/30/2020	12/31/2019			
				Les CNT corrigés des variations saisonnières sont établis.	4/30/2022				
				Des comptes nationaux trimestriels conformes au SCN sont disponibles	12/31/2021	11/24/2021			
		Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives) sont prises en compte dans l'opération d'étalement.	12/31/2021	11/24/2021			
				L'estimation des comptes nationaux sont disponibles pour l'année 2020	4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Burundi (BDI)	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières	Nouvel ensemble de données	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles	Les comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de la production et des dépenses sont disponibles	30/4/2021	1/2/2021	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Augmentation de la capacité du personnel	Le nombre de cadre formés à la production et à la diffusion des statistiques est suffisant.	Deux personnes sont en mesure de produire des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières.	30/4/2022	1/3/2021			
	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles	4/30/2021				
				La version préliminaire du tableau des équilibres ressources et emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	12/31/2020	12/31/2020			
				La version finale des TRE et le nouveau niveau de PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.	12/31/2021	11/24/2021			
				La série des comptes nationaux rebasés pour la période 2005-2020 est disponible	4/30/2022	11/24/2021			
				Des comptes nationaux trimestriels cohérents avec les comptes nationaux annuels sont disponibles	4/30/2022	11/24/2021			
		Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat	Trois agents sont en mesure d'analyser les données de consommation finale des administrations publiques et les données de consommation des ménages.	12/31/2019	8/31/2019			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES

(En date du 30 Avril 2022)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Burundi (BDI)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat	Deux agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières	4/30/2021	11/24/2022	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières	12/31/2019	8/31/2019			
				Trois agents sont capables d'analyser les indicateurs à haute fréquence nécessaires pour établir les comptes nationaux trimestriels.	12/31/2021	11/24/2022			
				Deux agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières	12/31/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République centrafricaine (RCA)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi ou diffusé en interne ou auprès du public.	De nouvelles statistiques de comptabilité nationale conformes au SCN 2008 sont disponibles.	Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production	4/30/2020	1/17/2020	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les comptes nationaux trimestriels sont produits selon l'approche de production	4/30/2021				
				La version préliminaire du tableau des équilibres ressources et emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	4/30/2022	11/24/2021			
				La version finale des TRE et le niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.	4/30/2022	11/24/2021			
				La série des comptes nationaux rebasés pour la période 2005-2020 est disponible	4/30/2022	11/24/2021			
				Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles	4/30/2022	11/24/2021			
		Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Trois agents sont capables d'établir les comptes nationaux annuels	4/30/2020	1/17/2020			
				Deux agents sont en mesure d'établir des comptes nationaux trimestriels	12/31/2020	4/16/2020			
			Le nombre et la qualité des ordinateurs et des logiciels sont suffisants à des fins d'établissement et de diffusion des statistiques.	Trois agents sont en mesure d'analyser les données sur la consommation finale	12/31/2019	8/16/2019			
				Trois agents sont en mesure de participer activement à l'établissement des TRE pour la nouvelle année de base.	12/31/2021	11/24/2021			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République centrafricaine (RCA)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards) (DQAF 4.1.2).	La diffusion des comptes nationaux se fait selon les normes pertinentes : en l'espace d'un trimestre pour les comptes nationaux trimestriels (pour la NSDD) et dans un délai de six à neuf mois pour les comptes annuels, après la fin de la période de référence (pour le SGDD).	Trois comptables nationaux sont formés sur les nouveautés du SCN 2008	12/31/2019	8/30/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les comptes nationaux sont disponibles pour l'année 2018	4/30/2020	7/31/2019			
				Les comptes trimestriels nationaux sont publiés sur une base régulière	4/30/2020				
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières.	Nouvelle série de données	Nouvelles statistiques de comptabilité nationale, telles que définies dans le dernier système de comptabilité nationale.	Les comptes nationaux trimestriels sont produits selon l'approche de la production	30/4/2021	1/2/2021			
				Les comptes nationaux trimestriels sont publiés sur une base régulière	4/30/2022	11/24/2021			
Cameroun (CMR)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	L'établissement de données se fait à l'aide des techniques statistiques appropriées, notamment la gestion des sources de données et/ou l'évaluation et la validation des données et des résultats statistiques intermédiaires (DQAF 3.3 et/ou 3.4).	Des techniques particulières d'établissement sont utilisées, à savoir : • techniques d'analyse comparative appropriées pour garantir la cohérence entre estimations annuelles et trimestrielles • ajustements saisonniers à l'aide des techniques appropriées • Établissement de séries temporelles (estimations) particulières	Les comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières et du nombre de jours ouvrables sont disponibles et diffusés.	4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o. Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Actualisation de l'année de base du PIB (de 2005 à 2016) : le TRE est utilisé pour changer l'année de base des comptes nationaux	4/30/2020	1/23/2020			
		Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles	La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	12/31/2019	12/6/2019			
				La version finale des TRE et le niveau de PIB pour la nouvelle année de base 2016 sont disponibles.	6/30/2020	5/31/2020			
				Les comptes financiers sont introduits		11/24/2021			
				Le SUT final et le nouveau niveau du PIB pour la nouvelle année de référence 2016 sont disponibles	6/30/2020	5/31/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Cameroun (CMR)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public	De nouvelles statistiques de comptabilité nationale conformes au SCN 2008 sont disponibles.	Des comptes nationaux trimestriels cohérents avec les comptes nationaux annuels sont disponibles.	4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	
				La série des comptes nationaux rebasés pour la période 2005-2020 conforme au SCN 2008 est disponible.	4/30/2022	11/24/2021			
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières.	Techniques statistiques	Des techniques spécifiques de compilation trimestrielle sont utilisées, notamment : Un benchmark approprié	Les données QNA corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables sont disponibles et diffusées.	30/4/2021	1/2/2021			
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	La série des comptes nationaux selon le SCN 1993 allant jusqu'à 2018 est disponible	12/31/2019	8/31/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale et BAD	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o. Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La version finale des TRE et le niveau de PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.	4/30/2022	11/24/2021			
				Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles	4/30/2021				
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	4/30/2020	1/23/2020			
		Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps opportun.	Les données des entreprises sont intégrées aux estimations des CNA.	12/31/2019	8/2/2019			
				Des discussions ont été amorcées avec la Banque Centrale pour discuter des besoins en données en relation avec la balance des paiements	12/31/2019	8/2/2019			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards) (DQAF 4.1.2).	La diffusion des comptes nationaux se fait selon les normes pertinentes : en l'espace d'un trimestre pour les comptes nationaux trimestriels (pour la NSDD) et dans un délai de six à neuf mois pour les comptes annuels, après la fin de la période de référence (pour le SGDD).	Les comptes trimestriels nationaux sont publiés sur une base régulière	4/30/2021		Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale et BAD	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o. Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat	Apprentissage par les pairs (au Burkina Faso) sur les comptes nationaux trimestriels corrélant avec les comptes annuels	12/30/2020	10/31/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale et BAD	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o. Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières	Nouvel ensemble de données	Nouvelles statistiques de comptabilité nationale, telles que définies dans le dernier système de comptabilité nationale	Les comptes nationaux annuels sont établis selon les approches de la production et des dépenses	30/4/2021	20/11/2020		Banque Mondiale et BAD	
		Amélioration des délais de production et de publication	Les comptes nationaux sont diffusés selon le mode de diffusion approprié.	Les données des comptes nationaux sont diffusées en temps utile.	30/4/2022	20/11/2021			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES

(En date du 30 Avril 2022)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN	12/31/2021	11/24/2022	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE
				CNA annuels disponibles jusqu'en 2018 et préparation au changement de base des comptes nationaux et au passage au SCN 2008.	12/31/2019	5/31/2019			
				La série rétopolée des CNA pour 2005-2018 est disponible	4/30/2020	1/23/2020			
				Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon les approches de production et de dépense.	4/30/2022	11/24/2022			
				Les estimations des comptes nationaux pour la période 2017-2020 sont disponibles	4/30/2022	11/24/2022			
				Les comptes nationaux trimestriels sont produits selon l'approche de production	4/30/2021				
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	12/31/2021	11/24/2022			
				La version finale des TRE et le niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.	4/30/2022	11/24/2022			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières	Nouvel ensemble de données	Nouvelles statistiques de comptabilité nationale, telles qu'elles figurent dans le dernier système d'évaluation des comptes nationaux	Introduction des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de la production	30/4/2021	1/2/2021		Banque Mondiale	
		Les données sources sont adéquates	Les données sources nécessaires à la compilation des estimations annuelles sont complètes et raisonnables.	Des plans pour le rebasement des comptes nationaux et la migration vers le SCN 2008 sont en place.	31/12/2020	20/11/2020			
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2)	Les locaux et l'équipement disponibles sont satisfaisants à des fins d'établissement et de diffusion des données.	Les indicateurs à haute fréquence nécessaires pour établir les comptes nationaux trimestriels sont développés	12/31/2019	9/30/2019	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE
			Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.						
		Les données sources sont adéquates pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps opportun.	Les estimations des comptes nationaux pour la période 2001-2020 sont disponibles	12/31/2019	12/31/2019			
				Il existe un plan d'amélioration de la couverture des statistiques macroéconomiques.	4/30/2020	1/23/2020			
				Le plan d'action pour le passage au SCN 2008 et le changement de l'année de base sont mis en place	12/31/2020				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES

(En date du 30 Avril 2022)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards) (DQAF 4.1.2).	La diffusion des comptes nationaux se fait selon les normes pertinentes : en l'espace d'un trimestre pour les comptes nationaux trimestriels (pour la NSDD) et dans un délai de six à neuf mois pour les comptes annuels, après la fin de la période de référence (pour le SGDD).	Les séries 2001-2017 sont disponibles	12/31/2019	7/31/2019	Mission d'assistance technique	FAO et Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production.	12/30/2020	7/31/2019			
				CNA annuels disponibles jusqu'en 2018 et préparation au changement de base des comptes nationaux et au passage au SCN 2008.	4/30/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi ou diffusé en interne ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Le plan d'action pour le passage au SCN 2008 et le changement de l'année de base est mis en place	12/31/2020	4/16/2020	Mission d'assistance technique	FAO et Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production.	4/30/2020				
				La version préliminaire du Tableau des Ressources et des Emplois pour la nouvelle année de base est disponible	12/31/2021	11/24/2021			
				Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives) sont prises en compte dans les travaux de changement de l'année de base.	4/30/2022	11/24/2021			
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	4/30/2022	11/24/2021			
				Des comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production	4/30/2021				
				Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles.	4/30/2022	11/24/2021			
		Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Six agents sont en mesure d'établir les CNA.	4/30/2020	4/16/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés pour établir et diffuser ces statistiques est adéquat.	Quatre agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.	4/30/2021		Mission d'assistance technique	FAO et Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon les approches de production et de dépenses.	4/30/2022	11/24/2021			
				Quatre employés ont la capacité de produire des QNA	30/4/2020	26/11/2020			
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières	Amélioration des délais de production et de publication	Les comptes nationaux sont diffusés selon le mode de diffusion approprié.	Les comptes nationaux annuels sont à jour et les plans pour le rebasement du PIB et l'adoption du SCN 2008 sont en place.	30/4/2021	5/11/2020			
		Nouvelle série de données	Nouvelles statistiques de comptabilité nationale, telles que définies dans le dernier système de comptabilité nationale.	Les comptes nationaux trimestriels sont introduits en utilisant l'approche de la production	30/4/2022	1/2/2021			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES

(En date du 30 Avril 2022)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN	4/30/2022	11/24/2021	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o.
				Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN	12/31/2021	11/24/2021			
				La série de CAN allant jusqu' à 2019 est disponible et le plan des travaux de changement de base et au passage au SCN 2008 est mis en place.	4/30/2021	10/1/2020			
				Les comptes nationaux trimestriels sont établis selon l'approche de production.	12/31/2021	11/24/2021			
		Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1)	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps opportun.	Les indicateurs de haute fréquence requis pour le développement des comptes nationaux trimestriels sont mis en place	12/31/2020	10/1/2020			
				Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont analysés et resumés à des fins de comptabilités nationales	4/30/2022	11/24/2021			
				Trois agents formés aux indicateurs de haute fréquence	4/30/2021	11/24/2021			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, des méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat.	Deux agents sont en mesure de compiler les CAN	12/31/2020	10/30/2020		Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o.
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.	12/31/2020	10/30/2020			
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN	4/30/2022	11/24/2022	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La série des comptes nationaux allant jusqu'à 2020 est disponible et établie conformément au SNA 2008.	4/30/2022	11/24/2022			
				La version finale du Tableau des Ressources et des emplois pour la nouvelle année de base est disponible	4/30/2022	11/24/2022			
				La version préliminaire du Tableau des Ressources et des Emplois pour la nouvelle année de base est disponible	12/31/2021	11/24/2022			
				Les comptes nationaux annuels sont produits selon les approches de production et de dépenses	4/30/2021	9/1/2020			
				Les comptes nationaux trimestriels sont compilés selon les approches de production et de dépenses	12/31/2021	11/24/2022			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement (références d'au moins 5 ans recommandées) et disponibles en temps opportun. Au besoin, les données supplémentaires requises pour l'établissement des tableaux ressources-emplois sont disponibles.	les indicateurs à haute fréquence nécessaires pour établir les comptes nationaux trimestriels sont développés	12/31/2020		Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, des méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat.	Deux agents sont en mesure d'établir les CNA.	12/31/2019	10/31/2019			
				Trois agents de plus sont en mesure d'établir les CNA.	12/31/2020	9/30/2020			
				Apprentissage par les pairs (au Burkina Faso) sur les comptes nationaux trimestriels corrélant avec les comptes annuels	12/31/2020				
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.	12/31/2020				
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières.	Nouvelle série de données	Nouvelles statistiques de comptabilité nationale, telles que définies dans le dernier système de comptabilité nationale	Les indicateurs de haute fréquence nécessaires à la compilation des QNA sont développés.	31/12/2020	26/11/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Six agents sont en mesure d'établir les CNA.	12/31/2019	11/29/2019	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, AFRISTAT	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	<div>Les comptes nationaux annuels sont mis à jour et le plan pour le rebasage des comptes nationaux est en place</div> <div>La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.</div> <div>La version finale des TRE et le niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.</div> <div>Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production sont disponibles.</div> <div>Le rebasage des CAN jusqu'à 2020 et consistant avec le SNA 2008 est disponible</div>	12/31/2019	11/30/2019	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, AFRISTAT	<div>Appui politique : FAIBLE</div> <div>Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN</div> <div>Adéquation des ressources : MOYEN</div> <div>Contexte/climat extérieur : FAIBLE</div> <div>Autres risques : s. o.</div> <div>Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.</div>

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement (références d'au moins 5 ans recommandées) et disponibles en temps opportun. Au besoin, les données supplémentaires requises pour l'établissement des tableaux ressources-emplois sont disponibles.	Les résultats de la consommation finale des ménages sont analysés et intégrés dans les travaux de rebasage	12/31/2021	11/24/2021	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, AFRISTAT	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés pour établir et diffuser ces statistiques est adéquat.	Trois agents sont formés aux indicateurs de haute fréquence	4/30/2021			Banque Mondiale, AFRISTAT	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.	12/31/2020				
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon les approches de production et de dépenses.	4/30/2021				
				Trois personnes sont capables d'établir des comptes nationaux annuels.	30/4/2021	1/2/2021			
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières.	Nouvelle série de données	Nouvelles statistiques de comptabilité nationale, telles que définies dans le dernier système de comptabilité nationale.	La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base selon le SCN 2008 est disponible.	31/12/2020	26/11/2020			

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
AFC	Mettre en œuvre un système de supervision basé sur les risques (RBS) et mettre à niveau d'autres processus de supervision - RBS	Les autorités de contrôle traitent en temps opportun les pratiques ou activités dangereuses et peu judicieuses qui pourraient présenter des risques pour les banques ou le système bancaire.		Les superviseurs bancaires acquièrent une compréhension des risques liés au changement climatique, de leurs implications sur la stabilité financière et de leur inclusion dans la supervision basée sur les risques et d'autres processus de supervision.	10/20/2021	10/20/2021	Mission d'assistance technique	Afritac de l'Ouest	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN
		Les autorités de surveillance disposent de capacités suffisantes pour mettre en œuvre efficacement la surveillance basée sur le risque et les autres processus de surveillance.	Des superviseurs entièrement formés pour être en mesure de mettre en œuvre une supervision basée sur le risque et d'autres processus de supervision.	Les autorités de surveillance améliorent leurs connaissances, leurs compétences et leurs capacités en matière de réglementation et de surveillance des risques de liquidité et de transformation.	12/31/2021	12/31/2021			
		Les superviseurs traitent en temps utile les pratiques ou activités dangereuses et peu sûres qui pourraient présenter des risques pour les banques ou le système bancaire.	Les superviseurs appliquent des sanctions et imposent des mesures correctives rapides pour résoudre les problèmes bancaires.	Les autorités chargées de la surveillance prudentielle des banques reçoivent des orientations opérationnelles pour adapter les mesures de surveillance pendant la pandémie de Covid-19 et faire face à l'impact ultérieur des pertes de crédit attendues sur le secteur bancaire.	5/27/2021	5/27/2021			

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Burundi (BDI)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu’elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d’entreprise et aux contrôles internes	La réglementation prudentielle relative à la gouvernance des banques est mise à niveau, approuvée et adoptée.	9/30/2019	8/17/2018	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Le canevas réglementaire des rapports d'information annuels (par les banques) sur le contrôle interne et la gestion des risques est révisé.	4/30/2020	8/17/2018	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	
		Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu’elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d’administration et un contrôle de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle		Le modèle réglementaire pour la communication annuelle (par les banques) d'informations sur le contrôle interne et la gestion des risques est validé et publié (par la banque centrale).	12/31/2020	4/30/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	
		Les autorités de contrôle et les réglementations exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides.	Adoption de lignes directrices et de règlements pour la mesure et la gestion des risques	Une nouvelle réglementation prudentielle relative aux établissements de paiement est rédigée par la BRB et examinée par l'AFC pour compléter le cadre réglementaire de 2017 sur les IP (par l'AFC).	30/4/2021	22/3/2021	Mission d'assistance technique	s.o.	

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Burundi (BDI)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les rapports d’inspection sur les banques sont davantage axés sur les risques et ils définissent les principaux risques quantitatifs et qualitatifs	La supervision du risque de crédit selon l'approche basée sur les risques est mise en œuvre dans les processus de contrôle.	4/30/2020	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Une réglementation prudentielle sur l'intervention précoce auprès des banques fragiles est adoptée.	12/31/2019	11/26/2019			
				Des orientations méthodologiques sont données concernant l'approche basée sur les risques pour le contrôle sur place du risque opérationnel dans les établissements de crédit.	4/30/2021	12/11/2020	Mission d'assistance technique		
				La supervision du risque opérationnel selon l'approche basée sur les risques est mise en œuvre dans les processus de contrôle.	12/31/2020	12/14/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				La supervision basée sur les risques dans les domaines du contrôle interne et de la gestion des risques est mise en œuvre dans les processus de contrôle.	12/31/2020	12/14/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les inspections sur place concernant la gestion du risque informatique sont effectuées	6/30/2019	7/1/2019			
				Le projet de méthodologie pour effectuer des inspections sur place dans les banques concernant le risque informatique est achevé et approuvé	12/31/2018	4/30/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				La méthodologie de contrôle sur place des établissements et services de paiement est finalisée et approuvée, sur la base des orientations de l'AFC.	6/30/2019	7/1/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un manuel d'orientation méthodologique pour une surveillance efficace des établissements et services de paiement est achevé et approuvé, sur la base des orientations de l'AFC (par la banque centrale).	6/30/2020	10/27/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Burundi (BDI)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les instances de contrôle sont pleinement formées pour être en mesure d’assurer la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Des orientations méthodologiques sont données pour le contrôle basé sur les risques, sur pièces et sur place, des processus comptables des banques et de la qualité des états financiers et prudentiels transmis par les banques à la BRB.	4/30/2021	4/30/2021	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La méthodologie pour le contrôle effectif et efficace des processus comptables des banques et de la qualité des états financiers et prudentiels transmis par les banques à la BRB est finalisée et approuvée, sur la base des directives de l'AFC.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Une formation est donnée aux superviseurs de la BRB afin de développer leurs capacités de mise en oeuvre du guide methodologique sur le contrôle des établissements et services de paiement	4/30/2020	1/17/2020	Mission d'assistance technique		
Burundi (BDI)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d’un contrôle basé sur les risques	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	Un projet global pour terminer la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques est rédigé et approuvé (par la BRB).	12/31/2020	12/14/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Une feuille de route globale pour la mise en oeuvre de la supervision basée sur les risques est redigée pour appuyer la BRB dans la préparation d'un plan d'action.	4/30/2020	10/25/2019	Mission d'assistance technique		
				La procédure interne de la BRB pour noter les banques en fonction de leur profil de risque à l'aide du système de notation révisé est finalisée et approuvée.	4/30/2019	2/1/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les banques sont notées conformément au système de notation révisé.	12/31/2019	10/25/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les banques sont effectivement notées selon l'outil de notation révisé (par la banque centrale).	6/30/2020	10/27/2020			
				Un guide pour l'utilisation de l'outil revisé de notation des banques est redigé	6/30/2019	6/28/2019			

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Burundi (BDI)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	La liste des indicateurs d'alerte précoce pertinents est complétée, approuvée et incluse dans le système informatique à automatiser, et ils sont utilisés par les superviseurs hors site (par la banque centrale).	9/30/2020	10/27/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o
				La liste des indicateurs d'alerte avancée pertinents est terminée, approuvée et intégrée dans le système informatique pour être automatisée, et les indicateurs sont utilisés par les superviseurs sur pièces.	4/30/2020	1/17/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
	Mettre en application les normes de Bale II et III	Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	1. Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres 2. Les instances de contrôle fixent différents niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des risques des différentes banques	Le pilier 2 et l'ICAAP sont mis en œuvre dans les réglementations prudentielles.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La BRB développe un règlement ICAAP, un modèle de rapport ICAAP et un outil d'évaluation des ICAAP, et renforce ses capacités par le biais d'un atelier de formation (avec l'aide de l'AFC).	4/29/2022	4/29/2022	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				La BRB développe des lignes directrices pour les tests de résistance micro prudentiels et augmente les capacités par le biais d'un atelier de formation (avec l'assistance de l'AFC).	4/29/2022	4/29/2022	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Burundi (BDI)	Mettre en application les normes de Bale II et III	Les instances de contrôle ont les compétences voulues pour piloter le processus de mise en œuvre de Bâle II/ III et suivre le respect des nouvelles exigences par les banques	Les instances de contrôle participent à diverses formations et séminaires	La méthodologie pour la mise en œuvre du contrôle du nouveau modèle de liquidité à court terme est rédigée, approuvée et mise en place.	12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Sur la base d'une analyse des lacunes, une feuille de route globale pour l'alignement du cadre réglementaire actuel de la BRB sur le cadre de Bâle 3 est rédigée pour aider la BRB à préparer un plan d'action en conséquence (par AFC).	3/31/2022	3/31/2022	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les superviseurs de la BRB participent à une formation de l'AFC sur les mises à jour du cadre de Bâle.	3/31/2022	3/31/2022			

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Burundi (BDI)	1. Améliorer les directives de provisionnement réglementaire par rapport aux normes et pratiques optimales internationales afin de mieux tenir compte du risque de crédit 2. Renforcer la connaissance des IFRS, y compris en ce qui a trait aux interactions entre les IFRS et les règles de provisionnement 3. Accroître l'efficacité du contrôle sur site et sur pièces des banques qui appliquent les IFRS et veiller à la conformité aux normes internationales	Connaissance renforcée des IFRS par les instances de contrôle des BC et par les banques, y compris au regard des questions spécifiques de provisionnement pour concilier les exigences des IFRS et des principes de Bâle	Observation par les banques des IFRS et des règles de provisionnement des créances improductives ainsi que le démontrent a) les rapports des auditeurs des banques ; b) les rapports de contrôle	Les agents de la BRB suivent une formation sur la mise en œuvre de la norme IFRS 9 concernant la comptabilité et le provisionnement des prêts improductifs.	4/30/2020	6/28/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les agents de la BRB suivent une formation sur le contrôle sur pièces et sur place des états financiers basés sur les IFRS transmis par les banques.	4/30/2021	3/19/2021	Mission d'assistance technique		
		Les autorités approuvent un plan d'action qui énonce les principales étapes pour la mise en application des recommandations d'AT en vue de la mise en œuvre des IFRS applicables aux créances improductives	Plan d'action approuvé	Une feuille de route est rédigée pour que la BRB mette en œuvre de manière appropriée la norme IFRS 9 dans la réglementation prudentielle et les processus de contrôle.	4/30/2020	6/28/2019	Mission d'assistance technique		
				Un plan d'action pour la mise en œuvre de l'IFRS 9 dans la réglementation prudentielle est rédigé et approuvé	6/30/2020	3/19/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un plan d'action pour la mise en œuvre de la norme IFRS 9 dans la réglementation prudentielle est rédigé et approuvé.	6/30/2020	10/27/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		L'amélioration des directives de provisionnement et la mise en œuvre du provisionnement des directives sont proportionnelles au risque de crédit et suffisantes pour l'évaluation de l'adéquation des fonds propres	Lignes directrices et réglementations publiées conformes aux normes IFRS et Bâle	Les réglementations prudentielles existantes en matière de classification et de provisionnement des crédits sont revues et alignées sur IFRS 9 (par AFC)	4/30/2021	3/19/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				La réglementation prudentielle révisée sur la classification et le provisionnement des crédits, rendue conforme à la norme IFRS 9, est approuvée et promulguée (par la banque centrale).	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risque	De nouvelles réglementations prudentielles concernant le contrôle des établissements de paiement et des services de paiement sont adoptées.	6/30/2019	4/27/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les projets d'instruction pour l'application de la réglementation de la COBAC sur le contrôle interne (2016/04), concernant les exigences prudentielles sur la gestion du risque dans les banques, sont révisés.	4/30/2020	9/13/2019	Mission d'assistance technique		
				Les instructions révisées pour l'application de la réglementation de la COBAC sur le contrôle interne (2016/04), concernant les exigences prudentielles sur la gestion du risque dans les banques, sont adoptées.	12/31/2020	4/1/2021			
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle suivent les groupes bancaires et leurs ratios prudentiels sur une base consolidée	Les banques présentent leurs déclarations à titre individuel et sur une base consolidée	Les superviseurs contrôlent les groupes bancaires de la CEMAC sur une base consolidée ou combinée, à l'aide des processus de contrôle.	12/31/2022	4/30/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			La réglementation exige des banques qu'elles observent les limites prudentielles sur une base consolidée	Les nouveaux modèles d'états financiers basés sur les IFRS sont transmis par les groupes bancaires sur une base consolidée ou combinée.	12/31/2019	11/26/2019			
				Les réglementations prudentielles qualitatives en vigueur sont modifiées, ainsi que les exigences proposées pour le contrôle consolidé des groupes bancaires de la CEMAC, et elles sont adoptées.	12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les ratios quantitatifs prudentiels sont établis sur une base consolidée et inclus dans le cadre des ratios prudentiels à mettre à jour dans le projet global Bâle II/III	12/31/2021`		Mission d'assistance technique		
				Les ratios prudentiels pour le contrôle consolidé des groupes bancaires de la CEMAC sont rédigés, sur la base des réglementations en vigueur.	12/31/2021	11/23/2018	Mission d'assistance technique		
				Les ratios prudentiels quantitatifs sont établis sur une base consolidée et intégrés dans le futur cadre des ratios prudentiels devant être actualisés par le projet global Bâle II/III que la COBAC doit lancer.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d'administration et un contrôle de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle	Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes	La réglementation prudentielle sur la gouvernance est examinée et actualisée conformément aux normes internationales, et elle est adoptée.	12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	La révision du manuel d'inspection concernant le risque opérationnel est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.	6/30/2019	7/1/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Un plan d'action est approuvé pour mettre à niveau les processus de contrôle sur place des banques, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC pour terminer la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques.	6/30/2019	1/28/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
			Le niveau des effectifs est revu et renforcé	Un plan d'action global pour terminer la mise en œuvre complète de la supervision basée sur les risques est approuvé et mis en œuvre, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC.	6/30/2019	1/31/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le nombre d'employés et l'expertise requis pour la supervision bancaire sont évalués, en fonction de critères objectifs et en tenant compte de la portée complète des missions de la COBAC, et cette évaluation est approuvée.	6/30/2019	12/9/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le niveau des effectifs de la COBAC est significativement renforcé pour s'assurer la mise en œuvre effective de la supervision basée sur les risques	12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un plan d'action est approuvé pour mettre à niveau les processus de contrôle sur place des établissements de crédit, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC pour terminer la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques.	6/30/2019	1/28/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				La révision du manuel d'inspection concernant le risque de crédit est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.	6/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les inspecteurs reçoivent des orientations méthodologiques pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectué sur place, du risque de liquidité afin d'actualiser le manuel d'inspection.	4/30/2020	9/13/2019	Mission d'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Le niveau des effectifs est revu et renforcé	La révision du manuel d'inspection concernant le risque de liquidité est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.	6/30/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les inspecteurs reçoivent des orientations méthodologiques pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectué sur place, du risque de marché afin d'actualiser le manuel d'inspection.	6/30/2022		Mission d'assistance technique		
				La révision du manuel d'inspection concernant le risque de marché est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.	4/30/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le modèle actuel de notation bancaire SYSCO 2 est revu pour le rendre plus axé sur les risques conformément aux normes et meilleures pratiques internationales (par AFC)	4/30/2021	5/22/2020	Mission d'assistance technique		
				Le modèle de notation bancaire SYSCO 3 révisé est testé, validé et mis en œuvre (par le SG-COBAC)	9/30/2021	6/26/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un manuel d'orientation méthodologique est rédigé pour mettre en œuvre un processus de notation bancaire basé sur le risque en utilisant le modèle SYSCO 3 révisé (par AFC)	4/30/2021	6/26/2020	Mission d'assistance technique		
				Des orientations méthodologiques sont reçues par les inspecteurs pour le contrôle sur place des établissements de paiement, afin d'enrichir le manuel d'inspection (par AFC)	4/30/2021	11/6/2020	Mission d'assistance technique		
				La révision du manuel d'inspection sur les établissements de paiement est terminée, la nouvelle version est approuvée et des orientations méthodologiques sont mises en œuvre par le biais d'inspections sur place (par la COBAC)	6/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le modèle révisé de notation bancaire SYSCO est adapté pour mettre en œuvre un processus de notation des institutions de microfinance (IMF) basé sur le risque et tenant compte des spécificités des IMF.	4/30/2021	10/16/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d’un contrôle basé sur les risques	Le niveau des effectifs est revu et renforcé	Le processus interne de fixation des objectifs prioritaires annuels de surveillance et de rédaction d'un document de référence annuel relatif aux politiques de surveillance est revu et amélioré.	4/30/2021	11/6/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Le cadre actuel des indicateurs de surveillance et d'alerte précoce des établissements bancaires est revu et amélioré pour être davantage axé sur les risques.	4/30/2021	10/23/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en application les normes de Bale II et III	Les superviseurs traitent en temps opportun les pratiques ou activités dangereuses et non sûres qui pourraient présenter des risques pour les banques ou le système bancaire	Les superviseurs appliquent des sanctions et adoptent rapidement des mesures correctives pour résoudre les problèmes bancaires	Un plan d'action est approuvé pour moderniser le processus d'intervention précoce sur les institutions de microfinance en difficulté (par la COBAC)	12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les processus opérationnels liés à la gestion des mesures de surveillance pour remédier aux infractions aux réglementations prudentielles sont passés en revue et des directives internes pour leur mise à niveau sont reçues (par AFC).	4/30/2020	3/6/2020	Mission d'assistance technique		
			Les superviseurs suivent la mise en œuvre des mesures correctives et intensifient les actions au besoin	Les processus opérationnels relatifs à la gestion des sanctions décidées par la COBAC contre les établissements de crédit sont passés en revue et des directives internes pour leur revalorisation sont reçues (par AFC).	4/30/2021	10/9/2020	Mission d'assistance technique		
				Un plan d'action est approuvé pour moderniser les processus opérationnels relatifs à la gestion des actions disciplinaires (processus de sanction) (par la COBAC)	9/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		La législation et réglementation bancaire est alignée sur les exigences de Bâle II/ III	La nouvelle réglementation applicable aux fonds propres et les exigences minimales sont conformes aux exigences de Bâle II/ III	Une nouvelle réglementation concernant le ratio de levier est adoptée conformément aux exigences de Bâle III.	12/31/2021				
				Une réglementation actualisée sur le calcul du capital est adoptée afin de se conformer pleinement à Bâle III.	4/30/2020	11/26/2019			
Une feuille de route est rédigée pour que la COBAC (i) procède à l'actualisation globale des réglementations prudentielles sur les normes de fonds propres et les ratios de liquidité pour mettre en œuvre les normes de Bâle II/III et (ii) prépare en conséquence une actualisation ultérieure des réglementations associées.	4/30/2020			9/20/2019					

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en application les normes de Bale II et III	La législation et réglementation bancaire est alignée sur les exigences de Bâle II/ III	La nouvelle réglementation applicable aux liquidités est conforme aux exigences de Bâle III	Un plan d'action est rédigé et approuvé par la COBAC pour établir un plan de réforme afin de mettre en œuvre Bâle II/III et de réviser toutes les réglementations prudentielles touchées sur une base individuelle et consolidée.	6/30/2020	6/29/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	<p>Appui politique : MOYEN</p> <p>Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ</p> <p>Adéquation des ressources : ÉLEVÉ</p> <p>Contexte/climat extérieur : FAIBLE</p> <p>Autres risques : s. o.</p> <p>Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.</p>
				Approbation et adoption d'une norme de fonds propres révisée conforme à Bâle II/III.	12/31/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Approbation et adoption d'un ratio de liquidité révisé conforme à Bâle II/III.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Approbation et adoption d'un ratio structurel de liquidité à long terme révisé conforme à Bâle II/III.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un ratio de financement stable révisé (NSFR) conforme à Bâle III est approuvé et mis en vigueur	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un projet de règlement LCR est examiné, un modèle QIS est conçu, une note de modèle QIS est rédigée, alignée sur Bâle III et appliquée avec proportionnalité (par AFC).	4/29/2022	4/29/2022	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un projet de règlement NSFR est élaboré, un modèle QIS est conçu, un modèle de note QIS est rédigé, aligné sur Bâle III et appliqué avec proportionnalité (par l'AFC).	4/29/2022	4/29/2022	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres	L'ICAAP est intégré dans les exigences prudentielles et adopté.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
			Les instances de contrôle fixent différents niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des risques des différentes banques	Le pilier 2 est intégré dans les exigences prudentielles et adopté.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 30 Avril 2022)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République démocratique du Congo (RDC)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les fondements légaux/ réglementaires du régime d'agrément définissent les mesures et critères essentiels qui régissent l'octroi (et le retrait) des agréments et imposent des conditions réglementaires le cas échéant	Le dispositif réglementaire qui régit les agréments a été revu et les lacunes éventuelles ont été comblées	Adoption de la réglementation révisée sur les agréments des auditeurs externes des banques.	6/30/2019	5/14/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Adoption de la réglementation révisée sur les agréments des banques.	6/30/2019	5/14/2019			
			Publication d'un guide de demande d'agrément définissant les critères quantitatifs et qualitatifs et d'autres exigences pour la présentation de demandes d'agrément	Adoption de la réglementation révisée sur les agréments des administrateurs et des membres du conseil d'administration des banques.	6/30/2019	5/14/2019			
				Les modèles révisés pour les demandes d'agrément sont terminés et adoptés.	6/30/2019	11/26/2019			
		Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risques	Rédaction d'une réglementation prudentielle intégrant des exigences spécifiques applicables aux établissements et services de paiement.	12/31/2021		Mission d'assistance technique		
				Des directives sont données pour la rédaction d'une méthodologie de contrôle sur place relative à la mise en oeuvre d'une nouvelle réglementation (instruction 22) sur la gestion des risques dans les institutions de crédit	4/30/2020	6/7/2019	Mission d'assistance technique		
				Adoption d'une nouvelle réglementation prudentielle applicable aux établissements et services de paiement.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Une feuille de route pour établir une réglementation et un cadre de contrôle des établissements et services de paiement appropriés est rédigée pour la BCC.	6/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				La BCC reçoit des orientations pour adapter les mesures spéciales Covid-19 en 2021 afin de renforcer la supervision bancaire pendant la pandémie	4/30/2021	4/9/2021	Mission d'assistance technique		
				Un plan d'action pour la mise en oeuvre d'une nouvelle réglementation et d'un nouveau cadre de contrôle pour les établissements de paiement, les services de paiement et la monnaie électronique est rédigé et approuvé.	6/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				La directive n ° 24 existante sur la monnaie électronique est revue en vue de l'élaboration d'un nouveau règlement prudentiel applicable aux établissements et services de paiement (par AFC).	4/30/2021	9/10/2020	Mission d'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République démocratique du Congo (RDC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les instances de contrôle sont pleinement formées pour être en mesure d’assurer la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les superviseurs mettent en œuvre la supervision basée sur les risques, sur pièces et sur place, du risque de crédit et du risque opérationnel dans les processus de contrôle, sur la base des orientations méthodologiques fournies.	12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les superviseurs spécialisés en technologies de l'information suivent une formation supplémentaire sur le contrôle sur place du risque informatique, sur la base du manuel en vigueur sur ce sujet.	2/15/2021	2/19/2021	Mission d'assistance technique		
			Les rapports d’inspection sur les banques sont davantage axés sur les risques et ils définissent les principaux risques quantitatifs et qualitatifs	Les superviseurs effectuent les inspections du risque informatique en se basant sur la méthodologie en vigueur.	12/31/2021		Mission d'assistance technique		
				Des orientations sont fournies sur l'approche fondée sur le risque de la surveillance sur place du risque de crédit dans les établissements bancaires (par l'AFC).	4/29/2022	4/29/2022			
				Les superviseurs mettent en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur pièces, de la réglementation prudentielle et de l'analyse financière des banques.	12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	
				Une formation pratique est dispensée aux superviseurs pour la supervision sur site des risques liés aux TIC dans les institutions bancaires. La note d'orientation méthodologique existante sur ce sujet est révisée et affinée	4/30/2021	3/5/2021	Mission d'assistance technique		
				Les superviseurs mettent en œuvre le contrôle basé sur les risques des cinq instructions qualitatives révisées (n° 17, 18, 19, 21 et 22), par les processus de contrôle.	12/31/2019	11/26/2019			

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République démocratique du Congo (RDC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d’un contrôle basé sur les risques	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	Des directives méthodologiques sont rédigées pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur place, du contrôle interne dans les établissements de crédit, sur la base de l'instruction révisée n° 17.	4/30/2020	3/22/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Des directives méthodologiques sont rédigées pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur place, de la gestion des risques dans les établissements de crédit, sur la base de l'instruction révisée n° 22.	4/30/2020	6/7/2019	Mission d'assistance technique		
				Des directives méthodologiques sont rédigées pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur place, de la gouvernance dans les établissements de crédit, sur la base de l'instruction révisée n° 21.	4/30/2020	3/22/2019	Mission d'assistance technique		
République démocratique du Congo (RDC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d’un contrôle basé sur les risques	Les structures de supervision et de responsabilités sont approuvé pour permettre une plus grande coopération	Les manuels de directives méthodologiques rédigés pour les inspections sur place du contrôle interne, de la gestion des risques et de la gouvernance, sur la base des instructions révisées n° 17, 22 et 21, sont approuvés et mis en œuvre.	12/31/2020	1/21/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	
				Le système de notation des banques CAMELS/ORAP en vigueur est examiné et ajusté à l'aide des normes internationales et instructions prudentielles révisées de la BCC les plus récentes.	4/30/2020	2/7/2020	Mission d'assistance technique		
				Le système de notation des banques CAMELS/ORAP révisé est approuvé et mis en œuvre.	12/31/2020	2/19/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République démocratique du Congo (RDC)	1. Améliorer les directives de provisionnement réglementaire par rapport aux normes et pratiques optimales internationales afin de mieux tenir compte du risque de crédit 2. Renforcer la connaissance des IFRS, y compris en ce qui a trait aux interactions entre les IFRS et les règles de provisionnement 3. Accroître l'efficacité du contrôle sur site et sur pièces des banques qui appliquent les IFRS et veiller à la conformité aux normes internationales	Connaissance renforcée des IFRS par les instances de contrôle des BC et les banques, y compris au regard des questions spécifiques de provisionnement pour concilier les exigences des IFRS et des principes de Bâle	Capacité des instances de contrôle dans l’application des IFRS et dans la conciliation des exigences de comptabilité et de réglementation, ainsi que le démontrent les améliorations des banques au regard du point 1 ci-dessus	La norme IFRS 9 est mise en œuvre dans les réglementations prudentielles.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les banques transmettent les états financiers basés sur les IFRS à la BCC avec exactitude, et les superviseurs peuvent en évaluer la qualité et effectuer leur contrôle et analyse sur place.	12/31/2019	10/30/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	
				L'AFC offre une formation sur l'IFRS 9, aligne la réglementation sur la classification et le provisionnement du risque de crédit sur l'IFRS 9 et renforce la supervision hors site de la classification et du provisionnement du crédit des NPL.	3/31/2022	3/31/2022	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				La réglementation prudentielle sur la classification des risques de crédit et le provisionnement est revue, sur la base de l'IFRS 9 (par la banque centrale).	3/31/2022	3/31/2022			

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République démocratique du Congo (RDC)	Mettre en application les normes de Bale II et III	Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres.	L'ICAAP est intégré dans les réglementations prudentielles.	12/30/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les instances de contrôle fixent différent niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des risques des différentes banques						
		Les instances de contrôle ont les compétences voulues pour piloter le processus de mise en œuvre de Bâle II/ III et suivre le respect des nouvelles exigences par les banques	Les instances de contrôle participent à diverses formations et séminaires sur la question	Une formation est donnée sur les normes ICAAP et les défis posés par leur mise en œuvre pour la BCC.	4/30/2020	6/7/2019	Mission d'assistance technique		
			Les instances de contrôle participent activement à l'élaboration de nouvelles réglementations et travaillent sur d'autres parties du projet	Une feuille de route est rédigée pour un projet de mise en oeuvre plus approfondie d'ICAAP dans le domaine de la régulation prudentielle des banques	4/30/2020	6/7/2019	Mission d'assistance technique		
		Les banques ont des fonds propres adéquats composés d'instruments de fonds propres de haute qualité qui est conforme à la réglementation émise sur Bâle II / III	Les informations fournies par les banques montrent que leur adéquation des fonds propres et leur exposition au risque sont conformes aux nouvelles exigences	Un nouveau règlement prudentiel sur les exigences de gestion des risques dans les établissements de crédit est élaboré conformément aux normes internationales (par AFC).	4/30/2020	11/22/2019	Mission d'assistance technique		
				Le nouveau règlement de la BCC sur la divulgation financière (mise en œuvre du troisième pilier) dans le secteur bancaire est publié	12/31/2020	2/19/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le nouveau règlement de la BCC sur la divulgation d'information financière (mise en œuvre du pilier 3) dans le secteur bancaire est revu.	6/30/2020	4/30/2020	Mission d'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu’elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risques	Une nouvelle réglementation prudentielle sur les exigences de gestion des risques dans les établissements de crédit est rédigée pour la BCSTP conformément aux normes internationales.	4/30/2020	11/22/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La nouvelle réglementation prudentielle sur les exigences de gestion des risques est terminée et adoptée.	12/31/2020	9/24/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Des directives pour la mise en œuvre effective et efficace par les banques de la nouvelle réglementation prudentielle sur la gestion des risques (soulignant les principaux domaines de risques qui doivent être mieux gérés) sont rédigées pour la BCSTP.	4/30/2020	11/22/2019	Mission d'assistance technique		
				Des lignes directrices pour une mise en œuvre efficace et efficiente du nouveau règlement prudentiel sur la gestion des risques sont finalisées, discutées avec le secteur bancaire et publiées (par la Banque centrale).	6/30/2020	9/24/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les réglementations prudentielles relatives à la gestion du risque de crédit sont mises à jour conformément aux normes internationales, concernant par exemple: limitations du risque de crédit (par AFC).	10/29/2021		Mission d'assistance technique		
				La réglementation prudentielle sur la gestion du risque de liquidité est mise à jour conformément aux normes internationales (par AFC)	4/30/2022		Mission d'assistance technique		
				Un règlement prudentiel révisé sur la gestion du risque de crédit est achevé, approuvé et adopté (par la banque centrale).	10/29/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un règlement prudentiel révisé sur la gestion du risque de liquidité est achevé, approuvé et adopté (par la Banque centrale).	6/30/2022				
				Des lignes directrices à l'intention des banques pour leur mise en œuvre efficace et efficiente de la planification de la continuité des activités sont rédigées pour le BCSTP en tenant compte des meilleures pratiques pertinentes (par l'AFC).	4/30/2020	11/22/2019	Mission d'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risques	Des directives pour une mise en œuvre efficace et efficiente de la planification de la continuité des activités sont achevées, approuvées et adoptées (par la Banque centrale).	9/30/2020	9/24/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Des directives à l'intention des banques pour leur mise en œuvre efficace et efficiente de la gestion des risques informatiques sont élaborées pour le BCSTP (par l'AFC)	4/30/2020	11/22/2019	Mission d'assistance technique		
				Des directives pour une mise en œuvre efficace et efficiente de la gestion des risques informatiques sont achevées, discutées avec le secteur bancaire et divulguées (par la banque centrale).	9/30/2020	9/24/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d'administration et un contrôle de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle	Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes	Les réglementations prudentielles sur le contrôle interne et la conformité sont finalisées, approuvées et publiées.	6/30/2019	11/22/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les processus de contrôle sont axés sur les problèmes de gouvernance, comme recommandé.	12/31/2019	11/15/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Les instances de contrôle de contrôle ont la capacité nécessaire pour mettre à niveau les réglementations bancaires et les appliquer efficacement	Les instances de contrôle revoient à intervalle régulier le cadre réglementaire et formulent des suggestions pour mettre à niveau la réglementation à partir de l'évolution du secteur bancaire et des normes internationales	Les ressources humaines appropriées sont renforcées pour gérer la progression des réformes réglementaires en interne.	12/31/2019	11/15/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les instances de contrôle suivent l'application de cette réglementation dans leurs activités courantes						

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES (En date du 30 Avril 2022)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les instances de contrôle sont pleinement formées pour être en mesure d’assurer la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Le contrôle du risque de crédit basé sur les risques est mis en œuvre par les processus de supervision (Par la Banque Centrale)	12/30/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Un nouveau manuel de supervision (supervision hors site et sur site basée sur les risques) est élaboré (par AFC)	4/30/2021	11/27/2020	Mission d'assistance technique		
				Un nouveau manuel de supervision (supervision hors site et sur site basée sur les risques) est mis en oeuvre (par AFC)	12/31/2022	9/30/2021	Mission d'assistance technique		
				Les instances de supervision sont formes pour mettre en oeuvre le nouveau modele de notation, y compris la detection precoce des risques	4/30/2020	5/17/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d’un contrôle basé sur les risques	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	Le nombre d'employés et l'expertise requis pour la supervision bancaire sont évalués, en fonction de critères objectifs et en tenant compte de la portée complète des missions de la BCSTP, et cette évaluation est approuvée.	6/30/2019	11/22/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
			Le niveau des effectifs est revu et renforcé	La méthodologie de notation basée sur le risque pour évaluer le profil de risque des banques est complétée, approuvée et mise en œuvre (par la banque centrale)	12/31/2019	6/29/2020			



ANNEXE 2 ACTIVITES PAR PAYS



1- Programmation et réalisation 2022 (en nombre d'activité)

Pays / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2021 à Avril 2022												
	Total	Programmation					Total	Réalisation					
		Par type d'activités						Par type d'activités					
		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours	Taux de réalisation (en %)
Burundi	9	9	0	0	0	0	8	8	0	0	0	0	89
Cameroun	12	12	0	0	0	0	7	6	0	0	1	0	58
Congo	10	9	0	0	1	0	10	7	0	0	3	0	100
Gabon	14	13	0	1	0	0	12	11	0	1	0	0	86
Guinée équatoriale	8	8	0	0	0	0	4	4	0	0	0	0	50
République Centrafricaine	11	11	0	0	0	0	11	9	0	0	2	0	100
République Démocratique du Congo	13	13	0	0	0	0	4	2	0	0	2	0	31
Sao Tomé-et-Principe	11	11	0	0	0	0	6	6	0	0	0	0	55
Tchad	11	9	0	0	2	0	11	6	0	0	5	0	100
Institutions régionales	11	11	0	0	0	0	9	9	0	0	0	0	82
Séminaires régionaux et cours	13	0	11	0	0	2	10	0	9	0	0	1	77
Total général	123	106	11	1	3	2	92	68	9	1	13	1	75
Pays fragiles ¹	66	63	0	0	3	0	51	38	0	0	13	0	58
Pavs de la CEMAC ²	66	62	0	1	3	0	55	43	0	1	11	0	83

2- Programmation 2023 (en nombre d'activité)

Pays / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2022 à Avril 2023												
	Programmation						Réalisation						
	Total	Par type d'activités					Total	Par type d'activités					
		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours	Taux de réalisation (en %)
Burundi	16	13	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0
Cameroun	12	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Congo	9	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gabon	14	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guinée équatoriale	9	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
République Centrafricaine	18	13	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0
République Démocratique du Congo	22	20	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Sao Tomé-et-Principe	12	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tchad	13	12	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Institutions régionales	15	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Séminaires régionaux et cours	14	0	12	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Total général	154	129	12	0	11	2	0	0	0	0	0	0	0
Pays fragiles ¹	90	79	0	0	11	0	0	0	0	0	0	0	0
Pays de la CEMAC ²	75	69	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ Pays fragiles : Burundi, Cameroun, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo et Tchad

² Pays de la CEMAC : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad

1- Programmation et réalisation 2022 (en nombre d'activité)

Domaine / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2021 à Avril 2022												
	Programmation						Réalisation						
	Total	Par type d'activités					Total	Par type d'activités					Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours	
Administration douanière	12	11	1	0	0	0	5	5	0	0	0	0	42
Administration fiscale	11	9	1	0	0	1	4	4	0	0	0	0	36
Gestion des finances publiques ³	58	49	4	1	3	1	50	32	3	1	13	1	86
Budget	19	16	2	1	0	0	21	14	1	1	5	0	111
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	15	13	1	0	1	0	12	10	0	0	1	1	80
Analyse et prévisions macrobudgétaires	24	20	1	0	2	1	17	8	2	0	7	0	71
Statistiques des finances publiques	12	11	1	0	0	0	13	12	1	0	0	0	108
Statistiques macroéconomiques	16	14	2	0	0	0	11	9	2	0	0	0	69
Régulation et supervision bancaires	14	12	2	0	0	0	9	6	3	0	0	0	64
Total général	123	106	11	1	3	2	92	68	9	1	13	1	75

2- Programmation 2023 (en nombre d'activité)

Domaine / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2022 à Avril 2023												
	Programmation						Réalisation						
	Total	Par type d'activités					Total	Par type d'activités					Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours	
Administration douanière	17	15	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Administration fiscale	18	16	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Gestion des finances publiques ³	74	59	4	0	9	2	0	0	0	0	0	0	0
Budget	27	23	2	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	17	16	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	30	20	2	0	6	2	0	0	0	0	0	0	0
Statistiques des finances publiques	14	13	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Statistiques macroéconomiques	15	13	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Régulation et supervision bancaires	16	13	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total général	154	129	12	0	11	2	0	0	0	0	0	0	0

³ Le domaine gestion des finances publiques inclut le budget, la comptabilité et la gestion de la trésorerie, et l'analyse et les prévisions macrobudgétaires.



ANNEXE 3 RESSOURCES PAR PAYS



1- Programmation et utilisation 2022 (en personnes semaines)

Pays / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2021 à Avril 2022												
	Programmation						Réalisation						
	Total	Par type d'activités					Total	Par type d'activités					Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours	
Burundi	39,0	39,0	0,0	0,0	0,0	0,0	31,5	31,5	0,0	0,0	0,0	0,0	80,8
Cameroun	51,5	51,5	0,0	0,0	0,0	0,0	28,5	23,5	0,0	0,0	5,0	0,0	55,3
Congo	45,5	42,5	0,0	0,0	3,0	0,0	38,5	27,5	0,0	0,0	11,0	0,0	84,6
Gabon	52,0	50,0	0,0	2,0	0,0	0,0	52,5	47,5	0,0	5,0	0,0	0,0	101,0
Guinée équatoriale	28,5	28,5	0,0	0,0	0,0	0,0	16,0	16,0	0,0	0,0	0,0	0,0	56,1
République Centrafricaine	48,5	48,5	0,0	0,0	0,0	0,0	38,5	32,5	0,0	0,0	6,0	0,0	79,4
République Démocratique du Congo	57,5	57,5	0,0	0,0	0,0	0,0	14,0	8,0	0,0	0,0	6,0	0,0	24,3
Sao Tomé-et-Principe	45,5	45,5	0,0	0,0	0,0	0,0	22,0	22,0	0,0	0,0	0,0	0,0	48,4
Tchad	46,5	40,5	0,0	0,0	6,0	0,0	34,0	23,5	0,0	0,0	10,5	0,0	73,1
Institutions régionales	43,0	0,0	37,0	0,0	0,0	6,0	29,5	0,0	23,0	0,0	0,0	6,5	68,6
Séminaires régionaux et cours	39,0	39,0	0,0	0,0	0,0	0,0	34,5	34,5	0,0	0,0	0,0	0,0	88,5
Total général	496,5	442,5	37,0	2,0	9,0	6,0	339,5	266,5	23,0	5,0	38,5	6,5	68,4
Pays fragiles¹	288,5	279,5	0,0	0,0	9,0	0,0	185,0	146,5	0,0	0,0	38,5	0,0	64,1
Pays de la CEMAC²	272,5	261,5	0,0	2,0	9,0	0,0	208,0	170,5	0,0	5,0	32,5	0,0	76,3

2- Programmation 2023 (en personnes semaines)

Pays / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2022 à Avril 2023												
	Programmation						Utilisation						
	Total	Par type d'activités					Total	Par type d'activités					Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours	
Burundi	71,0	59,0	0,0	0,0	12,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	54,0	54,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	39,0	39,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	57,0	57,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	34,0	34,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	48,5	46,0	0,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	73,0	68,0	0,0	0,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	45,0	45,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	46,0	43,0	0,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions régionales	49,0	49,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Séminaires régionaux et cours	51,0	0,0	45,0	0,0	0,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total général	567,5	494,0	45,0	0,0	22,5	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pays fragiles¹	322,5	300,0	0,0	0,0	22,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pays de la CEMAC²	278,5	273,0	0,0	0,0	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

¹ **Pays fragiles** : Burundi, Cameroun, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo et Tchad

² **Pays de la CEMAC** : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad

ANNEXE 3 RESSOURCES PAR DOMAINE

1- Programmation et utilisation 2022 (en personnes semaines)

Domaine / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2021 à Avril 2022												
	Programmation						Utilisation						
	Total	Par type d'activités					Total	Par type d'activités					Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours	
Administration douanière	31,0	27,5	3,5	0,0	0,0	0,0	12,5	12,5	0,0	0,0	0,0	0,0	40,3
Administration fiscale	43,0	37,0	3,0	0,0	3,0	0,0	22,0	15,5	0,0	0,0	0,0	6,5	51,2
Gestion des finances publiques ³	224,5	196,5	14,0	9,0	3,0	2,0	179,5	128,5	7,5	5,0	38,5	0,0	80,0
Budget	88,0	80,0	6,0	0,0	0,0	2,0	72,0	48,0	0,0	5,0	19,0	0,0	81,8
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	63,0	57,0	3,0	3,0	0,0	0,0	41,5	34,0	4,5	0,0	3,0	0,0	65,9
Analyse et prévisions macrobudgétaires	73,5	59,5	5,0	6,0	3,0	0,0	66,0	46,5	3,0	0,0	16,5	0,0	89,8
Statistiques des finances publiques	58,0	54,0	4,0	0,0	0,0	0,0	52,0	48,0	4,0	0,0	0,0	0,0	89,7
Statistiques macroéconomiques	75,0	68,0	7,0	0,0	0,0	0,0	37,0	32,0	5,0	0,0	0,0	0,0	49,3
Régulation et supervision bancaires	65,0	59,5	5,5	0,0	0,0	0,0	36,5	30,0	6,5	0,0	0,0	0,0	56,2
Total général	496,5	442,5	37,0	9,0	6,0	2,0	339,5	266,5	23,0	5,0	38,5	6,5	68,4

2- Programmation 2023 (en personnes semaines)

Domaine / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2022 à Avril 2023												
	Programmation						Utilisation						
	Total	Par type d'activités					Total	Par type d'activités					Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours	
Administration douanière	45,0	42,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	65,0	59,0	3,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques ³	274,5	235,0	14,0	0,0	19,5	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Budget	107,0	93,0	6,0	0,0	8,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	78,0	73,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	89,5	69,0	6,0	0,0	8,5	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	53,0	49,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	62,0	50,0	12,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	68,0	59,0	9,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total général	567,5	494,0	45,0	0,0	22,5	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

³ Le domaine gestion des finances publiques inclut le budget, la comptabilité et la gestion de la trésorerie, et l'analyse et les prévisions macrobudgétaires.

ANNEXE 3.A
RESSOURCES DÉTAILLÉES PAR PAYS

Programmation et utilisation de l'année fiscale 2022 - Programmation de l'année fiscale 2023
(En personnes semaines)

Pays/Domaine d'intervention	Année fiscale 2022									Année fiscale 2023			
	Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)	Ressources programmées			
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total
	Siège	Site			Siège	Site				Siège	Site		
I - MISSIONS													
Burundi	10,5	11,0	17,5	39,0	7,5	8,0	16,0	31,5	80,8	17,0	28,0	26,0	71,0
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		1,0	0,0	2,0	3,0
Administration fiscale	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	4,0	2,0	8,0
Gestion des finances publiques	2,0	3,0	3,0	8,0	1,0	2,0	2,0	5,0		7,0	14,0	8,0	29,0
Statistiques des finances publiques	2,0	0,0	2,0	4,0	2,0	0,0	4,0	6,0		2,0	0,0	4,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	2,0	0,0	2,0	4,0	1,0	0,0	2,0	3,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	3,0	6,0	6,5	15,5	3,0	6,0	6,0	15,0		4,0	8,0	8,0	20,0
Cameroun	14,5	19,0	18,0	51,5	6,5	10,0	12,0	28,5	55,3	12,0	18,0	24,0	54,0
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		1,0	0,0	2,0	3,0
Administration fiscale	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	2,0	4,0	8,0
Gestion des finances publiques	7,0	11,0	12,0	30,0	4,0	6,0	8,0	18,0		6,0	12,0	14,0	32,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	2,0	5,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Statistiques macroéconomiques	4,0	4,0	2,0	10,0	1,0	2,0	0,0	3,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	11,5	14,0	20,0	45,5	9,5	14,0	15,0	38,5	84,6	9,0	12,0	18,0	39,0
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		1,0	0,0	2,0	3,0
Administration fiscale	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques	6,0	8,0	12,0	26,0	6,0	10,0	7,0	23,0		5,0	6,0	10,0	21,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	0,0	2,0	3,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Statistiques macroéconomiques	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	2,0	5,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	15,0	18,0	17,0	50,0	11,5	20,0	16,0	47,5	95,0	14,0	20,0	23,0	57,0
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	0,0	2,0	3,0
Administration fiscale	1,0	2,0	0,0	3,0	0,5	2,0	0,0	2,5		3,0	6,0	2,0	11,0
Gestion des finances publiques	7,5	10,0	11,0	28,5	6,0	11,0	9,0	26,0		8,0	10,0	13,0	31,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	4,0	4,0	10,0		1,0	2,0	4,0	7,0
Statistiques macroéconomiques	4,0	4,0	2,0	10,0	3,0	3,0	3,0	9,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	10,5	3,0	15,0	28,5	4,0	2,0	10,0	16,0	56,1	10,0	6,0	18,0	34,0
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	0,0	2,0	3,0
Administration fiscale	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	0,0	2,0	3,0
Gestion des finances publiques	3,0	3,0	5,0	11,0	1,0	2,0	2,0	5,0		4,0	6,0	8,0	18,0
Statistiques des finances publiques	4,0	0,0	4,0	8,0	2,0	0,0	6,0	8,0		2,0	0,0	4,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	2,0	0,0	2,0	4,0	1,0	0,0	2,0	3,0		2,0	0,0	2,0	4,0
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	14,5	16,0	18,0	48,5	10,5	15,0	13,0	38,5	79,4	13,0	18,5	17,0	48,5
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		2,0	0,0	1,0	3,0
Administration fiscale	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0		3,0	4,0	2,0	9,0
Gestion des finances publiques	5,0	6,0	8,0	19,0	7,0	11,0	7,0	25,0		5,0	8,5	10,0	23,5
Statistiques des finances publiques	4,0	4,0	4,0	12,0	1,0	0,0	2,0	3,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Statistiques macroéconomiques	4,0	4,0	2,0	10,0	1,0	2,0	0,0	3,0		2,0	4,0	2,0	8,0
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	15,5	20,0	22,0	57,5	4,0	8,0	2,0	14,0	24,3	22,0	28,0	23,0	73,0
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	0,0	4,0	6,0
Administration fiscale	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	0,0	2,0	3,0
Gestion des finances publiques	5,0	8,0	9,0	22,0	2,0	4,0	0,0	6,0		12,0	18,0	11,0	41,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	0,0	4,0	1,0	2,0	0,0	3,0		1,0	2,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	4,0	2,0	4,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	3,0	1,0	6,0
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	3,0	6,0	5,0	14,0	1,0	2,0	2,0	5,0		4,0	5,0	5,0	14,0
Sao Tomé-et-Principe	13,5	14,0	18,0	45,5	7,0	6,0	9,0	22,0	48,4	12,0	11,0	22,0	45,0
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	0,0	2,0	3,0
Administration fiscale	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	0,0	2,0	3,0
Gestion des finances publiques	4,0	6,0	6,0	16,0	4,0	4,0	7,0	15,0		5,0	7,0	8,0	20,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	2,0	0,0	4,0		2,0	0,0	4,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	4,0	2,0	4,0	10,0	1,0	0,0	2,0	3,0		2,0	2,0	4,0	8,0
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	2,0	4,0	4,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Tchad	12,5	16,0	18,0	46,5	11,0	15,0	8,0	34,0	73,1	13,0	16,0	17,0	46,0
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	0,0	4,0	6,0
Administration fiscale	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques	7,0	14,0	10,0	31,0	8,0	13,0	4,0	25,0		7,0	10,0	9,0	26,0
Statistiques des finances publiques	2,0	0,0	2,0	4,0	2,0	2,0	2,0	6,0		2,0	4,0	0,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	2,0	0,0	2,0	4,0	1,0	0,0	2,0	3,0		1,0	0,0	2,0	3,0
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0

ANNEXE 3.A
RESSOURCES DÉTAILLÉES PAR PAYS
Programmation et utilisation de l'année fiscale 2022 - Programmation de l'année fiscale 2023
(En personnes semaines)

Pays/Domaine d'intervention	Année fiscale 2022									Année fiscale 2023				
	Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)	Ressources programmées				
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total	
	Siège	Site			Siège	Site				Siège	Site			
I - MISSIONS														
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
CEMAC	7,0	2,0	10,0	19,0	6,5	9,0	9,0	24,5	128,9	11,0	8,0	10,0	29,0	
Administration douanière	1,0	0,0	4,0	5,0	0,5	0,0	2,0	2,5		3,0	0,0	6,0	9,0	
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0		2,0	3,0	2,0	7,0	
Gestion des finances publiques	6,0	2,0	6,0	14,0	5,0	7,0	7,0	19,0		6,0	5,0	2,0	13,0	
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
COBAC	4,0	8,0	8,0	20,0	2,0	4,0	4,0	10,0	50,0	4,0	8,0	8,0	20,0	
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Régulation et supervision bancaires	4,0	8,0	8,0	20,0	2,0	4,0	4,0	10,0		4,0	8,0	8,0	20,0	
Total général	129,0	141,0	181,5	451,5	80,0	111,0	114,0	305,0	67,6	137,0	173,5	206,0	516,5	
Pays/Domaine d'intervention	Année fiscale 2022									Taux d'utilisation (en %)	Année fiscale 2023			
	Ressources programmées				Ressources utilisées				Ressources programmées					
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		
	Siège	Site			Siège	Site			Siège				Site	
II - SEMINAIRES ET COURS														
Administration douanière	0,5	1,0	2,0	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	1,0	1,0	3,0	
Administration fiscale	2,0	1,0	3,0	6,0	0,5	2,0	4,0	6,5		1,0	1,0	1,0	3,0	
Gestion des finances publiques	6,0	6,0	5,0	17,0	3,0	3,5	1,0	7,5		8,0	8,0	4,0	20,0	
Statistiques des finances publiques	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	1,0	1,0	4,0		2,0	1,0	1,0	4,0	
Statistiques macroéconomiques	4,0	2,0	1,0	7,0	2,0	2,0	1,0	5,0		4,0	4,0	4,0	12,0	
Régulation et supervision bancaires	2,5	1,5	1,5	5,5	3,0	2,0	1,5	6,5		3,0	3,0	3,0	9,0	
Total général	17,0	12,5	13,5	43,0	10,5	10,5	8,5	29,5	68,6	19,0	18,0	14,0	51,0	
TOTAL MISSIONS + SEMINAIRES ET COURS (I+II)														
	147,0	153,5	196,0	496,5	91,5	123,5	124,5	339,5	68,4	156,0	191,5	220,0	567,5	
Pays fragiles ¹														
	79,0	96,0	113,5	288,5	49,0	70,0	66,0	185,0	64,1	86,0	120,5	125,0	331,5	
Pays de la CEMAC ²														
	78,5	86,0	106,0	270,5	53,0	76,0	74,0	203,0	75,0	71,0	90,5	117,0	278,5	

¹ Burundi, Cameroun, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo et Tchad

² Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.1 REALISATIONS PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées						
					Conseiller			ECT	HQ	Attachment	Total
					Bureau	Site	Total				
Burundi	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Poursuite du renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane	25/10-5/11/2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Burundi	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmation/conduite des contrôles fiscaux (Partie 2)	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Burundi	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Evaluation des besoins en assistance technique	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Burundi	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui au processus de budgétisation en mode programme	5 au 18 janvier 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Burundi	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Evaluation des besoins en assistance technique	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Burundi	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Evaluation des besoins en assistance technique	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Réviser la circulaire n° 24/2019, relative aux exigences de communication financière et de transparence préconisées dans le dispositif de Bâle, et former les superviseurs bancaires	31 janvier - 25 mars 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Former les superviseurs bancaires aux récentes évolutions du dispositif de Bâle, évaluer le niveau de conformité de la BRB et déterminer une feuille de route pour combler les écarts	31 janvier - 25 mars 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Mettre en place un cadre réglementaire pour l'évaluation du capital économique des établissements de crédit : (i) élaborer un projet de circulaire relative à ICAAP ; (ii) élaborer des directives sur les exigences minimales en matière de stress tests pour les établissements de crédit	15 - 28 mars 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.1 REALISATIONS PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Burundi	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Poursuite de l'appui technique visant la mise à jour du TOFEs selon le MSFP 2014, en complétant la série statistique de 2018-2020	21 janvier - 04 février 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Burundi	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Reprise de l'appui technique aux autorités burundaises dans le domaine des statistiques des finances publiques et mise à jour des SFP par l'élaboration des TOFE de 2015-2017	14 - 25 Juin 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Burundi	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	17 - 28 mai 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Cameroun	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Poursuite du renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane (Atelier pays sur l'évaluation en douane)	21 février au 04 mars 2022	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Cameroun	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à la mise en œuvre des procédures numérisées	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Cameroun	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier national sur le renforcement l'analyse de la politique budgétaire	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui methodologique pour l'elaboration du Rapport Annuel sur les Risques budgetaires	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Modernisation de la direction générale du budget avec le département des finances publiques du FMI	2 - 18 mars 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Cameroun	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place de macro processus dans le cadre du contrôle interne budgétaire (Developpement d'un macro processus sur le traitement des salaires)	12 - 25 octobre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.1 REALISATIONS PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Cameroun	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Amélioration de la budgétisation et de la gestion des dépenses de personnel	06 - 19 juillet 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Cameroun	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la budgétisation sensible au genre (opérationnalisation)	14 -27 septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Cameroun	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Ameliorer la gestion des actifs et des passifs	Amelioration de la gestion de la trésorerie et du CUT	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Cameroun	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Amélioration du système de comptabilité de l'Etat	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Cameroun	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Elaboration des TOFE format Directive du TOFE CEMAC, pour l'exercice 2020 (base annuelle)	04 - 15 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Cameroun	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux sur les comptes financiers	19 - 28 juillet 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Cameroun	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au renforcement de la coherence des comptes annuels rebasés et les comptes trimestriels	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Rédaction des textes d'application du nouveau Code des Douanes revisé - Projet de texte sur le traitement de la déclaration en douane	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Assistance technique auprès du Comité de suivi de la CEMAC en charge de la préparation des textes d'application du nouveau code des douanes communautaire	22 novembre au 03 décembre 2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0		2,5

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.1 REALISATIONS PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
CEMAC	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à la rédaction du projet de livre de procédures fiscales communautaire	17 - 28/05/2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organise par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	09 - 12 novembre 2021	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organise par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	7 - 11 juin 2021	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Rédaction d'un projet de guide d'identification, de suivi, de gestion et de reporting des risques budgetaires	16 - 27 aout 2021	1,0	2,0	3,0	4,0	0,0	0,0	7,0
CEMAC	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Elaboration d'un guide régional de contrôle interne budgétaire	1er février au 30 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
CEMAC	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à l'élaboration d'un projet de guide du contrôle interne comptable de l'Etat	24 - 30 mai 2021	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0		3,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Développer une méthodologie de contrôle sur place des risques de marché dans le secteur bancaire	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Poursuivre l'appui à la mise en œuvre des actions du plan stratégique relatif à la supervision basée sur les risques	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Aider le groupe de travail sur la liquidité (WGL), créé dans le cadre du projet de mise en œuvre de Bâle II/III, à examiner et à aligner son projet de règlement sur le ratio de liquidité à court terme (LCR) avec le cadre de Bâle	23 février au 29 mars 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.1 REALISATIONS PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Appui à la transposition du cadre de Bale – Net Stable Funding Ratio.	11 au 29 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi et contrôle à destination des marchandises exonérées	16 - 27/08/2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Informatisation des fonctions fiscales (contrôle et recouvrement)	4 au 15 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Actualisation de la stratégie de gestion des finances publiques avec le département des finances publiques du siège	02 au 19 novembre 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du developpement du modele de cadrage macroéconomique	24/05 - 04/06/2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Suivi et gestion des risques budgétaires	30/08 - 03/09/2021	1,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	2,0
Congo	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Actualisation de la stratégie de gestion des finances publiques avec le département des finances publiques du siège	2 au 19 novembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Congo	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite des travaux sur le budget programme et les Projets annuels de Performance et la gestion des investissements en AE/CP	28 mars au 8 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Congo	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Projets annuels de Performance et Modalités d'exécution AE/CP	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.1 REALISATIONS PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Congo	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration de guide operationnels des normes comptables de l'Etat	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Actualisation de la stratégie de gestion des finances publiques avec le département des finances publiques du siège	2 au 19 novembre 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Congo	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Production du TOFE annuel base MSFP 2014 pour l'exercice 2020 et mise à jour des TOFEs incomplets pour 2017, 2018 et 2019	18 - 29 Octobre 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à l'INS dans l'élaboration des Comptes Nationaux Annuels (CNA) de 2020 avec un accent particulier sur l'utilisation de la nouvelle série des indices des prix à la consommation	13 - 24 septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Gabon	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mise en oeuvre d'un PPAT pour le controle de la valeur en douane	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à l'élaboration de la stratégie de réformes et notamment la digitalisation et la gestion des industries extractives (Conjointement avec le siège du FMI)	6 - 17/09/2021	0,5	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	2,5
Gabon	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Mission de suivi sur la gestion des risques budgétaires	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : La mise en œuvre des réformes de finances publiques les résultats, contraintes et les perspectives	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui methodologique pour l'elaboration du rapport Annuel sur les risques budgétaires	6 - 10/09/2021	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.1 REALISATIONS PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Gabon	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui au développement de la comptabilité des matières des cadres de la République Gabonaise auprès de leurs pairs de la République du Cameroun	28 mars au 8 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Gabon	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de l'appui de l'implémentation du plan d'engagement dans Vectis - Partie 1	7 - 20 septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Gabon	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la supervision des entités publiques	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de l'appui de l'implémentation du plan d'engagement dans Vectis - Partie 2	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	CICE (Phase 1) : Elaboration de trois projets d'instruction comptable sur : (i) le bilan d'ouverture; (ii) les états financiers; et (iii) les actifs non financiers et financiers	7 - 18 juin 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Gabon	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	CICE (Phase 2) : Elaboration de trois projets d'instruction comptable sur : (i) les composantes de la trésorerie; (ii) les charges, stocks et dettes non financières; et (iii) les produits et créances de l'actif circulant	27 Septembre - 08 Octobre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Gabon	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration d'un guide de fonctionnement des comptes de l'Etat	17 - 28 janvier 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Gabon	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	CICE (Phase 3) : Elaboration de trois projets d'instruction comptable sur : (i) les composantes de la trésorerie; (ii) les charges, stocks et dettes non financières; et (iii) les produits et créances de l'actif circulant	15 - 26 novembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Gabon	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : La mise en œuvre des réformes de finances publiques les résultats ,contraintes et les perspectives	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.1 REALISATIONS PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
					Bureau	Site	Total				
Gabon	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Gestion de la trésorerie et mise en oeuvre du compte unique du trésor	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Gabon	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Formation des cadres en charge de la production du TOFE sur la procédure d'élaboration des statistiques sur base des transactions non monétaires pour tous les sous-secteurs de l'ensemble des administrations publiques	18 - 29 octobre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Gabon	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Formation des cadres gabonais sur les principes fondamentaux du MSFP 2014	28 février - 11 mars 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Gabon	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Formation sur le passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	25 Novembre - 01 Décembre	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Gabon	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base. Poursuite des travaux de mise en place de la série complète des CNA 2001 - 2019 selon l'ancienne base (2001)	15 novembre au 01 décembre 2021	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Gabon	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au renforcement de la cohérence des comptes annuels rebasés et les comptes trimestriels	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	Administration douanière	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Modernisation de la procédure douanière	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmation/conduite des contrôles fiscaux	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Guinée équatoriale	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Mission de suivi sur le renforcement de la préparation et de la programmation budgétaire annuelle	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.1 REALISATIONS PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Guinée équatoriale	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Revue de la qualité des textes de transposition en droit national des directives de la CEMAC et appui à la définition des dépenses sociales.	5 au 18 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Guinée équatoriale	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Elaboration du plan comptable détaillé de l'Etat et mise en cohérence avec la NBE	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Elaboration du TOFE de 2020 et appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques	11 - 22 avril 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Guinée équatoriale	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Formation des nouveaux membres de la Commission TOFE sur la méthodologie du MSFP 2014, et mise à jour des tableaux de passage au MSFP 2014	27 septembre - 08 octobre 2021	1,0	0,0	1,0	4,0	0,0	0,0	5,0
Guinée équatoriale	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Mise en place de la première série des comptes nationaux trimestriels pour la période 2016 (trimestre 1) - 2021 (trimestre 2).	2 - 13 Aout 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
République Centrafricaine	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Evaluation du dispositif d'encadrement de l'évaluation en douane (Mission sur les procédures et les techniques)	4 au 13 avril 2022	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
République Centrafricaine	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Digitalisation des procédures fiscales	17 - 23/07/2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du renforcement du CBMT/CDMT	3 - 14/05/2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0		3,0
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités du modèle de cadrage macroéconomique	12 - 23/07/2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.1 REALISATIONS PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	13 - 17/09/2021	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à une mission de l'Institut de développement des capacités (ICD) sur la programmation et la politique financière (FPP)	22 février - 05 mai 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
République Centrafricaine	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Diagnostic des macroprocessus sur l'exécution du budget et la reddition des comptes avec le département des finances publiques du FMI	18 - 28 mars 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0		3,0
République Centrafricaine	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la supervision des entités publiques	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
République Centrafricaine	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Ameliorer la gestion des actifs et des passifs	Rédaction du guide de fonctionnement des comptes de l'Etat	3 au 14 janvier 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
République Centrafricaine	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Ameliorer la gestion des actifs et des passifs	Appui à l'optimisation de la mise en œuvre du compte unique du Trésor	7 au 18 mars 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
République Centrafricaine	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques des finances publiques (TOFE), jusqu'à l'exercice 2020, en assurant de la cohérence historique statistique avec l'ancien format de TOFE, au travers d'une table de passage entre les deux	19 - 30 Juillet 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
République Centrafricaine	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
République Centrafricaine	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	24 mai - 04 juin 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0		3,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.1 REALISATIONS PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
					Bureau	Site	Total				
République Centrafricaine	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux CNT et au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi et contrôle à destination des marchandises exonérées	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
République Démocratique du Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités du modèle de prévision macrobudgétaire	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Poursuite de l'identification et de la gestion des risques budgétaires	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Evaluation de la gestion des investissements publics avec le département des finances publiques du FMI (PIMA)	28 février au 24 mars 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à une activité du département des finances publiques sur l'actualisation de la stratégie de réformes des finances publiques.	29 novembre - 15 décembre 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Revue qualité des projets annuels de performance et des rapports annuels de performance	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
République Démocratique du Congo	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à la réglementation des finances publiques - Revue des textes	(Activité reportée)			0,0				0,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.1 REALISATIONS PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
République Démocratique du Congo	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Revue de la qualité des manuels de procédures comptables	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Réviser l'instruction n° 16 de la BCC sur la classification et le provisionnement des créances, afin de l'aligner sur IFRS 9 et de renforcer le processus d'évaluation de l'adéquation du provisionnement des créances non performantes	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Former les superviseurs bancaires au contrôle sur place du risque informatique dans le secteur bancaire (atelier de formation reporté de FY21) Faire un point d'étape sur la feuille de route relative au Pilier 2 (ICAAP/LAAP) avec un rappel de formation	31 janvier au 04 février 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Réviser l'instruction n° 14 de la BCC sur les ratios prudentiels, avec un focus sur la liquidité et la transformation des établissements de crédit, afin de transposer les ratios LCR/NSFR (Bâle III)	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Poursuite des travaux de mise à jour des statistiques des finances publiques en élaborant les TOFEs de 2019 et 2020	05 - 16 juillet 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux comptes nationaux annuels et aux CNT	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mise en place d'un bureau d'évaluation en douane	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Modernisation des procédures fiscales	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.1 REALISATIONS PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Sao Tomé-et-Principe	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques	Atelier national sur l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	14 - 18 mars 2022	1,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	2,0
Sao Tomé-et-Principe	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Suivi de l'opérationnalisation de l'unité macrobudgétaire	04 - 15 avril 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du developpement du modèle de cadrage macroéconomique	26/07 - 06/08/2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Sao Tomé-et-Principe	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite des travaux de mise en place des plans d'engagement des dépenses et de la régulation budgétaire dans le système d'information	18 au 29 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Sao Tomé-et-Principe	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à l'élaboration d'un plan comptable de l'Etat	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Sao Tomé-et-Principe	Régulation et supervision bancaires	Développer et renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Réviser l'ensemble des règlements (NAP) relatifs aux normes et aux règles de gestion du risque de crédit (partie 1) => à confirmer	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	Régulation et supervision bancaires	Développer et renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Réviser l'ensemble des règlements (NAP) relatifs aux normes et aux règles de gestion du risque de crédit (partie 2) => à confirmer	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques des finances publiques jusqu'en 2020 (administration centrale et budgétaire) et extension de la couverture au reste des sous-secteurs des administrations publiques	15 - 26 novembre 2021	2,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la mise en place de la série du PIB pour la période 2008-2020	15 - 28 juillet 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.1 REALISATIONS PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux comptes nationaux annuels et aux CNT	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Séminaires régionaux et cours	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Séminaire régional sur la gestion et le contrôle des exonérations et des régimes suspensifs ou sur la mise en place des solutions numérisées	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Séminaires régionaux et cours	Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	21 février au 04 mars 2022	0,5	2,0	2,5	4,0	0,0	0,0	6,5
Séminaires régionaux et cours	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Séminaire régional sur la mise en place des cadres de gouvernance moderne des administrations fiscales ou sur la numérisation des services et utilisation de la téléphonie mobile dans la région		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier inter-régional sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives (<i>FARI model</i>)	04 avril - 04 mai 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	<i>Nowcasting GDP in Sub Saharan African Countries (with ATI)</i>	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Séminaires régionaux et cours	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	10ème Edition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Le reporting des dépenses liées à la gestion de la pandémie de la COVID-19		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Séminaires régionaux et cours	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur la gestion des investissements publics		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Séminaires régionaux et cours	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire sur les normes IPSAS pour la bonne mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés	16 février 2022	1,0	0,5	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.1 REALISATIONS PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Séminaires régionaux et cours	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire inter-régional virtuel avec AFW1 sur la transition à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale	12 au 14 avril 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Présenter et discuter le thème suivant "La régulation et la supervision du risque de liquidité et de financement dans le secteur bancaire, selon l'approche basée sur les risques"	15 au 21 décembre 2021	1,0	1,0	2,0	1,5	0,0	0,0	3,5
Séminaires régionaux et cours	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Séminaire Régional sur les approches émergentes pour la prise en compte des risques climatiques	20 octobre 2021	1,0	0,5	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
Séminaires régionaux et cours	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	L'adaptation de la supervision bancaire un an après le début de la pandémie Covid-19 : bilan de la mise en œuvre des mesures spéciales, évaluation des risques, ajustement de la politique de supervision, perspectives de sortie de crise	25 - 27 mai 2021	1,0	0,5	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
Séminaires régionaux et cours	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional sur le traitement des transactions relatives à la protection sociale, selon la Manuel des Statistiques des Finances Publiques 2014 (MSFP 2014)	25 - 29 avril 2022	2,0	1,0	3,0	1,0	0,0	0,0	4,0
Séminaires régionaux et cours	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Renforcer la capacité des comptables nationaux à utiliser la méthode d'échantillonnage apparié réduit (EAR)	30 juin - 06 juillet 2021	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Séminaires régionaux et cours	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Renforcer la capacité des comptables nationaux à utiliser les données des déclarations fiscales (DSF)	29 juillet - 04 aout 2021	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Tchad	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi et contrôle des exonérations et des régimes suspensifs	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Elaboration des programmes de contrôles fiscaux pour identifier les risques émergents	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.1 REALISATIONS PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Amélioration du cadre technique et opérationnel du modèle SIGNET	14 au 25 février 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	16 - 20/08/2021	0,5	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Formation sur l'outil de projection de la dynamique de la dette (DDT) avec ICD - Activité 1	30 Aout - 07 Septembre 2021	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Formation sur l'outil de projection de la dynamique de la dette (DDT) avec ICD - Activité 2	29 novembre - 03 décembre 2021	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Formation sur l'outil de projection de la dynamique de la dette (DDT) avec ICD - Activité 3	18 - 22 avril 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Formation sur la programmation et les politiques financières avec ICD	28 mars au 1 ^{er} avril 2022	0,5	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à l'évaluation de la gestion des investissements publics selon la méthodologie PIMA (Mission du département des finances publiques)	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Révision de la stratégie de réformes des finances publiques avec le département des finances publiques du FMI	22 novembre - 8 décembre 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Tchad	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Implémentation de la directive CEMAC (Comptabilité-matière) - Mars 2022	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.1 REALISATIONS PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Tchad	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à l'élaboration du projet de loi sur la supervision des entreprises publiques et des autorités administratives indépendantes	22 novembre au 05 décembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Tchad	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui à la conception des états d'élaboration des états financiers pour la détermination du résultat de l'exercice et pour la détermination du résultat budgétaire	Mai - Juillet 2021	1,0	4,0	5,0	0,0	0,0		5,0
Tchad	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Ameliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Tchad	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la compilation du TOFE couvrant l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) pour 2020	16 - 27 Aout 2021	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Tchad	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à l'élaboration des comptes nationaux trimestriels coherents avec les les comptes nationaux annuels	30 Aout - 10 Septembre 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
					91,5	123,5	215,0	124,5	0,0	0,0	339,5



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2023)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Prévues			ECT	HQ	Attachement	Total
					Bureau	Site	Total				
Burundi	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	Septembre 2022	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Burundi	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Poursuite du renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane	24 octobre - 04 novembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Burundi	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	Septembre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Burundi	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à la mise en place d'un plan d'amélioration de la discipline fiscale.	6 - 17 février 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Burundi	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	03 - 20 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Burundi	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement du modèle de prévision macroéconomique	Décembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Burundi	Budget	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Amélioration de la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques	11 - 24 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Burundi	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la budgétisation en mode programme	05 - 16 septembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Burundi	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	03 - 20 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Burundi	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Adaptation du cadre comptable à la mise en oeuvre de la comptabilité d'exercice	Novembre - Décembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Burundi	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	03 - 20 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2023)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Prévues						
					Conseiller			ECT	HQ	Attachment	Total
Bureau	Site	Total									
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Révision du règlement prudentiel n° 24 sur l'information réglementaire (Pilier 3 du Cadre de Bâle)	7 - 18 novembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Implémentation de la norme IFRS 9	13 - 24 juin 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Appui au développement du cadre réglementaire (règlement prudentiel, état de reporting) et assistance à la mise en œuvre (réalisation de l'étude d'impact et calibrage des paramètres) du ratio structurel de liquidité à long terme (Net Stable Funding Ratio de Bâle III)	1 - 12 aout 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Appui au développement du cadre réglementaire (règlement prudentiel, état de reporting) et assistance à la mise en œuvre (réalisation de l'étude d'impact et calibrage des paramètres) du risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (IRBBB) et délimitation du portefeuille	06 - 17 février 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Burundi	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Elaboration du TOFE de l'exercice 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs	23 mai - 03 juin 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Burundi	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public selon le guide aux utilisateurs de 2013	06 - 17 mars 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Burundi	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Atelier pays sur le rebasage du PIB et le backcasting	01 - 16 décembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Cameroun	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en place des plans et des outils du contrôle de la valeur en douane	06 - 17 mars 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Cameroun	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Modernisation de la collecte des impôts et taxes	6 - 18 Février 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Cameroun	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Thème à définir	13 - 24 Février 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Cameroun	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	11 - 22 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	4,0	0,0	0,0	7,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2023)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Prévues			ECT	HQ	Attachment	Total
					Conseiller						
					Bureau	Site	Total				
Cameroun	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la réorganisation de la Direction de la normalisation de la comptabilité des matières	02 - 15 aout 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Cameroun	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Examen de la qualité du rapport sur la budgétisation sensible au genre pour le budget 2023	06 - 19 septembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Cameroun	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Budgétisation des plafonds d'emplois	06 - 17 mars 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Cameroun	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Ameliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la gestion de la trésorerie et du fonctionnement du compte unique du trésor	06 - 17 février 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Cameroun	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Amélioration du système de comptabilité de l'Etat	06 -17 mars 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Cameroun	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Elaboration du TOFE de l'exercice 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs	03 - 14 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Cameroun	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux sur les comptes sectoriels	13 - 24 mars 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Cameroun	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux sur les comptes nationaux	09 - 25 mai 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Développement d'une réglementation concernant l'application de l'article 156.4 du Code Communautaire de la douane de la CEMAC - Contenu de la déclaration de la valeur	07 -17 juin 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Assistance du Comité douane de la CEMAC dans la consolidation de son cadre légal	18 - 22 juillet 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Appui à la définition des procédures douanières intra CEMAC	07 - 17 mars 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2023)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Prévues			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
CEMAC	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Participation à la validation du projet de livre de procédures fiscales communautaire	4 - 8 juillet 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
CEMAC	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Participation aux ateliers de validation du projet de livre de procédures fiscales communautaire	14 - 25 novembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organise par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	6 - 18 Juin 2022	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organise par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	Novembre 2022	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation aux séminaires régionaux de la CEMAC et élaboration des guides et manuels régionaux	Avril 2023	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
CEMAC	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation aux séminaires régionaux de la CEMAC et élaboration des guides et manuels régionaux	Avril 2023	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
CEMAC	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation aux séminaires régionaux de la CEMAC et élaboration des guides et manuels régionaux	Avril 2023	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
CEMAC	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration d'un projet de guide régional sur la déconcentration de la fonction comptable au sein de l'Etat	Septembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Poursuivre l'appui à la mise en œuvre des actions du plan stratégique relatif à la supervision basée sur les risques	30 mai - 10 juin 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Poursuivre l'appui à la mise en œuvre des actions du plan stratégique relatif à la supervision basée sur les risques	05 -16 décembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Actualisation de la réglementation prudentielle	06 - 17 mars 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2023)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Prévues			ECT	HQ	Attachment	Total
					Conseiller						
Bureau	Site	Total									
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Actualisation de la réglementation prudentielle	29 aout - 09 septembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Développement de procédures opérationnelles standards pour les exonérations et les régimes suspensifs	5 - 16 septembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Poursuite de la modernisation des procédures fiscales	12 - 23 septembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique	02 - 13 mai 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Suivi et gestion des risques budgétaires	12 - 23 septembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Congo	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la codification des projets des investissements publics	16 - 29 aout 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Congo	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Amélioration de la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques	07 - 20 juin 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Congo	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration d'une cartographie des risques comptables	Février 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Congo	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mission de suivi sur la production des statistiques des finances publiques / Formation (rappels méthodologiques) des cadres en charge de la production du TOFE sur la procédure d'élaboration des statistiques de la sécurité sociale et des collectivités locales, ainsi que leur consolidation dans l'ensemble des administrations publiques	5 - 16 septembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux comptes nationaux annuels et aux comptes nationaux trimestriels	25 juillet - 12 août 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Gabon	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la vérification de l'application des taux de droits et taxes conformément à la législation en vigueur	14 - 24 juin 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2023)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Prévues			ECT	HQ	Attachement	Total
					Conseiller						
Bureau	Site	Total									
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Définition des méthodologies d'évaluation des arriérés d'impôts et la mise en place d'indicateurs clés de performance	6 - 17 février 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la collaboration douanes et impôts	7 - 18 novembre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Révision du cadre juridique relatif à l'utilisation de la taxe mobile	6 - 17 mars 2023	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Gabon	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Suivi des outils d'évaluation et de gestion des risques budgétaires	13 - 24 juin 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Gabon	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Allocations budgétaires pour les objectifs de développement durable (ODD 3, 4, 5, 6, 7, 9)	07 - 11 novembre 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Gabon	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Développement de la classification fonctionnelle pour le budget 2023	14 -25 novembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Gabon	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de l'appui de l'implémentation du plan d'engagement dans VECTIS pour le budget 2023	10 - 23 mai 2022	1,0	1,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Gabon	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à l'actualisation du plan d'engagement dans VECTIS pour le budget 2023	7 - 20 mars 2023	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Gabon	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la transposition de la directive CEMAC sur la comptabilité des matières	10 - 21 octobre 2022	1,0	1,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Gabon	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Ameliorer la gestion des actifs et des passifs	Puorsuite de la mise en oeuvre du compte unique du trésor	Mars 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Gabon	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Ameliorer la gestion des actifs et des passifs	Mise en place d'un compte séquestre TVA	30 mai - 10 juin 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2023)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Prévues			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Gabon	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des SFP pour l'exercice 2021 et poursuite du chantier de l'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	26 septembre - 07 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	4,0	0,0	0,0	7,0
Gabon	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au renforcement de la cohérence des comptes annuels rebasés et les comptes trimestriels	13 - 31 mars 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Guinée équatoriale	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement du contrôle de la valeur en douane	27 septembre - 07 octobre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Guinée équatoriale	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Thème à définir	28 novembre - 09 décembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Guinée équatoriale	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement de la préparation et de la programmation budgétaire annuelle	Janvier 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Guinée équatoriale	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la procédure de préparation du budget	13 - 24 mars 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Guinée équatoriale	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Poursuite de l'implémentation des directives CEMAC (Nomenclature du budget de l'Etat - NBE et définition des dépenses sociales)	04 - 15 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Guinée équatoriale	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration du plan comptable détaillé de l'Etat et mise en cohérence avec la nomenclature budgétaire	Avril 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Guinée équatoriale	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de 2020 à 2021 et poursuite du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	05 - 16 décembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Guinée équatoriale	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public selon le Guide aux utilisateurs de 2013	07 - 18 février 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Guinée équatoriale	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux comptes nationaux trimestriels et au passage au système de comptabilité nationale 2008 avec changement d'année de base	18 - 31 août 2022	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2023)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Prévues						
					Conseiller			ECT	HQ	Attachement	Total
Bureau	Site	Total									
République Centrafricaine	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Support à l'optimisation du processus d'importation douanier (Douala, Beloko, Bangui)	02 - 11 Août 2022	1,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	2,0
République Centrafricaine	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi de l'implémentation du processus d'évaluation en douane et de l'automatisation de la procédure d'évaluation en douane	05 - 09 décembre 2022	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0
République Centrafricaine	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Identification des besoins et des priorités en renforcement des capacités	13 - 24 juin 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
République Centrafricaine	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Optimisation des procédures fiscales	17 - 28 octobre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
République Centrafricaine	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mise en place de la coopération douanes et impôts	17 - 28 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à une mission de l'Institut de développement des capacités (ICD) sur la programmation et la politique financière (FPP)	Juillet 2022	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à une mission de l'Institut de développement des capacités (ICD) sur la programmation et la politique financière (FPP)	Novembre 2022	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à une mission de l'Institut de développement des capacités (ICD) sur la programmation et la politique financière (FPP)	Février 2023	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Passifs implicites des entreprises publiques et garanties (avec DMF et FAD)	Juin 2022	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Passifs implicites des entreprises publiques et garanties (avec DMF et FAD)	Janvier 2023	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du renforcement du CBMT/CDMT	06 - 17 février 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2023)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Prévues						
					Conseiller			ECT	HQ	Attachement	Total
Bureau	Site	Total									
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités du modèle de cadrage macroéconomique MQC-RCA	30 mai - 10 juin 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
République Centrafricaine	Budget	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Amélioration de l'exécution budgétaire	01 -12 aout 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
République Centrafricaine	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Développement des outils de supervision des entreprises publiques	05 - 16 septembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
République Centrafricaine	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à l'élaboration d'une charte de réorganisation de la DGTCP	Novembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
République Centrafricaine	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	6 - 17 juin 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
République Centrafricaine	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	26 mai - 09 juin 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
République Centrafricaine	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Atelier sur les CNT et au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	03 -14 avril 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
République Démocratique du Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la maîtrise les exonérations et les régimes suspensifs	05 - 15 juillet 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la planification et à la mise en œuvre de la réforme douanière	6 - 17 février 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Développement d'un plan d'amélioration du civisme fiscal des moyens contribuables	05 - 16 décembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Mise à niveau du modèle de prévisions macrobudgétaires (Mission 1)	06 - 17 juin 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2023)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Prévues						
					Conseiller			ECT	HQ	Attachment	Total
Bureau	Site	Total									
République Démocratique du Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Mise à niveau du modèle de prévisions macrobudgétaires (Mission 2)	Janvier 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
République Démocratique du Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Mise à niveau du modèle de prévisions macrobudgétaires (Mission 3)	Mars 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Poursuite de l'identification et du suivi des risques budgétaires	Septembre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier sur la crédibilité du budget à l'assemblée nationale	26 - 30 septembre 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Suivi des recommandations du PIMA	Juin 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
République Démocratique du Congo	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la gestion des arriérés et stratégie d'apurement	05 - 16 décembre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la supervision des entités et entreprises publiques	13 - 24 mars 2023	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Ameliorer la gestion des actifs et des passifs	Appui à la mise en place d'un cadre réglementaire délimitant le périmètre et la structure du compte unique du trésor	Mars 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
République Démocratique du Congo	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Revue de la qualité des projets de décrets portant manuels des procédures de comptabilisation des recettes et des dépenses - Phase 1	Février 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
République Démocratique du Congo	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui à la production d'un guide de fonctionnement des comptes de l'Etat	Juillet 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui à la production de la nomenclature des comptes du plan comptable de l'Etat	Juin 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2023)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Prévues						
					Conseiller			ECT	HQ	Attachment	Total
Bureau	Site	Total									
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Développement d'une méthodologie de contrôle sur site du risque de crédit (focus sur la revue des dossiers de crédit)	16 - 27 mai 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Assistance méthodologique pour la réalisation d'une inspection pilote sur l'examen des dossiers de crédit, l'évaluation de la classification des actifs et l'adéquation du provisionnement.	15 - 26 aout 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Assistance méthodologique pour la réalisation d'une inspection pilote sur les risques informatiques	21 novembre - 02 décembre 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Élaboration d'une réglementation complète sur les parties liées	Juin 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	11 - 22 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Atelier sur l'élaboration des comptes nationaux annuels et des comptes nationaux trimestriels	20 juin - 08 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Atelier sur le passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	05 - 09 décembre 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Amélioration du ciblage et du controle de certaines marchandises à risque particulier (sous évaluation / TVA / Fraude fiscale)	18 - 28 octobre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmation des audits fiscaux	27 juin - 08 juillet 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des prévisions budgétaires	Aout 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Élaboration d'un modèle de prévision budgétaire infra-annuel	Mars 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2023)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Prévues			ECT	HQ	Attachment	Total
					Conseiller						
Bureau	Site	Total									
Sao Tomé-et-Principe	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à l'élaboration du plan d'engagement du budget 2023 dans le système d'information	12 - 23 décembre 2022	1,0	1,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Sao Tomé-et-Principe	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à l'actualisation du plan d'engagement du budget 2023 dans le système d'information	06 - 17 mars 2023	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui à l'élaboration d'un plan comptable de l'Etat	Avril 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Sao Tomé-et-Principe	Régulation et supervision bancaires	Objectif à définir avec les autorités	Thème à définir ultérieurement avec les autorités	14 - 25 novembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des SFP pour l'exercice 2021 et poursuite du chantier de l'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	29 août - 09 septembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public selon le guide aux utilisateurs de 2013	06 - 17 février 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à l'élaboration des comptes nationaux annuels	13 - 24 Février 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Atelier sur les techniques d'élaboration des comptes nationaux annuels et des comptes nationaux trimestriels	18 - 31 août 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Séminaires régionaux et cours	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Séminaire régional sur le suivi des exonérations et des régimes suspensifs	8 - 12 août 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Gouvernance et transparence de l'administration fiscale	10 - 17 mars 2023	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Mars 2023	1,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	2,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2023)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Prévues			ECT	HQ	Attachment	Total
					Conseiller						
Bureau	Site	Total									
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Nowcasting GDP in Sub Saharan African Countries (with ATI)	Février 2023	1,0	2,0	3,0	1,0	0,0	0,0	4,0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier régional sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives (Modèle FARI)*	4 - 8 juillet 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier régional sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives (Modèle FARI)*	3 - 7 avril 2023	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	10ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Bilan et perspectives	04 - 06 juillet 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Séminaires régionaux et cours	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	10ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Bilan et perspectives	04 - 06 juillet 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire interrégional avec AFRITAC Ouest 1 sur la budgétisation des recettes affectées	13 - 15 Février 2023	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	10ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Bilan et perspectives	04 - 06 juillet 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Séminaires régionaux et cours	Régulation et supervision bancaires	N/A	Les pratiques émergentes en matière de supervision du risque climatique	Février - Avril 2023	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Régulation et supervision bancaires	N/A	La réglementation et la supervision des activités bancaires numériques et des institutions de paiement	Mars 2023	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Régulation et supervision bancaires	N/A	Inclusion du genre dans la supervision financière	Novembre 2022 - Janvier 2023	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional sur le traitement des autres flux financiers et des transactions non monétaires dans le TOFE	25 - 28 avril 2023	2,0	1,0	3,0	1,0	0,0	0,0	4,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2023)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Prévues			ECT	HQ	Attachement	Total
					Conseiller		Total				
Bureau	Site										
Séminaires régionaux et cours	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur les comptes financiers et les comptes nationaux annuels	24 octobre - 04 novembre 2022	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Séminaires régionaux et cours	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur l'utilisation de la balance commerciale et des paiements dans l'élaboration des comptes nationaux annuels	6 -17 juin 2022	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Tchad	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi et contrôle des exonérations et des régimes suspensifs via Asycuda	24 mai - 03 juin 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Tchad	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Interconnectivité transit ; Suivi et contrôle de cette procédure	13 - 17 juin 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Tchad	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Elaboration des programmes de contrôles fiscaux pour identifier les risques émergents	14 -25 novembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Amélioration du cadre technique et opérationnel du modèle SIGNET	Octobre 2022	1,0	1,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	Septembre 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à l'évaluation de la gestion des investissements publics selon la méthodologie PIMA (Mission du département des finances publiques)	30 mai - 24 juin 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Tchad	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Implémentation de la directive CEMAC sur la comptabilité-matière	15 -28 février 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Tchad	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Budgétisation des plafonds d'emplois	13 - 22 septembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Tchad	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier de validation du projet de loi sur les entreprises publiques et les autorités administratives indépendantes	25 - 29 juillet 2022	1,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	2,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.A.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR PAYS (ANNEE FISCALE 2023)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Prévues						
					Conseiller			ECT	HQ	Attachment	Total
Bureau	Site	Total									
Tchad	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration d'un référentiel de gouvernance du contrôle interne comptable de l'Etat	24 janvier au 4 février 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Tchad	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Revue et validation de la série de TOFEs de 2017 à 2020 - Elaboration du TOFE de 2021	30 mai - 10 juin 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Tchad	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques et Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public selon le guide aux utilisateurs de 2013	31 janvier - 10 février 2023	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Tchad	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de rebasage du PIB et de backcasting	5 - 16 décembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
					156,0	191,5	347,5	220,0	0,0	0,0	567,5

ANNEXE 3.B
REPARTITION DES RESSOURCES PAR DOMAINE
Programmation et utilisation de l'année fiscale 2022 - Programmation de l'année fiscale 2023
(En personnes semaines)

Domaine d'intervention/Pays	Année fiscale 2022									Année fiscale 2023			
	Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)	Ressources programmées			
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total
	Siège	Site			Siège	Site				Siège	Site		
I - MISSIONS													
Administration douanière	5,5	0,0	22,0	27,5	2,5	0,0	10,0	12,5	45,5	15,0	0,0	27,0	42,0
Burundi	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		1,0	0,0	2,0	3,0
Cameroun	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		1,0	0,0	2,0	3,0
Congo	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		1,0	0,0	2,0	3,0
Gabon	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	0,0	2,0	3,0
Guinée équatoriale	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	0,0	2,0	3,0
République Centrafricaine	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		2,0	0,0	1,0	3,0
République Démocratique du Congo	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	0,0	4,0	6,0
Sao Tomé-et-Principe	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	0,0	2,0	3,0
Tchad	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	0,0	4,0	6,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	1,0	0,0	4,0	5,0	0,5	0,0	2,0	2,5		3,0	0,0	6,0	9,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	9,0	14,0	14,0	37,0	3,5	8,0	4,0	15,5	41,9	17,0	23,0	22,0	62,0
Burundi	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	4,0	2,0	8,0
Cameroun	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	2,0	4,0	8,0
Congo	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Gabon	1,0	2,0	0,0	3,0	0,5	2,0	0,0	2,5		3,0	6,0	2,0	11,0
Guinée équatoriale	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	0,0	2,0	3,0
République Centrafricaine	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0		3,0	4,0	2,0	9,0
République Démocratique du Congo	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	0,0	2,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	0,0	2,0	3,0
Tchad	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	2,0	2,0	5,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0		2,0	3,0	2,0	7,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	53,5	71,0	83,0	207,5	45,0	72,0	55,0	172,0	82,9	65,0	96,5	93,0	254,5
Burundi	2,0	3,0	3,0	8,0	1,0	2,0	2,0	5,0		7,0	14,0	8,0	29,0
Cameroun	7,0	11,0	12,0	30,0	4,0	6,0	8,0	18,0		6,0	12,0	14,0	32,0
Congo	6,0	8,0	12,0	26,0	6,0	10,0	7,0	23,0		5,0	6,0	10,0	21,0
Gabon	8,5	10,0	12,0	30,5	7,0	13,0	11,0	31,0		8,0	10,0	13,0	31,0
Guinée équatoriale	3,0	3,0	5,0	11,0	1,0	2,0	2,0	5,0		4,0	6,0	8,0	18,0
République Centrafricaine	5,0	6,0	8,0	19,0	7,0	11,0	7,0	25,0		5,0	8,5	10,0	23,5
République Démocratique du Congo	5,0	8,0	9,0	22,0	2,0	4,0	0,0	6,0		12,0	18,0	11,0	41,0
Sao Tomé-et-Principe	4,0	6,0	6,0	16,0	4,0	4,0	7,0	15,0		5,0	7,0	8,0	20,0
Tchad	7,0	14,0	10,0	31,0	8,0	13,0	4,0	25,0		7,0	10,0	9,0	26,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	6,0	2,0	6,0	14,0	5,0	7,0	7,0	19,0		6,0	5,0	2,0	13,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	22,0	14,0	18,0	54,0	14,0	12,0	22,0	48,0	88,9	13,0	14,0	22,0	49,0
Burundi	2,0	0,0	2,0	4,0	2,0	0,0	4,0	6,0		2,0	0,0	4,0	6,0
Cameroun	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	2,0	5,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Congo	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	0,0	2,0	3,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Gabon	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	4,0	4,0	10,0		1,0	2,0	4,0	7,0
Guinée équatoriale	4,0	0,0	4,0	8,0	2,0	0,0	6,0	8,0		2,0	0,0	4,0	6,0
République Centrafricaine	4,0	4,0	4,0	12,0	1,0	0,0	2,0	3,0		1,0	2,0	2,0	5,0
République Démocratique du Congo	2,0	2,0	0,0	4,0	1,0	2,0	0,0	3,0		1,0	2,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	2,0	0,0	4,0		2,0	0,0	4,0	6,0
Tchad	2,0	0,0	2,0	4,0	2,0	2,0	2,0	6,0		2,0	4,0	0,0	6,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	28,0	18,0	22,0	68,0	10,0	9,0	13,0	32,0	47,1	14,0	17,0	19,0	50,0
Burundi	2,0	0,0	2,0	4,0	1,0	0,0	2,0	3,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Cameroun	4,0	4,0	2,0	10,0	1,0	2,0	0,0	3,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Congo	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	2,0	5,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Gabon	4,0	4,0	2,0	10,0	3,0	3,0	3,0	9,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Guinée équatoriale	2,0	0,0	2,0	4,0	1,0	0,0	2,0	3,0		2,0	0,0	2,0	4,0
République Centrafricaine	4,0	4,0	2,0	10,0	1,0	2,0	0,0	3,0		2,0	4,0	2,0	8,0
République Démocratique du Congo	4,0	2,0	4,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	3,0	1,0	6,0
Sao Tomé-et-Principe	4,0	2,0	4,0	10,0	1,0	0,0	2,0	3,0		2,0	2,0	4,0	8,0
Tchad	2,0	0,0	2,0	4,0	1,0	0,0	2,0	3,0		1,0	0,0	2,0	3,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0

ANNEXE 3.B
REPARTITION DES RESSOURCES PAR DOMAINE
Programmation et utilisation de l'année fiscale 2022 - Programmation de l'année fiscale 2023
(En personnes semaines)

Domaine d'intervention/Pays	Année fiscale 2022									Année fiscale 2023			
	Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)	Ressources programmées			
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total
	Siège	Site			Siège	Site				Siège	Site		
I - MISSIONS													
Régulation et supervision bancaires	12,0	24,0	23,5	59,5	6,0	12,0	12,0	30,0	50,4	13,0	23,0	23,0	59,0
Burundi	3,0	6,0	6,5	15,5	3,0	6,0	6,0	15,0		4,0	8,0	8,0	20,0
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	3,0	6,0	5,0	14,0	1,0	2,0	2,0	5,0		4,0	5,0	5,0	14,0
Sao Tomé-et-Principe	2,0	4,0	4,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Tchad	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	4,0	8,0	8,0	20,0	2,0	4,0	4,0	10,0		4,0	8,0	8,0	20,0
Total Missions	130,0	141,0	182,5	453,5	81,0	113,0	116,0	310,0	68,4	137,0	173,5	206,0	516,5
Domaine d'intervention	Année fiscale 2022									Année fiscale 2023			
	Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)	Ressources programmées			
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total
	Siège	Site			Siège	Site				Siège	Site		
II - SEMINAIRES ET COURS													
Administration douanière	0,5	1,0	2	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	1,0	1	3,0
Administration fiscale	2,0	1,0	3	6,0	0,5	2,0	4,0	6,5		1,0	1,0	1	3,0
Gestion des finances publiques	6,0	6,0	5	17,0	3,0	3,5	1,0	7,5		8,0	8,0	4	20,0
Statistiques des finances publiques	2,0	1,0	1	4,0	2,0	1,0	1,0	4,0		2,0	1,0	1	4,0
Statistiques macroéconomiques	4,0	2,0	1	7,0	2,0	2,0	1,0	5,0		4,0	4,0	4	12,0
Régulation et supervision bancaires	2,5	1,5	1,5	5,5	3,0	2,0	1,5	6,5		3,0	3,0	3	9,0
Total Séminaires et cours	17,0	12,5	13,5	43,0	10,5	10,5	8,5	29,5	68,6	19,0	18,0	14	51,0
TOTAL MISSIONS + SEMINAIRES ET COURS (I+II)	147,0	153,5	196,0	496,5	91,5	123,5	124,5	339,5	68,4	156,0	191,5	220	567,5

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.1 REALISATIONS PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées						
					Conseiller			ECT	HQ	Attachment	Total
Bureau	Site	Total									
Administration douanière	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Poursuite du renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane	25/10-5/11/2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration douanière	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Poursuite du renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane (Atelier pays sur l'évaluation en douane)	21 février au 04 mars 2022	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Rédaction des textes d'application du nouveau Code des Douanes révisé - Projet de texte sur le traitement de la déclaration en douane	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Assistance technique auprès du Comité de suivi de la CEMAC en charge de la préparation des textes d'application du nouveau code des douanes communautaire	22 novembre au 03 décembre 2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0		2,5
Administration douanière	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi et contrôle à destination des marchandises exonérées	16 - 27/08/2021	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration douanière	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mise en oeuvre d'un PPAT pour le controle de la valeur en douane	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration douanière	Guinée équatoriale	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Modernisation de la procedure douanière	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration douanière	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Evaluation du dispositif d'encadrement de l'évaluation en douane (Mission sur les procédures et les techniques)	4 au 13 avril 2022	0,5	0,0	0,5	2,0	0,0	0,0	2,5
Administration douanière	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi et contrôle à destination des marchandises exonérées	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.1 REALISATIONS PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Utilisées						Attachment	Total
					Conseiller			ECT	HQ			
Bureau	Site	Total										
Administration douanière	Sao Tomé-et-Principe	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mise en place d'un bureau d'évaluation en douane	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration douanière	Séminaires régionaux et cours	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Séminaire régional sur la gestion et le contrôle des exonérations et des régimes suspensifs ou sur la mise en place des solutions numérisées	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration douanière	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi et contrôle des exonérations et des régimes suspensifs	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration fiscale	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmation/conduite des contrôles fiscaux (Partie 2)	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	
Administration fiscale	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à la mise en œuvre des procédures numérisées	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	
Administration fiscale	CEMAC	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à la rédaction du projet de livre de procédures fiscales communautaire	17 - 28/05/2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
Administration fiscale	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Informatisation des fonctions fiscales (contrôle et recouvrement)	4 au 15 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à l'élaboration de la stratégie de réformes et notamment la digitalisation et la gestion des industries extractives (Conjointement avec le siège du FMI)	6 - 17/09/2021	0,5	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	2,5	
Administration fiscale	Guinée équatoriale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmation/conduite des contrôles fiscaux	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.1 REALISATIONS PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
					Bureau	Conseiller Site	Total				
Administration fiscale	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Digitalisation des procédures fiscales	17 - 23/07/2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Administration fiscale	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Administration fiscale	Sao Tomé-et-Principe	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Modernisation des procédures fiscales	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Administration fiscale	Séminaires régionaux et cours	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	21 février au 04 mars 2022	0,5	2,0	2,5	4,0	0,0	0,0	6,5
Administration fiscale	Séminaires régionaux et cours	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Séminaire régional sur la mise en place des cadres de gouvernance moderne des administrations fiscales ou sur la numérisation des services et utilisation de la téléphonie mobile dans la région		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Elaboration des programmes de contrôles fiscaux pour identifier les risques émergents	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Burundi	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Evaluation des besoins en assistance technique	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier national sur le renforcement l'analyse de la politique budgétaire	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du Rapport Annuel sur les Risques budgétaires	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.1 REALISATIONS PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées						Total
					Conseiller			ECT	HQ	Attachment	
Bureau	Site	Total									
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organise par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	09 - 12 novembre 2021	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organise par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	7 - 11 juin 2021	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Rédaction d'un projet de guide d'identification, de suivi, de gestion et de reporting des risques budgetaires	16 - 27 aout 2021	1,0	2,0	3,0	4,0	0,0	0,0	7,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Actualisation de la stratégie de gestion des finances publiques avec le département des finances publiques du siège	02 au 19 novembre 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du developpement du modele de cadrage macroéconomique	24/05 - 04/06/2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Suivi et gestion des risques budgétaires	30/08 - 03/09/2021	1,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	2,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Mission de suivi sur la gestion des risques budgétaires	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : La mise en œuvre des réformes de finances publiques les résultats, contraintes et les perspectives	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui methodologique pour l'élaboration du rapport Annuel sur les risques budgétaires	6 - 10/09/2021	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.1 REALISATIONS PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées						
					Conseiller			ECT	HQ	Attachment	Total
					Bureau	Site	Total				
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Guinée équatoriale	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Mission de suivi sur le renforcement de la preparation et de la programmation budgétaire annuelle	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du renforcement du CBMT/CDMT	3 - 14/05/2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0		3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités du modèle de cadrage macroéconomique	12 - 23/07/2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	13 - 17/09/2021	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à une mission de l'Institut de développement des capacités (ICD) sur la programmation et la politique financière (FPP)	22 février - 05 mai 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités du modèle de prévision macrobudgétaire	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Poursuite de l'identification et de la gestion des risques budgétaires	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques	Atelier national sur l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	14 - 18 mars 2022	1,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	2,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Suivi de l'opérationnalisation de l'unité macrobudgétaire	04 - 15 avril 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.1 REALISATIONS PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du developpement du modèle de cadrage macroéconomique	26/07 - 06/08/2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier inter-régional sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives (<i>FARI model</i>)	04 avril - 04 mai 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	<i>Nowcasting GDP in Sub Saharan African Countries (with ATI)</i>	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Amélioration du cadre technique et opérationnel du modèle SIGNET	14 au 25 février 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	16 - 20/08/2021	0,5	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Formation sur l'outil de projection de la dynamique de la dette (DDT) avec ICD - Activité 1	30 Aout - 07 Septembre 2021	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Formation sur l'outil de projection de la dynamique de la dette (DDT) avec ICD - Activité 2	29 novembre - 03 décembre 2021	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Formation sur l'outil de projection de la dynamique de la dette (DDT) avec ICD - Activité 3	18 - 22 avril 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Formation sur la programmation et les politiques financières avec ICD	28 mars au 1 ^{er} avril 2022	0,5	1,0	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.1 REALISATIONS PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
					Bureau	Conseiller Site	Total				
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à l'évaluation de la gestion des investissements publics selon la méthodologie PIMA (Mission du département des finances publiques)	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Révision de la stratégie de réformes des finances publiques avec le département des finances publiques du FMI	22 novembre - 8 décembre 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Budget	Burundi	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui au processus de budgétisation en mode programme	5 au 18 janvier 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Burundi	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Evaluation des besoins en assistance technique	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Budget	Cameroun	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Modernisation de la direction générale du budget avec le département des finances publiques du FMI	2 - 18 mars 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Cameroun	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place de macro processus dans le cadre du contrôle interne budgétaire (Developpement d'un macro processus sur le traitement des salaires)	12 - 25 octobre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Cameroun	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Amélioration de la budgétisation et de la gestion des dépenses de personnel	06 - 19 juillet 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Budget	Cameroun	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la budgétisation sensible au genre (opérationnalisation)	14 - 27 septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Elaboration d'un guide régional de contrôle interne budgétaire	1er février au 30 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.1 REALISATIONS PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)									
					Utilisées						ECT	HQ	Attachment	Total
					Conseiller									
Bureau	Site	Total												
Budget	Congo	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Actualisation de la stratégie de gestion des finances publiques avec le département des finances publiques du siège	2 au 19 novembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0			
Budget	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite des travaux sur le budget programme et les Projets annuels de Performance et la gestion des investissements en AE/CP	28 mars au 8 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0			
Budget	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Projets annuels de Performance et Modalités d'exécution AE/CP	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Budget	Gabon	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui au développement de la comptabilité des matières des cadres de la République Gabonaise auprès de leurs pairs de la République du Cameroun	28 mars au 8 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0			
Budget	Gabon	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de l'appui de l'implémentation du plan d'engagement dans Vectis - Partie 1	7 - 20 septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0			
Budget	Gabon	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la supervision des entités publiques	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Budget	Gabon	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de l'appui de l'implémentation du plan d'engagement dans Vectis - Partie 2	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Budget	Guinée équatoriale	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Revue de la qualité des textes de transposition en droit national des directives de la CEMAC et appui à la définition des dépenses sociales.	5 au 18 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0			
Budget	République Centrafricaine	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Diagnostic des macroprocesus sur l'exécution du budget et la reddition des comptes avec le département des finances publiques du FMI	18 - 28 mars 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0		3,0			

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.1 REALISATIONS PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Utilisées						Attachment	Total
					Conseiller			ECT	HQ			
Bureau	Site	Total										
Budget	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la supervision des entités publiques	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	
Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Evaluation de la gestion des investissements publics avec le département des finances publiques du FMI (PIMA)	28 février au 24 mars 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à une activité du département des finances publiques sur l'actualisation de la stratégie de réformes des finances publiques.	29 novembre - 15 décembre 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Revue qualité des projets annuels de performance et des rapports annuels de performance	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	
Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à la réglementation des finances publiques - Revue des textes	(Activité reportée)			0,0				0,0	
Budget	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite des travaux de mise en place des plans d'engagement des dépenses et de la régulation budgétaire dans le système d'information	18 au 29 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	10ème Edition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Le reporting des dépenses liées à la gestion de la pandémie de la COVID-19		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	
Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur la gestion des investissements publics		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	
Budget	Tchad	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Implémentation de la directive CEMAC (Comptabilité-matière) - Mars 2022	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.1 REALISATIONS PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Budget	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à l'élaboration du projet de loi sur la supervision des entreprises publiques et des autorités administratives indépendantes	22 novembre au 05 décembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Burundi	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Evaluation des besoins en assistance technique	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Cameroun	Ameliorer la gestion des actifs et des passifs	Amelioration de la gestion de la trésorerie et du CUT	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Cameroun	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Amélioration du système de comptabilité de l'Etat	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à l'élaboration d'un projet de guide du contrôle interne comptable de l'Etat	24 - 30 mai 2021	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0		3,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Congo	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration de guide operationnels des normes comptables de l'Etat	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Congo	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Actualisation de la stratégie de gestion des finances publiques avec le département des finances publiques du siège	2 au 19 novembre 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	CICE (Phase 1) : Elaboration de trois projets d'instruction comptable sur : (i) le bilan d'ouverture; (ii) les états financiers; et (iii) les actifs non financiers et financiers	7 - 18 juin 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	CICE (Phase 2) : Elaboration de trois projets d'instruction comptable sur : (i) les composantes de la trésorerie; (ii) les charges, stocks et dettes non financières; et (iii) les produits et créances de l'actif circulant	27 Septembre - 08 Octobre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.1 REALISATIONS PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
					Bureau	Conseiller Site	Total				
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration d'un guide de fonctionnement des comptes de l'Etat	17 - 28 janvier 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	CICE (Phase 3) : Elaboration de trois projets d'instruction comptable sur : (i) les composantes de la trésorerie; (ii) les charges, stocks et dettes non financières; et (iii) les produits et créances de l'actif circulant	15 - 26 novembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : La mise en œuvre des réformes de finances publiques les résultats ,contraintes et les perspectives	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Gestion de la trésorerie et mise en oeuvre du compte unique du trésor	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Guinée équatoriale	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Elaboration du plan comptable détaillé de l'Etat et mise en cohérence avec la NBE	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Centrafricaine	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Rédaction du guide de fonctionnement des comptes de l'Etat	3 au 14 janvier 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Centrafricaine	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Appui à l'optimisation de la mise en œuvre du compte unique du Trésor	7 au 18 mars 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Démocratique du Congo	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Revue de la qualité des manuels de procédures comptables	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à l'élaboration d'un plan comptable de l'Etat	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.1 REALISATIONS PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)									
					Utilisées						ECT	HQ	Attachment	Total
					Conseiller									
Bureau	Site	Total												
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire sur les normes IPSAS pour la bonne mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés	16 février 2022	1,0	0,5	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5			
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire inter-régional virtuel avec AFW1 sur la transition à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale	12 au 14 avril 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0			
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Tchad	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui à la conception des états d'élaboration des états financiers pour la détermination du résultat de l'exercice et pour la détermination du résultat budgétaire	Mai - Juillet 2021	1,0	4,0	5,0	0,0	0,0		5,0			
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Tchad	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0			
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Réviser la circulaire n° 24/2019, relative aux exigences de communication financière et de transparence préconisées dans le dispositif de Bâle, et former les superviseurs bancaires	31 janvier - 25 mars 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0			
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Former les superviseurs bancaires aux récentes évolutions du dispositif de Bâle, évaluer le niveau de conformité de la BRB et déterminer une feuille de route pour combler les écarts	31 janvier - 25 mars 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0			
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Mettre en place un cadre réglementaire pour l'évaluation du capital économique des établissements de crédit : (i) élaborer un projet de circulaire relative à ICAAP ; (ii) élaborer des directives sur les exigences minimales en matière de stress tests pour les établissements de crédit	15 - 28 mars 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0			
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Développer une méthodologie de contrôle sur place des risques de marché dans le secteur bancaire	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Poursuivre l'appui à la mise en œuvre des actions du plan stratégique relatif à la supervision basée sur les risques	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.1 REALISATIONS PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées						
					Conseiller			ECT	HQ	Attachment	Total
Bureau	Site	Total									
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Aider le groupe de travail sur la liquidité (WGL), créé dans le cadre du projet de mise en œuvre de Bâle II/III, à examiner et à aligner son projet de règlement sur le ratio de liquidité à court terme (LCR) avec le cadre de Bâle	23 février au 29 mars 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Appui à la transposition du cadre de Bale – Net Stable Funding Ratio.	11 au 29 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Réviser l'instruction n° 16 de la BCC sur la classification et le provisionnement des créances, afin de l'aligner sur IFRS 9 et de renforcer le processus d'évaluation de l'adéquation du provisionnement des créances non performantes	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Former les superviseurs bancaires au contrôle sur place du risque informatique dans le secteur bancaire (atelier de formation reporté de FY21) Faire un point d'étape sur la feuille de route relative au Pilier 2 (ICAAP/LAAP) avec un rappel de formation.	31 janvier au 04 février 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Réviser l'instruction n° 14 de la BCC sur les ratios prudentiels, avec un focus sur la liquidité et la transformation des établissements de crédit, afin de transposer les ratios LCR/NSFR (Bâle III)	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	Sao Tomé-et-Principe	Développer et renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Réviser l'ensemble des règlements (NAP) relatifs aux normes et aux règles de gestion du risque de crédit (partie 1) => à confirmer	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	Sao Tomé-et-Principe	Développer et renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Réviser l'ensemble des règlements (NAP) relatifs aux normes et aux règles de gestion du risque de crédit (partie 2) => à confirmer	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Présenter et discuter le thème suivant "La régulation et la supervision du risque de liquidité et de financement dans le secteur bancaire, selon l'approche basée sur les risques"	15 au 21 décembre 2021	1,0	1,0	2,0	1,5	0,0	0,0	3,5
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Séminaire Régional sur les approches émergentes pour la prise en compte des risques climatiques	20 octobre 2021	1,0	0,5	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.1 REALISATIONS PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées						
					Conseiller			ECT	HQ	Attachment	Total
Bureau	Site	Total									
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	L'adaptation de la supervision bancaire un an après le début de la pandémie Covid-19 : bilan de la mise en œuvre des mesures spéciales, évaluation des risques, ajustement de la politique de supervision, perspectives de sortie de crise	25 - 27 mai 2021	1,0	0,5	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
Statistiques des finances publiques	Burundi	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Poursuite de l'appui technique visant la mise à jour du TOFEs selon le MSFP 2014, en complétant la série statistique de 2018-2020	21 janvier - 04 février 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Burundi	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Reprise de l'appui technique aux autorités burundaises dans le domaine des statistiques des finances publiques et mise à jour des SFP par l'élaboration des TOFE de 2015-2017	14 - 25 Juin 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Elaboration des TOFE format Directive du TOFE CEMAC, pour l'exercice 2020 (base annuelle)	04 - 15 avril 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Statistiques des finances publiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Production du TOFE annuel base MSFP 2014 pour l'exercice 2020 et mise à jour des TOFEs incomplets pour 2017, 2018 et 2019	18 - 29 Octobre 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Formation des cadres en charge de la production du TOFE sur la procédure d'élaboration des statistiques sur base des transactions non monétaires pour tous les sous-secteurs de l'ensemble des administrations publiques	18 - 29 octobre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Statistiques des finances publiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Formation des cadres gabonais sur les principes fondamentaux du MSFP 2014	28 février - 11 mars 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Elaboration du TOFE de 2020 et appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques	11 - 22 avril 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Formation des nouveaux membres de la Commission TOFE sur la méthodologie du MSFP 2014, et mise à jour des tableaux de passage au MSFP 2014	27 septembre - 08 octobre 2021	1,0	0,0	1,0	4,0	0,0	0,0	5,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.1 REALISATIONS PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées						
					Conseiller			ECT	HQ	Attachement	Total
Bureau	Site	Total									
Statistiques des finances publiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques des finances publiques (TOFE), jusqu'à l'exercice 2020, en assurant de la cohérence historique statistique avec l'ancien format de TOFE, au travers d'une table de passage entre les deux	19 - 30 Juillet 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales.	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Statistiques des finances publiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Poursuite des travaux de mise à jour des statistiques des finances publiques en élaborant les TOFEs de 2019 et 2020	05 - 16 juillet 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques des finances publiques jusqu'en 2020 (administration centrale et budgétaire) et extension de la couverture au reste des sous-secteurs des administrations publiques	15 - 26 novembre 2021	2,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques des finances publiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional sur le traieiment des transactions relatives à la protection sociale, selon la Manuel des Statistiques des Finances Publiques 2014 (MSFP 2014)	25 - 29 avril 2022	2,0	1,0	3,0	1,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques des finances publiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la compilation du TOFE couvrant l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) pour 2020	16 - 27 Aout 2021	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	Burundi	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	17 - 28 mai 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux sur les comptes financiers	19 - 28 juillet 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au renforcement de la coherence des comptes annuels rebasés et les comptes trimestriels	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.1 REALISATIONS PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
					Bureau	Conseiller Site	Total				
Statistiques macroéconomiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à l'INS dans l'élaboration des Comptes Nationaux Annuels (CNA) de 2020 avec un accent particulier sur l'utilisation de la nouvelle série des indices des prix à la consommation	13 - 24 septembre 2021	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Statistiques macroéconomiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Formation sur le passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	25 Novembre - 01 Décembre	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base. Poursuite des travaux de mise en place de la série complète des CNA 2001 - 2019 selon l'ancienne base (2001)	15 novembre au 01 décembre 2021	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au renforcement de la coherence des comptes annuels rebasés et les comptes trimestriels	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Mise en place de la première série des comptes nationaux trimestriels pour la période 2016 (trimestre 1) - 2021 (trimestre 2).	2 - 13 Aout 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	24 mai - 04 juin 2021	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0		3,0
Statistiques macroéconomiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux CNT et au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux comptes nationaux annuels et aux CNT	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.1 REALISATIONS PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées			ECT	HQ	Attachement	Total
					Bureau	Conseiller Site	Total				
Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la mise en place de la série du PIB pour la période 2008-2020	15 - 28 juillet 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux comptes nationaux annuels et aux CNT	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Renforcer la capacité des comptables nationaux à utiliser la méthode d'échantillonnage apparié réduit (EAR)	30 juin - 06 juillet 2021	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Renforcer la capacité des comptables nationaux à utiliser les données des déclarations fiscales (DSF)	29 juillet - 04 août 2021	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à l'élaboration des comptes nationaux trimestriels cohérents avec les comptes nationaux annuels	30 Août - 10 Septembre 2021	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
					91,5	123,5	215,0	124,5	0,0	0,0	339,5



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2023)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Prévues			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachement	Total
Administration douanière	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	Septembre 2022	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration douanière	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Poursuite du renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane	24 octobre - 04 novembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Administration douanière	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en place des plans et des outils du contrôle de la valeur en douane	06 - 17 mars 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Développement d'une réglementation concernant l'application de l'article 156.4 du Code Communautaire de la douane de la CEMAC - Contenu de la déclaration de la valeur	07 -17 juin 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Assistance du Comité douane de la CEMAC dans la consolidation de son cadre légal	18 - 22 juillet 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Appui à la définition des procédures douanières intra CEMAC	07 - 17 mars 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Administration douanière	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Développement de procédures opérationnelles standards pour les exonérations et les régimes suspensifs	5 - 16 septembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Administration douanière	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la vérification de l'application des taux de droits et taxes conformément à la législation en vigueur	14 - 24 juin 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Administration douanière	Guinée équatoriale	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement du contrôle de la valeur en douane	27 septembre - 07 octobre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Administration douanière	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Support à l'optimisation du processus d'importation douanier (Douala, Beloko, Bangui)	02 - 11 Août 2022	1,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	2,0
Administration douanière	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi de l'implémentation du processus d'évaluation en douane et de l'automatisation de la procédure d'évaluation en douane	05 - 09 décembre 2022	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2023)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)							
					Conseiller			Prévues				
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachement	Total	
Administration douanière	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la maîtrise les exonérations et les régimes suspensifs	05 - 15 juillet 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0	
Administration douanière	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la planification et à la mise en œuvre de la réforme douanière	6 - 17 février 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0	
Administration douanière	Sao Tomé-et-Principe	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Amélioration du ciblage et du controle de certaines marchandises à risque particulier (sous évaluation / TVA / Fraude fiscale)	18 - 28 octobre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0	
Administration douanière	Séminaires régionaux et cours	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Séminaire régional sur le suivi des exonérations et des régimes suspensifs	8 - 12 août 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0	
Administration douanière	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi et contrôle des exonérations et des régimes suspensifs via Asycuda	24 mai - 03 juin 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0	
Administration douanière	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Interconnectivité transit ; Suivi et contrôle de cette procédure	13 - 17 juin 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0	
Administration fiscale	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	Septembre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
Administration fiscale	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à la mise en place d'un plan d'amélioration de la discipline fiscale.	6 - 17 février 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Administration fiscale	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Modernisation de la collecte des impôts et taxes	6 - 18 Février 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0	
Administration fiscale	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Thème à définir	13 - 24 Février 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Administration fiscale	CEMAC	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Participation à la validation du projet de livre de procédures fiscales communautaire	4 - 8 juillet 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0	



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2023)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)							
					Conseiller			Prévues				
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachement	Total	
Administration fiscale	CEMAC	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Participation aux ateliers de validation du projet de livre de procédures fiscales communautaire	14 - 25 novembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Administration fiscale	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Poursuite de la modernisation des procédures fiscales	12 - 23 septembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Définition des méthodologies d'évaluation des arriérés d'impôts et la mise en place d'indicateurs clés de performance	6 - 17 février 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la collaboration douanes et impôts	7 - 18 novembre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Révision du cadre juridique relatif à l'utilisation de la taxe mobile	6 - 17 mars 2023	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
Administration fiscale	Guinée équatoriale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Thème à définir	28 novembre - 09 décembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0	
Administration fiscale	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Identification des besoins et des priorités en renforcement des capacités	13 - 24 juin 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
Administration fiscale	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Optimisation des procédures fiscales	17 - 28 octobre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0	
Administration fiscale	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mise en place de la coopération douanes et impôts	17 - 28 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
Administration fiscale	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Développement d'un plan d'amélioration du civisme fiscal des moyens contribuables	05 - 16 décembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0	
Administration fiscale	Sao Tomé-et-Principe	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmation des audits fiscaux	27 juin - 08 juillet 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0	



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2023)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)							
					Conseiller			Prévues				
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachement	Total	
Administration fiscale	Séminaires régionaux et cours	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Gouvernance et transparence de l'administration fiscale	10 - 17 mars 2023	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0	
Administration fiscale	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Elaboration des programmes de contrôles fiscaux pour identifier les risques émergents	14 -25 novembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Burundi	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	03 - 20 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Burundi	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement du modèle de prévision macroéconomique	Décembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	11 - 22 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	4,0	0,0	0,0	7,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organise par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	6 - 18 Juin 2022	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organise par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	Novembre 2022	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation aux séminaires régionaux de la CEMAC et élaboration des guides et manuels régionaux	Avril 2023	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique	02 - 13 mai 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Suivi et gestion des risques budgétaires	12 - 23 septembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Suivi des outils d'évaluation et de gestion des risques budgétaires	13 - 24 juin 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2023)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Prévues			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachement	Total
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Allocations budgétaires pour les objectifs de développement durable (ODD 3, 4, 5, 6, 7, 9)	07 - 11 novembre 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Guinée équatoriale	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement de la préparation et de la programmation budgétaire annuelle	Janvier 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à une mission de l'Institut de développement des capacités (ICD) sur la programmation et la politique financière (FPP)	Juillet 2022	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à une mission de l'Institut de développement des capacités (ICD) sur la programmation et la politique financière (FPP)	Novembre 2022	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à une mission de l'Institut de développement des capacités (ICD) sur la programmation et la politique financière (FPP)	Février 2023	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Passifs implicites des entreprises publiques et garanties (avec DMF et FAD)	Juin 2022	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Passifs implicites des entreprises publiques et garanties (avec DMF et FAD)	Janvier 2023	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du renforcement du CBMT/CDMT	06 - 17 février 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités du modèle de cadrage macroéconomique MQC-RCA	30 mai - 10 juin 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Mise à niveau du modèle de prévisions macrobudgétaires (Mission 1)	06 - 17 juin 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Mise à niveau du modèle de prévisions macrobudgétaires (Mission 2)	Janvier 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2023)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Prévues			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachement	Total
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Mise à niveau du modèle de prévisions macrobudgétaires (Mission 3)	Mars 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Poursuite de l'identification et du suivi des risques budgétaires	Septembre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des prévisions budgétaires	Aout 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Élaboration d'un modèle de prévision budgétaire infra-annuel	Mars 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Mars 2023	1,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	2,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Nowcasting GDP in Sub Saharan African Countries (with ATI)	Février 2023	1,0	2,0	3,0	1,0	0,0	0,0	4,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier régional sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives (Modèle FARI)*	4 - 8 juillet 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier régional sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives (Modèle FARI)*	3 - 7 avril 2023	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	10ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Bilan et perspectives	04 - 06 juillet 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Amélioration du cadre technique et opérationnel du modèle SIGNET	Octobre 2022	1,0	1,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	Septembre 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2023)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)							
					Conseiller			Prévues				
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachement	Total	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à l'évaluation de la gestion des investissements publics selon la méthodologie PIMA (Mission du département des finances publiques)	30 mai - 24 juin 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
Budget	Burundi	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Amélioration de la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques	11 - 24 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Budget	Burundi	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la budgétisation en mode programme	05 - 16 septembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Budget	Burundi	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	03 - 20 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
Budget	Cameroun	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la réorganisation de la Direction de la normalisation de la comptabilité des matières	02 - 15 aout 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Budget	Cameroun	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Examen de la qualité du rapport sur la budgétisation sensible au genre pour le budget 2023	06 - 19 septembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Budget	Cameroun	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Budgétisation des plafonds d'emplois	06 - 17 mars 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Budget	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation aux séminaires régionaux de la CEMAC et élaboration des guides et manuels régionaux	Avril 2023	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0	
Budget	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la codification des projets des investissements publics	16 - 29 aout 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0	
Budget	Congo	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Amélioration de la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques	07 - 20 juin 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Budget	Gabon	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Développement de la classification fonctionnelle pour le budget 2023	14 -25 novembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0	



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2023)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Prévues			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachement	Total
Budget	Gabon	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de l'appui de l'implémentation du plan d'engagement dans VECTIS pour le budget 2023	10 - 23 mai 2022	1,0	1,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Budget	Gabon	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à l'actualisation du plan d'engagement dans VECTIS pour le budget 2023	7 - 20 mars 2023	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Budget	Gabon	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la transposition de la directive CEMAC sur la comptabilité des matières	10 - 21 octobre 2022	1,0	1,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Budget	Guinée équatoriale	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la procédure de préparation du budget	13 - 24 mars 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Guinée équatoriale	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Poursuite de l'implémentation des directives CEMAC (Nomenclature du budget de l'Etat - NBE et définition des dépenses sociales	04 - 15 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	République Centrafricaine	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Amélioration de l'exécution budgétaire	01 -12 aout 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Développement des outils de supervision des entreprises publiques	05 - 16 septembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier sur la crédibilité du budget à l'assemblée nationale	26 - 30 septembre 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Suivi des recommandations du PIMA	Juin 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la gestion des arriérés et stratégie d'apurement	05 - 16 décembre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la supervision des entités et entreprises publiques	13 - 24 mars 2023	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2023)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Prévues			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachement	Total
Budget	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à l'élaboration du plan d'engagement du budget 2023 dans le système d'information	12 - 23 décembre 2022	1,0	1,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Budget	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à l'actualisation du plan d'engagement du budget 2023 dans le système d'information	06 - 17 mars 2023	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	10ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Bilan et perspectives	04 - 06 juillet 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire interrégional avec AFRITAC Ouest 1 sur la budgétisation des recettes affectées	13 - 15 Février 2023	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Budget	Tchad	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Implémentation de la directive CEMAC sur la comptabilité-matière	15 -28 février 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Tchad	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Budgétisation des plafonds d'emplois	13 - 22 septembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier de validation du projet de loi sur les entreprises publiques et les autorités administratives indépendantes	25 - 29 juillet 2022	1,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	2,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Burundi	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Adaptation du cadre comptable à la mise en oeuvre de la comptabilité d'exercice	Novembre - Décembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Burundi	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	03 - 20 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Cameroun	Ameliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la gestion de la trésorerie et du fonctionnement du compte unique du trésor	06 - 17 février 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Cameroun	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Amélioration du système de comptabilité de l'Etat	06 -17 mars 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2023)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)							
					Conseiller			Prévues				
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachement	Total	
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation aux séminaires régionaux de la CEMAC et élaboration des guides et manuels régionaux	Avril 2023	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0	
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	CEMAC	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration d'un projet de guide régional sur la déconcentration de la fonction comptable au sein de l'Etat	Septembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Congo	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration d'une cartographie des risques comptables	Février 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Ameliorer la gestion des actifs et des passifs	Puorsuite de la mise en oeuvre du compte unique du trésor	Mars 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Ameliorer la gestion des actifs et des passifs	Mise en place d'un compte séquestre TVA	30 mai - 10 juin 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Guinée équatoriale	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration du plan comptable détaillé de l'Etat et mise en cohérence avec la nomenclature budgétaire	Avril 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Centrafricaine	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à l'élaboration d'une charte de réorganisation de la DGTCP	Novembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Démocratique du Congo	Ameliorer la gestion des actifs et des passifs	Appui à la mise en place d'un cadre réglementaire délimitant le périmètre et la structure du compte unique du trésor	Mars 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Démocratique du Congo	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Revue de la qualité des projets de décrets portant manuels des procédures de comptabilisation des recettes et des dépenses - Phase 1	Février 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Démocratique du Congo	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui à la production d'un guide de fonctionnement des comptes de l'Etat	Juillet 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Démocratique du Congo	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui à la production de la nomenclature des comptes du plan comptable de l'Etat	Juin 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2023)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Prévues			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachement	Total
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui à l'élaboration d'un plan comptable de l'Etat	Avril 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	10ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Bilan et perspectives	04 - 06 juillet 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Tchad	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration d'un référentiel de gouvernance du contrôle interne comptable de l'Etat	24 janvier au 4 février 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Révision du règlement prudentiel n° 24 sur l'information réglementaire (Pilier 3 du Cadre de Bâle)	7 - 18 novembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maitrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Implémentation de la norme IFRS 9	13 - 24 juin 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Appui au développement du cadre réglementaire (règlement prudentiel, état de reporting) et assistance à la mise en œuvre (réalisation de l'étude d'impact et calibrage des paramètres) du ratio structurel de liquidité à long terme (Net Stable Funding Ratio de Bale III)	1 - 12 aout 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Appui au développement du cadre réglementaire (règlement prudentiel, état de reporting) et assistance à la mise en œuvre (réalisation de l'étude d'impact et calibrage des paramètres) du risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (IRBBB) et délimitation du portefeuille	06 - 17 février 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Poursuivre l'appui à la mise en œuvre des actions du plan stratégique relatif à la supervision basée sur les risques	30 mai - 10 juin 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Poursuivre l'appui à la mise en œuvre des actions du plan stratégique relatif à la supervision basée sur les risques	05 -16 décembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Actualisation de la réglementation prudentielle	06 - 17 mars 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Actualisation de la réglementation prudentielle	29 aout - 09 septembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2023)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Prévues			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachement	Total
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Développement d'une méthodologie de contrôle sur site du risque de crédit (focus sur la revue des dossiers de crédit)	16 - 27 mai 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Assistance méthodologique pour la réalisation d'une inspection pilote sur l'examen des dossiers de crédit, l'évaluation de la classification des actifs et l'adéquation du provisionnement.	15 - 26 aout 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Assistance méthodologique pour la réalisation d'une inspection pilote sur les risques informatiques	21 novembre - 02 décembre 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Élaboration d'une réglementation complète sur les parties liées	Juin 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	Sao Tomé-et-Principe	Objectif à définir avec les autorités	Thème à définir ultérieurement avec les autorités	14 - 25 novembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	N/A	Les pratiques émergentes en matière de supervision du risque climatique	Février - Avril 2023	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	N/A	La réglementation et la supervision des activités bancaires numériques et des institutions de paiement	Mars 2023	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	N/A	Inclusion du genre dans la supervision financière	Novembre 2022 - Janvier 2023	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Burundi	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Elaboration du TOFE de l'exercice 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs	23 mai - 03 juin 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Burundi	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public selon le guide aux utilisateurs de 2013	06 - 17 mars 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Elaboration du TOFE de l'exercice 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs	03 - 14 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2023)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)							
					Conseiller			Prévues				
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachement	Total	
Statistiques des finances publiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mission de suivi sur la production des statistiques des finances publiques / Formation (rappels méthodologiques) des cadres en charge de la production du TOFE sur la procédure d'élaboration des statistiques de la sécurité sociale et des collectivités locales, ainsi que leur consolidation dans l'ensemble des administrations publiques	5 - 16 septembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Statistiques des finances publiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des SFP pour l'exercice 2021 et poursuite du chantier de l'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	26 septembre - 07 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	4,0	0,0	0,0	7,0	
Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de 2020 à 2021 et poursuite du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	05 - 16 décembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0	
Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public selon le Guide aux utilisateurs de 2013	07 - 18 février 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0	
Statistiques des finances publiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	6 - 17 juin 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Statistiques des finances publiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	11 - 22 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
Statistiques des finances publiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des SFP pour l'exercice 2021 et poursuite du chantier de l'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	29 août - 09 septembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0	
Statistiques des finances publiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public selon le guide aux utilisateurs de 2013	06 - 17 février 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0	
Statistiques des finances publiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional sur le traitement des autres flux financiers et des transactions non monétaires dans le TOFE	25 - 28 avril 2023	2,0	1,0	3,0	1,0	0,0	0,0	4,0	
Statistiques des finances publiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Revue et validation de la série de TOFEs de 2017 à 2020 - Elaboration du TOFE de 2021	30 mai - 10 juin 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
Statistiques des finances publiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques et Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public selon le guide aux utilisateurs de 2013	31 janvier - 10 février 2023	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2023)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)							
					Conseiller			Prévues				
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachement	Total	
Statistiques macroéconomiques	Burundi	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Atelier pays sur le rebasage du PIB et le backcasting	01 - 16 décembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux sur les comptes sectoriels	13 - 24 mars 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0	
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux sur les comptes nationaux	09 - 25 mai 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
Statistiques macroéconomiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux comptes nationaux annuels et aux comptes nationaux trimestriels	25 juillet - 12 août 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Statistiques macroéconomiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au renforcement de la coherence des comptes annuels rebasés et les comptes trimestriels	13 - 31 mars 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Statistiques macroéconomiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux comptes nationaux trimestriels et au passage au système de comptabilité nationale 2008 avec changement d'année de base	18 - 31 août 2022	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0	
Statistiques macroéconomiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	26 mai - 09 juin 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
Statistiques macroéconomiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Atelier sur les CNT et au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	03 -14 avril 2023	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Statistiques macroéconomiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Atelier sur l'élaboration des comptes nationaux annuels et des comptes nationaux trimestriels	20 juin - 08 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
Statistiques macroéconomiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Atelier sur le passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	05 - 09 décembre 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0	
Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à l'élaboration des comptes nationaux annuels	13 - 24 Février 2023	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0	



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

3.B.2 PROGRAMME DE TRAVAIL PAR DOMAINE (ANNEE FISCALE 2023)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)						
					Prévues						
					Conseiller			ECT	HQ	Attachment	Total
Bureau	Site	Total									
Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Atelier sur les techniques d'élaboration des comptes nationaux annuels et des comptes nationaux trimestriels	18 - 31 août 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur les comptes financiers et les comptes nationaux annuels	24 octobre - 04 novembre 2022	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur l'utilisation de la balance commerciale et des paiements dans l'élaboration des comptes nationaux annuels	6 -17 juin 2022	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de rebasage du PIB et de backcasting	5 - 16 décembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
					156,0	191,5	347,5	220,0	0,0	0,0	567,5



ANNEXE 4
Séminaires régionaux, apprentissage entre pairs et cours - Programme de l'année fiscale 2022

Número d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Contact
Séminaires régionaux								
1	Administration douanière	Séminaire régional sur la gestion et le contrôle des exonérations et des régimes suspensifs ou sur la mise en place des solutions numérisées	Tous les pays membres	20	Présentiel	T4	Mars 2022	Hasina Rakotondrainibe - Hrakotondrainibe@imf.org
2	Administration fiscale	Séminaire régional sur la mise en place des cadres de gouvernance moderne des administrations fiscales ou sur la numérisation des services et utilisation de la téléphonie mobile dans la région		20	Présentiel	T4	Février 2022	Hasina Rakotondrainibe - Hrakotondrainibe@imf.org
3	Gestion des finances publiques	10 ^{ème} Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : La mise en œuvre des réformes de finances publiques les résultats, contraintes et les perspectives		20	Virtuel	T4	18 - 23 avril 2022	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
4	Gestion des finances publiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur l'informatisation de la gestion budgétaire et comptable		20	Virtuel	T4	7 - 12 février 2022	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
5	Gestion des finances publiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur l'état d'avancement des réformes comptables en zones CEMAC et UEMOA		20	Virtuel	T4	21 - 25 février 2022	Blaise Yehouenou - Byehouenou@imf.org
6	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaire régional sur le thème : « Modeles de previsions de recettes issues de l'exploitation des ressources naturelles _FARI Model»		20	Virtuel	T3	10 - 14 janvier 2022	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
7	Statistiques des finances publiques	Séminaire régional sur le traitement des cas-limites (transactions et sectorisation)		20	Virtuel	T4	25 - 29 avril 2022	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org
8	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la capacité des comptables nationaux à utiliser la méthode d'échantillonnage apparié réduit (EAR)		20	Virtuel	T1	24 - 28 mai 2021	Sébastien Manzi - SManzi@imf.org



ANNEXE 4
Séminaires régionaux, apprentissage entre pairs et cours - Programme de l'année fiscale 2022

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Contact
Séminaires régionaux								
9	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la capacité des comptables nationaux à utiliser les données des déclarations fiscales (DSF)	Tous les pays membres	20	Virtuel	T1	26 - 30 juillet 2021	Sébastien Manzi - SManzi@imf.org
10	Régulation et supervision bancaires	L'adaptation de la supervision bancaire un an après le début de la pandémie Covid-19 : bilan de la mise en œuvre des mesures spéciales, évaluation des risques, ajustement de la politique de supervision, perspectives de sortie de crise	BEAC, COBAC, BRB, BCC, BCSTP	20	Virtuel	T1	26 - 27 mai 2021	Alexis Boher - ABoher@imf.org
11	Régulation et supervision bancaires	La régulation et la supervision du risque de liquidité et de financement dans le secteur bancaire, selon l'approche basée sur les risques	BEAC, COBAC, BRB, BCC, BCSTP	20	Virtuel	T3	24 - 28 janvier 2022	Alexis Boher - ABoher@imf.org
Apprentissage entre pairs								
1	Gestion des finances publiques	Tenue de la comptabilité matière	Gabon	15	Virtuel	T4	Avril 2022	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
Cours								
1	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Tous les pays membres	15	Virtuel	T4	Mars 2022	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
2	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Nowcasting GDP in Sub Saharan African Countries	Tous les pays membres	15	Virtuel	T4	7 - 18 février 2022	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 4

Séminaires régionaux, apprentissage entre pairs et cours - Réalisations de l'année fiscale 2022

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Date	Nombre de participants	Contact
Séminaires régionaux					
1	Gestion budgétaire	Séminaire interrégional avec AFRITAC Ouest 1 sur la gestion des investissements publics	1 ^{er} - 3 février 2022	40	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
2	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaire interrégional conjoint IPSAS avec AFRITAC Ouest 1 sur l'état d'avancement des réformes comptables dans les zones CEMAC et UEMOA*	16 février 2022	30	Blaise Yehouenou - Byehouenou@imf.org
3	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaire interrégional conjoint avec AFRITAC Ouest 1 sur la transition à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale	12 - 14 avril 2022	50	Blaise Yehouenou - Byehouenou@imf.org
N/A	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaire sur la conjoncture au premier semestre 2021 et la prévision économique à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, en RDC, au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé-et-Principe, à Djibouti et à Madagascar	7 - 11 juin 2021	20	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
N/A	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaire sur la conjoncture au second semestre 2021 et les prévisions macroéconomiques à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, en RDC, au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé-et-Principe, à Djibouti et à Madagascar	9 - 12 novembre 2021	20	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
4	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Ateliers conjoints interrégionaux avec AFRITAC Ouest 1 sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives (Modèle FARI)*	4 - 29 avril 2022	30	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 4

Séminaires régionaux, apprentissage entre pairs et cours - Réalisations de l'année fiscale 2022

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Date	Nombre de participants	Contact
Séminaires régionaux					
5	Statistiques des finances publiques	Séminaire régional sur le traitement des transactions relatives à la protection sociale, selon la Manuel des Statistiques des Finances Publiques 2014 (MSFP 2014)	25 - 29 avril 2022	40	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org
6	Statistiques macroéconomiques	Séminaire de renforcement des capacités des comptables nationaux à utiliser la méthode d'échantillonnage apparié réduit (EAR)	30 juin - 06 juillet 2021	20	Sébastien Manzi - SManzi@imf.org
7	Statistiques macroéconomiques	Séminaire de renforcement des capacités des cadres dans l'utilisation des données des sources administratives	28 juillet - 04 août 2021	20	
8	Régulation et supervision bancaires	Séminaire interrégional avec AFRITAC Ouest 1 sur les mesures spéciales de supervision bancaire en période de pandémie de la COVID 19 et la préparation des autorités à la sortie de crise	25 - 27 mai 2021	20	Didier Marc Casier - DCasier@imf.org
9	Régulation et supervision bancaires	Séminaire interrégional avec AFRITAC Ouest 1 en supervision et réglementation bancaires sur les approches émergentes pour la prise en compte des risques climatiques	20 octobre 2021	20	Didier Marc Casier - DCasier@imf.org
10	Régulation et supervision bancaires	Séminaire interrégional avec AFRITAC Sud portant sur la régulation et la supervision du risque de liquidité et du risque de financement selon l'approche basée sur les risques	15 - 21 décembre 2021	20	Didier Marc Casier - DCasier@imf.org



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 4

Séminaires régionaux, apprentissage entre pairs et cours - Réalisations de l'année fiscale 2022

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Date	Nombre de participants	Contact
Apprentissages entre pairs					
1	Gestion budgétaire	Appui au développement de la comptabilité des matières des cadres de la République Gabonaise auprès de leurs pairs de la République du Cameroun	28 mars - 08 avril 2022	50	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
Cours					
1	Administration fiscale	Cours à distance sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	15 - 26 novembre 2021	20	Hasina Rakotondrainibe - Hrakotondrainibe@imf.org



ANNEXE 4
Séminaires régionaux, apprentissage entre pairs et cours - Programme de l'année fiscale 2023

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Contact
Séminaires régionaux								
1	Administration douanière	Séminaire régional sur le suivi des exonérations et des régimes suspensifs	Tous les pays membres	25	Présentiel	T2	8 - 12 août 2022	Bernard Zbinden - Bzbinden@imf.org
2	Administration fiscale	Gouvernance et transparence de l'administration fiscale	Tous les pays membres	25	Présentiel	T4	Mars 2023	Hasina Rakotondrainibe - Hrakotondrainibe@imf.org
3	Gestion budgétaire	10 ^{ème} Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Bilan et perspectives	Tous les pays membres	25	Présentiel	T1	04 - 06 Juillet 2022	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
4	Gestion budgétaire	Séminaire interrégional avec AFRITAC Ouest 1 sur la budgétisation des recettes affectées	Tous les pays membres	25	Distanciel	T4	13 - 15 Février 2023	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
5	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Atelier régional sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives (Modèle FARI)*	Tous les pays membres	20	Présentiel	T1	4 - 8 juillet 2022	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
6	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Atelier régional sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives (Modèle FARI)*	Tous les pays membres	20	Présentiel	T4	3 - 7 avril 2023	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
N/A	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaire sur la conjoncture au premier semestre 2021 et les prévisions macroéconomiques à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, en RDC, au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé-et-Principe, à Djibouti et à Madagascar	Tous les pays membres	-	Distanciel	T1	Juin 2022	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
N/A	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaire sur la conjoncture au second semestre 2021 et les prévisions macroéconomiques à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, en RDC, au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé-et-Principe, à Djibouti et à Madagascar	Tous les pays membres	-	Présentiel	T3	Novembre 2022	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org

ANNEXE 4
Séminaires régionaux, apprentissage entre pairs et cours - Programme de l'année fiscale 2023

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Contact
7	Statistiques des finances publiques	Traitement des autres flux financiers et des transactions non monétaires dans le TOFE	Tous les pays membres	Pas de limite	Distanciel	T4	24 - 28 Avril 2023	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org
8	Statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur les comptes financiers et les comptes nationaux annuels	Tous les pays membres	Pas de limite	Distanciel	T2	24 octobre - 04 novembre 2022	Sébastien Manzi - SManzi@imf.org
9	Statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur l'utilisation de la balance commerciale et des paiements dans l'élaboration des comptes nationaux annuels	Tous les pays membres	Pas de limite	Distanciel	T1	6 -17 juin 2022	Sébastien Manzi - SManzi@imf.org
10	Régulation et supervision bancaires	Les pratiques émergentes en matière de supervision du risque climatique	BEAC, COBAC, BRB, BCC, BCSTP	Pas de limite	Distanciel	T4	Février - Avril 2023	Didier Marc Casier - Dcasier@imf.org
11	Régulation et supervision bancaires	Inclusion du genre dans la supervision financière		Pas de limite	Distanciel	T3	Novembre 2022 - Janvier 2023	Didier Marc Casier - Dcasier@imf.org
12	Régulation et supervision bancaires	La réglementation et la supervision des activités bancaires numériques et des institutions de paiement		20	Présentiel	T4	Mars 2023	Didier Marc Casier - Dcasier@imf.org
Cours								
1	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Tous les pays membres	25	Virtuel	T4	Mars 2023	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
2	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Nowcasting GDP in Sub Saharan African Countries	Tous les pays membres	25	Virtuel	T4	Février 2023	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale
AFRITAC Centre
Libreville, Gabon



ANNEXE 5

PERSONNEL D'AFRITAC CENTRE

I- DIRECTEUR



Directeur

Philippe Egoume

II- CONSEILLERS RESIDENTS



Administration douanière

Bernard Zbinden



Administration fiscale

Hasina Rakotondrainibe



Gestion des finances publiques

Ephrem Ghonda Makiadi



Gestion des finances publiques

Blaise Yéhouénou



**Analyse et prévisions
macroéconomiques et
budgétaires**

Séverin Yves Kamgna



**Statistiques des finances
publiques**

Francis Gahizi



II- CONSEILLERS RESIDENTS (Suite)



**Statistiques
macroéconomiques**

Sébastien Manzi



**Régulation et supervision
bancaires**

Didier Marc Casier



Gestion de la dette publique

Oumar Dissou

III- ADMINISTRATION



Office Manager

Marie-Hélène Issembe



Chargé de projets

Armel Houtsa



Chargé de projets (GAR)

Brolin Mbadinga



Assistante administrative

Carine Mboumba



Assistante administrative

**Merveille Okome Mbouyamba
Widah**



Assistante administrative

Djena Laetitia Djembo



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale
AFRITAC Centre
Libreville, Gabon



III- ADMINISTRATION (SUITE et FIN)



Assistant administratif

Gildas Loundou Mayoukou



Assistante administrative

Lucie Brice



Technicien coursier

Wilfried Manguenga Manguenga

Notes :

- Le conseiller en administration douanière Bernard Zbinden a pris fonction en janvier 2022. Le budget de son domaine est partiellement financé par le fonds CCCDI.
- Les activités du conseiller en gestion de la dette publique sont entièrement financées par le mécanisme DMF du FMI et de la Banque mondiale.



ANNEXE 6

RAPPORT FINANCIER

Situation du programme - État financier (Phase III)

La Phase III d'AFRITAC Centre a démarré en novembre 2017 et se terminera probablement en avril 2023 (5,5 ans). Le budget initial de la phase est fixé à 37,8 millions de dollars¹. Des accords de partenariats, d'un montant total de 32 millions de dollars, ont été signés avec l'Allemagne, la Banque européenne d'investissement, la Chine, la Commission européenne, la France, les Pays-Bas et la Suisse (**tableau 1**). Les pays membres ayant signé des accords sont le Gabon, le Cameroun et la République démocratique du Congo à hauteur de 8 millions de dollars. Le FMI contribue également au budget du Centre.

Au 30 avril 2022, des contributions d'un montant de plus de 33,1 millions de dollars ont été reçues des partenaires au développement. Le Centre a par ailleurs perçu 3,8 millions de dollars des pays membres ayant signé des accords de financement.

Dépenses pour l'exercice 2022

Au 30 avril 2022, les dépenses totales de l'exercice fiscal ont atteint environ 5,1 millions de dollars avec les frais de gestion du fonds fiduciaire et la contribution du FMI (**tableau 2**).

Projet de budget pour l'exercice 2023 (mai 2022-avril 2023)

Sur la base de l'évaluation des besoins des pays membres, de la connaissance des conseillers résidents, des consultations avec les départements techniques du siège du FMI et de la crise sanitaire mondiale du COVID-19, un programme de travail pour l'exercice budgétaire 2023 a été élaboré. Le montant total des dépenses projeté est estimé à 8,0 millions de dollars (**tableau 3**). Cette augmentation est notamment justifiée par le retour des missions sur le terrain à la faveur de la reprise des voyages. Ces estimations ne prennent pas en compte le financement des activités du domaine de la gestion de la dette publique qui est entièrement pris en charge par le mécanisme de financement *DMF*² du FMI et de la Banque mondiale. En plus, ce budget n'inclut pas les coûts liés au traitement du conseiller résident en administration douanière et à l'organisation de ses missions dans les pays membres qui seront directement supportés sur les fonds du projet *CCCDI*³.

¹ Le budget actuel de la phase III s'élève actuellement à 37,4 millions de dollars à cause du financement des activités du domaine de la gestion de la dette publique par le projet *Debt Management Facility* (DMF)

² *Debt Management Facility* - Mécanisme de gestion de la dette du FMI et de la Banque mondiale.

³ *COVID 19 Crisis Capacity Development Initiative*

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)
Phase - 3: FY2018-FY2023

TABLEAU 1 : ETAT DES CONTRIBUTIONS FINANCIERES

Au 30 avril 2022

Agreement/Amendment Information					Contribution Received		Contribution Expected (U.S. Dollars)	
Partners/Members	Signed Date ^{1/}	Currency	Amount	U.S.Dollars	Agreement Currency	U.S.Dollars	Requested	Future Contributions ^{2/}
Partners				29.562.986		30.812.161	-	-
China	7/13/2018	USD	2.000.000	2.000.000	2.000.000	2.000.000	-	-
European Commission	11/6/2020	EUR	6.000.000	6.835.923	6.000.000	6.823.580	-	-
European Investment Bank	4/19/2018	EUR	200.000	247.555	200.000	237.180	-	-
France	12/15/2020	EUR	10.000.000	12.038.311	9.200.000	13.236.920	-	-
Germany	12/11/2018	EUR	2.000.000	2.270.663	2.000.000	2.278.820	-	-
Germany	11/30/2017	EUR	3.000.000	3.556.188	3.000.000	3.531.300	-	-
Netherlands	11/6/2015	EUR	1.000.000	1.087.784	1.000.000	1.159.562	-	-
Switzerland	12/18/2019	CHF	1.500.000	1.526.562	1.500.000	1.544.799	-	-
Members				4.000.000		2.937.463	1.062.537	-
Cameroon	12/5/2017	USD	2.000.000	2.000.000	937.463	937.463	1.062.537	-
Congo, Democratic Republic Of	4/6/2018	USD	2.000.000	2.000.000	2.000.000	2.000.000	-	-
Partners and Members Total				33.562.986		33.749.624	1.062.537	-
Internal Transfers ^{3/}								
China				1.294.698	-	1.294.698	-	-
European Commission				1.043.901	-	1.043.901	-	-
European Investment Bank				1.381	-	1.381	-	-
Germany				343	-	343	-	-
Internal Transfers Total				2.340.323		2.340.323	-	-
Host Country & IMF								
Host Country								
Cash		USD	4.000.000	4.000.000		837.600	3.162.400	-
In-Kind				-				-
IMF				2.500.000				
Host Country and IMF Total				6.500.000		837.600		
Grand Total				42.403.309		36.927.547	4.224.937	-
Updated Program Document Budget						39.632.547		
Funding Gap						(2.705.000)		

Source : Institut pour le développement des capacités

1/ May also refer to agreements that are under negotiation and approval date for Capacity Development Partnership agreements (e.g. flexible/umbrella agreements).

2/ The future contributions amount is set to zero for completed installments.

3/ Refers to transfers from one program phase to another (e.g. phase rollovers).



TABLEAU 2 : ETAT DES DEPENSES (AU 30 AVRIL 2022)

Projets	Année fiscale 2022 (en dollars U.S.)		Pourcentage d'exécution (%)
	Budget	Dépenses	
Gestion des finances publiques	1.590.378	1.421.167	89%
Administration douanière	230.413	75.814	33%
Administration fiscale	483.230	222.728	46%
Gestion de la dette publique	-	-	0%
Régulation et supervision bancaires	649.621	483.612	74%
Statistiques macroéconomiques	581.062	401.027	69%
Statistiques des finances publiques	453.673	522.481	115%
Administration	1.763.908	1.065.836	60%
Gestion financière	28.131	26.680	95%
Cours	93.000	108.663	117%
Gouvernance et évaluation	16.116	44.616	277%
Sous-Total 1	5.889.532	4.372.625	74%
Gestion du fonds fiduciaire	412.267	306.084	74%
Sous-Total 2	6.301.799	4.678.709	74%
FMI	500.000	389.880	78%
Total général	6.801.799	5.068.589	75%

Source : FMI, Institut pour le développement des capacités

TABLEAU 3 : BUDGET DE L'ANNEE FISCALE 2023 (AU 26 AVRIL 2022)¹

Projets	Budget (en dollars U.S.)
Gestion des finances publiques	2.222.394
Administration douanière ²	264.303
Administration fiscale	763.533
Gestion de la dette publique ³	-
Régulation et supervision bancaires	802.188
Statistiques macroéconomiques	722.948
Statistiques des finances publiques	734.977
Administration	990.399
Gestion financière	30.000
Cours	200.000
Gouvernance et évaluation	170.706
Réserve budgétaire stratégique (2%)	138.029
Sous-Total 1	7.039.478
Gestion du fonds fiduciaire	492.763
Sous-Total 2	7.532.242
FMI	500.000
Total général	8.032.242

Source : FMI, Institut pour le développement des capacités

¹ Le présent budget est purement indicatif.

² Les autres dépenses dans ce domaine sont couvertes par le mécanisme COVID 19 Crisis Capacity Development Initiative (CCCDI) du FMI.

³ Les dépenses de ce domaine sont couvertes par le mécanisme *Debt Management Facility* (DMF) du FMI et de la Banque mondiale.



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement
des Capacités pour l'Afrique centrale



GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Contribuer à une meilleure gestion de la dette publique

ANNEXE 7

EXECUTION ANNEE FISCALE 2022 - PROGRAMME DE TRAVAIL 2023

Juin 2022

I. Introduction

L'ensemble des pays membres d'AFRITAC Centre et les institutions régionales reçoivent des conseils et appuis dans le domaine de la gestion de la dette publique. Ces activités sont financées par le mécanisme *Debt Management Facility* (DMF) du Fonds monétaire international depuis juillet 2020 (Encadré).

Les objectifs généraux dans ce domaine sont d'aider les pays à réduire le coût de la dette tout en maintenant le risque dans le portefeuille de la dette publique à un niveau acceptable, et d'aider au développement du marché des titres publics dans un contexte d'une solide gestion de la dette publique et d'un appui aux investissements dans la région.

Encadré

***Financement du programme de travail en gestion de la dette publique par le mécanisme
Debt Management Facility (DMF)***

Debt Management Facility (DMF) – Mécanisme de gestion de la dette
Domaine d'intervention : Gestion de la dette publique Contributeurs : Commission européenne, Banque africaine de développement, Autriche, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Russie, Grande Bretagne, Japon Année de lancement : 2008
<p>Le mécanisme de gestion de la dette (<i>DMF</i>) est un fonds fiduciaire conjoint multi-donateurs entre le FMI et la Banque mondiale. Lancée en 2008, le FMI ayant rejoint sa deuxième phase en 2014. Forte du succès de la phase II, la troisième phase du DMF III a été lancée en avril 2019.</p> <p>L'objectif du DMF III est de renforcer la gestion de la dette afin de réduire les vulnérabilités liées à la dette et d'améliorer la transparence de la dette. DMF III fournit des conseils personnalisés sur la gestion de la dette souveraine à travers la conception et l'application d'outils analytiques, la fourniture de services de conseil personnalisés, des formations, des webinaires et l'apprentissage entre pairs.</p> <p>Le DMF assiste 84 pays (dont la majorité se trouvent en Afrique) dans un large éventail d'activités, notamment : l'amélioration de la gouvernance et des institutions, l'amélioration de la stratégie et des politiques, le développement des marchés de la dette et l'amélioration de la transparence de la dette.</p>

Source : FMI, Institut pour le développement des capacités

II. Réalisations de l'année fiscale 2022

Des progrès notables ont été enregistrés dans le domaine de la gestion de la dette publique durant l'année fiscale 2022. L'ensemble des activités programmées ont été exécutées (tableau 1).

Tableau 1. Exécution du programme au 30 avril 2022 (en nombre)

Activités prévues (au 31 octobre 2021)	Activités réalisées	Taux d'exécution annuel
10	12	120%

▪ Cameroun

- Les cadres disposent des conseils sur les initiatives que le Trésor Public qui pourraient les aider à mieux capter une partie de l'épargne gérée actuellement par les investisseurs institutionnels.

▪ République du Congo

- Les autorités ont préparé et adopté pour la première fois le document de stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) qui servira de boussole pour les décisions de financement sur la période 2022-24.

▪ Gabon

- Renforcement des pratiques de préparation de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme.

▪ République Démocratique du Congo

- Les autorités ont préparé et ont débuté la mise en œuvre du plan d'apurement des créances de la Banque centrale du Congo sur l'Etat.
- Proposition de la stratégie d'apurement des créances certifiées dues au secteur privé.
- Le projet du manuel de procédures des opérations de gestion de la dette publique a été préparé.
- Poursuite de l'appui à la mise en place du marché des titres publics (réussite remarquable).

Réussite remarquable

La faible disponibilité de la liquidité en franc congolais du fait de la forte dollarisation du système financier congolais et la dépréciation du franc congolais consécutive à la pandémie du COVID-19 ont contribué à faire baisser fortement, dès le deuxième trimestre 2020, l'intérêt des investisseurs pour titres publics à rendement nominal.

Mise en place du marché des titres publics

Pays : République Démocratique du Congo

Domaine d'intervention : Développement du marché des titres publics

Date de mise en œuvre : Depuis 2015

Objectifs de l'appui : Augmenter les choix de financement sur le marché local des titres publics.

Rôle d'AFC dans l'appui : En 2020 et 2021, AFRITAC Centre a assisté les autorités congolaises à concevoir les caractéristiques d'un nouvel instrument de financement attrayant aux investisseurs : les bons et obligations du Trésor libellés en franc congolais mais dont les paiements d'intérêt et de du principal sont indexés aux fluctuations entre le dollar américain et le franc congolais. L'appui a également permis de préparer les procédures d'émission, de règlement et de remboursement à l'échéance et d'enregistrement de ces titres. Des formations sur l'évaluation du prix d'un titre indexé au dollar ainsi que des conseils sur la stratégie de lancement des opérations d'émission ont été également offerts.

Principaux résultats obtenus : Lancements en juin 2021 des émissions de bons du Trésor indexés au dollar et en février 2022 des obligations du Trésor indexées au dollar.

Impact du projet : Diversification des sources de financement de l'Etat sur le marché local et réduction du risque que l'Etat ne puisse pas couvrir ses besoins de financement sur le marché local.

Facteurs de succès : L'engagement des autorités congolaises.

Leçons apprises : La prise en compte des préoccupations des investisseurs lors de la conception de l'instrument et l'implication des décideurs dès le début du processus.

▪ Tchad

- Une amélioration de la communication avec les investisseurs, de la planification et de la transparence des émissions de titres publics.
- Une capacité améliorée d'élaboration et d'exécution du calendrier annuel d'émission.
- Une capacité améliorée d'élaboration de stratégie de financement qui améliore la résilience du portefeuille des titres publics aux chocs de refinancement.

- Les approches pour réduire davantage le risque de refinancement dans le portefeuille des titres publics ont été identifiées et les pratiques de planification des émissions des titres publics ont été améliorées.

▪ **BEAC – Banque des Etats de l’Afrique centrale**

- La BEAC a préparé et a fait adopter par les autorités régionales de la CEMAC des modalités du nouveau cadre réglementaire mis en place pour dynamiser le marché régional des titres publics. Il s’agit des modalités : (i) de réouverture des lignes de valeurs du Trésor ; (ii) d’organisation et de participation aux offres non compétitives des valeurs du Trésor ; (iii) d’émission des valeurs du Trésor par voie de syndication domestique, et ; (iv) de rachat des valeurs du Trésor.
- Renforcement de la coordination des émissions des Trésors Publics de la CEMAC via l’institution des jours d’émission des valeurs du Trésor dans la CEMAC et la mise en place du cadre permanent de concertation entre les Trésors Publics de la CEMAC.

▪ **CEMAC – Communauté économique des Etats de l’Afrique centrale**

- Sensibilisation des gestionnaires de la dette publique de la CEMAC sur les meilleures pratiques de mobilisation et de négociation du financement extérieur.

▪ **Séminaire régional.**

- **Séminaire régional sur la mise en œuvre du plan d’émission des titres publics.** Le séminaire a permis de renforcer les connaissances des participants sur l’évaluation du prix et du taux de rendement des titres publics, l’exécution des opérations de réouverture et de rachat de titres publics. Une attention particulière a été accordée à l’approche de fixation du taux du niveau de taux de coupon d’une obligation du Trésor et à la différence entre le montant nominal d’émission et le produit d’émission dans le contexte de la couverture des besoins de financement. Les travaux pratiques réalisés ont permis à plusieurs participants de mieux appréhender les concepts abordés durant l’atelier. Ils ont également permis de souligner l’importance de la transparence des émissions de titres publics y compris la nécessité d’inclure les opérations de réouverture et de rachat de titres publics dans le calendrier d’émission de titres publics.

III. Défis et risques liés à l'exécution du programme de travail

Les restrictions de voyage du fait de la pandémie du COVID-19 ont posé un défi à l'exécution du programme de travail. La programmation des missions a été difficile et des missions ont dû être reportées sine die du fait des difficultés de connexion à Internet dans certains pays, la lassitude des autorités concernant les missions virtuelles, l'inadaptabilité de certaines thématiques de mission à la modalité à distance et l'absence de progrès dans la mise en œuvre des recommandations de missions passées qui nécessitent une présence sur le terrain. Les changements intervenus au niveau du management de certains pays ont également retardé la programmation de certaines activités prévues en début d'année.

Pour atténuer l'impact de ces défis, l'assistance technique ponctuelle (Just in time) a été mise en place pour répondre aux besoins urgents des autorités. Des pays ont saisi cette opportunité pour demander la revue à distance des documents de gestion de la dette, des sessions ad hoc pour renforcer la compréhension de certains concepts et outils analytiques de gestion de la dette et des conseils concernant le choix de financement.

IV. Programme de travail 2023

Le programme de travail 2023 a été préparé en tenant compte des défis rencontrés au cours de l'année fiscale 2022 et des nouveaux besoins exprimés par certains pays.

▪ Burundi

- Amélioration du fonctionnement du marché primaire.

▪ Cameroun

- Formation à la préparation du calendrier d'émission de titres publics.
- Formation à l'utilisation du cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu.

▪ République du Congo

- Formation sur l'élaboration de la stratégie de dette à moyen terme.
- Amélioration de l'organisation interne de la direction de la dette publique.
- Amélioration des pratiques d'émission des titres publics (mission de suivi).

- **Gabon**

- Renforcement des pratiques de mise en œuvre de la stratégie de dette.

- **Guinée-équatoriale**

- Renforcement des pratiques de préparation du calendrier d'émission.

- **République centrafricaine**

- Formulation et mise en œuvre de la SDMT et Suivi du plan d'émission national.
- Suivi du plan d'émission national.

- **République démocratique du Congo**

- Amélioration de l'organisation interne de la gestion de la dette.
- Élaboration d'une stratégie d'apurement des arriérés (2 missions de suivi).

- **Sao Tomé-et-Principe**

- Renforcement des pratiques d'émissions des titres.

- **Tchad**

- Amélioration des pratiques d'émission dont le calendrier des émissions et la préparation et la mise en œuvre.

- **Séminaire régional.**

- Atelier sur la préparation et la mise en œuvre du calendrier d'émission des titres.
- Webinaire sur le processus d'émission d'une obligation souveraine verte.

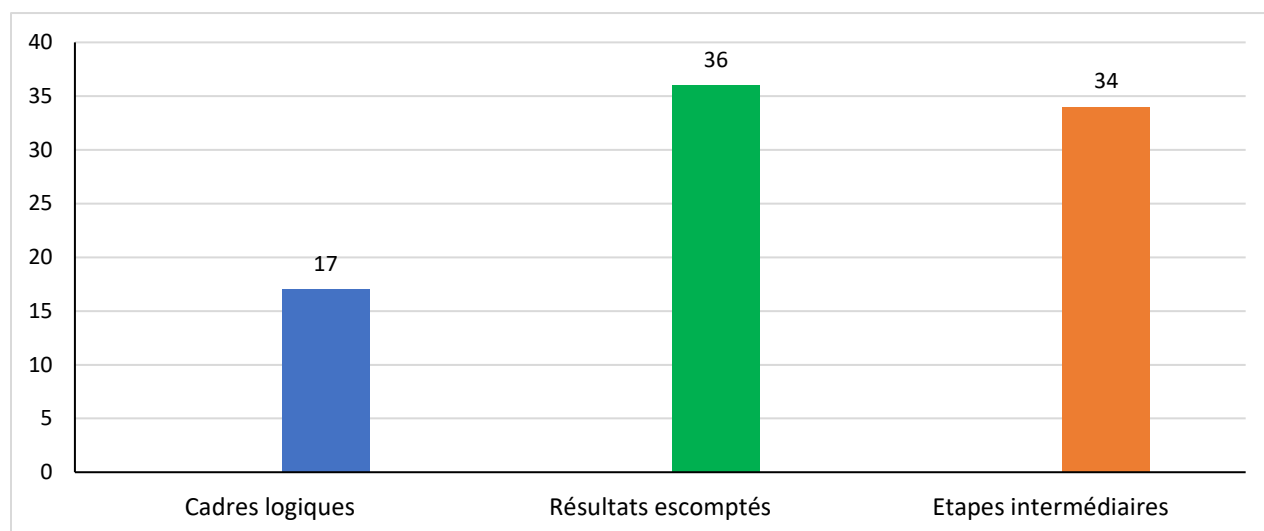
- **BEAC – Banque des états de l'Afrique centrale**

- Développement d'un cadre d'évaluation de la performance des concessionnaires primaires.
- Appui au développement du marché secondaire.

V. Gestion axée sur les résultats

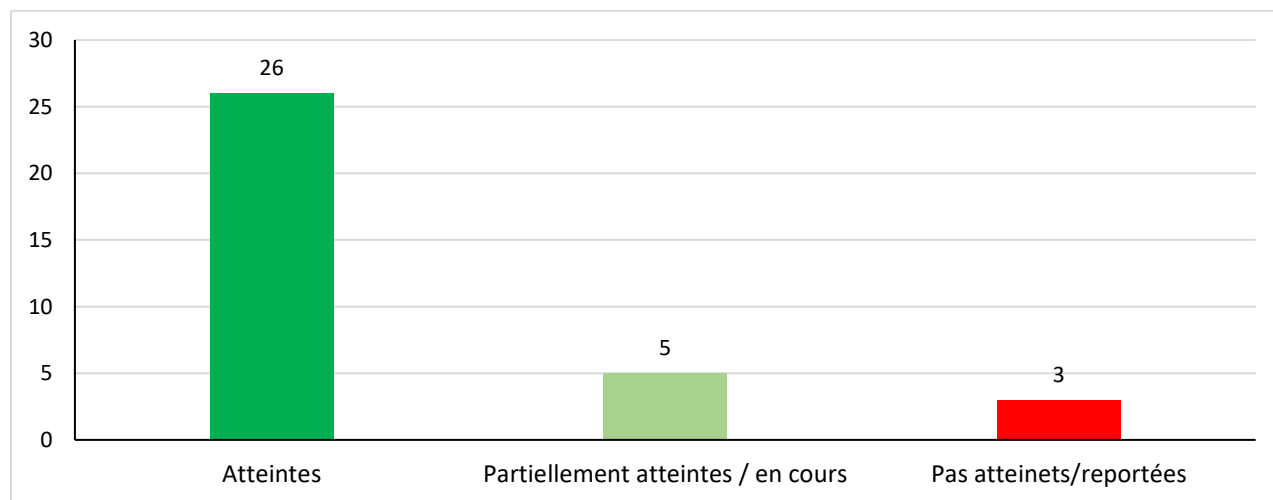
A la fin de l'année fiscale 2022, le domaine gestion de la dette publique compte 17 cadres logique. Au cours de l'année fiscale, le conseiller en gestion de la dette publique a réalisé 34 étapes intermédiaire pour lesquelles 26 ont été atteintes, soit 76%. La réalisation de ces étapes intermédiaires a contribué à l'amélioration des résultats escomptés dont 19 sont en cours de réalisation, soit 12 % de plus qu'en 2021.

Graphique 1. Nombre de cadres logiques, résultats escomptés et d'étapes intermédiaires de l'année fiscale 2022 (en nombre)

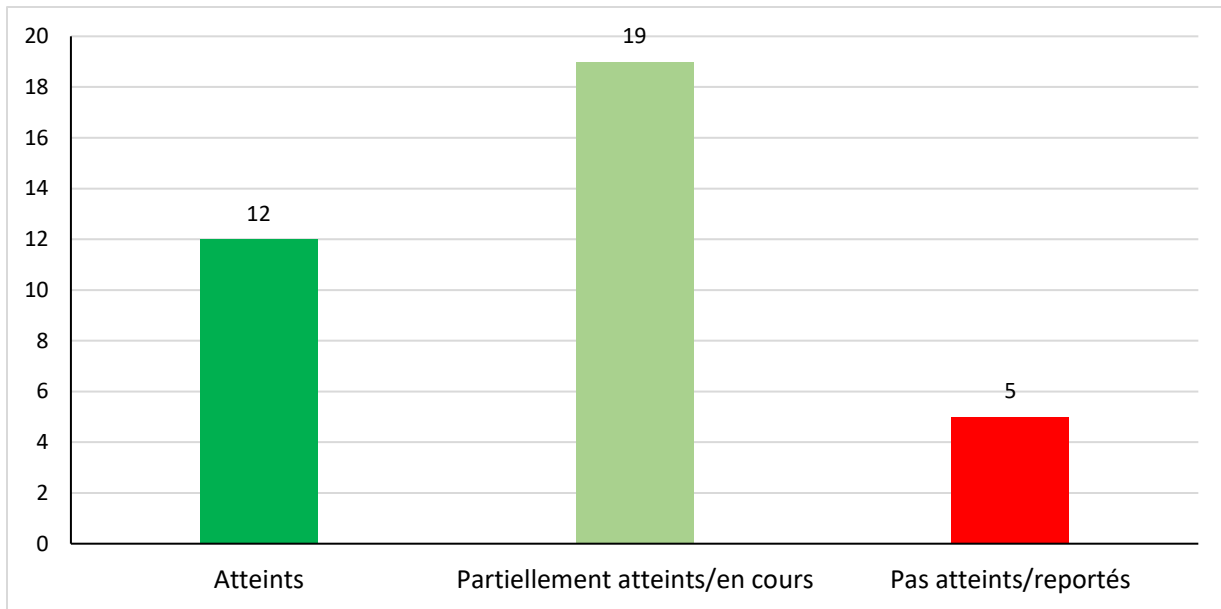


Source : CDMAP, estimation des services d'AFRITAC Centre

Graphique 2. Performance des étapes intermédiaires de l'année fiscale 2022 (en nombre)



Source : CDMAP, estimation des services d'AFRITAC Centre

Graphique 3. Performance des résultats escomptés de l'année fiscale 2022 (en nombre)

Source : CDMAP, estimations des services d'AFRITAC Centre



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités
pour l'Afrique Centrale



ANNEXE 7

CADRE LOGIQUE DES OBJECTIFS ET RESULTATS ESCOMPTES
GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
Années Fiscales 2020, 2021, 2022 et 2023

Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale

Cadres logiques du Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique centrale (AFRITAC Centre) (Années fiscales 2020, 2021, 2022 et 2023)

Comment ont-été élaborés les cadres logiques du Centre ?

Les cadres logiques présentés en annexe du rapport au Comité d'orientation ont été préparés par les conseillers résidents du Centre sur la base du Catalogue de gestion axée sur les résultats du Fonds Monétaire International. Les cadres ont été préparés en concertation avec le FMI dans les 7 domaines d'intervention du Centre, parmi lesquels :

- Gestion de la dette publique

Les cadres logiques ont été envoyés aux Etats membres et aux institutions bénéficiaires pour commentaires et suggestions et seront annexés au rapport d'exécution du Centre.

Que contiennent les cadres logiques ?

Les cadres logiques présentent l'ensemble de la chaîne de résultats du Centre à savoir les objectifs, les résultats escomptés et ses indicateurs, les étapes intermédiaires ainsi que les risques inhérents à la réalisation des objectifs. Des colonnes spécifiant les dates de réalisations prévues et les dates de réalisation effectives des étapes intermédiaires ont été ajoutées et permettent de connaître les échéances précises de réalisation. Cette année, le Centre présente des cadres logiques qui couvrent les années fiscales 2020, 21, 22 et 23. Cette approche permet une visibilité à plus long terme des objectifs stratégiques du Centre ainsi qu'une meilleure planification de ses activités.

Comment fonctionne le système de notation ?

Les conseillers résidents notent les étapes intermédiaires et les résultats escomptés en utilisant une échelle de notation de 1 à 4 suivis d'un code couleur correspondant (1 : Pas atteint ; 2 : Partiellement atteint ; 3 : Atteint ; 4: Largement atteint). Les notations ont pour objectif de mesurer les progrès atteints dans la réalisation des activités de développement des capacités du Centre. Au cours de cette année fiscale, le Centre a également noté les résultats escomptés afin de mesurer les progrès dans l'atteinte des objectifs stratégiques. Les cadres logiques notés sont uniquement disponibles pour les principales parties prenantes.

Le contenu des cadres logiques est-il définitif ?

Le contenu des cadres logiques n'est pas figé et peut évoluer en fonction des besoins et des priorités des Etats membres et des institutions bénéficiaires. Il peut également évoluer en fonction de la situation sécuritaire du pays et de la possibilité pour le Centre de conduire ses activités de renforcement de capacités de manière optimale. Il est cependant fortement recommandé, après l'approbation des cadres logiques par le Comité d'orientation du Centre, de ne pas toucher au contenu des cadres logiques de l'année fiscale prochaine, afin de faciliter le suivi et l'évaluation des activités de renforcement des capacités du Centre.

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (En date du 30 Avril 2023)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tous les pays	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Renforcement des capacités dans la formulation et la mise en œuvre du MTDS.	Le personnel démontre ses compétences par des présentations, des discussions ou des exercices pratiques.	Les participants ont été formés aux approches permettant de fixer des taux de coupon d'obligations propices au développement du marché.	2/25/2022	2/24/2022	Formation	s.o.	
				Les participants ont été formés au processus d'exécution des réouvertures de cautionnement.	2/11/2022	2/24/2022			
				Les participants ont été formés au processus de sélection des titres d'État admissibles au rachat et à l'évaluation des offres de rachat.	2/25/2022	2/24/2022			
B.E.A.C	Établir une infrastructure de marché et une capacité de financement à moindre coût.	Un marché primaire efficace, avec émission via des mécanismes de marché	Publication de politiques et procédures pour le marché primaire.	Les projets de procédures pour les opérations du marché primaire sont développés	4/30/2021		Séminaire régional	s.o.	Appui politique : Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : réduits Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : faible
				Les procédures relatives aux opérations sur le marché primaire ont été adoptées et publiées.	30/4/2021				
				Le projet de document détaillant les mécanismes de coordination des émissions a été préparé.	30/4/2022				
				Un forum régional sur les questions opérationnelles de développement du marché est créé.	6/30/2022	11/18/2021			
				Les résultats des enchères sont publiés dans les 4 heures après l'heure limite de soumission	12/31/2021	4/14/2022			
			Les résultats de l'émission sont publiés sans délai après chaque opération.	Chaque pays de la CEMAC est autorisé à émettre un jour spécifique de la semaine.	6/30/2022	11/18/2021			
				Les procédures relatives aux syndications nationales, aux réouvertures, aux appels d'offres non concurrentiels, aux rachats et aux échanges sont approuvées et publiées.	9/30/2021	9/30/2021			
				Des procédures pour les syndications nationales, les réouvertures, les appels d'offres non concurrentiels, les rachats et les échanges sont élaborées.	6/30/2021	6/15/2021			
				Les autorités préparent des modèles pour l'annonce des avis et des résultats d'émission	12/31/2021	9/30/2021			
		Amélioration des capacités du personnel en matière de financement sur les marchés intérieur et international	Le personnel fait preuve de compétence lors des présentations; discussions; ou exercices pratiques	Le personnel est formé aux mécanismes de rachat et d'échange, et aux techniques d'atténuation du risque de refinancement	4/30/2022	11/14/2021			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (En date du 30 Avril 2023)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
CEMAC	Établir un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette	La législation sur la gestion de la dette fournit un cadre pour la gestion de la dette.	Adoption d'une législation qui s'aligne sur les meilleures pratiques en matière de gestion de la dette.	Des améliorations à la législation existante sont identifiées	5/18/2021	10/22/2021	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Élevé Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
Burundi	Développer/renforcer les processus d'enregistrement, de rapport et de suivi précis de la dette	La dette fait l'objet de rapports réguliers au public et aux autorités compétentes.	Publication régulière d'un bulletin de la dette couvrant la dette de l'administration centrale, les opérations de la dette et les garanties.	Des traitements documentés sur le reporting de la dette sont préparés	8/31/2021	4/14/2022			
				L'office de gestion de la dette commence à publier des informations sur la dette.	12/31/2021	4/14/2022			
République centrafricaine (R.C.A)	Établir un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette	Amélioration de la coordination avec la politique budgétaire.	Des projections ponctuelles du service de la dette sont préparées pour les autorités budgétaires	Les écarts entre les prévisions du service de la dette et les résultats sont inférieurs à 20%	1/31/2023				
				Les lacunes dans les pratiques de prévision du service de la dette des autorités ont été identifiées	30/4/2021				
	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Un plan d'emprunt annuel est publié et est cohérent avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Plan d'emprunt interne élaboré sur la base de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel est formé à l'approche de préparation d'un plan d'emprunt annuel simple	12/31/2021				
	Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	Amélioration des capacités du personnel en matière d'enregistrement, de notification et de suivi de la dette	Le personnel fait preuve de compétence dans l'enregistrement, la communication et le suivi de la dette (présentations, discussions, exercices pratiques)	Le personnel a amélioré ses compétences dans l'interprétation des fiches de conditions de prêt pour un enregistrement correct et dans l'interprétation des statistiques de la dette pour un bon rapport	4/30/2022				
		La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement	Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Projet de bulletin détaillé de la dette détaillé est préparé	4/30/2022				
				Le bulletin de la dette est publié	6/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (En date du 30 Avril 2023)										
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
Cameroun (CMR)	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Amélioration des capacités du personnel dans la formulation et la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel fait preuve de compétence lors des présentations; discussions; ou exercices pratiques	Personnel formé à la formulation et à la mise en œuvre de stratégies de gestion de la dette	4/30/2021	8/21/2020	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : rs/o	
			Le personnel démontre sa compétence par des présentations, des discussions ou des exercices pratiques.	Le personnel est formé à l'évaluation des prix des bons et obligations du Trésor, à l'élaboration et à la mise en œuvre du calendrier d'émission.	30/4/2021	28/1/2021				
			L'ABP est régulièrement approuvé par l'autorité compétente et publié.	Un plan annuel de financement a été élaboré et publié	31/1/2022	23/12/2020				
				Des agents ont été formés à l'utilisation de l'outil de préparation du plan annuel de financement	30/4/2021					
		Élaboration, documentation et publication d'une stratégie de gestion de la dette à moyen terme.	Document de stratégie de gestion de la dette à moyen terme produit et publié.	Le contenu du document de stratégie de gestion de la dette s'est amélioré	1/31/2022					
				Le contenu du document de stratégie de gestion de la dette a été amélioré	1/29/2021					
				Le contenu du document de stratégie de gestion de la dette a été amélioré.	1/31/2022	11/14/2021				
				Une feuille de route pour le remboursement des euro-obligations est préparée	30/4/2021	28/1/2021				
		La gestion de la trésorerie et de la dette est intégrée de manière efficace.	Des prévisions de trésorerie régulières sont mises à la disposition du gestionnaire de la dette.	Un outil analytique a été conçu pour faciliter l'intégration de la gestion de la dette avec la gestion de la trésorerie	30/4/2022					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (En date du 30 Avril 2023)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Cameroun (CMR)	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Les autorités peuvent entreprendre des opérations de gestion du passif	Les systèmes et processus nécessaires sont en place pour exécuter les opérations de gestion du passif	Des méthodologies de rachat et d'échange sont développées	6/30/2022		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s/o
				Le personnel est formé aux procédures de rachat et d'échange	6/30/2022				
	Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement	Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Un bulletin et des rapports plus ciblés et sur la dette sont préparés	6/30/2021				
				Début de la publication régulière du bulletin de la dette, de la composition de la dette, des indicateurs de risque des opérations liées à la dette sur le site Web remanié du bureau de gestion de la dette	12/31/2021				
	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (MTDS) - MTD	L'entité de gestion de la dette entretient des relations efficaces avec les investisseurs.	Une stratégie interne de relations avec les investisseurs est établie	Un plan d'action visant à accroître le nombre d'investisseurs non bancaires dans les titres d'État est préparé.	3/31/2022	3/15/2022			
				Les facteurs qui empêchent les investisseurs non bancaires de participer activement au marché des titres publics sont déterminés.	12/31/2021	11/30/2021			
	Emprunter au coût le plus bas possible, sous réserve d'un niveau de risque prudent.	Un Plan Annuel d'Emprunt (PAE) est publié et est cohérent avec le MTDS.	ABP régulièrement approuvé par l'autorité compétente et publié.	Un plan d'emprunt annuel est élaboré et publié	1/31/2022	12/23/2020			
Guinée équatoriale	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (MTDS).	Amélioration des capacités du personnel dans la formulation et la mise en œuvre du MTDS.	Le personnel démontre ses compétences par des présentations, des discussions ou des exercices pratiques	Le personnel est formé aux mesures fiscales et de la dette, y compris aux indicateurs de risque de base	306/2020	6/12/2020			
	Mettre en place un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette.	Amélioration des capacités en matière de questions législatives et institutionnelles dans le domaine de la gestion de la dette	Le personnel démontre ses compétences par des présentations, des discussions et des exercices.	Le personnel est formé aux questions de gouvernance dans la gestion de la dette	306/2020	6/12/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (En date du 30 Avril 2023)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République démocratique du Congo (RDC)	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Document de stratégie de gestion de la dette à moyen terme produit et publié.	Document de stratégie de gestion de la dette à moyen terme produit et publié.	La stratégie de gestion de la dette a été actualisée et approuvée	1/29/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique :Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s/o
				Le ministère des Finances et la BCC ont préparé et accepté un plan de régularisation des créances en souffrance de la BCC sur le gouvernement.	12/31/2021	12/28/2021			
				Le ministère des Finances a préparé une stratégie d'apurement des arriérés nationaux.	1/31/2022	11/12/2021			
		Amélioration des capacités du personnel dans la formulation et la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel fait preuve de compétence lors des présentations; discussions; ou exercices pratiques	Personnel formé à la formulation et à la mise en œuvre de stratégies de gestion de la dette	4/30/2021				
		Le personnel peut utiliser efficacement l'outil d'analyse de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme.	Le personnel démontre une compétence dans l'utilisation de l'outil	Plus de cadres peuvent utiliser l'outil pour produire des scénarios de financement de la dette	4/30/2021				
	Établir un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette - DMF	Amélioration de la gestion des risques opérationnels.	Lignes directrices documentées pour la gestion des risques opérationnels.	Un manuel de procédures pour les opérations de gestion de la dette est approuvé.	4/30/2022	4/14/2022			
				Un manuel de procédures pour les opérations de gestion de la dette est préparé	11/30/2021	8/27/2021			
	Établir une infrastructure de marché et une capacité de financement au moindre coût	Un marché primaire efficace, avec émission via des mécanismes de marché.	Publication de politiques et procédures pour le marché primaire.	Élaboration de procédures révisées pour l'émission des valeurs du Trésor sur le marché primaire	30/4/2021				
				Des procédures révisées pour l'émission sur le marché primaire sont adoptées	12/31/2021	4/14/2022			
				Le manuel de procédures pour l'émission sur le marché primaire est adopté	30/12/2021				
				Le manuel de procédures pour l'émission sur le marché primaire est développé	30/4/2022				
				Les investisseurs institutionnels potentiels de la RDC ont été formés au fonctionnement du marché des titres publics	29/1/2021	11/12/2020			
				Les investisseurs institutionnels ont commencé à participer aux adjudications de titres publics	30/4/2021	7/12/2020			
		Financement par le biais d'instruments fondés sur le marché.	Émission d'instruments compatibles avec le MTDS.	L'analyse des instruments de financement potentiels est préparée					
				Préparation du projet de fiche d'échéance de l'obligation liée à une devise	7/31/2020	6/12/2020			
				Approbation des caractéristiques des titres d'État liés à des devises	7/31/2020	6/12/2020			
				Les caractéristiques des titres d'État liés au taux de change ont été approuvés	31/12/2020				
	Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement	Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Début de la publication régulière du bulletin de la dette, de la composition de la dette, des indicateurs de risque des opérations liées à la dette sur le site Web remanié du bureau de gestion de la dette	12/13/2020				
				La structure et le format de la publication régulière du rapport et du bulletin de la dette sont approuvés par les autorités	12/31/2021	4/29/2021			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (En date du 30 Avril 2023)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République du Congo (COG)	Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement	Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	L'architecture du nouveau web pour la gestion de la dette est approuvée	30/4/2021			s.o.	Appui politique :Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Élevé Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s/o
				Un projet de bulletin de la dette est préparé	4/30/2021				
				Mise en ligne du site d'information sur la dette	6/30/2021				
				L'architecture du site web de la gestion de la dette est approuvée par les autorités	30/4/2021				
	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel peut utiliser efficacement l'outil d'analyse de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme.	Le personnel démontre une compétence dans l'utilisation de l'outil	Le personnel peut utiliser l'AT de manière indépendante pour produire des scénarios de gestion de la dette.	4/30/2021				
				Personnel formé à la formulation de stratégies de gestion de la dette	8/31/2021	7/23/2021			
				Au moins 2 personnels peuvent utiliser l'outil de façon autonome pour produire des scénarios de financement de la dette	4/30/2022	11/14/2021			
		Un calendrier d'émission est produit et publié régulièrement.	Un calendrier périodique d'émission des bons et obligations du Trésor est publié régulièrement	Personnel formé à l'approche de préparation du calendrier d'émission	4/30/2022	1/3/2022			
		Les autorités peuvent entreprendre des opérations de gestion de la responsabilité.		Les critères de sélection des titres d'État éligibles et d'évaluation des offres de rachat sont définis.	3/31/2022	1/3/2022			
		L'entité de gestion de la dette entretient des relations efficaces avec les investisseurs.	Une stratégie interne de relations avec les investisseurs est établie	Un programme de relations avec les investisseurs est établi	3/31/2022	1/3/2022			
		Amélioration des capacités du personnel dans la formulation et la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel fait preuve de compétence lors des présentations; discussions; ou exercices pratiques	Personnel formé à la formulation de la stratégie de gestion de la dette	4/30/2022				
		MTDS développé, documenté et publié.		Un document de stratégie de gestion de la dette est préparé	12/31/2021	10/21/2021			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (En date du 30 Avril 2023)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
São Tomé-et-Principe (STP)	Établir un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette	Amélioration de la coordination avec la politique budgétaire.	Des projections ponctuelles du service de la dette sont préparées pour les autorités budgétaires	Les lacunes dans les pratiques de prévision du service de la dette des autorités ont été identifiées	30/4/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Élevé Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s/o
				Les écarts entre les prévisions du service de la dette et les résultats sont inférieurs à 20%	12/31/2021				
	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Un plan d'emprunt annuel est publié qui est cohérent avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Plan d'emprunt interne élaboré sur la base de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel est formé à l'approche de préparation d'un plan d'emprunt annuel simple	12/31/2021				
		Un calendrier d'émission est produit et publié régulièrement.	Un calendrier périodique d'émission des bons et obligations du Trésor est publié régulièrement	Personnel formé à l'approche de préparation du calendrier d'émission	12/31/2021				
				Début de la publication du calendrier d'émission	4/1/2022				
	Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement	Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Un bulletin de la dette amélioré et des rapports annuels sont préparés	12/31/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (En date du 30 Avril 2023)									
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tchad (TCD)	Établir des procédures et processus appropriés pour un enregistrement, un rapport et un suivi précis de la dette	Amélioration des capacités du personnel en matière d'enregistrement, de déclaration et de suivi de la dette.	Lors des discussions et échanges, le personnel démontre une compétence dans l'enregistrement, le reporting et le suivi de la dette	Le personnel est formé sur les meilleures pratiques en matière d'enregistrement de reporting et de suivi de la dette	30/4/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique :Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Élevé Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s/o
		Un cadre opérationnel fonctionnel pour le suivi de la dette	Processus documentés sur le suivi de la dette.	Préparation du projet de manuel de procédures pour le suivi de la dette	30/4/2021				
				Préparation du projet de bulletin de la dette	4/30/2021				
		La dette est régulièrement signalée à l'autorité législative publique et compétente	Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Le bulletin de la dette est publié par les autorités	4/30/2021	10/22/2021			
	Établir un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette	Amélioration de la structure institutionnelle de la gestion de la dette, y compris la dotation en personnel.	L'entité de gestion de la dette se coordonne efficacement avec les autres institutions concernées	Un projet de manuel de procédures pour les opérations de la dette a été préparé	4/30/2021				
				Le manuel de procédures pour les opérations de la dette est adopté par les autorités	8/31/2021				
		Amélioration de la coordination avec la politique budgétaire	Des projections ponctuelles du service de la dette sont préparées pour les autorités budgétaires	Les écarts entre les prévisions du service de la dette et les résultats sont inférieurs à 20%	6/30/2022				
	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Un calendrier d'émission est réalisé et publié régulièrement.	Un calendrier d'adjudication périodique pour les bons et les obligations est publié selon un calendrier convenu.	Les procédures d'élaboration d'un calendrier d'émission sont élaborées et approuvées.	2/28/2022	1/24/2022			
		Stratégie de gestion de la dette élaborée, documentée et publiée.	Debt management strategy agreed by the relevant authority	Les autorités élaborent un plan pour faire face à un risque de refinancement lié aux échéances des titres d'État nationaux 2022.	2/28/2022	3/25/2022			
		L'entité de gestion de la dette entretient des relations efficaces avec les investisseurs.	Réunions de consultation/téléconférences régulières avec les acteurs du marché	Un programme de relations avec les investisseurs est établi.	4/30/2022	1/24/2022			
		Un plan d'emprunt annuel est publié qui est cohérent avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Plan d'emprunt interne élaboré sur la base de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel est formé à l'approche de préparation d'un plan d'emprunt annuel de base	4/30/2022	1/21/2022			

ANNEXE 7-1

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2022 - GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (SOUS FINANCEMENT DMF)

Domaine	Pays/Institution	Mode opératoire	Objectif spécifique	Activité	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
					Bureau	Site		
Gestion de dette publique	BEAC	Missions	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Finalisation des nouvelles procédures et modes opératoires du Règlement des valeurs du Trésor	0,5	1,0	0,0	1,5
Gestion de dette publique	BEAC	Missions	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Formation sur les nouveaux modes opératoires du Règlement	0,5	1,0	0,0	1,5
Gestion de dette publique	BEAC	Missions	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Renforcement de la coordination des émissions des Trésors Publics de la CEMAC	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion de dette publique	Burundi	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Formation sur les indicateurs de coût et risque de la dette publique	1,0	0,0	2,0	3,0
Gestion de dette publique	Burundi	Missions	Mettre en place de bonnes pratiques d'enregistrement, de reporting et de suivi de la dette	Amélioration des pratiques de reporting de la dette	0,5	1,0	0,0	1,5
Gestion de dette publique	Cameroun	Missions	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Formation à la préparation du calendrier d'émission de titres publics	0,5	1,0	0,0	1,5
Gestion de dette publique	Cameroun	Missions	Soutenir la viabilité de la dette en renforçant les capacités du personnel à réaliser leur propre analyse de viabilité de dette	Formation à l'utilisation du cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	CEMAC	Missions	Mettre en place un cadre légal et institutionnel approprié	Participation à la réunion des Experts de gestion de la dette publique de la CEMAC sur la réglementation en matière de gestion de la dette publique	0,0	0,5	0,0	0,5
Gestion de dette publique	Congo	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Appui à l'élaboration de la stratégie de dette à moyen terme	1,0	2,0	2,0	5,0

ANNEXE 7-1

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2022 - GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (SOUS FINANCEMENT DMF)

Domaine	Pays/Institution	Mode opératoire	Objectif spécifique	Activité	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
					Bureau	Site		
Gestion de dette publique	Congo	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Amélioration des pratiques d'émission des titres publics	1,0	1,0	0,0	2,0
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Missions	Mettre en place un cadre légal et institutionnel approprié	Elaboration du manuel de procédures des opérations de gestion de la dette	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Renforcement des pratiques de préparation et de mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Missions	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Renforcement du processus d'émission	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion de dette publique	Sao Tomé-et-Principe	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Appui à l'élaboration de la stratégie de dette à moyen terme	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Séminaires régionaux et cours	Séminaires régionaux	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Formation sur les opérations de gestion du passif	1,0	1,0	1,0	3,0
Gestion de dette publique	Tchad	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Appui à l'élaboration de la stratégie de dette à moyen terme	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Tchad	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Amélioration des pratiques d'émission	1,0	2,0	0,0	3,0
					14,0	24,5	13,0	51,5

ANNEXE 7-2

REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2022 - GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (SOUS FINANCEMENT DMF)

Domaine	Pays/Institution	Mode opératoire	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
						Utilisées			
						Conseiller		ECT	Total
						Bureau	Site		
Gestion de dette publique	BEAC	Missions	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Finalisation des nouvelles procédures et modes opératoires du Règlement des valeurs du Trésor	7 - 15 juin 2021	0,5	1,5	0,0	2,0
Gestion de dette publique	BEAC	Missions	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Formation sur les nouveaux modes opératoires du règlement	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	BEAC	Missions	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Renforcement de la coordination des émissions des Trésors Publics de la CEMAC	06 - 17 septembre 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Burundi	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Formation sur les indicateurs de coût et risque de la dette publique	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	Burundi	Missions	Mettre en place de bonnes pratiques d'enregistrement, de reporting et de suivi de la dette	Amélioration des pratiques de reporting de la dette	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	Cameroun	Missions	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Appui à la diversification de la base des investisseurs	08 - 19 novembre 2021	0,5	2,0	2,0	4,5
Gestion de dette publique	Cameroun	Missions	Soutenir la viabilité de la dette en renforçant les capacités du personnel à réaliser leur propre analyse de viabilité de dette	Formation à l'utilisation du cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	CEMAC	Missions	Mettre en place un cadre légal et institutionnel approprié	Participation à la première réunion des Experts en gestion de la dette publique de la CEMAC sur la réglementation en matière de gestion de la dette publique	17 - 18 mai 2021	0,5	0,5	0,0	1,0
Gestion de dette publique	Congo	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Appui à l'élaboration de la stratégie de gestion de dette à moyen terme (SDMT)	12 - 23 juillet 2021	1,0	2,0	4,0	7,0

ANNEXE 7-2

REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2022 - GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (SOUS FINANCEMENT DMF)

Domaine	Pays/Institution	Mode opératoire	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
						Utilisées			
						Conseiller		ECT	Total
						Bureau	Site		
Gestion de dette publique	Congo	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Appui à la mise en oeuvre de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme.	09 - 17 décembre 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Gabon	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Renforcement des pratiques de préparation de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	18 - 29 avril 2022	1,0	0,0	6,0	7,0
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Missions	Mettre en place un cadre légal et institutionnel approprié	Elaboration du manuel de procédures des opérations de gestion de la dette	02 - 13 aout 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Missions	Mettre en place un cadre légal et institutionnel approprié	Préparation d'une stratégie d'apurement des arriérés intérieurs déjà certifiés	18 - 29 octobre 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Renforcement des pratiques de préparation et de mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Missions	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Renforcement du processus d'émission	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	Sao Tomé-et-Principe	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Appui à l'élaboration de la stratégie de dette à moyen terme	(Activité reportée)	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	Séminaires régionaux et cours	Séminaires régionaux	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Séminaire régional sur la mise en oeuvre du plan d'émission des titres publics	21 - 25 février 2022	2,0	1,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Tchad	Missions	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Refinancement des titres publics	21 - 23 mars 2022	1,0	1,0	0,0	2,0



ANNEXE 7-2

REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2022 - GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (SOUS FINANCEMENT DMF)

Domaine	Pays/Institution	Mode opératoire	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
						Utilisées			
						Conseiller		ECT	Total
						Bureau	Site		
Gestion de dette publique	Tchad	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Appui à l'élaboration et la mise en oeuvre du plan d'émission de titres publics	10 - 21 janvier 2022	1,0	2,0	2,0	5,0
						11,5	18,0	24,0	53,5

ANNEXE 7-3

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2023 - GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (SOUS FINANCEMENT DMF)

Domaine	Pays/Institution	Mode opératoire	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
						Prévues			
						Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site								
Gestion de dette publique	BEAC	Missions	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Développement d'un cadre d'évaluation de la performance des concessionnaires primaires	18 - 29 juillet 2022	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	BEAC	Missions	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Développement du marché secondaire	02 - 17 février 2023	1,0	2,0	4,0	7,0
Gestion de dette publique	Burundi	Missions	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Améliorer le fonctionnement du marché primaire	06 - 17 février 2023	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Congo	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Formation sur l'élaboration de la stratégie de dette à moyen terme	10 - 19 mai 2022	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Congo	Missions	Développer le cadre légal et institutionnel de la gestion de la dette publique	Améliorer l'organisation interne de la la direction de la dette publique	12 - 23 septembre 2022	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Congo	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Amélioration des pratiques d'émission des titres publics (mission de suivi)	05 - 16 décembre 2022	1,0	0,0	0,0	1,0
Gestion de dette publique	Gabon	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Renforcement des pratiques de mise en œuvre de la stratégie de dette	07 - 18 novembre 2022	0,5	0,0	4,0	4,5
Gestion de dette publique	Guinée Equatoriale	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Renforcement des pratiques de préparation du calendrier d'émission	08 - 19 août 2022	0,5	0,0	4,0	4,5
Gestion de dette publique	Guinée Equatoriale	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Renforcement des pratiques de préparation du calendrier d'émission (mission de suivi)	16 - 27 janvier 2023	0,5	0,0	4,0	4,5
Gestion de dette publique	République Centrafricaine	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Formulation et mise en œuvre de la SDMT et Suivi du plan d'émission national	07 - 18 novembre 2022	1,0	0,0	2,0	3,0

ANNEXE 7-3

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2023 - GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (SOUS FINANCEMENT DMF)

Domaine	Pays/Institution	Mode opératoire	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
						Prévues			
						Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site								
Gestion de dette publique	République Centrafricaine	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Suivi du plan d'émission national	6-15 juin 2022	1,0	0,0	2,0	3,0
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Missions	Mettre en place un cadre légal et institutionnel approprié	Améliorer l'organisation interne de la gestion de la dette	07 - 18 novembre 2022	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Élaboration d'une stratégie d'apurement des arriérés - (Mission de suivi)	20 juin - 01 juillet 2022	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Elaboration et mise en oeuvre d'un calendrier d'émission	07 - 18 novembre 2022	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Sao Tomé-et-Principe	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Renforcement des pratiques d'émissions des titres	16 - 27 mai 2022	1,0	0,0	2,0	3,0
Gestion de dette publique	Sao Tomé-et-Principe	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Renforcement des pratiques d'émissions des titres (mission de suivi)	14 - 25 novembre 2022	1,0	0,0	2,0	3,0
Gestion de dette publique	Séminaires régionaux et cours	Séminaires régionaux	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Atelier sur la préparation et la mise en œuvre du calendrier d'émission des titres	06 - 10 mars 2023	1,0	1,0	2,0	4,0
Gestion de dette publique	Séminaires régionaux et cours	Séminaires régionaux	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Webinaire sur le processus d'émission d'une obligation souveraine verte	14 juin 2022	1,0	0,5	0,5	2,0
Gestion de dette publique	Tchad	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Amélioration des pratiques d'émission dont le calendrier des émissions et la préparation et mise en œuvre (mission de suivi)	16 - 20 janvier 2023	1,0	1,0	0,0	2,0
Gestion de dette publique	Tchad	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Amélioration des pratiques d'émission dont le calendrier des émissions et la préparation et mise en œuvre	18 - 29 juillet 2022	1,0	2,0	0,0	3,0
7						20,0	24,0	42,5	86,5

ANNEXE 8

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2023 - ADMINISTRATION DOUANIÈRE (SOUS FINANCEMENT CCCDI)

Domaine	Pays/Institution	Mode opératoire	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
						Prévues			
						Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site								
Administration douanière	Burundi	HQ Missions	Renforcer les principales fonctions des administrations douanières	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	06 - 16 septembre 2022	1,0	2,0	0,0	3,0
Administration douanière	Cameroun	Missions	Renforcer les principales fonctions des administrations douanières	Interconnectivité du transit douanier	02 - 10 juin 2022	1,0	2,0	0,0	3,0
Administration douanière	Cameroun	Missions	Renforcer les principales fonctions des administrations douanières	Élaboration d'une stratégie douanière en matière de TIC et de capacités d'analyse de données	04 - 14 octobre 2022	1,0	2,0	0,0	3,0
Administration douanière	CEMAC	Missions	Renforcer les principales fonctions des administrations douanières	Coordination du développement du cadre juridique douanier de la CEMAC	31 janvier - 03 février 2022	1,0	2,0	0,0	3,0
Administration douanière	Congo	Missions	Renforcer les principales fonctions des administrations douanières	Assistance à l'élaboration d'une stratégie d'interconnexion de transit et d'un plan d'action, y compris pour le suivi douanier et le contrôle de cette procédure	16 - 26 aout 2022	1,0	2,0	0,0	3,0
Administration douanière	Gabon	Missions	Renforcer les principales fonctions des administrations douanières	Collaboration Douane-Fiscalité et mettre en œuvre leur Accord de Coopération	-	1,0	2,0	0,0	3,0
Administration douanière	Guinée Equatoriale	Missions	Renforcer les principales fonctions des administrations douanières	Evaluation des progrès, des défis et des besoins liés aux procédures d'Asycuda et d'importation	07 - 15 novembre 2022	1,0	2,0	0,0	3,0
Administration douanière	République Centrafricaine	Missions	Renforcer les principales fonctions des administrations douanières	Suivi de la mise en œuvre du cadre d'évaluation en douane et de la procédure d'évaluation automatisée	05 - 09 décembre 2022	1,0	1,0	0,0	2,0
Administration douanière	République Démocratique du Congo	Missions	Renforcer les principales fonctions des administrations douanières	Soutien à la planification et à la mise en œuvre de la réforme douanière	05 - 12 juillet 2022	1,0	2,0	0,0	3,0
Administration douanière	Séminaires Régionaux	Séminaires régionaux	Moderniser le cadre institutionnel de gouvernance des administrations douanières	Participation au séminaire des directeurs généraux des douanes de l'OMD	26 - 28 mai 2022	1,0	1,0	0,0	2,0

ANNEXE 8

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2023 - ADMINISTRATION DOUANIÈRE (SOUS FINANCEMENT CCCDI)

Domaine	Pays/Institution	Mode opératoire	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
						Prévues			
						Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site								
Administration douanière	Séminaires régionaux et cours	Séminaires régionaux	Renforcer les principales fonctions des administrations douanières	Interconnectivité de transit et suivi et contrôle douanier de cette procédure	-	1,0	1,0	0,0	2,0
Administration douanière	Tchad	Missions	Renforcer les principales fonctions des administrations douanières	Identification des besoins de renforcement des capacités dans les administrations douanières	10 mai 2022	1,0	0,0	0,0	1,0
						13,5	22,5	2,0	38,0